

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Assurance sur la Vie entre Époux

SOUS LES

RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 7 juin 1916 à 3 heures

PAR

Paul TOUSSAINT

Lauréat de la Faculté

(Deuxième mention. Concours de Droit Civil, 1911)

Président : M. CARPENTIER, professeur
Suffragants { MM. LEFEBVRE, professeur
PIÉDELIEVRE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1916

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Assurance sur la Vie entre Époux

SOUS LES

RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 7 juin 1916 à 3 heures

PAR

Paul TOUSSAINT

Lauréat de la Faculté

(Deuxième mention. Concours de Droit Civil, 1911)



Président : M. CARPENTIER, professeur

Suffragants { *MM. LEFEBVRE, professeur*
PIÉDELIÈVRE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1916

A MA GRAND-MÈRE

A MON PÈRE. A MA MÈRE

A MA SŒUR

A LA MÉMOIRE D'UN AMI

L'Assurance sur la Vie entre Époux

SOUS LES RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ

INTRODUCTION

« L'utilité d'une loi sur le contrat d'assurance n'est niée aujourd'hui par personne, et déjà de nombreux pays ont, dans le cours du dernier siècle, devancé la France en légiférant sur cet important objet. »

Ainsi s'exprime M. Lyon-Caen, au début de son rapport sur le projet de loi relatif au contrat d'assurance, déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 12 juillet 1904 et destiné à combler une lacune dans notre législation en donnant aux assurances contre l'incendie, sur la vie et contre les accidents la charte qui leur manquait.

Près de douze ans se sont écoulés depuis cette époque, et cependant la situation reste actuellement ce qu'elle était alors. Jusqu'ici, en effet, le projet de loi n'a été l'objet d'aucun débat devant nos assemblées législatives ; il est demeuré enfoui au milieu des

archives parlementaires. C'est dire que les très nombreuses et délicates questions de droit privé soulevées, en particulier, par la pratique des assurances sur la vie, ne sont toujours pas solutionnées par la loi. Du titre III du projet — titre concernant cette dernière catégorie d'assurances — a seule été extraite une disposition fragmentaire, dont le vote présentait un intérêt immédiat pour empêcher la continuation de certaines combinaisons immorales qui étaient signalées : c'est l'article 49, aujourd'hui loi du 8 décembre 1904, interdisant l'assurance en cas de décès reposant sur la tête d'enfants de moins de douze ans (1). Mais il n'y a là qu'une simple disposition d'ordre public, qui ne vise aucunement les effets du contrat.

La législation française demeure donc encore incomplète au point de vue des assurances. Nos Codes, en effet, sont muets sur diverses variétés d'assurances qui ont pris, de nos jours, une importance toute spéciale. Le Code civil, à propos de la définition du contrat aléatoire (art. 1964), ne mentionne que les assurances maritimes, dont le Code de commerce (art. 332 à 396) s'occupe uniquement. Ce fait s'explique d'ailleurs de lui-même, si l'on considère que, lors de la rédaction des Codes, l'assu-

1. Noter toutefois que l'article 49 du projet prévoyait l'âge de quinze ans. — Rapport et projet de loi : *Journal officiel*, année 1904. Annexe n° 1918, p. 918 et suiv.

rance maritime était, à vrai dire, la seule qui fut usitée en France de façon régulière et depuis longtemps.

L'assurance sur la vie n'y était cependant pas ignorée, et son idée première semble précisément se rencontrer dans l'assurance maritime appliquée aux personnes exposées aux risques de mer. Mais les spéculations auxquelles cette opération avait donné lieu lui valut d'être prohibée dans l'ordonnance sur la Marine de 1681. Elle resta entachée, par la suite, d'une défaveur qui la fit condamner de façon formelle dans les travaux préparatoires (1), comme suspecte d'immoralité parce que susceptible de faire naître le *votum mortis*, après qu'une éphémère compagnie royale d'assurances, fondée en 1787, eût été abolie dès 1793, par la Convention.

Les choses ont bien changé aujourd'hui et à la suite d'une longue évolution, dont l'origine a été marquée par un avis du Conseil d'État du 28 mai 1818, très nettement favorable à l'assurance sur la vie (2), et le terme par les attaques dont celle-ci a

1. Le comte Corvetto, dans l'exposé des motifs du titre des assurances du Code de commerce; Portalis, dans l'exposé des motifs du titre de la vente du Code civil, ont attaqué l'assurance sur la vie. Le second, surtout, s'est montré très énergique contre ce contrat, qualifié par lui de « pacte odieux ». Cf. Locré, *La Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. XIV, p. 152 et t. XVIII, p. 456-457, n° 10.

2. Avis du Conseil d'État, du 28 mai 1818: « ... Considérant que ce genre de contrat peut être assimilé aux contrats aléatoires que

été l'objet devant la Cour de cassation, le 4 juin 1864, de la part du procureur général Dupin (1), attaques qui constituèrent la dernière manifestation officielle d'hostilité à l'égard d'un contrat chaque jour davantage pratiqué.

Personne, désormais, ne songe plus sérieusement à contester sa licéité; au contraire, on s'accorde généralement à reconnaître une véritable utilité sociale à cette institution de prévoyance. Il serait donc parfaitement oiseux d'instaurer ici un débat sur ce sujet si discuté pendant longtemps.

Ce qu'il importe de noter, en tout cas, c'est que le développement considérable pris en France, au cours du xix^e siècle, par les assurances sur la vie (2), s'est

permet le Code civil, qu'il est ainsi plus digne de protection que le contrat de rente viagère, puisque l'un est, trop souvent, le résultat de l'égoïsme, tandis que l'autre ne peut naître que d'un sentiment généreux et bienveillant qui porte le souscripteur à s'imposer des sacrifices annuels pour assurer aux objets de son affection un bien-être et une aisance dont sa mort pourrait les priver, est d'avis que l'engagement de payer une somme déterminée au décès d'un individu, moyennant une prestation annuelle à faire par cet individu, peut être autorisé, mais qu'il ne doit pas être permis d'assurer sur la vie d'autrui sans son consentement... » A la suite de cet avis fut autorisée la fondation de la première entreprise privée française d'assurances sur la vie (Pand. fr. *Répert.*, t. X, p. 706).

1. Affaire La Pommerais (D. 64 1. 499). — Le procureur Dupin s'est inspiré des critiques de Portalis. Le « pacte odieux » de celui-ci est, pour celui-là, une convention *plena periculosissimi eventus*.

2. Un chiffre suffit à donner une idée de ce développement : à la date du 31 décembre 1913, la valeur des capitaux assurés en

produit en l'absence d'une législation spéciale. Différentes lois ont, il est vrai, été votées, qui touchent plus ou moins à cette matière : mais ce sont des dispositions de caractère réglementaire et administratif, n'ayant rien à voir avec les effets civils du contrat (1). Ceux-ci ont donc été déterminés uniquement par la doctrine et la jurisprudence, qui ont édifié une construction parallèle en ses développements aux progrès de la pratique des assurances sur la vie. En appliquant ou en adaptant à la solution des nombreuses difficultés qu'elle soulève les dispositions du droit commun de notre législation — application dont l'opportunité est, avec raison, constamment affirmée par eux (2) — les tribunaux,

cours était de 4.856.525.311 francs pour l'ensemble des compagnies françaises (*Journal des Assurances*, 1914, p. 342).

1. Telles, parmi beaucoup d'autres, les lois du 5 juin 1850, sur le timbre des effets de commerce, premier texte qui ait mentionné (art. 37, al. 3) les assurances sur la vie; du 11 juillet 1868, portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents; du 21 juin 1875, soumettant (art. 6) au droit de mutation « les sommes, rentes ou émoluments quelconques dûs par l'assureur à raison du décès de l'assuré »; du 26 juillet 1893, fixant (art. 59) les tarifs de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès; du 8 décembre 1904, précitée (*supra*, p. 2); du 17 mars 1905 « relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine ». Le projet de loi général actuel avait été précédé d'un premier projet, déposé à la Chambre des députés le 19 novembre 1889. Il fut pris en considération le 22 mars 1890, mais n'eut pas d'autre suite.

2. Jugements et arrêts cités plus bas, p. 28, note 1.

éclairés par les travaux des juristes, sont parvenus à établir sur des bases solides un ensemble de principes qui répondent, en général, aux nécessités et au but de l'assurance sur la vie. Par là, ils ont, fort heureusement, suppléé aux textes inexistants.

Sans doute, il y a eu de grands flottements — c'était inévitable — et il en subsiste encore, que nous aurons l'occasion de relever au cours de ce travail. Mais l'on peut dire que la jurisprudence est désormais chaque jour mieux assise et qu'elle tend à se rapprocher d'une unité où les notes discordantes se font de plus en plus rares.

Il est d'ailleurs tout à fait remarquable que le texte du projet de loi constitue, spécialement dans la matière des assurances sur la vie entre époux, la fréquente confirmation de cette jurisprudence.

Cette constatation est l'un des nombreux témoignages du rôle, si utile à notre vie sociale, de cette « nouvelle législation coutumière » que créent parfois les tribunaux et qui présente l'avantage de préparer la voie dans laquelle le législateur aura à s'engager, comme aussi de suppléer, le cas échéant, à ses lenteurs ou à ses omissions.

La question de l'assurance sur la vie entre époux renferme une partie très considérable des nombreux problèmes juridiques qui naissent, en général,

de la pratique de cette opération de prévoyance.

Quel que soit le régime matrimonial envisagé, elle présente toujours de la complexité, car, si l'on désire l'étudier dans son ensemble, il faut toucher à plusieurs branches de notre législation : droit civil, droit fiscal, droit commercial.

Quelle est la capacité de la femme mariée à contracter une assurance ? Celle-ci, quand elle est souscrite par l'un des époux au profit de l'autre, constitue-t-elle une libéralité pour le bénéficiaire ? Dès lors, est-elle révocable *ad nutum*, par application de l'article 1096 du Code civil ? Quels sont les droits des cohéritiers de l'époux gratifié ? Peuvent-ils exiger de lui qu'il effectue le rapport à la succession du conjoint stipulant ? Quels sont les droits des créanciers de ce dernier ? Pourraient-ils le cas échéant, invoquer l'action paulienne ? Autant de questions qui intéressent les parties les plus diverses du droit civil : capacité à contracter, donations, successions, obligations — pour ne citer que celles-là.

Mais, le conjoint bénéficiaire est-il astreint au paiement du droit de mutation par décès ? Et ceci relève du droit fiscal.

En supposant, en outre, que la police ait été contractée au profit de sa femme par un mari commerçant, il faudra se demander également si, au cas de faillite de ce dernier, la bénéficiaire devra être dépouillée de son droit à la somme assurée, par

application des articles 446 et 447, 559 et 564 du Code de commerce.

Lorsque les époux sont mariés sous un régime de communauté, d'autres problèmes viennent se surajouter aux précédents. Cela tient à l'existence de trois patrimoines distincts entre lesquels la loi répartit l'actif et le passif des conjoints, d'après des règles déterminées.

Dès lors, se pose une question, qui ne s'était pas encore présentée : celle de l'attribution du bénéfice de l'assurance. Celui-ci entrera-t-il dans le patrimoine commun ? Constituera-t-il, au contraire, un bien propre pour l'époux au profit duquel le contrat a été passé ? A quelles conditions, dans ce dernier cas, la communauté aura-t-elle droit à être indemnisée des primes payées par elle ? Et, lorsque récompense lui sera due, quel en devra être le montant : la valeur de la somme assurée, celle de toutes les primes, ou de certaines d'entre elles seulement ? Autant d'interrogations nouvelles auxquelles il faut répondre.

Qui trop embrasse mal étreint. On ne saurait donc avoir l'ambition de passer en revue, dans un travail de cette espèce, toutes les questions qui viennent d'être énumérées.

Plus modeste dans nos prétentions, nous nous pla-

cerons au seul point de vue du droit civil et limiterons, en outre, notre étude aux régimes de communauté : c'est là, en effet, que se présentent les difficultés vraiment spéciales soulevées par la pratique des assurances sur la vie entre époux, c'est-à-dire, d'une part, le problème de l'attribution du bénéfice de l'opération ; d'autre part, la fixation des cas dans lesquels la communauté supportera définitivement la charge des primes payées par elle et de ceux où elle aura droit à récompense — contre-partie nécessaire de la question précédente. Il y aura également lieu de s'occuper de la capacité de la femme mariée, commune en biens, à souscrire une assurance soit à son profit personnel, soit au profit d'un tiers et de se demander si, lorsque le contrat a été passé par l'un des époux au bénéfice de son conjoint, il demeure révocable *ad nutum*, même après l'acceptation de ce dernier, à raison des dispositions de l'article 1096 du Code civil. Les conséquences, en notre matière, de la loi du 13 juillet 1907, qui a créé les biens réservés de la femme mariée, seront aussi notées. Enfin, nous voudrions nous inspirer spécialement du parallèle qui peut être établi entre les dispositions du projet de loi et les solutions de la doctrine et de la jurisprudence actuelles.

Ainsi compris, ce travail sera divisé en trois parties.

Dans la première, on s'occupera des principes

généraux de l'assurance sur la vie et de la stipulation pour autrui, sur lesquels il est important de prendre parti parce qu'il y aura lieu d'en faire l'application fréquente, en cours de route.

Ces notions générales relevées, nous en viendrons, dans une deuxième partie, aux effets de l'assurance sur la vie entre époux soumis à la communauté légale.

Nous pourrons, ensuite, nous consacrer à l'étude des régimes de communauté conventionnelle, envisagés par rapport à notre matière : ce sera l'objet d'une troisième et dernière partie.

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

Considérations préliminaires

Une étude, même sommaire, des principes généraux de l'assurance sur la vie exige que l'on fasse appel à des notions de nature assez variée.

C'est qu'en effet, l'assurance sur la vie ne constitue pas une opération d'un type unique, bien délimitée dans ses conditions et dans ses effets. Elle est, au contraire, susceptible, suivant la volonté des parties contractantes, d'un très grand nombre de combinaisons différentes. Toutes, cependant, reposent sur une même idée ; garantir le patrimoine d'une personne contre les effets dommageables d'un événement déterminé. Mais, cet événement lui-même n'est pas toujours identique : ce peut être tantôt la vieillesse, et tantôt la mort.

Il y a donc là, dès l'origine du contrat, une pre-

mière cause de différenciation, à laquelle viennent s'en adjoindre beaucoup d'autres, suivant les modalités adoptées.

D'où il résulte la possibilité de nombreuses formules, ayant chacune son individualité propre.

Nous aurons donc à examiner, au cours de cette première partie :

1°) La définition, le caractère et la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie, en général.

2°) Les principaux types d'assurances sur la vie, en insistant sur l'importance particulière que présente cette combinaison spéciale connue sous le nom d'assurance en cas de décès au profit d'un tiers.

3°) Le mécanisme de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, au point de vue de la manière dont on peut expliquer la naissance du droit du bénéficiaire.

Chacune de ces questions fera l'objet d'un chapitre spécial.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION, CARACTÈRES ET NATURE JURIDIQUE DU CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE

Si la détermination des caractères de l'assurance sur la vie soulève peu de difficultés, la question de la nature juridique de cette opération a été l'objet de discussions qui ne sont pas encore terminées. Entre les auteurs qui ont vu dans ce contrat un véritable placement, sans plus, et ceux qui ont voulu l'assimiler à toute autre espèce d'assurance, d'autres interprétations se sont fait jour, qui combinent, à des degrés divers, les deux idées.

A cause de l'importance de cette controverse, il y a lieu d'en traiter séparément et, par suite, de diviser ce chapitre en deux sections.

PREMIÈRE SECTION

Définition et caractères du contrat d'assurance sur la vie

Il est peut-être malaisé, en raison de la grande diversité des contrats d'assurance sur la vie, de don-

ner une définition unique et générale de cette dernière.

C'est sans doute pour cette raison que, dans les différents ouvrages, se rencontrent à ce propos des notions assez variables d'un auteur à l'autre.

M. Dupuich (1) s'exprime dans les termes suivants, qui offrent l'avantage de ne pas faire préjuger de la nature juridique de l'acte, sur laquelle nous n'avons pas encore eu à prendre parti : « L'assurance sur la vie est un contrat par lequel une personne nommée assureur, promet à une personne, nommée preneur d'assurance, en retour d'une prestation appelée prime, de procurer un certain bénéfice à une personne nommée bénéficiaire en cas de vie ou en cas de décès d'une personne nommée assuré. »

Des quatre personnes énumérées dans cette définition, l'une — l'assureur — est toujours, en fait, une compagnie, et l'on concevrait d'ailleurs difficilement comment, dans la pratique, celui-ci pourrait être un particulier.

Quant aux trois autres, elles peuvent se « réunir » en quelque sorte en une seule. Il en est ainsi quand le preneur d'assurance joint à cette qualité celles d'assuré et de bénéficiaire, c'est-à-dire lorsque le contrat repose sur sa tête et que l'émolument en sera recueilli soit par lui-même s'il survit à un âge déter-

1. *Traité pratique de l'assurance sur la vie*, p. 12, n° 6.

miné (assurance en cas de vie), soit à son décès, par sa succession (assurance en cas de décès).

Il se peut aussi qu'à côté de l'assureur, on trouve non pas trois, ni une, mais bien deux personnes. Cela se produira dans l'assurance en cas de décès reposant sur la tête d'un tiers, dans laquelle le preneur de l'assurance en est également le bénéficiaire, mais où l'événement qui donne ouverture à l'exigibilité de l'obligation de la compagnie est la mort d'un tiers : c'est cette opération qui a été interdite en France, par la loi du 8 décembre 1904, quand le tiers assuré (1) est âgé de moins de douze ans. Cela se produira encore dans l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, où le contrat, dont le bénéfice reviendra à une autre personne, repose sur la tête du souscripteur, lequel est donc, en même temps, l'assuré.

Enfin, l'assurance concerne quatre personnes si, par exemple, le preneur stipule de l'assureur que celui-ci versera la somme convenue à telle personne (le bénéficiaire), au décès de telle autre (l'assuré).

1. Avec M. Dupuich (*op. cit.* p. 12), l'on doit remarquer que l'expression « assuré » employée avec l'acceptation de « celui sur la tête de qui repose l'assurance » peut paraître assez impropre dans tous les cas où cette personne ne se confond pas avec celle qui doit profiter de l'assurance, à qui elle conviendrait mieux. Mais, cette dernière étant désignée sous le nom habituel de « bénéficiaire », on a réservé la dénomination « assuré » à celui dont la vie est mise en risque, comme, dans l'assurance des choses, l'objet « assuré » est celui qui est exposé au risque.

Ce qu'il importe de noter, c'est qu'en toute hypothèse et quel que soit le nombre des intéressés à l'acte, il n'y a jamais que deux contractants : l'assureur et le souscripteur. Le premier promet de verser une somme fixée, lorsque se réalisera un événement déterminé, à condition que le second ait régulièrement payé sa prestation : c'est tout, et aucune autre personne ne se trouve tenue d'une obligation quelconque.

En résumé, un contrat dans lequel l'exigibilité de l'obligation du promettant dépend uniquement du fait de la vie ou de la mort de l'assuré et qui peut, en dehors des deux parties, intéresser une ou deux autres personnes suivant les cas : voilà l'idée d'ensemble qu'il est permis de retenir, au point de vue théorique, de l'assurance sur la vie.

Nous devons nous demander maintenant quel est le caractère de cette opération.

A l'exemple du Code civil qui, dans l'article 1964, range l'assurance maritime au nombre des contrats aléatoires, la jurisprudence classe l'assurance sur la vie parmi ces mêmes contrats. La Cour d'appel d'Amiens s'est prononcée en ce sens dans un arrêt en date du 8 mai 1888 (1) ; la Chambre civile de la

1. S. 88. 2. 177. — Cet arrêt s'exprime ainsi : « Considérant qu'il constitue d'abord, entre le promettant et le stipulant, un contrat commutatif de nature aléatoire, aux termes duquel le promettant contracte l'obligation ferme de payer la somme de

Cour de cassation a, tout récemment, affirmé les mêmes principes en disant que l'assurance sur la vie « est un contrat aléatoire qui doit être rigoureusement renfermé dans les termes des conventions acceptées par les parties » (1).

Cette manière de voir, déjà exprimée dans l'avis du Conseil d'État, du 28 mai 1818, est certainement exacte, bien qu'au premier abord il puisse sembler assez contradictoire d'accoler le qualificatif « aléatoire » au mot « assurance », qui éveille précisément l'idée de garantie — garantie contre certains

10.000 francs, moyennant le paiement qui lui sera fait des primes convenues, pendant la durée nécessairement incertaine de la vie du stipulant, ce qui rend cette contre-valeur aléatoire... » Il est curieux de constater le rapprochement effectué par la Cour entre les qualificatifs « commutatif » et « aléatoire », appliqués par elle à un seul et même acte. Ceci ne peut s'expliquer qu'à la condition de ne pas établir entre le sens de ces deux expressions l'opposition que l'on y met d'habitude en définissant, comme le fait, par exemple, M. Planiol (*Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 954) le contrat commutatif celui où « l'étendue des prestations que se doivent les parties est immédiatement certaine », et le contrat aléatoire celui où « la prestation due par l'une des parties dépend d'un événement incertain qui rend impossible cette évaluation jusqu'à sa réalisation » : on comprendrait difficilement, en effet, comment une prestation pourrait présenter un caractère certain, mais de nature incertaine ! Il faut d'ailleurs ajouter que cette opposition ne découle pas strictement des termes de l'art. 1104 du Cod. civ., critiqués avec raison par M. Planiol.

1. Cass. civ., 19 octobre 1914. *J. des Ass.* 1915, p. 370. — Cf. Amiens, 7 décembre 1902. S. 1903. 2. 257. — Montpellier, 4 janvier 1905, S. 1905. 2. 270.

risques — c'est-à-dire de quelque chose qui est tout le contraire d'un aléa.

Mais, il n'y a là, en réalité, qu'une simple apparence, car ce que l'on désigne sous le terme générique d' « assurance » englobe deux éléments tout à fait différents.

D'une part, le fonctionnement technique de l'opération, basé sur la loi des moyennes et qui, par ce fait, ne présente pas plus d'aléa pour l'assureur que pour le preneur, en ce sens qu'à moins d'éventualités anormales, le premier est toujours certain de trouver dans ses caisses de quoi payer la somme promise par lui, et le second toujours certain, également, que si l'événement prévu dans la police se réalise, cette somme sera versée soit à lui-même, soit au bénéficiaire qu'il a désigné. C'est en cela que l'expression « assurance » est justifiée.

Mais la question présente aussi une autre face : c'est le contrat individuel passé entre la compagnie et le souscripteur de la police, ce sont les rapports établis entre les deux parties, et là apparaît le caractère aléatoire de l'opération (1).

1. C'est en se basant sur ce double caractère présenté par l'assurance sur la vie, suivant le côté duquel on la regarde, que M. Couteau a cru pouvoir dire (*Traité des assurances sur la vie*, t. I, n° 216) que « le contrat d'assurances sur la vie, tel que nous le montre la pratique, est dans cette situation singulière qu'on pourrait aussi bien le ranger dans la classe des contrats commutatifs que dans celle des contrats aléatoires ». En réalité, il y a dans

Car il y a bien un aléa dans les relations entre le souscripteur et l'assureur. Dans l'assurance en cas de vie, le souscripteur peut décéder avant d'avoir atteint l'âge convenu pour le versement des sommes assurées ; alors, son patrimoine se sera appauvri des primes sans aucune compensation. Dans l'assurance en cas de décès, il est vrai, l'événement fixé, — le décès de l'assuré — est de réalisation essentiellement certaine. Néanmoins, l'aléa subsiste là encore, car ce décès interviendra à une date que l'on ne peut pas prévoir (1). Par suite, le stipulant versera à titre de primes des sommes plus ou moins élevées, suivant les circonstances, pour avoir droit à recevoir de l'assureur une valeur fixée d'avance. La combinaison pourra donc être plus ou moins avantageuse ou désavantageuse à chacune des deux par-

cette affirmation une erreur. Ce qui est « commutatif » dans l'assurance sur la vie, ce n'est pas le contrat, c'est, comme nous venons de le faire remarquer, le fonctionnement de l'opération — si toutefois l'on peut appliquer le qualificatif de « commutatif » à ce qui n'est qu'un simple procédé d'organisation technique. Le contrat, c'est la convention intervenue entre l'assureur et le souscripteur ; ce n'est pas autre chose. Et cette convention est de nature aléatoire. Si M. Couteau avait dit que « l'opération d'assurance sur la vie présente à la fois un caractère commutatif et aléatoire », il n'y aurait eu là rien de critiquable. Mais l'on n'est pas en droit d'affirmer que le contrat est en même temps commutatif et aléatoire, ce qui constitue, à tout le moins, une impropriété de langage.

1. Voir les termes de l'arrêt précité de la Cour d'appel d'Amiens du 8 mai 1888 (supra, p. 20, note 1).

ties. Il est, par conséquent, indéniable que l'assurance sur la vie doit figurer au nombre des contrats aléatoires.

Aléatoire dans les rapports entre le promettant et le souscripteur, ce contrat est également, entre les mêmes personnes, un acte à titre onéreux : c'est une notion évidente, puisque le paiement régulier de la prime est une condition indispensable pour que l'assureur soit obligé.

Mais la question se présente sous une double face, si la police a été souscrite au profit d'un tiers. Alors, à côté des rapports qui unissent les deux contractants, il faut envisager ceux qui s'établissent entre le stipulant et le bénéficiaire désigné par lui. Entre ces deux dernières personnes, l'assurance peut aussi bien constituer une libéralité qu'un acte à titre onéreux. Il se peut que le souscripteur ait entendu gratifier purement et simplement le tiers, auquel cas le second est donataire du premier. Il se peut également que le stipulant, après entente avec le bénéficiaire, ait voulu éteindre de cette façon une dette dont il lui était redevable ; alors l'acte sera à titre onéreux dans toutes ses parties, entre l'assuré et le tiers comme entre les deux contractants.

La détermination du caractère de l'assurance vis-à-vis du tiers bénéficiaire est donc une question de fait. Tout dépendra des circonstances et de l'intention du stipulant.

Quand le contrat a été passé au profit de son conjoint par une personne mariée, cette détermination présente un intérêt particulier parce qu'elle soulève des questions spéciales, par exemple celle de savoir si la règle révocatoire de l'article 1096 du Code civil et les dispositions des articles 446, 447 et 564 du Code de commerce sont ou non applicables en pareil cas.

En outre, si les époux sont soumis à un régime de communauté, l'attribution de la somme assurée au patrimoine commun ou au patrimoine propre du bénéficiaire peut dépendre du caractère conféré à l'acte au regard de ce dernier, lorsque l'assurance a été souscrite à son profit par un tiers quelconque, aussi bien que quand elle l'a été par son conjoint, comme peut en dépendre parcontre-coup, dans cette dernière hypothèse, le droit de la communauté à obtenir récompense.

La solution doit demeurer ici celle du droit commun: le seul fait que le bénéficiaire est marié au stipulant ne saurait, en effet, attribuer une nature déterminée invariable à l'acte dont il profite. Ce sera, là aussi, une question de circonstances, conformément à l'opinion qui est, en général, celle de la doctrine (1) et de la jurisprudence (2).

1. Couteau, *op. cit.*, t. I, pp. 273-274. — Thaller, note au D. 88.2 4. — Labbé, note au S. 90. 1. 6. — Planiol, note au D. 93. 1. 401.

2. Besançon, 2 mars 1887. D. 88.2.4.

Done, l'époux bénéficiaire d'une assurance souscrite à son profit par son conjoint est tantôt un donataire de ce dernier, tantôt un simple acquéreur à titre onéreux. Ce sera une question de fait que de savoir s'il a l'une ou l'autre de ces qualités ; dans la pratique, d'ailleurs, il revêtira sans doute bien rarement la seconde.

Telles sont les notions générales que l'on doit retirer d'une définition de l'assurance sur la vie. Nous avons à nous demander maintenant quelle est la nature juridique de cette opération si elle présente les mêmes caractères que les autres variétés d'assurances terrestres, si, au contraire, elle constitue un simple procédé particulier de placement ou encore un contrat *sui generis*, sans analogue dans notre droit.

SECTION II

Nature juridique du contrat d'assurance sur la vie

« Sous le nom unique d'assurance, on confond deux sortes de contrats fort différents, comme leur analyse va le montrer : les assurances proprement dites, et les assurances sur la vie. »

Dans cette phrase, M. Planiol (1) marque très nettement la séparation qu'il établit entre l'assurance sur la vie et toutes les autres variétés d'assurances ; il exprime, en même temps, une manière de voir qui est celle de la plus grande partie de la doctrine.

Mais, quand après avoir fait cette première distinction, il s'agit de déterminer en quoi ce contrat diffère des autres portant la même dénomination générique que lui, quand, après avoir dit ce qu'il n'est pas, il faut établir ce qu'il est, alors commencent entre les auteurs des divergences d'opinion aussi variées que profondes. De ceux qui nient absolument — ils sont d'ailleurs l'exception — que l'assurance sur la vie présente certains des caractères des autres assurances terrestres, à ceux — ils sont également le petit nombre — qui l'assimilent finalement à celles-ci, on conçoit qu'il y ait eu place pour toute une gamme d'opinions diverses, qui n'ont pas manqué d'être exprimées dans une littérature d'autant plus abondante que l'absence de législation spéciale lui laissait le champ plus libre.

On peut observer, toutefois, que les principales théories gravitent autour de trois idées différentes :

1° Pour certains auteurs, l'assurance sur la vie ne mérite pas son nom, car elle n'a aucunement les

1. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 2141.

caractères de l'assurance *stricto sensu* : c'est une opération qui est tout l'analogue d'un placement de fonds, et rien de plus.

2° D'autres auteurs combinent la notion d'assurance soit avec celle de placement, soit avec d'autres notions semblables, celle de prêt à intérêts, par exemple. Ils font ainsi de l'assurance sur la vie une assurance *sui generis*. La grande majorité de la doctrine est dans ce sens.

3° De certains ouvrages, enfin, se dégage l'idée qu'il n'y a pas lieu de séparer l'assurance sur la vie des autres variétés d'assurances.

On dit d'ailleurs très souvent que l'assurance sur la vie est un « contrat innommé », non prévu par le Code et soumis, par conséquent, aux principes du droit commun. C'est, en particulier, ce qui résulte de la jurisprudence (1). Cette opinion n'est que la constatation d'un fait et l'expression du principe de la liberté des conventions ; elle constitue d'autant moins une doctrine déterminée sur la nature juridique de l'assurance sur la vie que, quel que soit le parti adopté à ce dernier point de vue, on est toujours en droit d'ajouter que celle-ci est un « contrat

1. Colmar, 27 février 1865. D. 65.2.93. — Civ. Marseille, 16 juillet 1870. *J. des Ass.*, 1870, p. 438. — Cass. civ., 15 décembre 1873. D. 74.1.113. — Cass. req., 20 décembre 1876. D. 77.1.504 ; et 27 janvier 1879. D. 79.1.230. — Amiens, 8 mai 1888. S. 88.2.177 — Civ. Seine, 15 juillet 1898. *J. des Ass.*, 1899, p. 54.

innommé ». Il y a donc là une simple observation générale, applicable en toute circonstance, c'est à-dire tout l'opposé d'un système individuellement caractérisé.

Avant de procéder à un examen sommaire des principales théories, avant de se prononcer en faveur de telle ou telle d'entre elles, il est indispensable de rappeler les éléments essentiels qui doivent se rencontrer dans tout contrat d'assurance, *stricto sensu*.

On considère, d'habitude, que ces éléments sont les suivants :

1° Le risque, qui est l'événement futur et incertain dont la réalisation rendra exigible l'engagement pris par l'assureur. Il est la cause de l'aléa existant dans toute assurance.

2° L'indemnité, c'est-à-dire la somme destinée à réparer le dommage causé par la réalisation du risque. Elle constitue la véritable caractéristique de l'assurance proprement dite, comme le constate un récent arrêt de la Cour de cassation (1).

3° Une association, en d'autres termes la réunion de tous les souscripteurs qui ont établi entre eux

1. Cass. civ., 12 février 1913. D. 1914. 1. 137. — Cf. Paris, 13 décembre 1851. D. 54. 1. 369. — Orléans, 4 août 1905. D. 1906. 2. 292. — Req., 4 février 1913. D. 1914. 1. 79.

une mutualité implicite, du jour où ils ont contracté une assurance, et par cela seul (1).

Tels sont les trois faits qui distinguent le contrat d'assurance, considéré en général. Il nous faut maintenant examiner s'ils se retrouvent dans l'assurance sur la vie et, dans ce but, passer tout d'abord rapidement en revue les principales théories qui ont été défendues à ce sujet.

§ 1. — *Étude sommaire des principales théories*

De tous les auteurs qui ont rapproché l'assurance sur la vie du placement, M. Léveillé, professeur à la Faculté de droit de Paris, est sans doute celui qui a présenté son opinion de la manière la plus absolue.

D'abord, dans son *Rapport sur le concours de doctorat*, en 1869, il s'exprimait ainsi : « Un des membres de cette Faculté » — (c'est de lui-même qu'il s'agit) — « a, sur la nature de l'opération, une doctrine hardie... Il voit dans l'assurance sur la vie un placement aléatoire, [il en fait une variété du prêt. »

1. Beaucoup d'auteurs, (par exemple Herbault, *Traité des assurances sur la vie*, p. 10), considèrent que la prime constitue un élément distinctif de l'assurance. En réalité, elle n'a rien de caractéristique à ce point de vue ; c'est tout simplement « le prix du billet d'assurance » (Couteau, *op. cit.*, t. I, p. 246, note 1), le prix de l'engagement de l'assureur.

Puis, en 1872 (1), il renforçait et développait cette idée dans les termes suivants : « Pendant longtemps, on a dit, et cette thèse semblait toute simple : l'assurance sur la vie est une assurance, donc il faut appliquer aux assurances sur la vie les règles des assurances maritimes et terrestres.

« Eh bien, non ; l'assurance sur la vie n'est pas une assurance...

« Dans une assurance véritable, l'obligation de la compagnie est conditionnelle... Dans l'assurance sur la vie, l'obligation de la compagnie est à terme. Cette obligation est certaine dans son existence, incertaine dans son échéance ; ce risque prévu, le décès de l'assuré, se produira nécessairement(2)...

« Les véritables assurances se reconnaissent à un second signe ; elles sont des contrats d'indemnité ; elles comblent une perte, elles ne doivent pas être l'occasion d'un gain... Dans l'assurance sur la vie, rien de semblable : un chef de famille peut assurer sur sa tête, si les compagnies y consentent, deux cents, quatre, six cent mille francs payables à son

1. *Notice sur une combinaison d'assurance sur la vie avec tirages.*

2. Cette dernière phrase indique que, dans son argumentation, l'auteur a eue en vue l'assurance en cas de décès, et la même constatation pourra être faite pour la plupart des autres doctrines. Ce contrat constitue d'ailleurs la véritable forme-type de l'assurance sur la vie.

décès. Il n'est plus gêné ici, il n'est plus contenu par une estimation quelconque de valeur, il écrit dans la police ce qu'il veut...

« Mais alors, qu'est donc l'assurance sur la vie ? »

« L'assurance sur la vie est une variété du *mutuum*...

« Le capital assuré représente pour une partie un capital restitué (les primes), pour une partie une prime de remboursement... »

Antérieurement à M. Lèveillé, M. Reboul (1) avait déjà vu dans l'assurance sur la vie une opération de l'ordre du placement : « ... Il ne faut pas concevoir », dit M. Reboul, « cette transaction viagère qu'on appelle assurance pour la vie entière, ou mieux assurance payable au décès comme une assurance pure et simple, c'est-à-dire uniquement comme la garantie d'un risque ; c'est bien plus qu'une assurance ; c'est un véritable placement, un placement des plus sûrs et même le meilleur de tous... »

Et, plus loin, cet auteur ajoute : « ... L'assurance payable au décès constitue, avons-nous dit, un véritable placement.

« La participation aux bénéfices n'est qu'un accessoire officieux qui s'ajoute au triple bienfait de la

1. *Des assurances sur la vie*. Le chapitre VIII de cet ouvrage est intitulé : « L'assurance pour la vie entière est un véritable placement. »

sécurité, de l'épargne solidarisée et de la capitalisation. Elle augmente l'avantage du placement, elle ne le crée pas... »

Seulement — ce que ne fait pas M. Léveillé — il complète cette idée par une autre (1), celle qu'à côté du « placement », il y a aussi un élément « assurance » : «... l'assurance sur la vie entière ne peut être assimilée à une assurance pure et simple. Elle se compose de deux opérations distinctes : premièrement, l'assurance proprement dite, qui est la garantie d'un risque ; secondement, la formation d'un capital par annuités (2).

C'est un système en tous points analogue qui est défendu aujourd'hui par M. Planiol (3), pour qui l'assurance sur la vie est « une capitalisation collective et aléatoire. » Sans doute, il y a là « un véritable système d'assurances, mais bien éloigné, dans son objet, des assurances ordinaires. Le risque n'est pas un sinistre, produisant un appauvrissement, un déficit dans le patrimoine : c'est l'arrêt prématuré

1. Dans *le Moniteur des assurances*. Année 1868, p. 78.

2. Cf. Herbault (*op. cit.*, p. 39) : «... Le véritable objet du contrat d'assurance en cas de décès, c'est de garantir contre le « risque d'une mort prématurée la formation d'un capital voulu. « Voilà la véritable cause du contrat, sa cause déterminante. Le « contrat d'assurances est le contrat principal ; le contrat de placement est le contrat accessoire, secondaire ».

3. *Op. cit.*, t. II, n^{os} 2.178 s. q. q. — Cf. Labbé, note au S. 80. 1. 441.

d'une thésaurisation en cours, et la seule perte que l'assuré redoute est un manque à gagner, un obstacle à une augmentation future de son patrimoine. C'est ce qui démontre qu'il est indispensable de séparer l'assurance sur la vie des autres assurances ; elle n'est pas un contrat mutuel d'indemnisation ; elle est un procédé d'enrichissement...

« L'indemnité payée au décès d'une personne n'est à aucun degré et dans aucun cas la réparation du dommage causé à l'assuré par le décès de celui-ci. Elle est l'acquisition d'un capital que le défunt n'a pas eu le temps de former » (1).

Pour M. Thaller (2) la convention comprend effectivement un élément « assurance » très caractérisé, mais se complique également d'un contrat de prêt, d'un « bail de fonds fait par l'assuré à la compagnie ».

D'autres auteurs ne s'attachent pas à l'idée de placement ou de prêt, mais considèrent cependant que l'assurance sur la vie est un contrat *sui generis* qui diffère des autres contrats d'assurance.

Telle est l'opinion de M. Adan (3) : « Reconnaissons donc franchement », dit-il, « un contrat appartenant à la famille des assurances, mais constituant

1. Cf., une note précitée de M. Planiol (D. 93. 1.401), dans laquelle l'assurance en cas de décès est comparée à une loterie.

2. *Traité élémentaire de Droit commercial* (4^e édition) n° 1677.

3. *De la nature des contrats d'assurance sur la vie*, p. 46.

un groupe particulier dans la famille. Reconnaissons en lui un contrat d'assurance *sui generis*, cessons de vouloir l'encastrer dans les vieux cadres des systèmes juridiques sur lesquels il n'a pas modelé sa constitution... » (1).

D'après M. Dupuich (2), « il n'est point permis d'affirmer en termes généraux que le contrat d'assurance sur la vie est nécessairement un contrat d'indemnité. » En effet, l'idée d'indemnité doit être considérée comme tout à fait absente dans le contrat d'assurance en cas de vie, « à moins que l'on ne considère la vie en elle-même comme un mal, ce qui ne serait ni moral ni même exact... Ce n'est pas un accident que de vivre et de vieillir, c'est la mort prématurée qui est l'accident, et conséquemment la seule opération qui ait les caractères d'une assurance est celle qui stipule le paiement d'une indemnité en cas de décès. L'assurance en cas de vie n'a donc d'une assurance que le nom ».

Pour cet auteur, par conséquent, le caractère juridique de l'assurance sur la vie est différent suivant la forme sous laquelle elle se présente. D'après lui, l'assurance en cas de décès est la seule qui mérite vraiment son nom ; et même, il ajoute encore à cette

1. Cf. l'article de M. Dormoy, dans *le Journal des actuaires français*, t. V, p. 31, où l'auteur rapproche l'assurance sur la vie du contrat de rente viagère.

2. *Op. cit.*, pp. 62, s. q. q.

opinion un double correctif en observant premièrement que, dans la pratique, l'assurance en cas de décès ne présente pas toujours le caractère de contrat d'indemnité qu'elle offre dans la pure théorie ; et en second lieu que « le capital assuré n'a point le caractère d'une indemnité proprement dite ». A l'appui de cette dernière affirmation, M. Dupuich remarque que le propre d'une indemnité est de supposer un préjudice, ce qui n'est pas le cas dans l'assurance en cas de décès, où le capital assuré est « fixé arbitrairement au gré des parties contractantes », de même qu'il est dû « par le fait seul de l'échéance de la condition ou du terme, et sans que le bénéficiaire ait à justifier d'aucun préjudice ».

Par là, M. Dupuich reconnaît implicitement que l'assurance sur la vie est une assurance d'un genre spécial.

C'est une théorie analogue qui est défendue par MM. Colin et Capitant dans leur *Cours élémentaire de Droit civil français* (1). Eux aussi affirment que la définition générale ne peut pas s'appliquer à toutes les variétés d'assurances sur la vie où, en effet « l'assuré n'a pas toujours en vue un risque qui peut l'atteindre ». Eux aussi expriment cette opinion que « le contrat d'assurance n'est pas toujours un contrat d'indemnité », et que, dans cer-

1. T. II, pp. 596 et suiv.

taines formes de l'assurance sur la vie, l'« idée d'indemnité fait complètement défaut ».

Partant de là, ces auteurs distinguent les assurances *de personnes* des assurances *de choses*, les secondes se caractérisant en ce qu'elles « ne peuvent pas être une source d'enrichissement pour l'assuré » ; les premières n'ayant pas le caractère de contrats d'indemnité et comprenant, à côté de l'assurance sur la vie, les assurances contre les accidents, la maladie, l'invalidité et autres semblables.

Ainsi donc, MM. Colin et Capitant, comme les auteurs précédents, font de l'assurance sur la vie une assurance *sui generis* ; toutefois, se plaçant à un point de vue plus général qu'eux, ils ne considèrent pas qu'elle forme à elle seule une catégorie particulière, mais qu'elle est bien plutôt un membre d'un groupe plus étendu, celui des « assurances de personnes », que rapprochent des caractères communs.

Cette idée que l'assurance sur la vie est bien une assurance, mais une assurance présentant des caractères spéciaux, est celle qui a finalement rallié les suffrages de la plus grande partie de la doctrine.

Cependant, certains auteurs semblent n'établir aucune distinction.

C'est, en particulier, le cas de M. Troplong (1) :

1. *Le Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code. Contrats aléatoires*, p. 333.

« On voit sans peine », dit-il, « qu'il y a ici un risque sérieux, un dommage réel à craindre, une indemnité à prévoir et, par conséquent, toutes les conditions d'une assurance ».

De même, M. Couteau (1) affirme « que l'assurance en cas de décès appartient à la famille des assurances, que cette opération constitue une assurance véritable et en présente tous les caractères ».

Cette opinion a été également soutenue par M. Claro (2), pour qui « l'opération dénommée assurance sur la vie... présente toujours les deux caractères essentiels du contrat d'assurance : le risque et l'indemnité... »

La jurisprudence, de son côté, ne paraît pas avoir fait sienne la manière de voir qui consiste à assimiler l'assurance sur la vie à un placement ou à un contrat de prêt. Un arrêt, déjà ancien, de la Cour d'appel de Paris (3) a bien refusé de reconnaître à une assurance en cas de décès reposant sur la tête d'un tiers aucun des caractères du contrat d'assurance *stricto sensu* : mais il s'agissait, dans l'espèce,

1. *Op. cit.* t. I, n° 204.

2. *Des assurances sur la vie entre époux*. Thèse, p. 60 et 65. — Cf. Marcadé et Paul Pont, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon. Petits contrats*, n° 587 ; — Labbé, Note au S. 77.1.393.

3. Paris, 13 décembre 1851. D. 54.1.368.

du cas spécial où il est démontré que le souscripteur n'a aucun intérêt à l'existence de l'assuré.

Beaucoup plus récemment, la Cour de cassation de Belgique a employé les mots de « capitalisation aléatoire », mais en évitant de se prononcer (1).

Quant à notre jurisprudence française actuelle, on n'y relève d'idées de ce genre qu'appliquées à certains détails de fonctionnement du contrat. Et encore, les décisions qui établissent, à cette occasion, un rapprochement entre celui-ci et le prêt à intérêts, sont-elles l'exception — une exception qui a, d'ailleurs, été vigoureusement critiquée en doctrine (2). Il s'agit du cas spécial où la compagnie consent au souscripteur une avance sur sa police avec stipulation d'intérêts. Un jugement du tribunal civil de la Seine, du 6 juillet 1911 (3), a vu dans cette opération un prêt sur gage, en conformité avec un arrêt de la Cour d'appel de Paris, qui s'était prononcée antérieurement dans le même sens (4). Mais, outre que l'espèce concernait — répétons-le — une question

1. 18 octobre 1912. *J. des ass.*, 1914, p. 215 «... Attendu que, sans rechercher s'il faut y voir théoriquement un contrat d'indemnité ou plutôt un contrat de capitalisation aléatoire, elle se différencie de l'action en réparation d'un dommage en ce que la somme stipulée payable au décès n'est pas en relation directe avec le préjudice réellement éprouvé par le bénéficiaire de la police d'assurance... »

2. Note de M. Dupuich, au D. 1913. 2. 289.

3. D. 1913. 2. 289.

4. 30 juin 1904. D. 1913. 2. 289.

particulière, et non pas un parti à prendre sur la nature du contrat envisagé dans son ensemble, la jurisprudence habituelle se montre, même sur cette question particulière, contraire à l'idée d'un prêt. Le tribunal de la Seine lui-même est d'ailleurs revenu, en 1912, sur son interprétation de 1911 (1).

On est donc en droit d'affirmer que la théorie de l'assurance sur la vie — contrat de placement est une construction purement doctrinale.

Il est possible, par contre, de citer certaines décisions comme n'ayant voulu établir aucune distinction entre l'assurance sur la vie, considérée sous la forme de l'assurance en cas de décès, et les autres espèces d'assurances (2). Mais ce sont des arrêts déjà relativement anciens et qui n'ont pas fait école dans les décisions plus récentes, où l'on ne rencontre plus cette affirmation catégorique que « l'assurance en cas de décès constitue certainement un contrat d'indemnité. »

Manifestement, aujourd'hui, la jurisprudence s'inspire de plus en plus de l'idée que ce contrat ne doit pas être confondu avec les autres portant le même nom générique que lui. C'est, tout au moins, ce que

1. Alger, 6 avril 1908. *J. des ass.*, 1908, p. 531 ; et 18 octobre 1909. *J. des ass.*, 1910, p. 163. — Civ. Seine, 23 juillet 1912. *J. des ass.*, 1913, p. 258.

2. Aix, 24 mars 1886. *J. des ass.*, 1886, p. 489. — Besançon, 8 mars 1887. *J. des ass.*, 1887, p. 133.

l'on peut déduire implicitement des termes employés par elle, car les tribunaux, en général, ne se prononcent pas ouvertement sur la nature juridique de l'assurance sur la vie (1)

C'est ce qui résulte également du texte du projet de loi, et il suffit, pour s'en convaincre, de rapprocher l'article 10 de l'article 8. Après que celui-ci a proclamé, en effet, que « l'assurance ne peut être qu'un contrat d'indemnité », l'article 10 spécifie qu'il est dérogé à ce principe en matière d'assurance sur la vie, où « les sommes assurées sont définitivement fixées par la police. »

Ainsi, les membres de la Commission extraparlamentaire qui a préparé le projet ont été d'avis que l'assurance sur la vie présente des caractères particuliers, mais que cela ne doit pas l'empêcher de rentrer dans la définition générale du contrat d'assurance, car ils n'ont établi aucune distinction dans celle qu'ils en ont donné à l'article 1^{er}. Cette constatation est d'ailleurs confirmée par les termes du rap-

1. Civ. Arras, 17 mai 1893. *J. des ass.*, 93, p. 475. — Amiens, 7 décembre 1902. S. 1903. 2. 257. — Montpellier, 9 janvier 1905. S. 1905. 2. 270 ; d'où il résulte que le contrat d'assurance sur la vie n'exclut pas, comme un contrat d'assurance contre l'incendie, le cumul de la somme assurée avec les indemnités encourues par des tiers à raison de leur faute. — Civ. Bruxelles, 15 juin 1910. D. 1911. 2.359 ; selon lequel l'assurance sur la vie n'est pas nécessairement un contrat d'indemnité, le capital assuré n'étant point calculé d'après le préjudice que subira le bénéficiaire, mais fixé arbitrairement au gré des contractants.

port de M. Lyon-Caen, qui a affirmé que « ces différences secondaires prouvent non que les assurances sur la vie ne sont pas des assurances, mais que ce sont des assurances d'une nature un peu spéciale » (1).

Nous devons maintenant nous demander quelle conclusion l'on peut retirer des différentes doctrines qui viennent d'être brièvement passées en revue, ce qui nous donnera l'occasion d'entrer dans plusieurs détails de fonctionnement du contrat, dont il est utile d'exposer les idées générales, sur lesquelles nous aurons à nous appuyer plus d'une fois au cours de ce travail.

§ 2. — *Discussion des principales théories*

Les auteurs qui soutiennent, avec des variantes diverses, que l'assurance sur la vie est un placement, un procédé de capitalisation, un prêt à intérêts, fondent très souvent leur opinion sur une interprétation défectueuse du mécanisme de l'opération.

« C'est une caisse d'épargne perfectionnée », a-t-on dit, et il faut reconnaître, en effet, que les apparences sont là pour sembler faire de cette phrase l'expression de la vérité.

1. *Loc. cit. supra*, p. 2.

Pourtant, ce ne sont bien que des apparences, et l'on s'en rend compte en examinant les détails du fonctionnement du contrat qui causent habituellement la confusion. Ces détails sont : les versements, la réserve et la participation aux bénéfices. Il faut dire un mot de chacun d'eux.

Pour ce qui est des versements, il s'agit là seulement du paiement des primes par le souscripteur, non du paiement, par la compagnie, de la somme assurée qui est, pour le moment, en dehors de la discussion. Ce versement à titre de prime, qui est l'origine de l'idée de prêt, de bail de fonds (1) peut cependant servir d'argument contre les partisans de l'assurance-contrat de capitalisation si l'on s'arrête sur cette considération très importante que le paiement de la prime est essentiellement facultatif. On a fort judicieusement observé (2), en effet, que si, à première vue, tout dépend de l'intention des parties puisque « celui qui place son argent ou le prête opère des versements », comme « celui qui désire acquérir un droit ou payer un service », la règle du paiement facultatif des primes intervient ici pour modifier cette interprétation. Un placement suppose un engagement ferme et réciproque des deux parties ; or, en matière d'assurances sur la vie, l'assureur seul

1. Voir le passage précité de M. Thaller (*supra*, p. 34).

2. Claro, *op. cit.*, p. 61.

est obligé de façon ferme : il promet de verser une somme déterminée si le souscripteur a régulièrement acquitté la prime, mais ce dernier n'est pas tenu à cet acquit régulier : il peut, à sa volonté, abandonner le contrat. Ce fait donne à l'assurance sur la vie un caractère d'incertitude quant à l'exécution de la convention, lequel est difficilement compatible avec l'idée de placement ou de prêt. C'est seulement dans le cas exceptionnel où la prime est unique que l'on n'a plus la possibilité de s'appuyer sur cet argument pour repousser l'idée de capitalisation, puisqu'alors la règle du paiement facultatif ne joue plus. De deux choses l'une, en effet, en pareille hypothèse : ou bien la prime a été versée, et le contrat est scellé définitivement puisque toute l'obligation du souscripteur se trouve remplie par ce fait : ou bien la prime n'a pas été payée et dans ce cas, le lien juridique ne s'est même pas formé.

Ce que suppose implicitement l'idée du placement, c'est que la somme assurée se constitue par la capitalisation des primes et de leurs intérêts. Or, il est aujourd'hui admis couramment que cette conception ne répond pas à la réalité, et que le capital assuré provient, en réalité, du fonctionnement de la mutualité existant entre l'ensemble des souscripteurs et d'un prélèvement effectué sur la masse des primes payées par tous ceux qui ont contracté une police du même type, dans l'année où le risque s'est

réalisé pour l'un d'entre eux. C'est là une notion très intéressante à relever, parce que d'application pratique fréquente, notamment en matière d'assurance sur la vie passée entre époux communs en biens, pour la détermination du montant de la récompense due à la communauté.

Un exemple suffit à prouver que cette manière d'expliquer la formation de la somme assurée est exacte. Supposons, en effet, une assurance en cas de décès qui, en fait, ne dure qu'un an parce que l'assuré meurt dès l'année où la police a été souscrite. Pourra-t-on encore affirmer, dans ce cas, que la somme, peut-être considérable, due par l'assureur, est le produit de la capitalisation de l'unique prime payée par le souscripteur ? Certainement non : et cela seul démontre la fragilité d'une telle doctrine, fragilité qui se trouve encore confirmée par l'examen des deux autres arguments sur lesquels on a voulu appuyer cette opinion.

La réserve, c'est-à-dire la somme inscrite, chaque année, par l'assureur au crédit du souscripteur, sera remboursée à celui-ci, accrue des intérêts, s'il abandonne la police, par l'opération dénommée rachat. Elle ne présente cependant aucunement les caractères d'un placement, bien qu'elle en ait peut-être les apparences. Sans entrer dans des détails qui ne seraient pas ici à leur place, il faut toutefois mettre en relief cette idée qu'il s'agit là simplement d'un

mode de fonctionnement du contrat. Ce fonctionnement repose sur la durée moyenne de la vie humaine. Par suite, les primes devraient croître à mesure que, l'assuré prenant de l'âge, les risques de mort augmentent pour lui. Or, pour éviter les inconvénients évidents qui résulteraient pratiquement de cette non-fixité des primes, les compagnies ont établi un « nivellement », et la somme versée par le souscripteur demeure la même tout le temps que dure l'assurance. Pendant une première période, l'assureur reçoit donc du stipulant plus que ne l'exigerait le taux moyen de la mortalité ; pendant une deuxième période, au contraire, il reçoit moins. L'excédent de la première époque est mis de côté ; il servira, normalement, à parfaire les primes insuffisantes de la seconde. Quand le souscripteur obtient le remboursement de sa réserve, il ne faut pas voir là le résultat d'un placement : c'est un simple retour de fonds, restitués à leur ancien propriétaire. Celui-ci les avait non pas prêtés à la compagnie, mais bel et bien aliénés : s'ils lui reviennent, c'est par un effet spécial du mécanisme de l'opération.

Telle est, sur la véritable nature de la réserve, l'opinion de M. Couteau (1), celle aussi, de M. Dupuich (2) et, d'une manière plus générale, de l'ensemble de la doctrine actuelle.

1. *Op. cit.*, t. I, n^{os} 184 et 185.

2. *Op. cit.*, n^o 106.

Reste alors le troisième fait, en d'autres termes la participation aux bénéfices. Ici encore, il ne s'agit que d'un détail du fonctionnement de l'assurance sur la vie ; ici également les apparences sont trompeuses.

C'est en considérant seulement celles-ci que M. Reboul a dit (1) : « On peut considérer cette participation aux bénéfices comme un intérêt accordé à l'assuré sur ses versements antérieurs. » A aller au fond des choses, en effet, il n'y a rien là qui représente l'intérêt d'un capital — ce qui exclut l'idée d'un prêt — et l'expression même de « participation aux bénéfices » est d'ailleurs impropre. Cette prétendue participation n'est, en réalité, que la restitution au souscripteur d'un trop perçu sur la prime, lequel provient de ce que le taux des primes est établi d'habitude d'après des tables de mortalité indiquant un pourcentage de décès supérieur au chiffre réel (2). Elle ne constitue donc en aucune façon, comme le suppose M. Reboul, un intérêt qui serait payé par l'assureur au stipulant.

Ainsi, toutes les apparences sur lesquelles se fondent les théories qui font de l'assurance sur la vie un contrat de placement méritent bien effectivement

1. *Op. cit.* Chapitre IX, « De la participation aux bénéfices ».

2. Dupuich, *op. cit.*, n° 128.

d'être ainsi qualifiées : par là, il apparaît que ces théories manquent de solidité.

L'idée de placement étant écartée, il faut, à l'inverse, se demander si les trois éléments qui caractérisent l'assurance *stricto sensu* : risque, indemnité, association, se retrouvent toujours dans l'assurance sur la vie.

Aucune difficulté pour l'association, qui est la base fondamentale du fonctionnement de l'opération.

Pour le risque et l'indemnité, et spécialement pour cette dernière, la question est plus discutée.

Le risque d'abord. Il est bien certain que celui-ci existe dans l'assurance sur la vie : M. Lévêillé lui-même ne le nie pas. Mais où se manifestent les divergences, c'est quand il s'agit de déterminer si ce risque présente bien, ici, le même caractère que dans les autres contrats d'assurance. Là se séparent les différents systèmes. Pour les uns, le risque n'offre pas, dans l'assurance sur la vie, le caractère conditionnel que suppose le droit commun, puisque la mort est un événement qui, par définition, se réalisera inévitablement (1). Pour d'autres, au contraire, l'« époque indéterminée, inconnue, du décès suffirait, à elle seule, pour constituer le risque, pour

1. Lévêillé, *loc. cit.*, *supra*, p. 31.

former une condition et non un terme ; c'est bien là un événement futur et incertain, au moins quant à sa date » (1).

Les auteurs qui adoptent cette dernière manière de voir font d'ailleurs généralement remarquer, et non sans raison, que le risque existe bien avec un caractère nettement conditionnel dans l'assurance en cas de vie. Dans celle-ci, en effet, le paiement de la somme assurée est subordonné à l'existence de l'assuré à une date déterminée. Or, rien ne prouve que, précisément, ce dernier ne sera pas mort antérieurement à cette date. En pareil cas, l'obligation de l'assureur est donc effectivement soumise à une condition.

Peut-on dire qu'il en est de même dans l'assurance en cas de décès ? Ceux qui ne reculent pas devant cette affirmation vont peut-être trop loin. Sans doute est-elle justifiée quand l'assurance en cas de décès est faite pour une période de temps limitée. En pareille hypothèse, et comme dans l'assurance en cas de vie, on ne peut pas savoir si l'événement prévu se produira dans le délai fixé. Mais quand l'assurance en cas de décès est contractée sans limitation de durée, la situation apparaît bien différente. Peut-on, alors, assimiler la mort, cet événement de réalisation essentiellement certaine, à une condition

1. Couteau, *op. cit.*, t. I, n° 191.

suspendant le contrat, c'est-à-dire à un fait qui doit présenter, par définition, un caractère incertain ? Cela semble bien difficile à admettre (1).

Mais est-il certain, d'autre part, qu'il soit de l'essence du risque d'être conditionnel *stricto sensu* ? MM. Colin et Capitant (2) le définissent « un événement futur, incertain, soit quant à sa réalisation, soit quant au moment où il se produira ». Ce qui permet, dès lors, d'affirmer qu'il existe toujours un risque véritable dans l'assurance sur la vie, sous quelque forme qu'elle se présente, et que c'est la durée incertaine de l'existence qui forme ce risque.

La question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne l'indemnité. Cependant, on n'a parfois pas hésité à dire que l'assurance sur la vie est toujours un contrat d'indemnité (3). Une affirmation aussi catégorique peut, en réalité, être tenue pour inexacte.

Qui dit « indemnité », en matière d'assurances, dit

1. Remarquons cependant que la difficulté n'existe pas pour les auteurs qui décomposent toute assurance en cas de décès en une succession d'assurances temporaires se renouvelant automatiquement par le paiement de la prime. Mais on verra plus loin que cette opinion, sur laquelle l'unanimité est loin d'être faite, rencontre des adversaires aussi autorisés qu'elle a des partisans convaincus.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 601. •

3. Claro, *loc. cit.*, *suprà*, p. 38. — Ferrié, *De l'assurance sur la vie considérée spécialement dans le cas où elle est contractée au profit de bénéficiaires indéterminés*. Thèse.

réparation d'un dommage matériel. La réparation d'un préjudice moral, d'un préjudice d'affection, doit être incontestablement considérée comme ne rentrant pas dans le but de cette opération, malgré que l'on ait soutenu le contraire, avec plus d'habileté d'ailleurs que de succès (1).

Ceci posé, il est bien évident que l'assurance sur la vie n'apparaît pas en toute circonstance comme ayant pour résultat de réparer un dommage comme étant, par conséquent, un contrat d'indemnité. Quelques exemples le prouveront.

Supposons une assurance en cas de décès contractée sur sa propre tête au profit soit de sa femme, soit de ses enfants, par un père de famille dont la profession constitue la principale ressource des siens ; ou encore une police souscrite, dans les mêmes conditions, par la femme à son profit personnel, sur la tête de son mari. Une telle assurance présente un caractère indemnitaire certain : elle a pour but de réparer un dommage, puisque, avec l'assuré, disparaîtront les produits de la profession qu'il exerçait. La somme assurée est destinée à les remplacer et à en tenir lieu : elle est une indemnité.

On peut faire des réflexions analogues dans l'hypothèse d'une assurance en cas de vie contractée sur sa tête et à son profit personnel par une personne

1. Ferrié, *op. cit.*, p. 50.

qui ne vit pas sans travailler. Un contrat de cette espèce a pour but d'indemniser l'assuré contre la diminution fatale et même peut-être la disparition des ressources procurées à celui-ci par l'exercice de sa profession, le jour où la vieillesse l'oblige au repos partiel ou complet (1).

Mais il en serait tout autrement, par exemple, d'une assurance en cas de décès reposant sur la tête d'un prodigue incapable d'acquitter ses dettes avant sa mort, ou sur celle d'un père oisif qui est à charge aux siens ; soit encore d'une assurance en cas de vie contractée sur sa tête par un rentier, vivant de ses revenus sans travailler. On ne voit guère, dans ces différentes espèces, de quel dommage la somme promise par la compagnie constitue l'indemnité, puisque l'assuré est une personne essentiellement

1. Nous avons vu, toutefois, que M. Dupuich (*op. cit.*, n° 18), nie absolument que l'idée d'indemnité puisse exister dans l'assurance en cas de vie, « à moins que l'on ne considère la vie en elle-même comme un mal, ce qui ne serait ni moral ni même exact... » A la base de cette opinion semble, en réalité, se rencontrer la confusion souvent faite, qui consiste à voir dans l'existence de l'assuré elle-même l'objet du contrat d'assurance sur la vie. Si ce point de vue répondait à la réalité des faits, la théorie de M. Dupuich serait « certainement parfaitement justifiée. Cependant, il n'en est rien, et de nombreux auteurs ont démontré que l'objet de l'assurance sur la vie n'est pas la vie, mais une garantie contre les conséquences résultant de la vieillesse ou du décès prématuré de l'assuré. La question étant sous ce jour, il n'y a aucune immoralité ni aucune inexactitude à dire que l'assurance en cas de vie peut présenter le caractère d'un contrat d'indemnité.

improductive dont la vieillesse ou la disparition ne sera cause d'aucun préjudice matériel.

En définitive, la conclusion à laquelle il y a lieu de s'arrêter ici est l'impossibilité d'une affirmation absolue dans un sens ou dans l'autre. Dire que l'assurance sur la vie est un placement, qu'elle n'a pas les caractères d'un contrat d'indemnité, c'est être à côté de la vérité. Affirmer, à l'inverse, qu'elle renferme toujours les trois éléments essentiels de l'assurance *stricto sensu*, qu'elle se présente, par conséquent, en toute éventualité, comme un contrat d'indemnité, c'est être également à côté de la vérité. Il vaut mieux se borner à constater que l'opération offre souvent un caractère indemnitaire certain, mais que ce caractère, elle ne l'a pas toujours. C'est, en somme, une question de circonstances, et il n'est pas impossible d'établir un critérium qui permettrait de lever le doute dans toute une série d'hypothèses. Chaque fois, en effet, que l'assurance est établie sur la tête d'une personne qui ne vit pas sans travailler, d'une personne « productive » en un mot, on peut dire sans hésiter qu'elle est un contrat d'indemnité et que la somme assurée représente, pour le bénéficiaire, la réparation d'un dommage. Chaque fois, au contraire, que l'assurance repose sur la tête d'un oisif sans revenus personnels, elle n'est jamais un

contrat d'indemnité : elle ne constitue qu'un procédé particulier d'enrichissement qui, d'ailleurs, diffère du placement, dont il n'a pas les caractères.

MM. Colin et Capitant (1) ont donc adopté un système très heureux en divisant la famille des assurances en deux groupes, composés l'un de toutes les assurances dites « de choses », qui sont essentiellement des assurances-indemnités, parce que c'est un principe d'ordre public qu'elles ne peuvent être une source d'enrichissement ; et l'autre des assurances dites « de personnes », qui se développent de plus en plus dans la vie moderne. Celles-ci se distinguent des assurances de choses non — comme le disent, d'une façon qui paraît un peu trop absolue, MM. Colin et Capitant — en ce qu'elles « ne sont pas des contrats d'indemnité », puisque l'assurance sur la vie, en particulier, présente un caractère indemnitaire dans certaines circonstances, mais en ce que le principe d'ordre public d'après lequel l'assurance ne doit jamais être une cause d'enrichissement pour le bénéficiaire n'existe pas chez elles.

Concluons donc, par la citation de M. Lyon-Caen (2) et en l'élargissant légèrement, que les assurances de personnes et, par suite, les assurances sur la vie sont des assurances « d'une nature un peu spéciale ».

1. *Loc. cit.*, *supra*, page 37.

2. *Loc. cit.*, *supra*, p. 42.

CHAPITRE II

PRINCIPAUX TYPES D'ASSURANCES SUR LA VIE

En essayant d'établir une définition générale de l'assurance sur la vie, puis de dégager ensuite la nature juridique du contrat, nous avons été amené incidemment à dire quelques mots de différentes formes sous lesquelles il se présente dans la pratique.

Il est nécessaire de réunir dans un bref exposé d'ensemble, en les complétant, les idées un peu éparses qui ont été exprimées sur le sujet à ces diverses occasions, et surtout de marquer l'importance spéciale de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers.

Deux observations préliminaires doivent être faites.

Tout d'abord, quelle que soit la modalité adoptée, la somme promise par l'assureur pour le cas de réalisation du risque — la « somme assurée », en un mot — peut consister aussi bien en un capital qu'en

une rente (1) ; de son côté, la prime peut être unique, une fois payée, ou consister en des versements périodiques, le plus souvent annuels. Mais cela importe peu quant à la nature de l'opération et quant à ses effets, en particulier entre époux.

En second lieu, il faut remarquer que les diverses combinaisons possibles sont en nombre considérable puisque, comme le reconnaît une jurisprudence très solide (2), la plus grande liberté doit être laissée aux parties, qui peuvent fixer les dispositions du contrat à leur volonté, suivant les termes du droit commun des obligations et sauf la restriction d'ordre public sanctionnée par la loi du 8 décembre 1904 (3). On ne saurait donc avoir la prétention d'énumérer toutes ces différentes combinaisons, ni même de parler de la plupart d'entre elles. Il suffira de s'occuper des trois types dont elles dérivent, et qui sont l'assurance en cas de vie, l'assurance en cas de décès et l'assurance mixte (4).

1. Comme, en pratique, la « somme assurée » est plus souvent constituée par un capital que par une rente, on emploie fréquemment l'expression de « capital assuré » d'une façon générale, pour désigner l'objet de l'obligation de l'assureur. C'est ce qu'à l'occasion, nous ferons au cours de ce travail.

2. Voir les arrêts cités *supra*, p. 28, note 1.

3. *Supra*, page 2.

4. Dans ses art. 47 à 55, le projet de loi mentionne les principales combinaisons-types.

§ 1. — *Assurance en cas de vie,
assurance en cas de décès et assurance mixte*

Aucune particularité spéciale digne d'être signalée n'existe en ce qui concerne l'assurance en cas de vie, que l'on désigne aussi sous le nom « d'assurance de capitaux différés » ou de « rentes différées » (1). C'est, on le sait, l'opération par laquelle le stipulant se fait promettre par l'assureur une somme déterminée si lui-même ou telle personne qu'il désigne survit à une date fixée. Dans le premier cas, l'assurance est passée par le souscripteur sur sa propre tête ; dans le second cas, elle repose sur la tête d'un tiers.

L'assurance en cas de décès offre un champ plus vaste et des combinaisons plus variées. Elle peut, comme l'assurance en cas de vie, reposer sur la tête du stipulant ou sur celle d'un tiers. Il est évident que, sous cette dernière forme, elle serait de tous les contrats de cette espèce, le plus susceptible de provoquer des calculs dangereux, de faire naître le *votum mortis*. De là vient que la jurisprudence requiert,

1. Expressions d'ailleurs impropres, comme le remarque M. Dupuich (*op. cit.*, n° 10), parce qu'elles tendraient à faire croire que l'obligation de l'assureur est seulement différée, sous cette forme d'assurance, alors qu'au contraire elle y est, comme nous l'avons vu, très nettement conditionnelle.

conformément à l'opinion déjà exprimée dans l'avis du Conseil d'État du 28 mai 1818 (1), le consentement de celui sur la tête duquel l'assurance est passée ou de ses représentants légaux. C'est aussi ce qu'exigent les articles 48 et 50 du projet de loi (2), et il est bon de rappeler ici que la loi précitée, du 8 décembre 1904, interdit complètement cette combinaison quand elle repose sur la tête d'enfants de moins de douze ans.

Dans l'assurance en cas de décès, la somme assurée est donc payable, comme l'indique le nom même du contrat, lors du décès de l'assuré soit à condition que ce décès intervienne dans un délai déterminé (assurance temporaire), soit sans aucune limitation de date (assurance en cas de décès pour la vie entière). Et cette somme sera versée au stipulant lui-même ou à un bénéficiaire qu'il désigne. Elle constitue, dans ce second cas, l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, sur laquelle nous aurons à revenir tout à l'heure.

1. *Supra*, page 7 note (2).

2. L'art. 48, en particulier, veut que le consentement soit donné par écrit, avec indication de la somme assurée, et accorde à l'assureur la possibilité de faire annuler le contrat, s'il établit qu'au moment de la formation de celui-ci « le souscripteur de la police n'avait aucun intérêt à la vie de l'assuré » — Cf. l'article 41 (3^e alinéa) de la loi belge du 11 juin 1874, aux termes duquel « l'assurance sur la vie d'un tiers est nulle, s'il est établi que le contractant n'avait aucun intérêt à la vie de ce tiers ».

L'assurance en cas de décès, quelle que soit la modalité sous laquelle elle se présente, est généralement considérée comme la forme-type de l'assurance sur la vie, à tel point que pour beaucoup de personnes — qui confondent, d'ailleurs, le genre et l'espèce — les deux expressions « assurance sur la vie » et « assurance en cas de décès » ont un sens quasi synonyme. De fait, cette dernière, par les nombreux problèmes juridiques qu'elle soulève, est certainement la plus intéressante des diverses variétés d'assurances sur la vie.

L'assurance mixte est une association des deux opérations précédentes : la compagnie s'engage à verser telle somme soit à un tiers désigné par l'assuré, si celui-ci meurt dans un certain délai, soit à l'assuré lui-même, s'il survit après la date fixée.

M. Dupuich (1) observe très justement que le nom même d' « assurance mixte » est assez impropre : en réalité, ce qui est mixte, ce n'est pas le contrat lui-même, mais bien la police ; et elle renferme deux assurances distinctes, quoique juxtaposées : il n'y a là qu'une alternative, comme le remarque, de son côté, M. Planiol (2).

Cette manière de voir est bien celle de la jurisprudence ; elle résulte notamment d'un jugement du

1. *Op. cit.*, p. 20.

2. *Op. cit.*, t. II, n° 2176.

tribunal civil d'Alger, du 6 avril 1908 (1), dont il est intéressant de relever le passage suivant : « Attendu... qu'il y a dans ce contrat une assurance en cas de vie au profit du stipulant et une assurance en cas de décès au profit du bénéficiaire : que le prédécès de l'assuré constitue la condition résolutoire de l'assurance en cas de vie et une condition suspensive de l'assurance en cas de décès... »

On affirme très souvent que l'assurance en cas de décès, même lorsqu'elle est souscrite sans limitation de durée, ne constitue jamais qu'une succession d'assurances temporaires d'un an se renouvelant automatiquement par le seul fait du paiement de la prime. Cette opinion a trouvé, en doctrine, d'ardents défenseurs, mais aussi — bien qu'en plus petit nombre — des adversaires convaincus. La jurisprudence se montre également partagée, dans des proportions semblables.

Avant d'aborder la discussion, notons-en les effets, qui n'apparaissent point négligeables.

Si l'assurance en cas de décès n'est jamais formée que d'une série d'assurances temporaires renouvelables à chaque paiement de prime, il en résulte les conséquences suivantes :

1^{re} Au point de vue théorique, ainsi qu'il a déjà été

1, D. 1913.2.296.

noté, le risque, dans cette forme d'assurance, aura toujours un caractère très nettement conditionnel.

2° Au point de vue pratique, le contrat étant périodique, il y aura lieu, à chaque renouvellement, de tenir compte de la capacité du stipulant. Si celle-ci se trouve restreinte ou supprimée, par exemple à la suite de la dation d'un conseil judiciaire, ou d'un jugement d'interdiction, ou encore pour une femme, de son mariage, l'assurance tombera du moment où le souscripteur ne réunira pas les conditions légales d'assistance, de représentation à l'acte, ou d'autorisation qui lui sont désormais imposées.

Les résultats inverses se produisent si l'on admet que l'opération est une, et non fractionnée.

Pour M. Couteau (1), la question ne saurait faire doute : « ... Le contrat, quelle que soit la durée qui y est indiquée, se réduit à ceci : c'est l'obligation ferme contractée par la compagnie assureur de consentir, chaque année, au renouvellement de l'assurance, moyennant le paiement d'une prime... » — « Toute assurance, quelle que soit sa durée, n'est qu'une succession d'assurances facultatives d'un an ». Et l'auteur, afin d'appuyer sa proposition, argumente dans une longue discussion qui est en dehors du cadre de ce travail, à la fois du mode d'établisse-

1. *Op. cit.*, t. I, n^{os} 149 et 118. — Cf. Baudry-Lacantinerie, note au D. 93. 2. 187, 2^e col.

ment de la prime et de la comptabilité des compagnies d'assurances.

M. Planiol (1) défend la même opinion ; il y voit une conséquence obligatoire de cette règle que le paiement des primes est facultatif : « Le paiement de chaque prime étant purement volontaire..., on doit considérer le contrat comme conclu pour une année seulement, avec faculté de renouvellement pour chacune des années suivantes, par le seul fait du paiement de la prime. »

M. Thaller (2) soutient une doctrine tout à fait opposée. Pour lui, l'unité de l'opération est certaine et ni le mode de calcul des primes ni la règle du paiement facultatif ne prouvent que cette unité n'existe pas : « Il est vrai que l'assureur a dû, dans le principe, se livrer à un calcul pour savoir comment s'opéreraient les extinctions d'assurés d'année en année et pour déterminer l'échelle des primes qu'il a ramenées ensuite à une prime moyenne. Mais cela ne prouve pas que la police se fractionne en autant de contrats qu'il y aura d'années à courir.

« Il est vrai, également, que l'assuré peut, au début de chaque exercice, se désister de son contrat sans pouvoir être contraint à continuer le service de la prime ; mais c'est une faculté résultant de la con-

1. *Op. cit.*, t. II, n° 2182.

2. *Op. cit.*, n° 1678.

vention, qui ne brise pas l'indivisibilité de l'assurance».

MM. Colin et Capitant (1) partagent complètement cette manière de voir :

« La prime étant constante, est calculée sur la durée totale de l'assurance, considérée comme une opération unique devant durer jusqu'au décès de l'assuré.

« C'est une constatation importante, car elle est contraire à l'opinion courante d'après laquelle l'assurancesur la vieserennouvellerait d'année en année par tacite reconduction. Il n'est pas exact de dire que les parties ne s'engagent que pour un an : l'assuré a en vue, dès le jour où il contracte, le capital assuré pour le terme fixé ».

Comme M. Thaller, MM. Colin et Capitant voient dans la règle du paiement facultatif des primes une simple faculté, pour le souscripteur, de résilier le contrat à sa volonté, par suite des « règles usuelles des polices », mais non pas une atteinte à l'unité de l'opération.

M. Dupuich (2) a, en fait, cherché un moyen terme entre les deux systèmes opposés, et cela par une distinction implicite entre le contrat en lui-même, considéré en tant qu'il constitue la « loi des parties »,

1. *Op. cit.*, t. II, p. 596.

2. *Op. cit.*, n° 105, et note au D. 1913. 2. 361.

et son exécution. Cependant, l'auteur aboutit non pas à concilier ces systèmes, mais plutôt à les associer dans une théorie où il se trouve ainsi entraîné à ne pas reconnaître les conséquences des prémisses établies par lui.

Pour M. Dupuich, l'assurance « se décompose quelle qu'en soit la durée, en une série d'assurances annuelles dont chacune ne prend naissance que par le paiement de la prime correspondante » — et le voici d'accord avec la première doctrine. Mais il se rapproche aussitôt de la seconde, en disant que « malgré cela, le contrat est un : il se forme, une fois pour toutes, le jour de la police ; autrement, il supposerait, chaque année, la réalisation des conditions de forme et de fond nécessaires à sa validité... » Et l'auteur, percevant bien les inconvénients pratiques qui résulteraient de là, insiste, en note, sur cette idée « qu'on ne saurait poursuivre à l'extrême le raisonnement qui consiste à résoudre le contrat d'assurance en une série de contrats annuels, et successifs » — ce qui, cependant, ne l'empêche pas d'affirmer que « ce contrat, une fois formé, n'entraîne à la charge de l'assureur que des obligations annuelles, successives et indépendantes ».

A regarder de près l'exposé de cette opinion, on y relève comme deux tendances contradictoires, résultant de ce que M. Dupuich refuse de voir les conséquences du système tel qu'il l'expose de prime

abord. En effet, si l'on va au fond de la question, on constate que l'auteur commence par rapprocher le fonctionnement de l'assurance de quelque chose qui présente un air de famille évident avec les règles de la tacite reconduction en matière de bail. Seulement, M. Dupuich nie aussitôt les résultats découlant de ce rapprochement, puisqu'il affirme que « malgré cela, le contrat est un », qu'« il se forme une fois pour toutes le jour de la police » et que, par suite, on ne doit pas s'inquiéter de savoir si sont réalisées, chaque année, les conditions de forme et de fond nécessaires à sa validité. Or, ce sont là des principes diamétralement contraires à ceux régissant, dans le droit commun, la tacite reconduction.

Ainsi qu'il résulte, en effet des articles 1738 et 1756 du Code civil (1), celle-ci est non pas la continuation du bail antérieur, mais une location nouvelle, où notamment la durée du bail n'est pas celle du bail primitif, mais bien celle des locations faites sans écrit ; où ainsi, il y aura évidemment lieu de tenir compte à nouveau de la capacité des parties contractantes. Or, ce dernier résultat, transporté dans la matière des assurances, constituerait un inconvénient qui serait très sensible et que M. Dupuich tient précisément à écarter.

A moins, par conséquent, de créer de toutes pièces

1. Cf. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1732.

une sorte de tacite reconduction spéciale, très différente, dans ses effets, des principes du droit commun en cette matière, l'on peut affirmer qu'il n'y a pas place pour une opinion intermédiaire entre celle qui conclut à l'unité complète du contrat, dans son essence comme dans son exécution, et celle qui fractionne ce même contrat en une série d'assurances temporaires.

Il semble donc, en définitive, que celle des deux doctrines qui réponde le mieux à la réalité des faits et, à la fois, aux nécessités de la pratique, soit la première. Ainsi, l'on dira de l'assurance en cas de décès qu'elle est un contrat dont l'unité existe certainement, mais dans lequel le souscripteur a toujours, de plein droit, la faculté de résiliation unilatérale par cessation du paiement de sa prestation.

Il faut toutefois reconnaître que la jurisprudence, et spécialement la jurisprudence actuelle, est généralement dans le sens du fractionnement de l'opération (1), bien que l'opinion contraire ne soit pas demeurée une pure conception doctrinale (2).

1. Civ. Trévoux, 20 mars 1884. *J. des Ass.*, 1884, p. 318. — Civ. Seine, 29 mars 1899. *Le Droit*, 3 mai 1899 ; et 1^{er} mars 1909. D 1912.2.222.

2. Civ. Seine, 24 juillet 1883. *J. des Ass.*, 1884, p. 72.

§ 2. — *Importance spéciale de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers. — L'assurance sur deux têtes.*

L'intérêt particulier que présente l'assurance en cas de décès, quand elle est contractée au profit d'un tiers, apparaît à la fois dans la théorie et dans la pratique.

Intérêt théorique d'abord, parce que se pose la question de savoir comment, au point de vue juridique, doit se décomposer le mécanisme de cette opération, comment l'on peut expliquer que le bénéficiaire désigné acquière, du fait d'un contrat auquel il n'a pas été partie, une créance contre l'assureur, au regard de qui il est bien véritablement un « tiers ».

Intérêt pratique également, parce que cette forme du contrat d'assurance sur la vie est peut-être de toutes, celle qui offre au plus haut point le caractère d'un acte désintéressé ou d'un acte de prévoyance digne de faveur.

Il est inutile, au surplus, d'insister davantage sur des idées évidentes ; mais avant d'aborder la question si ardemment débattue du mécanisme de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, il faut dire quelques mots d'une modalité sous laquelle elle est fréquemment pratiquée.

On désigne sous le nom d'assurance sur deux têtes une opération par laquelle deux personnes stipulent conjointement et dans la même police que l'assureur paiera un capital déterminé à la survivante d'entre elles.

La Cour de cassation (1) voit dans cette combinaison non pas une assurance unique, d'un genre particulier, mais deux assurances distinctes au profit d'un tiers, réunies dans un même contrat, liées entre elles par une alternative et dont une seule, celle contractée par le prémourant des deux co-assurés en faveur du survivant, produira effet et sera réputée avoir existé. C'est donc une interprétation analogue — dans sa conception, tout au moins — à celle qui est généralement donnée de l'assurance mixte (2).

1. Cass. civ., 28 mars 1877. D.77. I. 241.

2. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer qu'en pure théorie, on pourrait expliquer le mécanisme de l'assurance sur deux têtes aussi bien par une double stipulation personnelle faite par chacun des co-assurés sur la tête de l'autre, que par une double stipulation pour autrui. Mais les résultats pratiques de l'une ou de l'autre interprétation seraient très différents, notamment entre époux communs en biens, au point de vue de l'attribution de la somme assurée : nous aurons, du reste, l'occasion de revenir, plus tard, sur cette face de la question. Si l'on estime généralement que le contrat doit se décomposer en une double stipulation pour autrui, c'est-à-dire en une assurance réciproque en cas de décès au profit d'un tiers (principe posé par la Cour de cassation dans l'arrêt précité du 28 mars 1877), la conception d'une double stipulation personnelle a cependant eu un écho en jurisprudence. Il résulte, en effet, des termes d'un jugement du tri-

Signalons ici que la détermination du caractère de l'opération dans les rapports entre les co-assurés, spécialement lorsque ceux-ci sont mari et femme, a soulevé une grande controverse que nous retrouvons plus loin dans ses détails.

bunal civil de Meaux, du 8 mars 1877 (*J. des Ass.*, 1877, p. 356), que lorsque deux époux communs en bien stipulent d'une compagnie d'assurances une somme payable au survivant d'eux lors du décès de l'autre, le survivant doit être censé avoir voulu sauvegarder son propre avenir, s'il survivait à son conjoint, et, par conséquent, avoir stipulé pour lui-même ; il a donc droit au capital assuré en vertu de sa propre stipulation, et non par suite d'une libéralité ou d'un avantage indirect que son conjoint lui aurait fait.

CHAPITRE III

THÉORIE ET PRINCIPALES RÈGLES DE L'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS AU PROFIT D'UN TIERS COMMENT NAIT LE DROIT DU BÉNÉFICIAIRE

Il n'est plus sérieusement contesté aujourd'hui que le fonctionnement de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers repose tout entier sur l'importante théorie de la stipulation pour autrui.

Cependant, cette modalité du contrat d'assurance sur la vie ne rentre, à vrai dire, littéralement dans aucune des deux hypothèses dans lesquelles la stipulation pour autrui est valable, aux termes de l'article 1121 du Code civil. D'après ce texte, en effet, celle-ci n'est possible que si elle est la condition soit d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, soit d'une donation que l'on fait à un autre. Or, dans une assurance en cas de décès au profit d'un tiers, le souscripteur ne fait aucune stipulation expresse pour lui-même, pas plus qu'il ne donne à l'assureur la valeur des primes payées par lui.

Mais l'on est généralement d'accord, en doctrine et en jurisprudence, pour dire que l'esprit de cet article doit être très largement interprété et que, notamment, il faut assimiler à la donation faite par le stipulant au promettant une simple dation opérée dans les mêmes conditions. Comme le remarque M. Planiol (1), il n'y a aucune raison pour distinguer entre la donation proprement dite et la dation à titre onéreux : la loi elle-même ne le fait pas puisque, d'après l'article 1973 du Code civil, une personne peut remettre à une autre un capital en stipulant, comme condition, qu'une rente viagère sera payée à un tiers par cette dernière personne. Or, ce capital ne constitue pas une libéralité pour le promettant, qui le reçoit à titre onéreux.

En matière d'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, il se passe quelque chose de tout à fait analogue pour les primes : par conséquent, l'élément nécessaire et suffisant à la validité de la stipulation se retrouve bien dans cette opération.

On peut d'ailleurs observer que, si le souscripteur qui contracte une police de cette espèce, ne fait pas, à son bénéfice personnel, une stipulation expresse dont celle au profit du tiers serait la condition, il stipule cependant implicitement pour lui-même puisque, tant que le bénéficiaire désigné n'a pas

1. *Op. cit.*, t. II, n° 1230.

accepté, le stipulant conserve la faculté de révoquer l'attribution de la créance de la somme assurée, et de s'approprier cette créance.

Il est donc permis d'affirmer sans hésitation qu'actuellement l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers constitue la principale application de la théorie de la stipulation pour autrui (1).

Par suite, avant de prétendre étudier les effets, entre époux, de ce contrat d'assurance, il faut établir par quel raisonnement se peut expliquer juridiquement l'exception qu'apporte l'article 1121 au principe de droit commun, posé par l'article 1165, que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et ne nuisent ni ne profitent aux tiers.

Nous devons nous demander, en d'autres termes, par quel « processus » le tiers bénéficiaire est mis en possession de la créance née de la police souscrite à son profit par une personne qui n'a pas reçu de lui mandat de le faire. La solution de cette question ne présente pas qu'un pur intérêt théorique ; son importance pratique, au point de vue spécial qui fait l'objet de ce travail apparaît, au contraire, très grande car suivant que l'on s'arrête à telle doctrine de préférence à telle autre, l'attribution effective de la somme assurée peut s'en trouver indirectement modifiée.

1. Lefort, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. I, p. 214. — Herbault, *op. cit.*, n° 210. — Dupuich, *op. cit.*, n° 13.

De là l'utilité d'une étude préalable du mécanisme théorique de la stipulation pour autrui. Il faut remonter à la cause pour bien connaître l'effet.

SECTION PREMIÈRE

Mécanisme théorique de la stipulation pour autrui.

Différents systèmes ont été édifiés sur cette délicate question, qui offrait un champ très vaste aux constructions juridiques.

Selon certains auteurs, le stipulant agit en tant que gérant d'affaires pour le compte du bénéficiaire. C'est l'explication la plus ancienne dans notre droit français : on la rencontre déjà dans Pothier (1).

Pour d'autres, le stipulant fait au tiers l'offre de lui faire acquérir le bénéfice de la stipulation, que le contrat lui a d'abord procuré à lui-même. Une variante de cette théorie consiste à dire que l'offre est faite non par le stipulant, mais par le promettant.

Une troisième opinion considère que la stipulation pour autrui renferme une obligation alternative d'un genre spécial.

Enfin, un système de développement récent voit

1. *Traité des obligations*, n° 59.

la source de la créance du tiers bénéficiaire dans un engagement unilatéral pris par le promettant.

Nous allons avoir à passer en revue ces différentes théories et à parler d'une doctrine mixte, qui s'inspire des deux premières d'entre elles, en les modifiant de façon très heureuse (1).

§ 1. *Théorie de la gestion d'affaires*

Ce système, dont nous avons déjà noté l'origine ancienne, a été principalement exposé, dans le droit moderne, par M. Labbé (2). Il a été adopté par certains auteurs (3), mais n'a pas rencontré d'écho en jurisprudence.

Il consiste à dire que le stipulant, agissant vis-à-vis du tiers comme un gérant d'affaires, fait, pour le

1. Il paraît inutile de classer à part l'opinion qui se borne à reconnaître que la stipulation crée au profit du bénéficiaire un droit direct remontant au jour du contrat, exactement comme si le tiers avait été partie à ce contrat. C'est ce qu'affirment, en particulier, M. Dupuich (*op. cit.*, n° 14), et l'ensemble de la jurisprudence actuelle, que nous retrouverons plus loin. Comme le remarque M. Planiol (*op. cit.*, t. II, n° 1225), c'est simplement constater un fait, qu'il s'agit précisément d'expliquer : on ne peut donc pas dire qu'il y ait là une doctrine spéciale.

2. Note au S. 77.1.393; 88.2.49 et 177; 89.1.97.

3. Flürer, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1889, p. 325 et 328. — Mornard, *De la nature de l'assurance sur la vie et spécialement de ses effets au décès de l'assuré*. Thèse. — Taudière, *Des assurances sur la vie dans le mariage*. Thèse. — Deslandres, *De l'assurance sur la vie. Étude des droits de l'assuré, des bénéficiaires, des cessionnaires et des créanciers*. Thèse.

compte de ce tiers, une opération qu'il exécuterait en qualité de mandataire, s'il en avait reçu le pouvoir. Dès lors, celui au profit de qui la stipulation a été passée n'a qu'à la ratifier pour en devenir bénéficiaire définitif et acquérir la créance contre le promettant. La ratification une fois donnée, le stipulant est réputé n'avoir jamais eu droit à cette créance.

« De même », dit M. Labbé (1) « que toute personne exposée à un préjudice par ma faute peut se préserver de ce préjudice par une assurance, de même, je puis, comme gérant spontané d'affaire, assurer cette personne contre le danger de ma mort. Je négocie un contrat dont elle est le titulaire. Je puis, en outre, m'obliger personnellement envers l'assureur au paiement des primes, avec la pensée de faire don à la personne assurée du montant des primes que j'aurai payées pour elle.

« ... Le tiers joue le rôle d'assuré. Le contrat d'assurance ne devient parfait à son égard que par une ratification. Devenu parfait, il rend ce tiers créancier de l'assureur ; ma personne s'efface de ce rapport d'obligation. La ratification peut être postérieure à ma mort, elle peut émaner des héritiers du tiers. Il ne semble pas que je puisse, par un changement de volonté, enlever au tiers la faculté de pro-

1. S. 77.1.393.

figer du contrat. Je suis un simple gérant d'affaires quant à la stipulation du capital... »

Une doctrine analogue a été défendue par MM. Demante et Colmet de Santerre (1), qui combinent l'idée d'une offre avec celle de gestion d'affaires. Si, disent-ils, la convention « n'annonce pas que le stipulant est le gérant d'affaires du tiers, ne suppose-t-elle pas en lui l'intention positive de prendre cette qualité ? Y a-t-il autre chose qu'une différence de mots entre ces deux conventions, dont l'une indique que le stipulant agit au nom du tiers, et l'autre se contente de montrer qu'il agit dans l'intérêt de ce tiers ?... » Donc, la première conception relevée par ces auteurs est celle d'une gestion d'affaires : mais, ils y ajoutent bientôt la notion d'offre, que d'autres ont envisagée séparément pour l'ériger à l'état de système distinct : «... On a considéré le contrat comme contenant une espèce d'offre ou de sollicitation au profit du tiers, et de même qu'une donation offerte par un acte isolé du donateur peut devenir parfaite par l'acceptation du donataire, de même l'offre implicite contenue dans la convention dont parle l'article 1121 peut donner naissance à un droit, quand la volonté du tiers s'est unie à la volonté de celui qui a fait l'offre ».

1. *Cours analytique du Code civil*, t. V, sous l'article 1121, nos 23 bis III et suiv.

M. Demolombe (1) associe également les deux idées, dans les termes suivants : «... Quand est-ce que l'on pourra valider, comme un acte de gestion d'affaires, la stipulation qu'une personne aurait faite pour un tiers?... La stipulation faite par le stipulant au profit du tiers constitue une offre à son adresse ; or, pourquoi cette offre ne pourrait-elle pas être acceptée par lui comme toute offre quelconque ? Il n'y en aurait pas de motif... »

La théorie de la gestion d'affaires a été l'objet des critiques d'une partie de la doctrine, et notamment de MM. Levillain (2) et Thaller (3). M. Thaller, remarque qu'elle paraît difficilement conciliable avec la règle pratique de l'assurance en cas de décès qui permet au stipulant de révoquer l'attribution du bénéfice de l'assurance tant que le tiers ne l'a pas accepté. En effet, « la gestion d'affaires confère immédiatement au géré absent le droit ferme, irrévocable, de ratifier la convention quand il en aura connaissance. Le gérant était libre de ne pas traiter : l'ayant fait, il ne peut plus se rétracter, retirer au tiers l'émolument de l'opération contractée par lui. Ce qui, dans l'espèce, revient à dire que l'assuré, la police une fois signée, demeure sans pou-

1. *Cours de Code Napoléon*, t. XXIV, n° 236.

2. Note au D. 79. 2. 25.

3. Note au D. 88. 2. 1.

voir à l'effet de priver le tiers de son expectative, de changer le nom du bénéficiaire... »

On a également reproché à ce système d'être une interprétation faussée des textes. En effet, dit-on, si l'on s'en rapporte aux articles 1372 à 1375 du Code civil, gérer l'affaire d'autrui, cela consiste non pas à faire entrer une créance dans le patrimoine du géré — ce qui est ici le cas — mais à prendre soin des biens qui s'y trouvent déjà.

On ajoute enfin que l'application pratique de cette théorie se trouverait en contradiction avec l'intention présumée du stipulant. D'après l'article 1375, le maître de l'affaire doit rembourser au gérant toutes les dépenses utiles ou nécessaires que celui-ci a faites ; or, il est bien évident qu'il n'a jamais été dans l'intention du souscripteur de la police de se faire restituer, par le bénéficiaire, la valeur des primes, ce qui irait à l'encontre du but même qu'il poursuivait en stipulant à son profit.

Observons toutefois que ces difficultés, pour graves qu'elles soient, ne paraissent pas infranchissables et qu'il est possible de les surmonter, comme nous le verrons plus loin, à condition de modifier un peu l'exposé du système en le combinant avec des idées de nature différente.

§ 2. — *Théorie de l'offre*

Le système de l'offre a recueilli les suffrages d'une grande partie de la doctrine, et — plus heureux en cela que la théorie de la gestion d'affaires — a été appliqué par la presque totalité de la jurisprudence, pendant une longue période de temps.

D'après ce système, le promettant s'engage envers le stipulant seul, qui offre en même temps au tiers de lui céder la créance née de la stipulation. Quand le tiers a accepté la proposition qui lui est ainsi faite, il devient, à la place du stipulant, créancier personnel du promettant.

Cette théorie a été adoptée par MM. Demolombe (1), Demante et Colmet de Santerre (2), qui, comme on l'a vu, l'ont associée à celle de la gestion d'affaires. Elle a été développée par M. Levillain (3) et par Laurent (4), puis reprise par M. Thaller (5), lequel a cherché à en faire disparaître les graves inconvénients pratiques en la modifiant profondément.

En fait, elle aboutit à décomposer la stipulation

1. *Loc. cit.*, *supra*, p. 77.

2. *Loc. cit.*, *supra*, p. 76.

3. Note précitée au D. 79. 2. 25.

4. *Principes de Droit civil français*, t. XV, n^{os} 559 sqq. — Cf. Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 104.

5. Note précitée au D. 88. 2. 1.

pour autrui en une double opération : 1^o un engagement pris par le promettant envers le stipulant ; 2^o un contrat entre le stipulant et le tiers, par lequel la créance passe de la tête du premier sur celle du second. La première opération constitue toujours un acte à titre onéreux ; la deuxième un acte onéreux ou une libéralité, suivant les rapports établis entre les parties et l'intention de l'auteur de l'offre. En tous cas, d'ailleurs, il n'y a pas lieu à l'application des règles de forme des donations solennelles, car il ne peut s'agir là que d'une donation indirecte, dispensée de l'observation de ces règles, comme le contrat de rente viagère au profit d'un tiers (art. 1973 du C. civ.).

Outre que le résultat auquel on parvient par ce dédoublement fictif semble bien contraire à la véritable nature juridique de la stipulation pour autrui, qui est une dans son principe, les dangers que celui-ci présente, dans la pratique, sont loin d'être négligeables.

En effet, par ce raisonnement, la créance est considérée comme faisant partie du patrimoine du stipulant tant que n'est pas intervenue l'acceptation du tiers. En admettant même — ce qui, d'ailleurs, n'est pas le cas, la plupart du temps — que le bénéficiaire ait accepté au moment précis où la stipulation a été faite, cette créance figure dans le patrimoine du stipulant au moins pendant un instant de raison.

D'où cette conséquence, contraire certainement à l'intention du stipulant, que le bénéficiaire devra subir les prétentions éventuelles des créanciers de celui-là, c'est-à-dire qu'il ne sera pas certain de recueillir le montant intégral de la stipulation faite à son profit.

De plus, il est de principe que l'offre est caduque de plein droit par le décès de son auteur survenu avant qu'elle n'ait été acceptée. Ceci résulte, en matière de donations, de l'article 932 du Code civil, et la jurisprudence étend, par ailleurs, cette solution à toute offre quelconque (1). Ainsi donc, pour le cas particulier de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, le bénéficiaire désigné, qui ignore souvent jusqu'à la mort du stipulant l'existence du contrat souscrit en sa faveur, se trouverait alors privé de tout droit spécial à la somme assurée, laquelle serait comprise dans la succession du souscripteur — résultat tout à fait opposé à celui qui était recherché.

Cette conséquence inévitable de la théorie de l'offre n'est pas niable : ceux mêmes qui en sont les défenseurs le reconnaissent, tels MM. Demante et Colmet de Santerre (2) : « La stipulation au profit d'un tiers », disent ces auteurs, « est encore exposée

1. Cass., 21 avril 1891. S. 95. I. 398.

2. *Loc. cit. supra*, p. 76.

à d'autres éventualités : la mort du stipulant ou la mort du tiers qui doit profiter de la stipulation détruiraient également le germe du droit... »

M. Thaller (1) a voulu éviter ces graves inconvénients de la théorie de l'offre en la transformant : la proposition serait faite au tiers non pas par le stipulant, mais par le promettant. « La compagnie promet au stipulant, dont elle encaissera les primes, qu'à sa mort elle fera offre au tiers désigné du produit de la capitalisation ou, pour autrement parler, de la somme convenue. Il y a sans doute chez le stipulant une créance ferme et actuelle, bien que visant un fait à accomplir plus tard ; mais ce n'est pas la créance du capital. *Do ut facias*..... La compagnie, pour se mettre en règle avec ses engagements, doit, le souscripteur une fois mort, se révéler au tiers et lui poser une offre du capital assuré, que le bénéficiaire acceptera : alors, mais alors seulement, s'établira entre l'assureur et le tiers un rapport contractuel sans nulle interposition, une dette et une créance, ayant pour objet la somme énoncée en la police, qui n'a jamais figuré dans le patrimoine de l'assuré. »

Il est évident que cet habile raisonnement a l'avantage de supprimer d'un seul coup tous les dangers résultant de la théorie qui fait d'abord figurer le

1. Note précitée au D. 88. 2. 1.

produit de la stipulation dans le patrimoine du stipulant.

Toutefois, on lui a reproché, avec justesse (1), d'effacer à peu près complètement le rôle de l'intermédiaire et de méconnaître par là, d'une part les dispositions de l'article 1121, lequel suppose essentiellement l'établissement d'un rapport d'obligation entre le stipulant et le tiers, et d'autre part l'intention du stipulant, qui entend conférer un droit au tiers dès le jour de la conclusion du contrat. Or, avec cette doctrine, le bénéficiaire est obligé d'attendre que le promettant, après le décès du stipulant, lui fasse l'offre à laquelle il s'est engagé vis-à-vis de ce dernier. Mais, que se passera-t-il si, par hypothèse, nous supposons qu'il garde le silence ? « On voit bien comment celui-ci » (le bénéficiaire) « acquerra si la compagnie lui fait l'offre qu'elle a promis de lui faire, mais on ne voit pas ce qui arrivera si elle ne la fait pas », observe, non sans raison, M. Boistel (2).

Ainsi donc, tout en évitant les inconvénients que présente l'application de la théorie de l'offre, telle que celle-ci est conçue d'habitude, la doctrine de M. Thaller vient se heurter à d'autres écueils qui ne sont pas négligeables.

Malgré ses inconvénients, le système de l'offre a

1. Flürer, *loc. cit. supra*, p. 74, note 3.

2. Note au D. 89. 2. 132, 2^e col.

recueilli, pendant longtemps, les faveurs de la jurisprudence. Jusqu'aux arrêts de cassation des 2 juillet 1884 (1), 16 janvier (2), 6, 8, 22 février et 27 mars 1888 (3), qui ont consacré un revirement de jurisprudence, il résultait des décisions habituelles des tribunaux que la stipulation d'une assurance au profit d'un tiers devait être analysée comme renfermant une offre (4), dont l'acceptation fut considérée d'abord comme non rétroactive, puis — par une nouvelle interprétation visant à pallier les dangers de cette explication — tenue pour emporter rétroactivité au jour du contrat. La rétroactivité était basée, par la jurisprudence, sur ce fait que l'acceptation du bénéficiaire constituerait une condition suspendant l'effet de la stipulation.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'idée d'un droit direct existant *ab initio* au profit du bénéficiaire, qui est celle actuellement adoptée par nos tribunaux, ait été complètement ignorée d'eux à cette époque. Mais les arrêts qui, comme celui de la Cour d'appel de Paris, du 5 avril 1867 (5), s'inspiraient de

1. D. 85. 1. 150.

2. D. 88. 1. 77.

3. D. 88. 1. 193.

4. Cass., 2 mars 1881. D. 81. 1. 401.

5. D. 67. 2. 221. Il résulte des termes de cet arrêt que l'assuré qui s'engage à payer la prime de l'assurance faite au profit de ceux qu'il désigne, stipule dans les termes de l'article 1121 pour ceux à qui, après son décès, la somme assurée est payable et qui,

cette notion de droit direct, furent, pendant longtemps, l'exception.

Aujourd'hui, la théorie de l'offre est généralement repoussée par la jurisprudence, laquelle reprend parfois textuellement (1) cette formule, employée par la Cour de cassation le 8 février 1888 (2), qu'en cas de stipulation d'une assurance sur la vie au profit d'un tiers, il n'y a pas lieu à l'application des « principes généraux régissent la formation des contrats par l'acceptation d'une offre ».

Cependant, il est possible de citer quelques arrêts relativement récents qui en ont encore fait l'application (3).

Constatons enfin que l'article 59 du projet de loi, qui consacre l'existence, dès le jour du contrat, d'un droit exclusif au profit du bénéficiaire, « même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré », condamne implicitement le système de l'offre.

§ 3. — *Théorie de l'obligation alternative*

M. Boistel (4) a cherché principalement à concilier

dès le jour du contrat, ont un droit acquis au futur capital de l'assurance. — Cf. Caen, 14 mars 1876. D. 77. 2. 131.

1. Alger, 18 octobre 1909. D. 1913. 2. 289.

2. Arrêt précité. D. 88. 1. 193.

3. Douai, 16 janvier 1897. D. 97. 2. 425. — Rouen, 29 mai 1897. D. 98. 2. 289. — Caen, 24 avril 1902. D. 1904. 2. 425.

4. Notes au D. 89. 2. 129 et 153.

l'existence du droit propre créé au profit du tiers avec la faculté de révocation que conserve le stipulant tant qu'il n'a pas accepté. Pour parvenir à ce but, M. Boistel explique le mécanisme de l'opération au moyen d'une condition alternative d'un genre spécial, qui y serait contenue.

Du contrat passé entre le souscripteur et l'assureur naît, à la charge de celui-ci, une obligation alternative. Seulement, l'alternative ne porte pas ici sur l'objet de l'obligation : celui-ci est pur et simple ; elle vise le bénéficiaire du contrat qui sera soit le tiers, soit le stipulant lui-même, selon que se produira l'un ou l'autre des trois faits suivants : refus d'acceptation par le tiers ; prédécès du tiers ; révocation, par le stipulant, du droit éventuel conféré au tiers. Sans doute, la loi ne prévoit, en fait d'alternative, que celle qui porte sur l'objet de l'obligation (art. 1189 et suivants du C. civ.). Mais, pourquoi les contractants ne pourraient-ils pas convenir que cette alternative portera sur la tête du créancier ? «... Si le montant de l'assurance ne peut pas être payé au bénéficiaire, le droit à cette somme reviendra dans le patrimoine de l'assuré ; celui-ci stipule sous une condition alternative en faveur du bénéficiaire ou de lui-même... L'assurance en cas de décès au profit d'un tiers désigné constitue une obligation alternative quant à la désignation du créancier ».

Et M. Boistel complète son analyse en faisant

remarquer que les deux créanciers « alternatifs » ne sont pas sur le même plan. Il y a un *créancier principal* : le stipulant, et un *créancier accessoire* : le bénéficiaire. En effet, le stipulant seul a un droit certain et actuel contre la compagnie d'assurances ; le droit du bénéficiaire est essentiellement incertain, puisque soumis aux trois conditions de survie, de non-révocation et d'acceptation.

La réalisation de la condition alternative emporte, comme celle de toute condition, effet rétroactif. Par suite, si l'alternative se produit en faveur du tiers, il sera réputé avoir eu droit au profit de l'assurance dès le jour du contrat, et la somme assurée n'aura jamais fait partie du patrimoine du stipulant. Par là se trouve réalisé le résultat désiré, et expliquée l'existence du droit direct du bénéficiaire.

Malgré la grande ingéniosité de cette doctrine, il serait difficile de nier qu'elle prête à une grave critique.

Elle aboutit, en effet, à apporter dans la matière de l'obligation alternative, telle qu'elle est régie par le Code civil, une véritable innovation. Notre législation ne prévoit d'alternative que portant sur l'objet du contrat et, en aucune façon, sur les parties elles-mêmes. A-t-on le droit, en l'absence d'un texte, de procéder à une interprétation aussi extensive des articles 1189 à 1196 ? C'est au moins douteux, quelque talent que l'on mette à le faire.

Remarquons, en outre, qu'il est assez singulier de considérer comme un « créancier accessoire » celui en faveur de qui le contrat a été expressément passé par le stipulant. N'est ce pas, à vrai dire, défigurer la nature de l'opération ?

Ces objections ont sans doute été la cause de l'insuccès de cette doctrine, laquelle n'a eu aucune application en jurisprudence, malgré les incontestables avantages pratiques qu'elle présentait à certains points de vue.

§ 4. — *Théorie de l'engagement unilatéral*

On a le droit d'affirmer de la théorie dite de l'« engagement unilatéral » ou encore de la « déclaration unilatérale de volonté » qu'elle est en France d'importation étrangère récente, bien que le président Favre (1) l'ait exposée sous le nom de « pollicitation » dès le début du xvii^e siècle. Elle était, en effet, tombée complètement dans l'oubli, d'où elle n'a été tirée que de nos jours, par des juristes allemands qui l'ont reprise et développée.

Quoique cette doctrine ait été adoptée, ces années dernières, par des esprits français très autorisés, elle ne paraît pas à l'abri de la critique.

Défendue une première fois dans la thèse de

1. *De erroribus Pragmaticorum*, décades XLVII et XLVIII.

M. Worms (1), elle a trouvé d'ardents partisans auprès de M. Saleilles (2) et de M.M Colin et Capitant (3).

Elle part de l'idée que l'engagement isolé, unilatéral d'une personne peut suffire à rendre celle-ci débitrice à l'égard d'une autre, sans qu'il soit besoin d'un concours de volontés. Si l'on applique cette notion à la stipulation pour autrui, le promettant se trouvera engagé vis-à-vis du tiers, avant toute acceptation de celui-ci, exactement comme si un accord était intervenu entre ces deux personnes. Le promettant est tenu par cela seul qu'il a déclaré se considérer comme tel : c'est la déclaration unilatérale de volonté.

« Il faut dire », écrit M. Worms, « que le contrat qui, par lui-même, lie le promettant au stipulant, renferme en quelque sorte une déclaration unilatérale du promettant, laquelle le lie au tiers. Que fait le promettant, en effet ? Il s'engage envers le stipulant à procurer une certaine prestation au tiers. Ce qui contient deux engagements : l'un, contractuel envers le stipulant, l'autre qui est une pure déclaration uni-

1. *De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligations*, p. 115 et suiv.

2. *Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le projet de Code civil allemand*, n° 141. — *De la déclaration de volonté. Contribution à l'étude de l'acte juridique dans le Code civil allemand*.

3. Cf. Champeau, *La Stipulation pour autrui*. Thèse.

latérale de volonté envers le tiers... En d'autres termes, l'obligation, contractuelle du promettant envers le stipulant a pour objet la création d'une autre obligation, celle du promettant envers le tiers, mais celle-ci, bien que dérivant en dernière analyse du contrat, n'est pas directement considérée comme autre chose que l'expression d'une volonté unilatérale de s'obliger ».

Et, afin de prouver que la déclaration unilatérale de volonté peut suffire à créer une obligation, M. Worms argumente de ce fait que l'offre oblige celui qui l'a émise, puisqu'en cas de retrait, par correspondance, de la proposition primitive, le bénéficiaire conserve la possibilité de l'accepter efficacement, tant que la rétractation de celui qui l'avait faite ne lui est pas parvenue : « L'acceptation est donc simplement la condition dont l'arrivée fait porter effet à l'engagement pris par le promettant dans sa déclaration unilatérale de volonté ». Par suite, cette acceptation n'a pas pour résultat de faire naître un droit, qui existe déjà : elle réalise simplement la condition dont il est affecté.

Les partisans de cette doctrine l'appliquant d'ailleurs non seulement à la stipulation pour autrui, mais à d'autres hypothèses telles que les titres à ordre ou au porteur, les offres diverses : offres de récompense, offres de contracter.

1. *Op. cit.*, t. II, p. 342.

Dans la matière de la stipulation pour autrui, MM. Colin et Capitant (1) présentent l'idée de la volonté unilatérale comme un complément de l'opinion qui consiste à affirmer, sans plus, que cette stipulation crée un droit direct au profit du tiers bénéficiaire, opinion à laquelle on reproche d'être moins une théorie déterminée que la constatation d'un fait : « Il semble qu'il y a là plus qu'une constatation : il suffit d'ajouter à ce qu'on dit habituellement que le droit du bénéficiaire à l'encontre du promettant n'a pas le caractère contractuel. La vérité, c'est que l'obligation du promettant résulte de sa volonté de s'obliger envers le bénéficiaire ; car, nous l'avons déjà dit, la volonté unilatérale du débiteur peut être, aussi bien que les contrats, une source d'obligations ». MM. Colin et Capitant complètent, d'ailleurs leur démonstration en faisant remarquer que, ce qui explique les pouvoirs conservés par le stipulant sur la créance, tant que le tiers n'a pas déclaré accepter, c'est que l'engagement du promettant prend naissance dans le contrat intervenu entre lui et le stipulant.

Là apparaît précisément la pierre d'achoppement du système qui, après avoir dit que l'obligation du promettant a sa source dans la seule volonté de celui-ci, émet bientôt cette autre affirmation, assez malaisément conciliable avec la précédente, que l'engagement du promettant a eu son origine dans le

contrat qu'il a passé avec le stipulant. Ce qui consiste, en définitive, à revenir à l'application de ce principe, auquel on voulait faire exception, que la source des obligations volontaires réside dans un accord de la volonté du débiteur avec celle du créancier.

Cette difficulté inévitable a été fort exactement relevée par M. Planiol (1), qui constate qu'aussitôt après avoir affirmé l'efficacité de la volonté individuelle, « on est obligé de reconnaître que, tant que cette volonté unilatérale n'en a pas rencontré une seconde qui vient se joindre à elle, le lien obligatoire ne peut pas se former : on avoue que cette « exigence » ne pourra jamais être supprimée, parce que la volonté individuelle, souveraine sur elle-même, est « sans effet à l'égard des tiers » et que « nul ne peut devenir créancier sans sa volonté ».

Par suite, c'est donc, comme le remarque M. Planiol, le point de départ même de la doctrine qu'il faut repousser, et cela d'autant plus qu'elle va à l'encontre des principes les plus certains de notre droit, car, appliquée systématiquement, elle aboutirait à nier la nécessité du concours de volonté dans n'importe quelle hypothèse, c'est-à-dire à affirmer, en fait, qu'il n'y a pas d'obligations vraiment conventionnelles, et à transformer ainsi de fond en comble toute la théorie des obligations telle qu'elle résulte de la tradition comme des textes du Code civil.

1. *Op. cit.*, t. I, n° 270, note 1 ; et t. II, n° 832 et 944.

Au surplus, même en faisant abstraction de cette grave objection, l'argument tiré de la rétractation de l'offre, en faveur de l'efficacité de l'engagement unilatéral n'a rien de convaincant. Si l'acceptation d'une offre peut intervenir, malgré le retrait qui en a été fait par son auteur, tant que celui à qui elle était proposée n'a pas eu connaissance de ce retrait, c'est justement parce qu'il n'en a pas eu connaissance, et non parce que l'offrant se trouvait obligé par sa seule manifestation de volonté. Il est de nécessité pratique que la loi s'attache, en pareil cas, non aux dispositions intimes des parties, ce qui serait plein de dangers et d'ailleurs à peu près impossible, mais au témoignage extérieur de leur volonté : il n'y a donc pas, dans ce fait, une preuve que l'offre est, par elle-même, génératrice de droit.

Ceci résulte, d'ailleurs, des termes mêmes de l'article 932 du Code civil, d'après lequel « la donation entre vifs n'engagera le donateur et ne produira aucun effet que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès ». Ce texte, il est vrai, ne concerne pas les obligations « *lato sensu* » ; mais il n'est que l'application à la matière des donations du principe général que l'offre n'oblige celui qui l'a faite que du jour où elle a été acceptée, du jour où la « volonté unilatérale » manifestée par son auteur s'est transformée en convention du fait de l'adhésion d'une autre personne.

Bien que le système de l'engagement unilatéral ait l'avantage d'expliquer de façon très pratique le mécanisme de la stipulation pour autrui, et de ne pas toucher à l'unité de l'opération, il ne semble donc pas que l'on puisse la mettre d'accord ni avec le texte ni avec l'esprit de notre législation. Nous pouvons d'ailleurs ajouter que cette doctrine ne paraît pas avoir eu d'application dans la jurisprudence.

§ 5. — *Théorie de M. Planiol*

Nous avons vu que la théorie de l'obligation alternative, tout comme celle de la déclaration unilatérale de volonté, n'est pas à l'abri de la critique.

Nous avons également vu que le système de la gestion d'affaires et celui de l'offre, tels qu'ils sont construits d'habitude, n'apparaissent pas non plus aussi satisfaisants qu'il conviendrait.

Après tant de négations, il faut en venir à une affirmation : ce sera donc à la doctrine défendue par M. Planiol (1) que nous nous arrêterons, en définitive.

C'est en reprenant et en transformant les deux notions de gestion d'affaires et d'offre pour, ensuite, les amalgamer en quelque sorte dans un bloc

1. *Op. cit.*, t. II, nos 1224, 1226 et 1247.

unique, que M. Planiol explique l'existence du droit direct du tiers bénéficiaire.

L'auteur remarque, tout d'abord, qu'il est inexact de prétendre que l'idée de gestion d'affaires est, par son essence même, inapplicable à la stipulation pour autrui. En effet, « il y a deux façons de gérer l'affaire d'autrui. L'une consiste à prendre soin, en l'absence de l'intéressé, d'un bien déjà entré dans son patrimoine; c'est celle qui est prévue et réglée par les articles 1372 et suivants... L'autre consiste à passer un contrat pour le compte d'autrui sans en avoir reçu le mandat; elle est prévue d'une manière générale par l'article 1121 et on en trouve une application particulière dans l'article 1998, où la loi suppose qu'un mandataire a dépassé ses pouvoirs: tout ce qu'il a fait au delà n'oblige pas son mandant, mais celui-ci peut « ratifier »; un acte juridique fait sans mandat peut donc constituer une gestion d'affaires... Ainsi que l'a fort bien dit M. Labbé, la gestion d'affaires consiste à faire sans mandat ce que pourrait faire un mandataire ».

Passant, plus loin, à la deuxième objection principale faite à la théorie de la gestion d'affaires, c'est-à-dire à l'observation que celui pour le compte duquel agit le gérant acquiert un droit irrévocable aussitôt la négociation passée, ce qui ne peut s'accorder avec la faculté de révocation du stipulant, M. Planiol

constate que la révocabilité est, en réalité, parfaitement conciliable avec l'idée de gestion d'affaires : «... la volonté des parties ayant créé ce droit au profit d'un tiers, a pu le faire naître avec tels caractères qu'il leur a plu de lui donner. Elles ont donc pu, si cela leur a paru utile, créer ce droit à l'état révocable ».

Reste la troisième objection, d'après laquelle le maître de l'affaire est tenu de rembourser au gérant toutes les dépenses utiles ou nécessaires faites par lui dans sa gestion, ce qui n'est évidemment pas le cas dans les rapports entre le bénéficiaire et le stipulant. En s'inspirant, par analogie, du raisonnement construit par M. Planiol au sujet de la faculté de révocation du stipulant, il est sans doute facile de faire tomber cette objection, comme les deux précédentes. Il suffit, pour cela, de reconnaître que le stipulant, par le fait même qu'il stipule au profit d'une personne, entend implicitement dispenser celle-ci de lui rembourser ses « dépenses utiles ou nécessaires » lesquelles, dans le cas particulier de l'assurance en cas de décès, sont constituées par les primes. Par cette argumentation, la notion de gestion d'affaires va se trouver d'accord avec la volonté du stipulant : ainsi s'efface le dernier point où cette idée pouvait paraître inconciliable avec celle de stipulation pour autrui (1).

1. Il est vrai que le bénéficiaire est obligé, dans certaines cir-

Nous devons maintenant en venir au second des deux éléments qui composent le système de M. Planiol, c'est-à-dire à l'offre.

On a vu, plus haut, les graves inconvénients que présente, dans la pratique, la théorie de l'offre telle que celle-ci a été enseignée pendant longtemps, c'est-à-dire en admettant que l'offre est faite par le stipulant au tiers. On a vu également les obstacles auxquels se heurte cette doctrine sous la forme où M. Thaller l'a exposée, soit en d'autres termes avec l'idée que l'offre est faite au bénéficiaire par le promettant. Cependant, M. Planiol l'introduit dans son raisonnement de telle façon que tous les écueils antérieurs disparaissent.

Tout d'abord, deux points sont pour lui hors de doute :

1° Il y a certainement création directe de l'action en la personne du tiers, et le stipulant n'est pas devenu lui-même, personnellement, « créancier temporaire du promettant » : c'est un résultat que tout le monde admet actuellement.

2° Le fait de stipuler pour autrui, sans en avoir

constances lorsqu'il est héritier du stipulant, de restituer la valeur des primes à celui-ci, ou, plus exactement à sa succession, sous forme d'une diminution correspondante dans sa part héréditaire. Mais cela n'a rien à voir avec un remboursement des « dépenses utiles ou nécessaires » faites par le stipulant : il s'agit uniquement d'une question de nature bien différente, celle du rapport à succession.

reçu mandat, constitue bien une gestion d'affaires, « puisque c'est faire l'office d'un mandataire sans en avoir reçu de pouvoir préalable ».

Seulement, il faut expliquer en quoi consiste cette gestion d'affaires. Quel a donc été le rôle du stipulant ? « Il a pris l'engagement du tiers, comme aurait pu le faire un mandataire ; il ne l'a pas pris pour lui, il l'a reçu pour le compte d'autrui : il prévient ensuite le tiers de ce qui a été fait, et il attend sa décision. Là se borne son rôle... »

Or, un examen attentif de ces faits montre qu'ils contiennent une double proposition adressée au tiers, à la fois par le stipulant et par le promettant.

Le stipulant ne fait pas, à proprement parler, une offre au tiers, « car l'offre, au sens propre, est la proposition de contracter faite par celui qui va devenir débiteur ; or, le stipulant n'entend pas s'obliger personnellement envers le tiers. S'il lui offre quelque chose..., c'est d'approuver son intervention spontanée comme intermédiaire ; mais c'est là un tout autre sens du mot. En réalité, il demande qu'on ratifie son intervention comme gérant d'affaires ».

Cependant, il y a bien une offre, mais elle est adressée par le promettant au stipulant, et immédiatement acceptée par celui-ci pour le compte du tiers. « Il y a ainsi une acceptation provisoire, qui est donnée sauf ratification, ce qui fait que le tiers, quand il déclare vouloir profiter de la stipulation, n'a pas

besoin d'accepter l'offre du promettant ; c'est déjà chose faite ; il n'a qu'à ratifier cette acceptation émanée de son gérant d'affaires ».

Ainsi conçu, le système soutenu par M. Planiol a le mérite de ne pas heurter les principes du droit et de satisfaire à la fois aux nécessités de la pratique et à l'intention du stipulant, puisque la créance née de la stipulation ne figurera à aucune époque dans le patrimoine de celui-ci, ce qui est bien le résultat qu'il faut atteindre avant tout.

§ 6. — *Solutions actuelles de la Jurisprudence*

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le noter au début de ce chapitre, la jurisprudence se borne aujourd'hui à constater l'existence d'un droit direct au profit du tiers, dès le moment où celui-ci a été désigné comme bénéficiaire par le stipulant, sans pousser plus loin son analyse. Mais elle est désormais constante en ce sens, à la suite du revirement consacré par les arrêts précités de la Cour de cassation, de 1884 et de 1888 (1), et les quelques décisions

1. *Loc. cit.*, *supra*, p. 84. Rappelons toutefois que, bien antérieurement à ces arrêts, l'idée du droit direct n'était pas restée complètement étrangère à la jurisprudence, et qu'elle résulte notamment d'une décision citée plus haut (p. 84, n. 5), et rendue

en sens contraire que l'on peut relever depuis cette époque (1) sont autant d'exceptions confirmant la règle (2).

Le droit direct du tiers bénéficiaire existe, d'après la jurisprudence, dans l'hypothèse d'une assurance en cas de décès, même dans l'assurance mixte quand le prédécès du stipulant a donné ouverture à la vocation du tiers (3) ; même quand celui-ci n'a été désigné que par un avenant postérieur à la police (4), ou au moyen d'une cession de créance (5) ou encore au moyen d'un endossement (6) ; même lorsque le stipulant s'est réservé la faculté d'user de sa police comme d'un instrument de crédit, en

par la Cour de Paris le 5 avril 1867, c'est-à-dire à une époque où le système de l'offre faite par le stipulant au tiers était celui généralement appliqué par les tribunaux.

1. *Loc. cit.*, *suprà*, p. 85, n° 3.

2. Grenoble, 22 janv. 1901. D. 1901. 2. 337. — Cass. civ., 24 février 1902. D. 1903. 1. 433 ; et 4 mai 1904. D. 1905. 1. 165. — Poitiers, 11 avril 1906. D. 1912. 5. 17. — Cass. civ., 17 novembre 1907. D. 1908. 1. 129. — Bordeaux, 27 octobre 1908. D. 1910. 2. 56. — Alger, 18 octobre 1909. D. 1913. 2. 289. — Besançon, 10 mars 1911. D. 1912. 2. 321. — Civ. Marseille, 13 juin 1911. *Jur. civ. Marseille*, 1912, p. 493. — Nancy, 1^{er} juillet 1911. D. 1912. 2. 335. — Rennes. 1^{er} février 1912. D. 1912. 2. 321. — Bourges, 29 juillet 1914. *J. des Ass.*, 1915, p. 223.

3. Cass. civ., 4 mai 1904, précité. — Chambéry, 13 novembre 1905. D. 1910, 2. 153.

4. Cass., 7 août 1888. D. 89. 1. 118. — Douai, 26 juin 1906. D. 1910. 2. 153.

5. Aix, 2 mai 1906. *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1907, p. 105. — Cass., 16 novembre 1907. D. 1908, 1. 191.

6. Cass. civ., 4 mai 1904, précité.

empruntant sur elle (1), ou de la transmettre par voie d'endossement (2).

Cette jurisprudence très large est en tous points confirmée par l'article 59 du projet de loi, qui décide que « les sommes stipulées payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, est réputé y avoir eu seul droit à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré ». Il résulte donc de ce texte que le droit propre du bénéficiaire, existant « quelles que soient la forme et la date de sa désignation », devra lui être reconnu quand bien même le profit de l'assurance lui aurait été conféré par testament. A ce point de vue, le projet de loi se montre plus libéral encore que la jurisprudence, puisque, par arrêt du 24 février 1902, la Chambre civile de la Cour de cassation a refusé d'accorder un droit personnel à l'attributaire désigné de cette façon (3).

1. Req., 22 juin 1891. D. 92. 1. 205. — Poitiers, 19 décembre 1904. D. 1910. 2. 153.

2. Req., 22 juin 1891, précité.

3. Cass. civ., 24 février 1902. D. 1903. 1. 433. Cet arrêt a décidé que «... le droit au capital assuré, dérivant du contrat, fait alors partie du patrimoine du testateur jusqu'au décès de ce dernier ; que ce n'est qu'à ce moment que le droit du légataire à ce capital prend naissance et que, par suite, il ne lui provient qu'avec les restrictions légales auxquelles était soumis le disposant ».

Après avoir ainsi étudié le fonctionnement théorique de la stipulation pour autrui, base de toute opération d'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, il nous faut compléter cette partie générale de notre travail en relevant rapidement les principales règles pratiques qui sont appliquées à ce dernier contrat.

SECTION II

Principales règles pratiques de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers

Nous avons déjà vu, dans la section précédente, que, tant que le tiers n'a pas déclaré accepter le bénéfice du contrat passé à son profit entre le promettant et le stipulant, ce dernier conserve le droit d'en modifier à volonté l'attribution. Le souscripteur d'une police d'assurance peut donc librement, à défaut d'acceptation du bénéficiaire désigné par lui, en attribuer l'émolument soit à lui-même, soit à une autre personne de son choix (1).

Dans la forme, cette révocation peut être expresse ou tacite. Elle résulte, au dernier cas, de la simple cessation du paiement des primes ou encore de tout autre acte qui dénote l'intention révocatoire du sti-

1. Rouen, 21 mars 1893. D. 94. 2. 171. — Grenoble, 11 décembre 1894. D. 96. 2. 97.

pulant, parce qu'incompatible avec le droit antérieurement conféré par lui au bénéficiaire.

Dans le fond, elle est susceptible de degrés ; elle peut être totale ou partielle.

A partir du moment où le tiers a manifesté son acceptation, le droit qui existait à son profit dès l'origine du contrat est devenu irrévocable : le souscripteur ne pourrait donc plus prétendre l'en dépouiller.

Ceci constitue la règle du droit commun. Mais dans le cas où l'assurance est passée au cours du mariage, par l'un des époux au profit de son conjoint, il faut faire une très importante réserve résultant de l'applicabilité de l'article 1096 du Code civil, lequel consacre, de la manière la plus large, la possibilité de révoquer *ad nutum* toute donation faite entre les époux pendant leur union. Par conséquent, chaque fois que l'assurance constituera une libéralité dans les rapports entre le stipulant et le bénéficiaire, elle demeurera révocable en tout état de cause malgré l'acceptation de ce dernier, si ces deux personnes sont mari et femme. L'application de l'article 1096 à ce cas particulier est aujourd'hui consacrée par la doctrine (1), comme par la jurisprudence (2).

1. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 2203. — Dupuich, note au D. 1913. 2. 361.

2. Cass., 22 février 1893. D. 93. 1. 401. — Paris, 10 mars 1896. D. 96. 2. 465. — Civ. Seine, 29 mars 1899. D. 1912. 5. 17 ; et 31 mai 1913. D. 1913. 2. 361.

On a voulu étendre cette solution à l'hypothèse où l'assurance est souscrite non pas au cours du mariage, mais antérieurement à celui-ci. Cela résulte implicitement d'un jugement du Tribunal civil de la Seine (1), et cette décision a été approuvée par M. Dupuich (2), en tant que constituant une conséquence inévitable de la théorie d'après laquelle l'assurance en cas de décès se décompose en une série d'assurances temporaires, qui se renouvellent à chaque paiement de prime : l'assurance antérieure au mariage serait ainsi révocable dans la mesure où les primes payées au cours de l'union conjugale donnent à ce contrat le caractère d'une libéralité entre époux, aux termes de l'article 1096. Du moment où l'on admet, au contraire, que l'opération est une et scellée définitivement *ab initio* cette opinion ne saurait être acceptée : c'est donc la seule assurance passée pendant le mariage qui, le cas échéant, demeurerait révocable *ad nutum*, malgré l'acceptation du conjoint bénéficiaire.

Une question qui se pose fréquemment est celle de savoir si les héritiers du stipulant peuvent révoquer l'attribution faite par leur auteur, tant que le tiers désigné par lui n'a pas manifesté son inten-

1. Civ. Seine, 31 mai 1913. D. 1913. 2. 361

2. Note précitée, au D. 1913. 2. 361.

tion d'accepter. L'accord n'est pas fait, en jurisprudence, sur la solution de ce problème.

La doctrine affirme généralement et avec raison qu'admettre la possibilité d'une telle révocation, c'est aller certainement à l'encontre de la volonté du stipulant (1). En effet, du moment où celui-ci n'a pas usé avant sa mort de la faculté qui lui appartenait, on est obligé de reconnaître qu'il a implicitement manifesté par là son intention de maintenir au tiers le bénéfice du contrat.

De plus, si l'on accepte que les héritiers puissent révoquer l'attribution du profit de l'assurance, on crée dans la pratique un grave danger quant à l'efficacité du contract. Les héritiers, pouvant user du droit de révocation, ne manqueront sans doute pas de s'en servir dans la majorité des cas : ils ont tout intérêt à faire tomber dans la masse successorale des sommes qui devaient profiter à une personne à laquelle ils ne sont peut-être liés par aucune attache d'affection. Or, comme, la plupart du temps, le tiers ne connaît qu'après le décès de l'assuré l'existence de la stipulation faite à son profit, il est permis de dire qu'en pratique l'assurance resterait très souvent lettre morte.

On ne saurait tirer, en cette matière, aucune con-

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 230. — Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 416. — Baudry-Lacantinerie et M. Colin, *Donations entre vifs et testaments*, t. II, n° 4017. — Cf. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1250.

clusion certaine de la jurisprudence ; mais il faut reconnaître cependant que celle-ci se montre dans l'ensemble plutôt favorable au droit des héritiers. Il n'y a d'ailleurs que peu de décisions récentes sur la question.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 27 février 1884 (1), accorde en général le droit de révoquer aux héritiers du stipulant : dans cette espèce, d'ailleurs, la Cour n'avait pas à statuer sur l'hypothèse spéciale de l'assurance sur la vie. Mais une décision de la Cour d'appel de Douai, du 10 décembre 1895, reconnaît expressément la faculté de révocation des héritiers dans ce cas particulier (2). Plus récemment, la Cour d'appel de Bordeaux (3) a fait allusion à ce problème, sans toutefois se prononcer. Enfin, un jugement précité du Tribunal civil de Marseille, du 13 juin 1911 (4), a affirmé que l'héritier du stipulant ne saurait, même pour sa part dans la succession, exercer le droit de révocation qui doit être considéré comme essentiellement personnel à l'assuré.

Le projet de la loi tranche la question d'une manière fort heureuse ; l'article 56 (4^e alinéa) accorde ce droit aux héritiers quand trois mois au moins se

1. Cass., 27 février 1884. D. 84. 1. 389 ; S. 86. 1. 422.

2. Douai, 10 décembre 1895. D. 96. 2. 477.

3. Bordeaux, 27 octobre 1908, précité. D. 1910. 2. 56.

4. Civ. Marseille, 13 juin 1911. *Jur. civ. Marseille*, 1912, p. 493.

sont écoulés depuis que le bénéfice de l'assurance est devenu exigible, et un mois au moins après la mise en demeure d'avoir à prendre parti adressée par eux au tiers. Ce texte présente le double avantage d'éviter à la fois tout danger d'un dépouillement arbitraire du bénéficiaire, auquel il laisse le temps nécessaire pour se décider, et les inconvénients résultant, pour le règlement de la succession de l'assuré, de l'incertitude prolongée qui serait la conséquence du retard possible du tiers à manifester sa volonté, si l'on refusait complètement aux héritiers du stipulant la possibilité de révoquer l'attribution faite par leur auteur.

S'il advenait que le bénéficiaire prédécède au souscripteur, à qui devrait être attribué le capital assuré ? Aux héritiers du tiers ? Ou bien faut-il dire, au contraire, que le contrat a été passé *intuitu personæ* sous la condition de survie du bénéficiaire, et que le profit en doit revenir aux héritiers du stipulant, du moment où il ne peut être recueilli par la personne qui avait été primitivement désignée ? On a refusé, en doctrine (1), d'admettre cette dernière solution, en se basant sur la considération que le tiers a, en principe, seul droit au bénéfice de l'assurance dont est exclu le contractant lui-même et que, par suite, les héritiers de celui-ci ne peuvent pas y prétendre après sa mort.

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 229.

L'article 56 (6^e alinéa) du projet de loi dispose, à l'inverse, que « l'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital ou de la rente assurés, à moins que le contraire ne résulte des termes de la stipulation ou des circonstances ». Ce texte s'inspire très heureusement de l'intention probable du souscripteur qui, la plupart du temps, n'a certainement pas entendu gratifier éventuellement les héritiers du tiers, lesquels peuvent lui être tout à fait indifférents.

La sanction naturelle du droit personnel reconnu au bénéficiaire sur la créance du capital assuré, dès le jour du contrat passé entre le souscripteur et la compagnie, est l'existence à son profit d'une action directe lui appartenant de son chef, même au cas où il refuserait la succession du stipulant, lorsqu'il est également héritier de ce dernier. Cette indépendance réciproque de l'acceptation de l'hérédité et de celle de l'assurance présente des avantages évidents, sur lesquels il serait inutile d'insister.

DEUXIÈME PARTIE

L'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS ENTRE ÉPOUX MARIÉS SOUS LE RÉGIME DE COMMUNAUTÉ LÉGALE

Considérations préliminaires

Avant que n'eût été votée la loi du 9 mars 1891 accordant à l'époux survivant un usufruit sur les biens du prédécédé, le conjoint ne possédait, comme on le sait, de droits héréditaires qu'en l'absence de parents au degré successible et d'enfants naturels, conformément à l'ancien article 767 du Code civil. Il y avait là une véritable lacune dans la loi française et l'un des principaux avantages de l'assurance en cas de décès entre époux consistait précisément à y remédier.

Le point de vue est un peu différent aujourd'hui, puisque le conjoint n'est plus un « oublié » dans notre législation successorale. Mais l'intérêt de l'assurance n'en subiste pas moins considérable, par exemple comme mesure de prévoyance destinée

à pallier les dangers d'ordre pécuniaire auxquels est exposée la femme, de par la possibilité d'une mort prématurée de son mari dont la profession constitue le plus souvent la principale ressource du ménage.

Nous avons déjà eu à diverses reprises l'occasion de faire allusion aux difficultés spéciales que soulève la pratique des assurances sur la vie entre époux communs en biens. Ces difficultés ont leur cause principale dans l'existence, sous les régimes de communauté, de trois patrimoines distincts. A côté du patrimoine personnel de chacun des époux, la masse commune englobe une variété très considérable de biens sous le régime légal, plus restreinte ou plus étendue encore, suivant la formule adoptée, sous les régimes de communauté conventionnelle. D'où une cause première d'incertitude quant à l'attribution définitive du bénéfice de l'assurance et aux conséquences de cette attribution.

D'une part, en effet, les textes du Code réglementent de façon précise et impérative la répartition, entre les deux patrimoines propres et le patrimoine commun, des différents biens qui appartenaient aux époux avant leur union ou qui leur adviennent au cours du mariage. D'autre part, on peut affirmer qu'une rigoureuse interprétation de la loi — laquelle fait tomber dans la communauté, sous le régime

légal, la presque totalité des meubles des époux (art. 1401 — 1° et 2° du C. civ.) — irait, dans bien des cas, à l'encontre de la volonté du stipulant qui désire, le plus souvent, garantir à lui-même ou au bénéficiaire désigné par lui un droit personnel et exclusif à la somme assurée.

Il s'agit donc de mettre d'accord les deux points de vue opposés, en s'efforçant de donner toute satisfaction à l'intention du souscripteur de l'assurance, sans cependant violer les textes : c'est là, peut-on dire, essentiellement une œuvre de conciliation.

Il est au surplus évident que les questions dont la solution peut faire doute sont d'autant plus nombreuses que sont variées les formes des différents régimes de communauté et celles de l'assurance sur la vie. Force nous est donc de nous limiter aux principaux problèmes qui se présentent, et c'est pourquoi nous bornerons cette étude aux assurances en cas de décès, dont nous avons déjà noté l'importance spéciale.

Nous nous plaçons uniquement, en cette seconde partie, dans l'hypothèse où le régime matrimonial adopté par les époux est la communauté légale, réservant pour une troisième partie l'étude des régimes de communauté conventionnelle.

La question doit être examinée sous une double face.

Il faut envisager, tout d'abord, le côté actif de l'opération, en se demandant comment sera réglée l'attribution du bénéfice de l'assurance, et en distinguant deux situations à ce point de vue selon que la police a été souscrite antérieurement à l'union conjugale ou seulement au cours de celle-ci.

Mais ce problème offre une réciproque immédiate, lorsque le contrat a été passé par l'un des époux, soit avant, soit pendant son mariage. De quelle façon, en effet, se répartira la charge des primes acquittées par la communauté ? C'est le côté passif de l'opération, ou, en d'autres termes, la question des récompenses.

Les deux premiers chapitres sont uniquement consacrés à l'étude du sort du capital assuré, et à l'examen de diverses questions de forme et de capacité ; le chapitre III, à l'inverse, concerne seulement les charges de l'assurance.

CHAPITRE PREMIER

ASSURANCE SOUSCRITE ANTÉRIEUREMENT AU MARIAGE

Nous devons nous arrêter tout d'abord, un peu sur le texte fondamental autour duquel gravite toute la question de l'attribution de la somme assurée.

Cet article est l'article 1401, (alinéa 1^{er}) du Code civil, ainsi conçu : « La communauté se compose activement : 1° De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire ».

Cet article consacre donc l'entrée à peu près générale du mobilier dans le patrimoine commun, puisqu'il décide que tous les meubles possédés par les époux au jour du mariage, comme ceux qui leur adviennent au cours de leur union tombent en communauté. La loi, il est vrai, ne parle à ce deuxième point de vue que du mobilier échu aux conjoints à

titre de donation ou de succession ; mais l'on est d'accord pour dire qu'elle a voulu seulement par là lever un doute qui aurait pu se présenter, en raison du caractère gratuit de l'acquisition, et qu'à plus forte raison les meubles acquis à titre onéreux font partie du patrimoine commun.

La seule exception apportée par le texte de l'article 1401-1^o au principe général posé par lui, résulte de la volonté du disposant : les objets donnés ou légués avec cette condition qu'ils n'entreront pas en communauté demeurent propres à l'époux gratifié. Il n'y a, d'ailleurs, dans ce cas particulier, qu'une application de la règle d'après laquelle les conventions matrimoniales lient les personnes qui y ont été parties, mais non pas les tiers, lesquels demeurent libres d'attribuer aux biens aliénés par eux en faveur de l'un des époux tel caractère ou telle destination qui leur convient, sans avoir à tenir compte des effets du régime matrimonial adopté.

Cette exception joue fréquemment, comme nous le verrons, un rôle très important dans l'attribution de la créance de la somme assurée : il est d'ailleurs inutile d'insister sur le caractère mobilier de cette créance, lequel le fait tomber sous le coup de l'application de l'article 1401-1^o.

Mais il importe de mettre en relief, une fois pour toutes, les conséquences très différentes qu'entraîne

l'attribution de la somme assurée à la communauté ou, au contraire, au patrimoine propre du bénéficiaire.

En raison des principes qui régissent les régimes de communauté et des droits et pouvoirs du mari en tant que chef du patrimoine commun, l'attribution finale du bénéfice de l'assurance, quand la créance née du contrat tombe en communauté, est identiquement la même, soit que celui-ci ait été passé au profit du mari, soit qu'il l'ait été au profit de la femme.

Dans ces deux hypothèses, le mari (1) recevra, lors de la réalisation du risque prévu, la moitié de la somme assurée, au cas d'acceptation de la communauté par la femme ; dans l'éventualité contraire, il recueillera la totalité de cette somme.

De son côté, la femme n'aura jamais droit à plus de la moitié du capital assuré, et cela à condition qu'elle accepte la communauté. Si elle est renonçante, ce capital lui échappera en entier, comme tout bien commun quelconque.

Enfin, cette répartition serait faite sous la réserve

1. Pour la commodité de l'exposé, nous sommes obligé de raisonner en parlant toujours du « mari », ou de « la femme ». Il va sans dire que, suivant les circonstances et le prédécès de l'un ou de l'autre des deux conjoints, ces mots devraient être remplacés par les expressions : « les héritiers du mari », ou « les héritiers de la femme ». Les conséquences relevées dans le texte ne se trouveraient d'ailleurs évidemment pas modifiées pour cela.

des droits des créanciers de la communauté, qui passeraient naturellement avant le bénéficiaire.

De plus, au cours du mariage, le mari administrateur de la communauté conserve entre ses mains la créance de la somme assurée, même si la police a été souscrite au profit de sa femme. Il peut donc en disposer comme de l'ensemble des meubles qui font partie du patrimoine commun, par exemple en la cédant à titre onéreux, ou à titre gratuit en pleine propriété.

Quand, à l'inverse, la créance née de l'assurance demeure un bien propre, les conséquences opposées se produisent. Si le bénéficiaire est la femme, le mari ne saurait prétendre à aucun droit personnel d'administration sur cette créance. En outre, l'époux attributaire quel qu'il soit perçoit le montant total de la somme assurée, sans que son conjoint ni les créanciers de la communauté puissent en recevoir une portion, et nonobstant pour la femme cette circonstance qu'elle est renonçante (1).

1. Il y a lieu de remarquer, dans l'hypothèse de l'assurance en cas de décès, que toutes les fois que le contrat a été souscrit par l'un des époux sur sa propre tête ou sur celle de son conjoint, et dans les circonstances où le bénéfice de l'opération tombe en communauté, il n'y figure jamais qu'à l'état de créance non exigible, la somme promise par la compagnie n'étant payable qu'à la mort de l'assuré, c'est-à-dire à l'instant précis où la communauté se dissout. Il n'en saurait être autrement que lorsque l'assuré n'est pas un conjoint, mais un tiers quelconque. En

Lorsque l'assurance est d'origine antérieure au mariage, différentes hypothèses doivent être étudiées séparément, suivant que le contrat a été passé :

1°. Au profit de l'un des futurs époux, par un tiers autre que son futur conjoint.

2°. Par l'un des futurs époux, soit sans désignation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit sur la tête d'un tiers à son profit personnel.

3°. Par l'un des futurs époux au profit de tiers indéterminés.

4°. Par l'un des futurs époux au profit d'un tiers déterminé autre que son futur conjoint.

5°. Par l'un des futurs époux au profit de l'autre.

6°. Conjointement par les deux futurs époux.

Contrairement à ce qui se passe quand l'assurance est contractée pendant le mariage, il n'y a pas lieu de distinguer ici *ab initio* deux hypothèses, au point de vue de la capacité du souscripteur : peu importe, en effet, lorsque celui-ci est l'un des futurs époux, qu'il soit le futur mari ou la future femme, puisque cette dernière jouit alors, par définition, de sa pleine capacité civile.

pareil cas, en effet, l'émolument de l'assurance peut fort bien devenir exigible au cours du mariage du bénéficiaire, par suite du décès de l'assuré dans cette période. Dès lors, le bénéfice du contrat qui, jusqu'à ce moment, avait figuré dans le patrimoine commun sous forme d'une créance, y sera effectivement représenté par le montant de cette créance, c'est-à-dire par de l'argent liquide.

Seulement — on doit le noter — le contrat passé par la femme antérieurement à son mariage ne pourra être continué et entretenu qu'avec l'assentiment du mari. D'une part, ce dernier a seul le droit de disposer des biens communs, sur lesquels les primes sont normalement prélevées ; d'autre part, la règle du paiement facultatif des primes ayant pour résultat de priver l'assureur de tout droit de poursuite contre le souscripteur, l'assurance ne constitue pas *stricto sensu*, à l'égard de la stipulante, une dette qui étant antérieure au mariage tomberait de plein droit à la charge de la communauté, à condition d'ailleurs qu'elle ait acquis date certaine avant la célébration de l'union conjugale (art. 1410, 1^{er} al.). Ce n'est qu'au cas, tout exceptionnel sous le régime légal, où la femme aurait entre ses mains des deniers propres au moyen desquels les primes seraient acquittées ou encore, comme nous le verrons plus loin, si celles-ci étaient prélevées par la stipulante sur les produits de son travail personnel, que le consentement du mari deviendrait inutile, à des conditions que nous devons déterminer. Cette dernière hypothèse constitue l'une des répercussions, en notre matière, de la loi du 13 juillet 1907 dont il y aura lieu de relever plusieurs autres conséquences relativement à l'assurance souscrite au cours du mariage.

Un doute pourrait toutefois s'élever en ce qui con-

cerne la capacité de la femme à accepter, avec ou sans autorisation, le bénéfice d'une assurance passée à son profit avant son mariage, lorsqu'elle ne l'a pas fait antérieurement à la célébration de l'union conjugale. Mais nous verrons plus loin pour quelles raisons ce doute est plus apparent que réel : là aussi, en définitive, il n'y a pas de distinction à établir entre les deux époux.

§ 1. — *Assurance souscrite au profit de l'un des futurs époux par un tiers autre que son futur conjoint (1).*

Cette hypothèse souffre peu de difficultés : pour en établir la solution, il suffit de se reporter à l'article 1401, alinéa 1^{er}. Par application de ce texte, la créance de la somme assurée entrera dans la communauté, du moment du mariage du bénéficiaire, comme constituant un meuble possédé « au jour de la célébration ». Il en découlera les diverses consé-

1. Pour simplifier, nous parlerons toujours, au cours de cette étude, de « l'assurance souscrite » par telle personne au profit de telle autre. Il va sans dire que cette expression doit être entendue avec une acception très large, qui serait plutôt celle d'« assurance attribuée » par telle personne à telle autre, puisque, comme nous le savons, le bénéficiaire de l'opération peut être désigné aussi bien par un acte postérieur que dans la police elle-même, et que cette circonstance est indifférente au point de vue des effets du contrat, et notamment du droit direct de l'attributaire.

quences que nous avons déjà notées d'une manière générale, et sur lesquelles il n'y a pas lieu d'insister à nouveau.

Ce résultat pourrait-il être évité par une manifestation de volonté contraire de la part du stipulant ? Il faut répondre par une distinction : cela dépend du caractère que présente le contrat au regard du bénéficiaire.

S'il constitue un acte à titre onéreux, par exemple, comme ayant été souscrit par le stipulant en paiement d'une dette, on ne voit pas comment le souscripteur aurait la faculté d'empêcher l'entrée de la créance dans le patrimoine commun : la loi ne prévoit en effet, la possibilité d'une clause d'exclusion de communauté que pour les biens acquis à titre gratuit.

Si, au contraire, le bénéficiaire acquiert cette créance en tant que donataire, l'exception apportée par l'article 1401-1° à la règle générale du caractère commun du mobilier entrerait en jeu, le cas échéant. Sans doute, la stricte lettre du texte n'envisage l'exclusion de communauté par volonté contraire du disposant que pour le mobilier échu aux époux pendant le mariage. Et, en vertu du droit direct du bénéficiaire, la créance née de l'assurance est acquise à celui-ci dès l'origine du contrat, c'est-à-dire antérieurement à son mariage. Mais l'esprit

qui inspire ce texte serait tout à fait contraire à l'établissement d'une solution opposée selon le moment où la donation a été faite : il n'y aurait aucun motif pour décider que la volonté du donateur, efficace d'après la loi dans un cas, serait inopérante dans l'autre, puisque l'intérêt que présente la situation est le même dans les deux hypothèses.

On pourrait, il est vrai, faire une objection d'un autre ordre, et dire : il n'est pas permis au stipulant d'empêcher la créance née du contrat de tomber dans le patrimoine commun, du moment où il est admis que la somme assurée ne se constitue pas par la capitalisation des primes. En pareil cas, en effet, on ne peut pas affirmer que l'objet de la libéralité est la somme assurée : cette libéralité porte uniquement sur les primes, qui sont seules effectivement sorties du patrimoine du stipulant. Par conséquent, la volonté de celui-ci que cette somme soit exclue de la communauté peut être efficace jusqu'à concurrence de la valeur des primes, mais non au delà ; le surplus devra être commun sans rémission.

En réalité, une semblable argumentation n'aurait rien de décisif. M. Lacoste (1) notamment y a fort exactement répondu, en faisant observer que si la

1. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1905, p. 206. Article intitulé : Examen de quelques questions relatives à la donation contenue dans une assurance en cas de décès au profit d'un tiers déterminé.

donation porte bien effectivement sur les seules primes, c'est cependant par l'action du stipulant que le capital est acquis au bénéficiaire ; par suite « sa volonté doit avoir, relativement à ce bien qu'il procure sans rien recevoir en échange, la même puissance que s'il s'agissait d'un bien donné. »

La jurisprudence a d'ailleurs eu l'occasion de se prononcer. C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre des requêtes, du 10 novembre 1879 (1), a reconnu l'efficacité d'une manifestation de volonté du stipulant, dans une espèce où l'assurance avait été souscrite avant le mariage au profit de l'un des futurs époux par son futur conjoint. L'hypothèse était donc un peu différente de celle qui nous occupe actuellement ; mais il faut les assimiler toutes deux sur ce point spécial, car il n'y a aucune raison pour refuser à un tiers quelconque ce que l'on accorde, en pareil cas, au futur conjoint. Cela ne fait évidemment aucun doute.

On peut seulement se demander de quelle façon l'intention du souscripteur devra se manifester, pour être opérante.

L'arrêt précité de la Chambre des requêtes a décidé que la volonté du donateur ne doit pas nécessairement être traduite en termes sacramentels, qu'elle peut n'être qu'implicite et « résulter, soit de l'en-

1. *Req.*, 10 novembre 1879. S. 80.1.337 ; D. 80.1.175.

semble des clauses de l'acte, soit de la nature même de l'objet donné. » Cette interprétation apparaît tout à fait conforme au sens grammatical du mot « exprimer », employé par l'article 1401-1^o, puisque ce terme s'applique aussi bien à la manifestation de la pensée par l'action que par la parole (1).

Cependant — il importe de le noter — en disant que la volonté du donateur peut « résulter soit de l'ensemble des clauses de l'acte, soit de la nature même de l'objet donné », la Chambre des requêtes s'est placée à un point de vue général. Il est certain, en effet, que la seconde partie de cette affirmation ne concerne pas l'hypothèse de l'assurance sur la vie, car elle vise les biens que leur caractère juridique empêche d'acquérir le caractère commun, tels par exemple les biens inaliénables, ce qui n'est évidemment pas le cas de la somme assurée.

Reste alors l'« ensemble des clauses de l'acte », c'est-à-dire, dans l'espèce, les dispositions contenues dans la police. S'il appert de celles-ci que l'intention du stipulant a été d'exclure le bénéfice de l'assurance de la communauté éventuelle ou déjà prévue, résultant du futur mariage de l'attributaire, cette intention devra être respectée sans qu'une clause expresse soit nécessaire.

1. *Dictionnaire Larousse.*

On doit d'ailleurs admettre qu'il n'est pas indispensable que la manifestation de volonté de l'assuré intervienne au moment précis où le contrat est passé : elle peut également être postérieure à la souscription de la police, tant que le bénéficiaire n'a pas déclaré accepter, et à condition toutefois qu'elle se produise avant la célébration du mariage. Venant après cette célébration, elle aurait un caractère trop tardif, puisque la créance serait déjà tombée en communauté, à raison du droit direct de l'attributaire, remontant à l'origine du contrat quelle que soit l'époque de son acceptation.

En tous cas, dans l'espèce qui nous occupe, la volonté du stipulant ne saurait être présumée par ce seul fait qu'en souscrivant une assurance au profit d'un tiers, il a entendu conférer à celui-ci un droit personnel et exclusif à l'émolument de l'opération. De deux choses l'une, en effet : ou bien l'assuré, au moment où il a contracté, n'a pas envisagé l'éventualité du mariage ultérieur du bénéficiaire, et alors il est impossible de savoir quelle eût été son intention dans l'hypothèse inverse. Ou bien, au contraire, il a fait cette prévision, et alors n'aurait pas manqué de manifester son désir de voir la somme assurée exclue de la communauté, si ce désir avait été tel. On ne peut donc tirer aucune certitude de la seule désignation de l'attributaire : il faut qu'un élément complémentaire vienne s'ajouter à celle-ci, pour que

l'on soit en droit de faire du capital assuré un bien propre.

Une question de capacité pourrait ici soulever le doute dans un cas spécial. Supposons que le bénéficiaire de l'assurance soit la future femme et que celle-ci n'ait pas encore accepté le contrat au moment où elle se marie. Aura-t-elle la faculté de le faire librement par la suite, en présence des articles 217 et 219 du Code civil, qui décident que la femme mariée ne peut acquérir à titre gratuit ou onéreux sans le consentement de son mari ou, à défaut, sans l'autorisation de justice ?

Si l'acceptation d'une stipulation pour autrui était assimilable, dans ses effets, à celle d'une donation entre vifs ordinaire (art. 932, C. civ.), la négative serait incontestablement la seule réponse qui conviendrait à cette interrogation, puisque, dans le droit commun, c'est uniquement du jour où le donataire accepte qu'il acquiert effectivement le droit de recueillir le bénéfice de l'acte dont il est gratifié.

Mais l'on admet couramment que la situation est toute différente dans la matière de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers. En pareil cas, l'acquisition par l'attributaire du droit propre à l'émolument de l'opération est considérée comme essentiellement indépendante de son acceptation, laquelle ne constitue pas une condition préalable de

cette acquisition — réalisée dès le jour où le contrat été passé, — mais ne fait que la consolider.

La doctrine observe, en effet, que l'article 1121 se borne à dire que la stipulation est révocable tant que le tiers n'a pas déclaré vouloir en profiter, ce qui implique l'idée d'un droit déjà acquis, qu'il s'agit simplement de ne pas laisser tomber (1).

La jurisprudence, de son côté, adopte la même manière de voir, et la Chambre civile de la Cour de cassation s'est exprimée très explicitement à ce sujet, dans un arrêt du 25 avril 1903 (2), confirmant par là de nombreuses décisions rendues antérieurement dans le même sens (3).

Si l'on applique ce principe à notre hypothèse, on dira que la femme qui accepte, pendant son mariage, le bénéfice d'une assurance souscrite en sa faveur antérieurement à celui-ci, ne réalise ce faisant aucune acquisition, qu'elle prévient seulement, d'une façon définitive, l'éventualité d'être dépouillée d'un droit lui appartenant déjà et qui lui a été échü à

1. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, t. I, n° 154. — Dupuich, notes au D. 1903. I. 433 ; et 1904. I. 151.

2. D. 1904. I. 151. « Attendu », dit l'arrêt, «... que cette stipulation conférant immédiatement un droit au bénéficiaire, en dehors de tout concours de sa volonté avec celle du stipulant... »

3. Schlestadt, 27 août 1868. *J. des Ass.*, 1869, p. 94. — Civ. Seine, 16 février 1882. *J. des Ass.*, 1882, p. 458. — Cass., 16 janvier 1888. D. 88. I. 77 ; 8 février 1888. D. 88. I. 193 ; et 9 mars 1896. D. 96. I. 391.

une époque où elle jouissait de sa pleine capacité. En un mot, sa situation juridique au cours du mariage ne se trouve aucunement modifiée par cet acte.

Par conséquent, il est permis d'affirmer que la femme attributaire peut, dans ce cas, agir à toute époque sans aucune autorisation. C'est un point qui semble certain.

§ 2. — *Assurance souscrite par l'un des futurs époux, soit sans désignation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit sur la tête d'un tiers à son profit personnel.*

Nous avons réuni dans un même paragraphe la triple hypothèse où la police est passée par l'un des futurs époux soit sur sa tête, sans désignation de bénéficiaire, soit sur sa tête au profit de sa succession, soit enfin à son profit personnel sur la tête d'un tiers, étant d'ailleurs entendu qu'il importe peu que ce dernier soit ou non le futur conjoint du stipulant, parce que si, dans ces trois cas, la forme du contrat diffère, son caractère et ses effets demeurent les mêmes.

En effet, il s'agit toujours ici d'une stipulation ordinaire (art. 1122 du C. civ.), d'une stipulation « personnelle » et non plus, comme dans le paragraphe précédent, d'une stipulation pour autrui.

Quant à l'attribution de la somme assurée, elle sera régie d'après un principe toujours immuable, aucune clause contraire ne permettant, cette fois, d'échapper à son application. Puisque l'assurance a été souscrite par le futur conjoint lui-même, celui-ci sera impuissant à exclure de la communauté la créance mobilière qui en résulte et qu'il a acquise à titre onéreux avant son mariage : il n'a pas le droit de se soustraire aux règles légales du régime auquel il s'est volontairement soumis.

On a cependant proposé une théorie d'après laquelle une distinction devrait être établie. Une partie seulement du capital assuré tomberait dans la communauté, et ce serait la fraction de ce capital qui correspond aux primes acquittées au cours du mariage. Par contre, la portion correspondant aux primes payées avant le mariage demeurerait propre.

La base sur laquelle se fonde un tel système n'apparaît pas très clairement, en présence des termes formels de l'article 1401-10, lequel fait entrer en communauté tout le mobilier des époux, acquis antérieurement ou postérieurement à la célébration de l'union conjugale.

Il est, en outre, également critiquable au seul point de vue des principes généraux de l'assurance sur la vie. Nous savons, en effet, que la somme assurée ne se constitue pas au moyen de la capitalisation des primes, mais par un prélèvement effectué sur l'en-

semble des cotisations payées par tous les souscripteurs, en d'autres termes par le fonctionnement d'une véritable mutualité. De là résulte que l'on n'a pas le droit d'établir, dans cette somme, une division parallèle à la proportion des primes acquittées avant ou après le mariage, ce qui oblige à admettre implicitement que le capital assuré est leur représentation matérielle exacte, idée qui ne correspond pas à la réalité : il est seulement leur remplaçant, et forme un bloc unique que l'on ne saurait fractionner intellectuellement.

Il est donc tout à fait certain que, dans les trois hypothèses actuellement envisagées, le bénéfice de l'assurance constituera un bien commun en toute circonstance et sans aucune exception.

§ 3. — *Assurance souscrite par l'un des futurs époux au profit de tiers indéterminés*

Une tradition constante en doctrine et en jurisprudence décide que la stipulation faite « au profit de tiers indéterminés » est complètement impuissante à conférer un droit direct aux bénéficiaires désignés. On ne déduit pas de là, il est vrai, que le contrat soit nul pour le tout ; mais on affirme qu'à raison même de l'indétermination des attributaires, la stipulation pour autrui est fatalement inefficace

comme telle, et que la situation doit se régler exactement, comme s'il s'agissait d'une simple stipulation personnelle (art. 1122 du C. civ.). Par suite, le profit de l'opération entre dans le patrimoine du stipulant et fait partie de sa succession.

Aussi est-il important de déterminer dans quels cas l'on peut dire que le contrat a été passé au profit de tiers véritablement indéterminés. L'incertitude demeure, à vrai dire, très grande en cette question sur laquelle l'accord n'est pas fait.

D'une manière générale, la classe des « tiers indéterminés » comprend deux catégories de personnes :

1^o Celles qui sont déjà vivantes au moment de la stipulation, mais qui n'ont pas alors une individualité suffisamment précise.

2^o Les personnes futures, c'est-à-dire celles qui ne sont pas encore conçues à cette même époque.

Spécialement, dans la matière des assurances en cas de décès, deux hypothèses principales doivent être envisagées :

1^o Le souscripteur de la police a stipulé « au profit de ses héritiers ou ayants droit ».

2^o Il a stipulé « au profit de ses enfants nés et à naître ».

En ce qui concerne, tout d'abord, le cas où les bénéficiaires désignés sont les héritiers ou ayants

droit du stipulant, il faut relever une tendance doctrinale qui vise à ne pas considérer cette stipulation comme faite « au profit de tiers indéterminés », mais à l'assimiler à l'assurance soucrite au profit de tiers déterminés. Telle est l'opinion de MM. Colin et Capitant (1), qui s'expriment ainsi : « Il y a tout lieu de présumer, en ce cas, que l'assuré a voulu conférer un droit propre et indépendant de son hérédité à ceux qui seront appelés à la recueillir. Il n'en serait autrement que si l'intention de l'assuré de stipuler au profit de sa succession elle-même ressortait clairement des circonstances de fait. » A l'appui de leur argumentation, MM. Colin et Capitant citent un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, le 8 juillet 1904 (2).

Mais la doctrine se montre très partagée sur cette question, et le point de vue inverse est également soutenu. C'est ainsi que, pour M. Dupuich (3), « à moins de prendre le contre-pied des mots, la stipulation faite au profit des héritiers, sans autre désignation, est nécessairement inefficace pour conférer aux successifs un droit propre, distinct de leur vocation héréditaire ». Et cet auteur ajoute qu'il en est ainsi particulièrement quand le mot « héritiers »

1. *Op. cit.*, t. II, p. 628.

2. Paris, 8 juillet 1904. D. 1906. 2. 13. Note de M. Dupuich.

3. *Op. cit.*, n° 36.

est accompagné des expressions « ayants droit » et « ayants cause » qui dénotent, chez le contractant, « la volonté de considérer le bénéfice de l'assurance comme un droit dépendant de sa propre succession ».

Remarquons d'ailleurs que l'arrêt de la Cour de Paris, du 8 juillet 1904, semble bien ne pas avoir une portée générale, non parce qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'une assurance contre les accidents — au point de vue théorique qui nous occupe actuellement, cette particularité ne présente pas d'importance — mais en raison des termes dans lesquels la police avait été rédigée. En effet, l'indemnité d'assurance était stipulée payable « aux héritiers directs de l'assuré », ce qui constitue une précision plus grande que la stipulation faite, d'une manière générale, « au profit des héritiers ou ayants cause ». Et cette idée semble bien avoir été celle de la Cour elle-même qui décida « que l'indemnité payable au décès de l'assuré étant due à ses héritiers directs, on ne saurait étendre arbitrairement cette qualification aux héritiers collatéraux ou irréguliers » et que, par suite, cette indemnité ne dépendait pas de la succession de l'assuré, mais appartenait à ses enfants. Le texte de l'arrêt établit donc une distinction implicite entre l'hypothèse où la stipulation est faite au profit des « héritiers directs », qu'il considère comme

suffisamment individualisés, et celle où elle désigne les « héritiers », sans autre précision.

Dans une note jointe à cet arrêt, M. Dupuich a confirmé sa manière de voir antérieure, en disant que cette jurisprudence ne saurait être étendue, « le mot générique *héritiers* ne constituant pas la désignation de personnes nettement déterminées, telles qu'aucun doute ne puisse naître sur leur individualité, puisque ce mot peut, d'après les événements, comprendre des personnes différentes ».

L'opinion défendue par M. Dupuich est d'ailleurs celle qui résulte notamment d'un arrêt de la Cour d'appel de Besançon, du 14 mars 1883 (1).

Observons toutefois que l'interprétation contraire a, pendant longtemps, prévalu devant les tribunaux (2), mais que ceux-ci l'ont généralement abandonnée et que l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 8 juillet 1904, constitue, à ce point de vue, une exception.

L'article 58 (*in fine*) du projet de loi confirme la jurisprudence actuelle. D'après ce texte, en effet, lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue «... au profit des héritiers ou ayants cause de l'assuré,

1. D. 83.2. 129.

2. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 12 mai 1871 (D. 72. 2. 203) a décidé expressément que le bénéfice d'une assurance souscrite par le stipulant au profit de ses héritiers « ne fait pas ordinairement partie de sa succession et est le propriété personnelle des héritiers. »

le capital assuré fait partie de la succession de celui-ci ».

Quoiqu'il en soit, il importe de noter les conséquences de l'interprétation adoptée, si l'on suppose que le stipulant se marie sous le régime légal postérieurement à la souscription de la police.

De moment où l'on admet que la somme assurée entre dans le patrimoine du souscripteur, il en résulte *ipso facto* que, comme dans l'hypothèse où le contrat est passé sans désignation de bénéficiaire, cette somme fait partie de la communauté. Les droits que le stipulant a voulu accorder à ses héritiers se trouveront, par suite, moins qu'effectivement garantis en toute circonstance, comme étant subordonnés à l'acceptation de sa succession par les attributaires désignés, et en outre aux incidents du partage.

Si l'on décide au contraire que la stipulation confère un droit personnel aux héritiers, le capital assuré ne figurera à aucun moment dans la communauté, et les bénéficiaires seront toujours certains de le recueillir intégralement, même au cas où ils répudieraient l'hérédité de l'assuré.

Il paraît en définitive regrettable que la jurisprudence actuelle et l'article 58 du projet de loi ne consacrent pas cette dernière solution, qui semble bien la plus conforme à l'intention du stipulant. Il est très présumable, en effet, que si celui-ci n'avait pas entendu faire acquérir à ses héritiers un droit propre, indé-

pendant de sa succession, il eût passé le contrat au profit de cette dernière ou sans désigner de bénéficiaire. Sans doute, les héritiers sont bien effectivement des « tiers indéterminés » au moment où la police est souscrite, mais ils n'en seront pas moins déterminables dès le jour du décès de l'assuré, c'est-à-dire lorsque l'émolument de l'assurance deviendra effectivement exigible : et ce fait devrait être tenu pour suffisant à leur conférer un droit direct et exclusif au capital assuré. (1)

Supposons maintenant que le futur conjoint ait souscrit une assurance « au profit de ses enfants à naître ». Quel sera l'effet de cette stipulation ?

D'après les règles du droit commun, il est impossible de faire donation entre vifs aux personnes futures, c'est-à-dire à celles qui ne sont pas encore conçues au moment où l'acte est passé. Ce principe découle, par argument *a contrario* de l'article 906, alinéa 1^{er}, du Code civil. Une exception unique lui est apportée par l'article 1082, pour les donations faites dans le contrat de mariage aux enfants à naître des futurs époux, par institution contractuelle.

La doctrine insiste sur l'intérêt pratique qu'il y aurait à donner une solution analogue pour le cas de la stipulation pour autrui (2), et spécialement

1. Cf. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1236.

2. Planiol, *op. cit.*, t. II, n°s 1241 sqq.

pour celui de l'assurance en cas de décès au profit des enfants à naître (1). Il est bien certain, en effet que, dans cette dernière hypothèse, se rencontre un motif semblable à celui qui a dicté au législateur le texte de l'article 1082. Il serait donc à la fois nécessaire et légitime d'en faire l'application, par extension, à une situation que la loi ne pouvait pas prévoir, puisque l'assurance sur la vie avait été condamnée dans les travaux préparatoires.

La jurisprudence, cependant, se refuse absolument à entrer dans cette voie. Elle déclare les enfants à naître incapables de recueillir le bénéfice de la stipulation en vertu d'un droit propre, parce qu'ils constituent des personnes futures (2). En cette matière, par conséquent, nos tribunaux n'ont pas fait preuve de l'esprit progressif qui les inspire d'habitude : cela d'autant plus que dans un arrêt de la Cour de Colmar, rendu le 19 février 1868, la stipulation au profit des enfants à naître avait été déclarée efficace (3).

Il résulte de cette jurisprudence certaines conséquences tout à fait fâcheuses que nous aurons l'occa-

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, p. 628. — Dupuich, *op. cit.*, n° 74. — Boistel, note au D. 89. 2. 129. — Claro, *op. cit.*, p. 84.

2. Seine, 4 novembre 1889. *J. des Ass.*, 1890, p. 10. — Besançon, 23 décembre 1891. *J. des Ass.*, 1893, p. 204. — Civ. Laon, 7 février 1894. *J. des Ass.*, 1894, p. 251.

3. Arrêt cité par M. Couteau, *op. cit.*, t. II, n° 509.

sion de noter plus loin, à propos de l'assurance contractée au cours du mariage.

Observons toutefois dès maintenant que les effets du contrat seront, de la sorte, tout l'opposé de ceux que recherchait le stipulant, puisque la créance du capital assuré entrera dans son patrimoine et fera partie de sa succession, comme si la police avait été souscrite sans désignation de bénéficiaire. Elle constituera donc un bien commun, auquel les enfants n'auront droit qu'en tant qu'héritiers de l'assuré. L'efficacité de l'assurance se trouvera donc soumise pour eux à la condition préjudicielle qu'ils acceptent sa succession et subordonnée, de plus, aux éventualités du partage.

Le projet de loi apporte à cette situation toute l'amélioration désirable. L'article 55 (5^e alinéa) décide, en effet, que doit être considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés « la stipulation par laquelle l'assuré attribue le bénéfice de l'assurance soit à sa femme sans indication de nom, soit à ses enfants et descendants nés ou à naître, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leurs noms dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré ».

Ce texte accorde donc aux « enfants à naître » le droit direct et personnel que leur refuse la jurisprudence actuelle. En assimilant cette stipulation à celle faite « au profit de tiers déterminés », que nous

allons examiner maintenant, il garantit l'exécution de la volonté du souscripteur de la police.

§ 4. — *Assurance souscrite par l'un des futurs époux
au profit d'un tiers déterminé outre
que son futur conjoint.*

La solution de cette hypothèse se résume en la simple application du principe du droit direct et exclusif du bénéficiaire à la somme assurée. Celui-ci possédant ce droit dès l'origine du contrat, la créance qui en résulte n'a appartenu à aucun moment au stipulant. Elle ne peut donc entrer, du chef de ce dernier, dans la communauté qui s'établit ultérieurement par son mariage avec une personne autre que le bénéficiaire, lequel en recueille dès lors le montant intégral en toute circonstance (1).

1. Ici se manifeste une fois de plus la supériorité de la théorie du droit direct sur celle de l'offre. Si l'on appliquait cette dernière, il en résulterait, dans l'hypothèse où le bénéficiaire n'aurait pas accepté antérieurement au mariage du stipulant, que la créance de la somme assurée qui, jusqu'à cette acceptation, fait partie du patrimoine de celui-ci, entrerait en communauté de son chef avant de parvenir au tiers, lequel serait donc éventuellement exposé aux prétentions non seulement des créanciers personnels du souscripteur, mais encore de ceux de la communauté.

§ 5. — *Assurance souscrite
par l'un des futurs époux au profit de l'autre.*

Lorsqu'une personne souscrit une police d'assurance au profit d'une autre avec qui elle se marie ultérieurement en adoptant le régime de communauté légale, l'application des principes généraux doit conduire à affirmer que la créance de la somme assurée entrera dans le patrimoine commun, du jour de la célébration du mariage (art. 1401-1^o du C. civ.). Mais, comme s'applique la règle doit également s'appliquer l'exception. Par conséquent, chaque fois que le contrat présentera pour le bénéficiaire le caractère d'une libéralité, cette créance sera exclue de la communauté si le stipulant a exprimé sa volonté dans ce sens.

Telle est, du moins, l'opinion de la plus grande partie de la doctrine.

Dans une note au Dalloz, M. Levillain (1) a embrassé la question dans son ensemble. Ecrivant en 1879, c'est-à-dire à une époque où l'existence du droit direct du bénéficiaire n'avait pas encore été consacrée par la jurisprudence, dans laquelle cette idée ne s'était jusque-là fait jour qu'à titre tout à fait exceptionnel, M. Levillain développe son argu-

1. Note au D. 79. 2. 25.

mentation en examinant une double hypothèse, suivant que l'on admet ou non que le bénéficiaire a un droit personnel à la créance née du contrat d'assurance, dès le moment où celui-ci est passé.

Dans le second cas — qui est réalisé par la théorie de l'offre et sur lequel il n'y a pas lieu d'insister ici, puisqu'il ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt surtout documentaire — trois situations doivent être distinguées, dans chacune desquelles varie l'attribution de la somme assurée, selon que le bénéficiaire a accepté : avant son mariage avec le stipulant ; — pendant le cours de son union avec lui ; — après la dissolution de cette union.

Si, au contraire, l'on admet que « l'acceptation opère dans tous les cas avec effet rétroactif », en d'autres termes quand on adopte une théorie équivalente dans ses effets au système actuel du « droit direct », la solution du problème est toujours uniforme : l'émolument de l'assurance tombe en toute circonstance dans la communauté, en qualité de bien mobilier antérieur au mariage ; il ne saurait demeurer propre à l'époux bénéficiaire qu'autant que le souscripteur a fait de son exclusion du patrimoine commun la condition de sa libéralité. Il faut, d'ailleurs, que l'assuré « exprime à ce sujet sa volonté d'une façon positive », ce qui exclut la possibilité de tenir compte d'une intention uniquement présumée.

La même opinion est adoptée par MM. Couteau (1) et Lefort (2). Ce dernier auteur insiste particulièrement sur l'idée que si la loi n'exige pas, de la part du disposant, « l'emploi de termes sacramentels pour proclamer la volonté de faire un propre », il n'y aurait cependant pas lieu de considérer qu'une manifestation de volonté simplement tacite de l'assuré serait suffisante pour éviter l'attribution à la communauté de la créance du capital assuré.

Un système mixte, présenté par M. Lacoste (3), vise l'hypothèse particulière où le stipulant et le bénéficiaire son déjà fiancés. Partant de là, il est fondé sur une distinction. Deux situations devraient être envisagées séparément : d'une part, celle où les fiancés avaient l'intention d'adopter la communauté légale ; d'autre part, le cas dans lequel ils pensaient se soumettre à un autre régime ou ignoraient encore celui qu'ils choisiraient.

Dans la première éventualité, la somme promise par la compagnie d'assurances n'entrera pas en communauté. En effet, si l'assuré avait voulu faire de cette somme un bien commun, il eût stipulé au profit de sa succession ou de ses héritiers, et non pas en faveur de son futur conjoint : sa volonté appa-

1. *Op. cit.*, t. II, n° 560.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 356.

3. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1905. Article précité.

rait donc évidente par le seul fait qu'il a désigné ce dernier comme bénéficiaire.

Dans le second cas, au contraire, on ne peut poser le même principe. Le tribunal appréciera suivant les circonstances ; dans le doute, il appliquera la règle qui fait tomber les meubles dans le patrimoine commun.

Cette doctrine a l'avantage de répondre à la volonté vraisemblable du stipulant, mais elle a aussi un grave défaut : elle pèche par excès d'ingéniosité et se heurte à un obstacle de fait qui rendra presque toujours lettre morte la distinction établie par M. Lacoste. Comment, en effet, pourra-t-on établir pratiquement quelle était l'intention des fiancés, au point de vue du choix du régime matrimonial, au moment où l'assurance a été souscrite ? Rien ne révèle extérieurement cette intention. Sur quoi, dès lors, se basera-t-on pour dire qu'elle existait dans tel sens ou dans tel autre ? Et comme, dans le doute, il faudra s'en rapporter à la règle qui fait entrer le mobilier en communauté, c'est ce principe qu'en réalité on se trouvera appliquer dans les diverses éventualités qui se présenteront.

Plus audacieux s'est montré M. Claro (1), qui a développé un habile plaidoyer aux fins de démontrer que la créance du capital assuré demeurera propre

1. *Op. cit.*, p. 88 et suiv.

au bénéficiaire, en toute circonstance, même en l'absence de la moindre manifestation de volonté de la part du stipulant.

L'auteur commence par écarter un argument sur lequel on pourrait être tenté de s'appuyer pour soutenir son opinion, argument qu'avec raison il juge être d'une grande faiblesse. Il est tiré du texte d'un arrêt de la Cour de Paris, du 4 juin 1878 (1) et consiste à dire que la somme promise par la compagnie étant payable seulement à la mort de l'assuré, c'est à-dire au moment de la dissolution de la communauté, n'a pu entrer dans le patrimoine commun. Ce raisonnement n'a pas de valeur du moment où l'on admet, comme on le fait aujourd'hui, que le bénéficiaire a un droit direct dès l'origine du contrat : en effet, les créances possédées par les époux au moment de leur mariage entrent en communauté quel que soit leur caractère, c'est-à-dire alors même que l'exigibilité en serait différée par un terme ou une condition.

Mais M. Claro affirme que son système trouve une base suffisante dans l'arrêt de la Chambre des requêtes, du 10 novembre 1879 (2), dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, et aux termes duquel, rappelons-le, la volonté du disposant « peut résulter

1. Paris, 4 juin 1878. D. 80. 2. 25.

2. Req., 10 novembre 1879. D. 80. 1. 175, S. 80. 1. 337.

soit de l'ensemble des clauses de l'acte, soit de la nature même de l'objet donné ». L'auteur ajoute d'ailleurs que cette interprétation est appuyée à la fois par l'analogie de l'Ancien Droit et par les règles du Code civil.

Dans l'Ancien Droit, Pothier (1) « regardait comme propre la somme donnée ou léguée à titre de rente alimentaire. D'après ce dernier, le donateur n'a pas besoin d'exprimer formellement que la rente est alimentaire : cela... peut se présumer facilement soit par la qualité de la personne du légataire, soit par d'autres circonstances ».

Dans le Droit Moderne, on peut citer à l'appui de cette doctrine l'article 1156 du Code civil, d'après lequel « on doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes » ; — et l'article 1500, qui « fournit... un exemple de propres créés pour ainsi dire tacitement ». Ce dernier texte dispose, en effet, que « les époux peuvent exclure de leur communauté tout leur mobilier présent et futur. — Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus ».

1. *Traité de la communauté*, n° 181.

M. Claro tire de là cette conclusion générale que, lorsque le contrat d'assurance au profit d'un tiers étant antérieur au mariage du souscripteur, celui-ci devient par la suite le conjoint de la personne gratifiée, « le droit au capital assuré prend, dans le patrimoine du bénéficiaire, le caractère d'un propre de communauté ». L'auteur fait, en outre, observer que cette solution est la seule qui réponde à l'intention probable du stipulant car de deux choses l'une : ou bien celui-ci avait déjà, quand il a contracté, des intentions de mariage avec l'attributaire, et alors on ne peut pas affirmer sérieusement que celui-ci « était à ses yeux un tiers quelconque vis-à-vis duquel il n'avait pas une intention libérale plus pleine et plus complète que celle qu'il eût eue à l'égard d'un bénéficiaire étranger » ; ou bien le stipulant n'avait, à ce moment, aucun projet de mariage avec l'attributaire, « même alors, il convient de donner la même solution, et nous la fondons encore sur l'intention de l'assuré au moment du contrat, intention juridiquement réalisable ».

Pour se faire une opinion sur la valeur de ce raisonnement, il faut l'examiner sous deux points de vue : le côté théorique et le côté pratique.

La solidité des arguments théoriques d'analogie présentés par l'auteur ne paraît pas être à toute épreuve.

La citation empruntée à Pothier s'applique malai-

sément à un hypothèse pratiquement inconnue à l'époque où il écrivait. L'espèce envisagée par lui est celle de la « rente alimentaire », ce que nous appelons aujourd'hui la « pension alimentaire ». Celle-ci est exclue de la communauté, dans notre législation actuelle, en tant qu'insaisissable (1). Mais elle n'a qu'une parenté juridique très vague avec l'assurance en cas de décès, dont la créance ne présente d'ailleurs pas ce même caractère d'insaisissabilité. Un rapprochement entre les deux situations apparaît donc bien fragile.

L'article 1156 vise le cas de l'interprétation d'une convention, où l'on peut déduire de diverses circonstances quelle a été « la commune intention des parties contractantes », ce qui, par définition, ne se rencontre pas ici, puisque ce système établit une véritable présomption de l'intention du stipulant sans qu'il soit besoin d'une analyse des clauses de la police.

L'article 1500 suppose que les époux ont manifesté leur volonté relativement à une partie de leur mobilier. Or, il n'en est évidemment pas ainsi dans l'hypothèse en cause, où l'on sous-entend que les conjoints ont adopté le régime légal, c'est-à-dire n'ont fait aucune espèce de convention matrimoniale.

Le raisonnement théorique de M. Claro n'est donc

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 921.

pas irréfutable. Mais cela ne suffirait pas à compromettre la valeur de sa doctrine, si l'on pouvait dire par ailleurs, avec certitude, que l'intention de l'assuré d'exclure de la communauté le bénéfice du contrat apparaît certaine par ce seul fait qu'il l'a passé au profit d'une personne devenue ultérieurement son conjoint, du moment où l'on admet aujourd'hui dans les termes les plus larges la possibilité d'une manifestation simplement implicite de la volonté du donateur.

Mais, a-t-on précisément le droit d'émettre cette affirmation en semblable hypothèse? Cela semble au moins douteux, et voici pourquoi.

M. Claro, avons-nous dit, distingue deux situations possibles, selon que le stipulant avait ou non des intentions de mariage avec le bénéficiaire, au moment où il a souscrit la police. Dans le premier cas, il est vrai, la présomption de volonté établie par l'auteur se trouvera vérifiée : si l'assuré n'avait pas entendu exclure de la communauté la créance née de l'opération, il eût purement et simplement contracté l'assurance sans désignation bénéficiaire, puisque de la sorte cette créance serait tombée en communauté de son chef. Mais, il n'en est pas de même si l'on envisage la seconde hypothèse : le stipulant n'ayant au moment de la souscription de la police aucun projet de mariage avec le bénéficiaire qu'il désigne, on ne saurait préjuger de ses intentions. S'il avait

prévu ce futur mariage, peut-être eût-il voulu réserver à son patrimoine la moitié du capital assuré, en faisant entrer ce capital dans la communauté. Surtout lorsque le contrat a été passé longtemps avant l'union conjugale, cette présomption pourrait, par suite, ne correspondre aucunement à la réalité : par là, il arriverait parfois qu'en prétendant garantir l'exécution de l'intention de l'assuré, on irait précisément à l'encontre de sa volonté.

Il faut donc dire, par conséquent, que la somme assurée sera un bien commun, sauf le cas où le souscripteur a exprimé explicitement sa volonté contraire, et celui où cette volonté résulte tacitement de l'« ensemble des clauses de l'acte ». Mais le seul fait de la passation du contrat ne saurait être tenu ici comme constituant un témoignage suffisant de l'intention du stipulant.

Ajoutons d'ailleurs que si l'assurance présentait un caractère onéreux pour le bénéficiaire, le capital assuré entrerait en communauté sans que rien puisse éviter ce résultat, puisque la clause d'exclusion ne joue que pour les libéralités.

Il y a peu de jurisprudence sur la question spéciale qui nous occupe.

Un arrêt de la Cour de Paris, du 4 juin 1878 (1),

1. D. 79. 2. 25. C'est cet arrêt qui est venu devant la Chambre des requêtes, le 10 novembre 1879 (*supra*, p. 122.)

a décidé que la femme survivante, désignée dès le principe comme bénéficiaire de l'assurance, doit recueillir personnellement, à l'exclusion de tous autres, les avantages résultant du contrat passé entre l'assuré et la compagnie, et que le mariage contracté par elle avec le stipulant n'a rien pu changer à sa vocation. Il faut remarquer que la base même sur laquelle s'appuie cet arrêt est critiquable. Comme l'observe judicieusement M. Dupuich (1), reconnaître au bénéficiaire, à l'exclusion du contractant, un droit propre à la créance de la somme assurée, cela signifie uniquement que le contractant n'a jamais eu aucun droit sur cette créance ; mais il n'en résulte pas que le droit personnel du bénéficiaire ne puisse entrer dans la communauté du moment où, de par la loi, ses acquisitions doivent y tomber.

D'après un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, du 10 avril 1906 (2), l'intention de l'assuré ne se serait pas manifestée d'une façon suffisante si celui-ci s'était contenté d'endosser la police au profit d'une personne devenue son conjoint quelques années plus tard : en pareil cas, le bénéfice de l'assurance devrait constituer un bien commun. Cette décision se montre donc *ipso facto* contraire à la théorie de l'intention présumée du stipulant.

1. *Op. cit.*, n° 239.

2. D. 1906. 2. 305-309.

A côté du problème de l'attribution du capital assuré, diverses questions connexes peuvent se présenter ici, qui méritent d'être envisagées.

Supposons tout d'abord que l'assuré, non encore marié, ait stipulé au profit de « son mari » ou de « sa femme », sans autre indication. Y aura-t-il là une désignation suffisamment précise, conférant un droit propre à la personne que le souscripteur épouse par la suite ? Avec la jurisprudence actuelle relative aux tiers indéterminés, telle que nous l'avons déjà rencontrée, la réponse à cette interrogation apparaît pratiquement douteuse. Théoriquement, l'affirmative devrait être hors de cause ; elle est d'ailleurs consacrée par l'article 55 du projet de loi, qui décide que « l'assurance faite au profit de la femme de l'assuré profite à la personne qu'il épouse même après la date du contrat ». On peut seulement regretter que cette disposition n'ait pas affirmé expressément le même principe pour le cas où l'assurance serait souscrite au profit de « son mari » par une femme non encore mariée. Mais, comme il ne saurait y avoir de motif pour distinguer entre les deux hypothèses — la seconde étant d'ailleurs vraisemblablement de réalisation assez peu fréquente — le texte serait facilement applicable, par analogie, à cette dernière éventualité.

On s'est également demandé si, dans le cas où le stipulant était déjà fiancé au moment de la souscrip-

tion de la police, la somme assurée reviendrait au bénéficiaire désigné, bien que le mariage projeté n'ait pas eu lieu. En d'autres termes, faut-il considérer qu'il y a là une donation faite sous la condition *si nuptiæ sequantur*, soumise par conséquent aux dispositions de l'article 1088 du Code civil ? La jurisprudence a répondu : non (1), et avec raison ; du moment où, par hypothèse, l'assurance n'a pas été renfermée dans un contrat de mariage, la condition *si nuptiæ sequantur* ne produira son effet que si le stipulant en a fait la réserve dans la police. Il est vrai que le texte de l'article 1088 est général, car il vise « toute donation faite en faveur du mariage » ; mais l'on n'est en droit de considérer comme telle une assurance sur la vie que si le souscripteur a manifesté son intention à cet égard.

Rappelons enfin une hypothèse déjà envisagée, dans le cas d'une police souscrite antérieurement au mariage de l'attributaire par un tiers autre que son futur conjoint, et où est en cause la capacité de la personne gratifiée à accepter la stipulation faite à son profit. Le problème, en effet, se pose ici dans des termes identiques. Lorsque le bénéficiaire de l'assurance est la future femme, et que celle-ci n'a pas encore accepté le contrat au moment de son

1. Amiens, 26 octobre 1887. *J. des Ass.*, 1888, p. 236.

mariage, on peut se demander, nous l'avons vu, si elle pourra le faire par la suite sans autorisation de son mari. Les raisons qui permettent de répondre par l'affirmative, quand l'assurance a été passée par un tiers autre que ce dernier, doivent *a fortiori* conduire à la même solution lorsque c'est le futur mari lui-même qui a contracté. Il suffit donc pour lever le doute de s'en référer aux considérations antérieures, lesquelles, on le sait, consistent à dire conformément à l'opinion généralement adoptée en doctrine et en jurisprudence, que le bénéfice de l'opération appartenant au tiers dès le jour de la stipulation, son acceptation a pour unique résultat de consolider un droit qui lui est déjà acquis avant la célébration de l'union conjugale, et que par conséquent cet acte peut être fait librement par la femme, dont il ne modifie nullement la situation juridique au cours du mariage.

§ 6. — *Assurance souscrite conjointement
par les deux futurs époux*

Deux personnes qui désirent contracter une assurance réciproque au profit de la survivante d'entre elles ont à leur disposition différents procédés pour parvenir à ce résultat.

Elles peuvent, par exemple, souscrire en même temps deux polices ordinaires d'assurance en cas de

décès au profit d'un tiers, le stipulant de l'une de ces polices étant le bénéficiaire désigné dans l'autre. Si ces deux personnes se marient ultérieurement entre elles, la situation se résoud par l'application de la solution normale de l'hypothèse dans laquelle l'assurance est souscrite par l'un des futurs conjoints au profit de l'autre.

Elles peuvent également contracter une assurance sur deux têtes, et ce cas est en apparence plus spécial.

La pratique de l'assurance sur deux têtes entre époux a provoqué de grandes controverses, que nous retrouverons plus loin. On s'est demandé si cette opération doit être considérée vis-à-vis du survivant des deux co-assurés — c'est-à-dire du bénéficiaire effectif de l'opération — comme un acte à titre onéreux ou une libéralité. Cette question peut se poser également quand le contrat est passé entre futurs époux. La supposant résolue comme elle l'est le plus généralement aujourd'hui, c'est-à-dire dans le sens de la libéralité, demandons-nous comment se règlera en pareille hypothèse l'attribution du capital assuré.

Aucune difficulté particulière ne se présente à ce sujet. Nous avons vu, en effet, au cours de l'étude des principes généraux, que l'assurance sur deux têtes est d'habitude considérée comme renfermant deux assurances en cas de décès au profit d'un tiers, liées par une alternative, et dont une seule — celle

contractée par le prémourant des co-stipulants au profit du survivant — produira effet.

Là encore, par conséquent, il ne s'agit que d'appliquer la solution du droit commun : par suite, la créance du capital assuré entrera en communauté sauf manifestation de volonté contraire de la part du prédécédé, c'est-à-dire de celui des époux dont la stipulation produit effet (1).

De cet examen des principales hypothèse dans lesquelles peut se présenter l'assurance en cas de décès contractée antérieurement au mariage, il faut en résumé retenir une double observation.

D'une part, toutes les fois que la police est souscrite par l'un des futurs époux au profit d'un tiers déterminé autre que son futur conjoint, le bénéficiaire désigné reçoit l'intégralité de la somme assurée sans que le mariage ultérieur du stipulant puisse modifier en rien la vocation de l'attributaire.

1. Si l'on admettait l'interprétation qui s'est fait jour dans un jugement précité du Tribunal civil de Meaux (*suprà*, page 68, note 2) et d'après laquelle il y aurait, dans l'assurance sur deux têtes, non pas une double stipulation pour autrui mais une double stipulation personnelle, l'attribution de la somme assurée se réglerait de façon beaucoup moins favorable pour le bénéficiaire. Cette somme, en effet, constituerait en toute circonstance un bien de communauté comme ayant été acquise à titre onéreux, aucune clause contraire ne pouvant, dans ce cas, éviter qu'un tel résultat se produise.

D'autre part et à l'opposé, dans toute autre hypothèse, la somme assurée entre en principe dans la communauté, sauf, lorsque l'émolument de l'assurance est acquis à titre gratuit par le bénéficiaire, possibilité d'une manifestation de l'intention contraire du souscripteur, manifestation qui peut être expresse ou tacite mais que l'on ne saurait cependant remplacer en aucune circonstance par une simple présomption de volonté.

CHAPITRE II

ASSURANCE SOUSCRITE AU COURS DU MARIAGE

Nous allons nous trouver, dans ce chapitre, en présence d'une série de questions présentant une importance beaucoup plus grande, au point de vue théorique comme au point de vue pratique, que celles qui ont été examinées jusqu'ici.

Importance plus grande, et l'on peut également ajouter : plus grande complexité. Dès l'origine, tout d'abord, le problème se dédouble forcément, car des données nouvelles interviennent, que l'on n'avait pas encore rencontrées. — Ce sont : d'une part, la puissance maritale ; d'autre part, les pouvoirs du mari en tant que chef de la communauté.

Il se pose donc désormais, relativement à la formation du contrat, une question de « capacité du contractant » qui apparaît pour la première fois, en même temps que l'attribution définitive du bénéfice de l'assurance peut, dans certaines circonstances, se trouver grandement influencée par l'exer-

cice des droits propres du mari. On ne saurait oublier, en effet, que l'article 1421 lui permet de disposer à titre onéreux des biens de la communauté sans le concours de sa femme, et que l'article 1422 l'autorise à donner entre vifs les meubles communs pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit.

Par suite, il faut dorénavant distinguer selon que le contrat est passé par le mari ou par la femme. Comme nous devons également traiter du cas où l'assurance est souscrite conjointement par les deux époux et de celui dans lequel elle l'est par un tiers au profit de l'un d'entre eux, nous serons entraînés à diviser ce chapitre en quatre sections séparées, relatives à chacune de ces hypothèses.

SECTION PREMIÈRE

Assurance souscrite par un tiers au profit de l'un des époux

Ce cas ne nous retiendra pas longtemps. Pour ce qui est en effet de l'attribution du capital assuré, tout se passe comme lorsque l'assurance a été souscrite avant le mariage du bénéficiaire, le même texte (art. 1401-1^o) recevant ici son application. Par conséquent, la créance de ce capital entre en communauté, sauf une manifestation de volonté contraire de la part du stipulant, toujours possible dans le cas

où le contrat constitue une libéralité pour l'attributaire. Cette manifestation peut être expresse, ou tacite et résulter alors de l'ensemble des clauses de l'acte. Mais elle saurait d'autant moins être présumée qu'en pareille hypothèse l'intention du souscripteur peut avoir été aussi bien d'avantager automatiquement les deux époux, par le jeu des règles du régime de communauté, que le seul bénéficiaire ; le fait que l'autre conjoint n'a pas été désigné par le stipulant ne prouve rien à cet égard.

Une question de capacité se pose ici, qui oblige à distinguer suivant que l'assurance est attribuée au mari ou à la femme. Cette dernière, en effet, ne pourra pas accepter le contrat dont elle profite sans le consentement de son mari ou l'autorisation supplétive de justice, par application de la règle du droit commun (art. 217 et 219 C. civ.).

Il devrait être permis d'affirmer que si le mari est intervenu d'une façon quelconque dans l'acte qui a désigné sa femme comme attributaire, cette intervention vaudra par elle-même consentement tacite, et aura pour résultat de dispenser la bénéficiaire de se pourvoir d'une autorisation spéciale aux fins d'acceptation de l'émolument de l'opération. Sans doute cette hypothèse est-elle différente de celle prévue littéralement par l'article 217, qui entend par « concours du mari dans l'acte » ce fait qu'un contrat

étant passé par la femme, le mari y a pris part en même temps qu'elle. Mais, pourquoi serait-il interdit de s'inspirer de l'esprit de ce texte pour en faire l'application, par analogie, à une situation où l'intention du mari apparaît identique? Il est vrai que la jurisprudence de la Cour de cassation se montre contraire à toute extension de l'article 217 en dehors du cas spécial envisagé par lui (1). La solution contraire paraît cependant tout à fait souhaitable, comme de nature à éviter des formalités inutiles: MM. Aubry et Rau, en particulier, s'en sont fait les défenseurs (2) avec juste raison.

SECTION II

Assurance souscrite par le mari

Les diverses hypothèses dans lesquelles l'assurance est souscrite par le mari sont certainement parmi les plus importantes, tant au regard de la théorie juridique où elles ont provoqué la construction de nombreux systèmes et soulevé de fréquentes controverses, qu'au point de vue pratique où elles constituent des espèces de réalisation très fréquente, ce qui a amené

1. Cass., 26 juillet 1871. D. 71. 1. 293; et 20 janvier 1881. D. 81. 1. 354.

2. *Cours de Droit civil français*, t. IV, p. 472.

la jurisprudence à se prononcer dans maintes circonstances.

Les principales situations qui se présentent peuvent se classer en cinq catégories, suivant que le contrat a été passé par le mari :

1°. Sans désignation de bénéficiaire ou au profit de sa succession.

2°. Au profit de tiers indéterminés.

3°. Au profit d'un tiers déterminé autre que sa femme.

4°. Au profit de sa femme.

5°. A son profit personnel, sur la tête de sa femme.

*§ 1. — Assurance souscrite par le mari
sans désignation de bénéficiaire ou au profit
de sa succession.*

Aucune difficulté dans ce spécial : le bénéfice d'un tel contrat constitue certainement un acquêt de communauté. Bien que l'assurance ne produise son effet qu'au moment du décès de l'assuré, qui seul rend exigible le capital promis par l'assureur, la créance contre la compagnie a pris naissance du jour de la souscription de la police, c'est-à-dire au cours du mariage ; elle est donc entrée dans le patrimoine commun, en tant que constituant un meuble acquis à titre onéreux : peu importe, à ce point de vue, qu'elle ne soit pas encore échue.

Cette solution, unanimement admise par la doctrine (1) et la jurisprudence (2), ne saurait faire doute même au cas où l'attribution du bénéfice de l'assurance aurait été primitivement faite à un tiers et serait revenue au stipulant parce que cette désignation se trouverait frappée d'un cas de nullité (3) ou de caducité (4).

La volonté du mari ne pourrait rien changer à la situation. Il a, sans doute, des pouvoirs très étendus, sous le régime de communauté ; mais ces pouvoirs n'en demeurent pas moins subordonnés aux dispositions du Code sur la composition des patrimoines propres et communs : or, la loi dispose que tous les biens acquis à titre onéreux au cours du mariage tombent dans la communauté.

Cette raison décisive n'a cependant pas fait reculer M. Méline (5) qui admettrait volontiers la possibilité, pour le mari, de se constituer une créance propre au moyen d'une assurance en cas de décès. Mais cette

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 242. — Couteau, *op. cit.*, t. II, n° 561.
— Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 917.

2. Cass., 15 décembre 1873. D. 74. 1. 113. — Civ. Le Havre, 23 novembre 1883. *Rec. périod. des As.*, 1883, p. 132. — Rennes, 5 décembre 1899. D. 1903. 2. 377. — Nancy, 23 janvier 1904. D. 1906. 2. 174.

3. Rennes, 5 décembre 1899, précité.

4. Besançon, 10 février 1881. *Journ. des Ass.*, 81, p. 475.

5. *Revue du Notariat*, année 1873, n° 4453, p. 802 et 803.

théorie constitue une tentative tout-à-fait isolée. Même en constatant avec M. Méline qu'il est peut-être assez regrettable de ne pas permettre au mari d'attribuer à son patrimoine personnel le bénéfice d'une opération de prévoyance, entretenue avec des deniers de communauté, alors qu'il lui est loisible de faire donation des meubles communs et de les dilapider ainsi très facilement, il n'en demeure pas moins que la loi est là qui interdit une semblable combinaison.

§ 2. — *Assurance souscrite par le mari au profit de tiers indéterminés*

Remarquons, en premier lieu et d'une manière générale, que dans tous les cas où le contrat est passé par le mari au profit d'une personne autre que lui-même, cette opération — dont les frais se trouvent en fait toujours prélevés sur la communauté — est un acte qui rentre essentiellement dans les pouvoirs d'administration du mari (art. 1421 et 1422 du Code civ.).

Ceci dit, il faut noter que les principes applicables lorsque l'assurance est souscrite par ce dernier sans désignation de bénéficiaire ou au profit de sa succession, sont aussi ceux qui doivent entrer en jeu quand

la stipulation est faite en faveur de tiers indéterminés, par exemple au profit des héritiers du stipulant. Nous savons déjà, en effet, que la jurisprudence refuse aujourd'hui de reconnaître un droit propre aux bénéficiaires désignés quand ils ne sont pas suffisamment individualisés (1). Par conséquent, la créance de la somme assurée entrera dans la communauté, du chef du stipulant.

Une conséquence tout à fait regrettable de cette jurisprudence, laquelle ne veut pas admettre l'efficacité de la stipulation « au profit des enfants à naître », est que, si le mari a contracté « au profit de ses enfants nés et à naître », il sera impossible de reconnaître un droit propre aux enfants déjà nés qui, comme les enfants à naître, ne recueilleront le bénéfice de l'assurance qu'à titre héréditaire. En d'autres termes, on appliquera aux uns comme aux autres non pas la règle de la stipulation pour autrui, mais celle de l'article 1122, d'après laquelle « on est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause ». Cela est inévitable, car il paraît difficile d'adopter une solution parfois proposée, qui consisterait à

1. Civ. Seine, 23 avril 1874. *J. des ass.*, 1874, p. 459. — Civ. Le Havre, 23 novembre 1883. *Rec. pér. des ass.*, 1883, p. 132. Nous avons déjà observé que la jurisprudence a été, sur ce point, l'objet d'un revirement très net. Autrefois, elle considérait la stipulation faite par le mari au profit de ses ayants droit comme suffisante pour conférer à ceux-ci un droit propre et éviter la chute du bénéfice du contrat dans la succession de l'assuré. Cf. Paris, 5 avril 1867. D. 67. 2. 221.

scinder en deux la stipulation, reconnue inopérante seulement quant aux enfants à naître et valable quant aux enfants déjà nés au moment de la souscription de l'assurance : ces derniers auraient un droit propre pour leur part dans le bénéfice du contrat. En procédant de cette façon, on méconnaîtrait l'intention de l'assuré qui a certainement entendu conférer des droits égaux à tous ses enfants : il est donc impossible d'accorder aux uns ce que l'on refuse aux autres.

Par conséquent, du fait des décisions actuelles de nos tribunaux, la stipulation ainsi formulée sera sans effet pour le tout, en tant que stipulation pour autrui (1) ; la créance du capital assuré entrera en communauté, et les bénéficiaires n'en recueilleront le montant qu'à la condition d'accepter la succession de leur père, sous la réserve, d'ailleurs, des éventualités du partage.

Rappelons que l'article 55 (5^e alinéa) du projet de loi transforme de façon très heureuse cette situation, en reconnaissant un droit propre aux enfants à naître aussi bien qu'aux enfants déjà nés.

1. Lyon, 9 avril 1878. D. 79. 2. 158. — Besançon, 23 décembre 1891. D. 92. 2. 111. Cet. arrêt exprime très nettement l'idée que l'on ne saurait établir de différence dans la stipulation « en faveur des enfants nés ou à naître » entre les deux catégories de bénéficiaires désignés, parce qu'ils sont appelés les uns et les autres dans des conditions de parfaite égalité. — Civ. Laon, 7 février 1894. *J. des. asss.* 94, p. 251.

§ 3. — *Assurance souscrite par le mari au profit d'un tiers déterminé autre que sa femme*

L'application du principe du droit direct permet de résoudre cette hypothèse de la façon la plus simple et, en même temps, la plus conforme à l'intention du stipulant. La créance du capital assuré, n'ayant figuré à aucun moment dans le patrimoine du souscripteur, n'a pu entrer dans la communauté existant entre lui et son conjoint ; le bénéficiaire en recueillera donc, à toute éventualité, le montant intégral. Quelques décisions de jurisprudence avaient déjà exceptionnellement admis cette solution (1), à une époque où le système de l'offre était le plus généralement adopté dans les arrêts. Notons, une fois de plus, l'infériorité pratique de cette dernière théorie : dans le cas spécial qui nous occupe, elle aurait pour résultat de faire tout d'abord tomber la créance dans le patrimoine commun, du chef du stipulant ; le bénéficiaire serait donc éventuellement exposé aux prétentions des créanciers de la communauté en même temps qu'à celles des créanciers personnels du mari.

1. Paris, 5 avril 1867. D. 67. 2. 221. — Civ. Schlestadt, 27 août 1868. *J. des ass.* 1869, p. 94. — Montpellier, 11 février 1881. *J. des. ass.* 1881, p. 454.

§ 4. — *Assurance souscrite par le mari
au profit de sa femme*

Cette espèce est incontestablement la plus pratique de toutes : il est fréquent qu'un mari, craignant que l'éventualité de sa mort prématurée ne vienne à se réaliser et n'ait pour résultat de laisser sa femme aux prises avec de graves difficultés pécuniaires, désire garantir cette dernière contre ce danger en contractant une assurance en cas de décès à son profit. Supposons que, dans cette circonstance, les époux soient soumis au régime légal — et remarquons, d'ailleurs, que cela se produira dans la majorité des cas où le mari songera à contracter une assurance au profit de sa femme, le régime de communauté légale étant surtout celui adopté par les personnes qui ont peu de biens personnels, et retireront de la profession du mari leurs ressources les plus importantes. Quels seront les effets d'une telle stipulation ?

Si nous nous reportons, d'une part au principe du droit direct existant au profit du bénéficiaire, dès l'origine du contrat d'assurance ; d'autre part au texte du Code civil (art. 1401-1°) qui établit la règle générale que les meubles des époux entrent dans le patrimoine commun, nous sommes conduits à dire, au premier abord, que la créance de la somme assurée constituera à ce titre un bien de communauté.

Il est inutile d'insister sur tout ce qu'un tel résultat aurait de choquant et de contraire à la volonté certaine du stipulant, puisque, dans la situation la plus favorable pour elle, la femme ne recueillerait que la moitié du bénéfice de l'assurance passée en sa faveur, et qu'elle n'en toucherait aucune portion si elle renonçait à la communauté. De la sorte, l'effet du contrat serait absolument le même que si le mari l'avait passé à son profit personnel : le but poursuivi par lui ne se trouverait aucunement atteint. C'est donc là ce qu'il fallait éviter. A cette tâche se sont efforcées une doctrine et une jurisprudence très abondantes : les systèmes édifiés pour concilier les nécessités pratiques avec les dispositions légales sont, par suite, nombreux.

Les textes qui paraissent faire obstacle au résultat recherché sont l'article 1401-1^o, que nous connaissons déjà, et l'article 1395. Ce dernier décide que les conventions matrimoniales « ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage ». Il semblerait, à la lecture de cette disposition, que l'on soit légitimement en droit d'adresser le reproche de violer la loi à ceux qui, par interprétation de la volonté du mari, veulent faire de la somme assurée un bien propre pour la femme.

Cette solution n'est-elle pas contraire en effet aux deux textes en cause : à l'article 1401, puisqu'elle a pour résultat de priver la communauté d'une valeur

que lui attribue la loi ; à l'article 1395, puisque malgré l'adoption d'un régime dans lequel tous les meubles doivent être communs en principe, elle confère en propre à la femme une créance qui devrait, en cette qualité, figurer dans le patrimoine de la communauté : ce qui aboutit à modifier indirectement les effets du régime tacitement convenu par les époux, du moment où ils n'ont pas fait de contrat de mariage ?

La jurisprudence, est fort heureusement passée par-dessus ces objections ; la doctrine, de son côté, a cherché à établir qu'elles sont plus apparentes que réelles.

Quatre principales théories ont été mises en avant dans ce but. L'une se fonde sur l'article 1422 et les pouvoirs de disposition du mari sur les biens communs. Une autre part de cette idée que la somme assurée ne peut faire partie du patrimoine commun parce qu'elle n'est exigible que lors de la réalisation d'un événement qui provoque la dissolution de la communauté. La troisième se borne à affirmer que le bénéfice de l'assurance doit être un propre pour la femme parce que celle-ci a un droit propre à le recueillir. La dernière, enfin — qui constitue d'ailleurs plutôt un groupe de systèmes basés sur une même idée qu'une doctrine unique — fait dépendre ce cas de l'une des exceptions à la règle générale de l'entrée du mobilier en communauté.

I. — La première argumentation consiste donc à dire que le mari ayant le droit, de par l'article 1422, de faire donation à titre particulier des meubles communs pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit, peut en vertu de ses pouvoirs attribuer à la femme à titre de propre la créance de la somme assurée. Pour cela, il n'a qu'à prendre cette créance dans la communauté où elle est tombée tout d'abord, puisqu'elle n'est pas en elle-même une valeur donnée par le mari, du patrimoine duquel elle n'est pas sortie : sa volonté a donc été impuissante à empêcher ce résultat primitif de se produire. Mais rien ne lui interdit de faire sortir cette créance du patrimoine commun, pour la donner à sa femme. Si, par la suite, cette dernière refuse la communauté, elle sera considérée comme donataire pour la totalité du montant de l'assurance. Si elle l'accepte, elle sera donataire seulement pour moitié, l'autre moitié lui appartenant de plein droit à titre de co-propriétaire du patrimoine commun.

Divers arrêts renferment l'expression de cette théorie (1).

En doctrine, elle a été implicitement défendue par M. Herbault, dans un passage cité plus loin (2).

Remarquons tout de suite — sans y insister davan-

1. Amiens, 25 février 1880. D. 82. 1. 97. — Paris, 5 mars 1886. des Ass. 1886, p. 167. — Amiens, 31 janvier 1889. D. 91. 2. 9. — Nancy, 16 mars 1901. S. 1902. 2. 7.

2. *Infra*, p. 174.

lage pour le moment — qu'elle n'est pas de nature à garantir contre toute éventualité le droit exclusif que l'on désire conférer à la femme : la créance du capital assuré ayant en effet figuré dans le patrimoine commun, ne fut-ce qu'un instant de raison, la bénéficiaire sera tenue de subir éventuellement les prétentions des créanciers de la communauté.

On a voulu démontrer en outre que des considérations théoriques existent qui obligent à repousser cette doctrine.

Personne ne conteste il est vrai qu'elle soit parfaitement conciliable avec l'article 1401-1^o du Code civil ; mais on a affirmé qu'elle est à l'inverse complètement impuissante contre l'article 1395. C'est dans ce dernier texte que se trouve, pour M. Claro (1), l'obstacle décisif contre lequel elle vient se briser.

Quelle est en effet la portée de l'article 1395 ? En prescrivant que les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage, cette disposition a pour résultat d'interdire aux époux non seulement de transformer d'une façon générale le régime qu'ils ont adopté, mais aussi de le modifier sur un point de détail, et par exemple en excluant du patrimoine commun un bien qui devrait y entrer d'après les règles du régime adopté par eux. Ce principe ne saurait faire doute,

1. *Op. cit.*, p. p. 153 sq.

et la doctrine le confirme unanimement (1). Or, quel est le résultat auquel aboutit la théorie dont nous nous occupons, lorsqu'elle considère que la femme acquiert en propre au moyen d'une libéralité du mari la créance primitivement entrée en communauté, si ce n'est précisément d'admettre, la possibilité pour ce dernier de modifier à volonté les effets du régime matrimonial auquel il s'est soumis ?

Et M. Claro résume sa critique dans ce syllogisme, décisif à ses yeux : « Le bénéfice de l'assurance est commun ; les biens communs se doivent partager par moitié ; le bénéfice de l'assurance se doit partager par moitié : d'où, si on l'attribue à l'un des époux, dérogation à la règle et nullité ».

Pour reconnaître à cet argument la force péremptoire que son auteur voudrait lui donner, il faut donc admettre deux choses :

1°. Que l'article 1395 a une portée générale, et vise aussi bien les modifications de détail que les changements d'ensemble du régime adopté.

2°. Que l'une des conséquences de cet article est d'interdire au mari de donner en propre à sa femme un bien de communauté, ou plus exactement de lui

1. Laurent, *op. cit.*, t. XXI, p. 65. — Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 816. — Aubry et Rau, *op. cit.*, t. V, n° 503 *bis* : « Cet article a pour but... de garantir les tiers des mécomptes ou des frais auxquels les exposerait la latitude laissée aux époux de modifier d'une manière plus ou moins profonde les bases ou conditions de leur régime matrimonial ».

interdire toute donation de cette espèce vis-à-vis d'elle, car donner un bien commun qui demeurerait bien commun serait en pratique faire un acte absolument inutile, qui ne changerait rien à la situation.

Sur le premier point, l'opinion de M. Claro est incontestablement très solide. M. Dujarier (1) a, il est vrai, essayé de soutenir que l'article 1395 ne vise que les modifications d'ensemble du régime adopté et non les changements de détail ; mais c'est une opinion plus hardie qu'heureuse étant donné à la fois les affirmations très nettes de la doctrine et les termes mêmes du texte, lequel n'établit aucune distinction de cette espèce en disant, dans les termes les plus généraux, que les conventions matrimoniales « ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage ».

Jusqu'ici donc, l'argumentation de l'auteur est inattaquable.

Mais il n'en est pas de même sur le deuxième point. M. Claro, en effet, — et c'est une conséquence logique et inévitable de son raisonnement — refuse d'accepter que le mari puisse donner un bien de communauté à sa femme par acte entre vifs : «... Nous n'admettons pas », dit-il, « la possibilité de telles donations ».

Là vient précisément se briser toute entière la

1. *De l'assurance en cas de décès justifiée dans sa nature et ses effets par les principes du Code civil.* Thèse.

théorie défendue par lui, car cette affirmation absolue est contraire à l'opinion générale de la doctrine (1) comme au texte de l'article 1422, d'après lequel le mari peut « disposer des effets mobiliers » (de la communauté) « à titre gratuit et particulier, au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit », et à celui de l'article 1480, qui admet implicitement la possibilité de semblables libéralités faites par le mari au profit de sa femme (2).

Il n'y a pas, dans l'article 1422, l'ombre d'une restriction au sujet de la femme : « toutes personnes », dit cette disposition qui ne saurait être plus large. Il serait d'ailleurs singulier que la femme ne pût pas recevoir donation d'une valeur commune, aussi bien qu'un tiers quelconque, et que le mariage fut à ce point de vue un titre de défaveur pour elle, en la mettant en situation d'infériorité vis-à-vis de n'importe quelle autre personne.

M. Claro a bien senti la portée de l'objection, très nettement exposée par M. Lefort (3), et il a cherché à y échapper. Pour cela, il se base sur la considération qu'à son avis cette objection renferme « une

1. Labbé. Note au S. 81. I. 337. — Herbault, passage cité *infra*, p. 174. — Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 360. — M. Planiol (*op. cit.*, t. III, n° 1026) adopte implicitement la même manière de voir.

2. Article 1480 : « Les donations que l'un des époux a pu faire à l'autre ne s'exécutent que sur la part du donateur dans la communauté, et sur ses biens personnels ».

3. *Op. cit.*, t. II, p. 360.

confusion entre le droit de donner à quelqu'un et le droit de lui donner en attribuant à la chose, objet de la libéralité, un certain caractère » : ce sont cependant deux faits bien différents, et l'on en trouve une preuve sous le régime dotal où, si l'on suppose qu'il a été convenu que les biens à venir de la femme seraient paraphernaux, un tiers ne pourra pas gratifier la femme, au cours du mariage, en spécifiant que l'objet donné aura le caractère dotal. Cette clause serait, le cas échéant, réputée non écrite conformément à l'article 900 du Code civil. La situation est ici analogue : le mari ne peut donner à sa femme un bien de communauté à titre de propre parce que, ce faisant, il changerait le régime matrimonial adopté comme le modifierait un tiers gratifiant une femme dotale dans les conditions dont nous venons de parler, si cette faculté lui était reconnue.

Ce raisonnement par analogie ne manque pas, à première vue, d'une certaine force ; mais celle-ci est plus apparente que réelle. « S'il est interdit au mari de spéculer à son profit personnel », dit M. Herbault (2), « rien ne lui défend d'employer ces fonds au profit de sa femme. Cette opération modifie-t-elle le partage de la communauté, ce qui est incompatible avec le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, formulé par l'article 1595 ?

1. *Op. cit.*, p. 240.

Nullement : le mari accepte le partage de la communauté tel qu'il doit se faire. D'après le partage, il aurait droit à la totalité, en cas de renonciation, de la part de la femme. De cette part qui lui reviendrait, il dispose en faveur de la femme ; il n'y a rien là qui ne soit très licite. L'article 1480 dit que les donations que l'un des époux a pu faire à l'autre s'exécutent pour le tout sur la part du donateur dans la communauté. C'est bien notre hypothèse ».

A l'argument théorique que l'on peut extraire des lignes précédentes contre la manière de voir de M. Claro s'ajoute cette autre considération que l'objection elle-même conserve toute sa force, malgré les efforts faits par l'auteur pour la réfuter. Ce dernier termine en effet son argumentation en concluant à « l'impossibilité pour l'un des époux d'attribuer à son conjoint, par l'effet d'un transport à titre gratuit, un droit de propriété personnel et absolu sur un bien de la communauté ». Ce qui équivaut pratiquement à affirmer — comme nous l'avons noté antérieurement, M. Claro n'hésitant d'ailleurs pas à le reconnaître personnellement — que le mari est incapable de faire donation d'un meuble commun à sa femme. C'est-à-dire, par conséquent, qu'il peut disposer à titre de libéralité du mobilier de la communauté au profit de quiconque, à la seule exception de sa femme. Il suffit de lire les termes très généraux de l'article 1422 (2^e alinéa) pour se convaincre

qu'une semblable opinion va à l'opposé de la vérité (1).

La conclusion de cette discussion sera donc la suivante : le système consistant à dire que le bénéfice de l'assurance entre d'abord en communauté, puis en ressort immédiatement au moyen d'une donation faite par le mari à sa femme, ne peut être sérieusement combattu par les textes, avec lesquels il paraît au contraire tout à fait d'accord ; mais des raisons pratiques que nous avons déjà mentionnées, et sur lesquelles il faut insister un peu maintenant, doivent suffire à le condamner.

Ces raisons sont en effet décisives. Elles puisent leur force dans cette observation que la doctrine en cause garantit seulement de façon très imparfaite la réalisation du but poursuivi, c'est-à-dire la préservation du droit de la bénéficiaire contre toute atteinte.

Le passage de la créance de la somme assurée dans le patrimoine commun, pour aussi bref qu'il ait été, n'aura pas manqué en effet de laisser des traces. Si la femme renonce à la communauté, elle recueillera le montant entier de l'assurance en tant que donataire du mari. Par là, elle sera éventuel-

1. La jurisprudence confirme d'ailleurs cette observation. Cf. le dispositif de l'arrêt précité de la Cour d'appel de Douai (16 janvier 1897, D. 97. 2. 425), et d'un jugement du Tribunal civil de Melun (7 avril 1892, *J. des Ass.*, 1896, p. 509).

lement exposée à l'action des créanciers de celui-ci, comme de ceux de la communauté : les uns et les autres pourraient, le cas échéant, faire tomber la libéralité au moyen de l'action paulienne. Si la femme accepte, elle ne sera donataire que pour la moitié de la somme assurée et recevra l'autre moitié à titre de copropriétaire du patrimoine commun. C'est une constatation déjà faite, mais dont il importe de relever les conséquences.

Elles peuvent se résumer en quelques mots : l'attributaire ne sera nullement certaine de recueillir le montant intégral du capital assuré. Si, en effet, le droit de saisie des créanciers a bien disparu sur la partie de ce capital que la femme reçoit à titre de donataire, il s'est intégralement maintenu sur la portion qui lui advient en tant que commune en biens ; et, sur cette portion, ils passent avant la femme, laquelle ne touchera effectivement que ce qu'ils auront laissé.

Les partisans mêmes de la doctrine en cause ne songent d'ailleurs pas à nier un tel résultat : « Le mari », dit M. Levillain (1), « donne à sa femme l'émolument à percevoir dans son intégralité, au cas de renonciation ; pour la quote-part à laquelle il aura droit, en cas d'acceptation ; et comme la libéralité revêt les caractères d'une donation entre vifs, elle confère à

1. Note au D. 79, 2. 25.

la femme le droit de recueillir à l'exclusion des créanciers pour le tout dans le premier cas, pour la moitié afférente au mari dans le deuxième, car ce n'est alors que cette moitié qu'elle recueille comme donataire, l'autre moitié lui appartient comme copartageante et reste le gage des créanciers ».

Un autre inconvénient non moins grave du système, c'est que la femme étant considérée comme donataire pour le montant total de la somme assurée ou pour une fraction de cette somme, suivant les circonstances, devrait éventuellement faire le rapport à la succession du mari pour tout ce qu'elle aurait effectivement reçu à titre de libéralité ; elle serait également tenue, le cas échéant, de subir la réduction à concurrence de la même valeur. Si, au contraire, l'on parvient à établir que la femme a reçu directement en propre de l'assureur le bénéfice du contrat, elle ne serait soumise au rapport et à la réduction que pour le montant des primes, seules effectivement décaissées par le mari, c'est-à-dire pour une somme normalement inférieure à l'émolument qu'elle retire de l'opération.

Ce système n'est donc pas en mesure de répondre complètement à l'intention du mari ; il ne correspond pas aux nécessités pratiques.

II. — La doctrine consistant à dire que le capital assuré ne saurait avoir le caractère commun, parce

que la femme le reçoit seulement à la suite d'un événement ayant pour résultat de mettre fin à la communauté, ne présente pas le même inconvénient. Mais nous verrons qu'à l'inverse de la précédente elle est criticable au point de vue théorique.

Elle compte parmi ses partisans MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville (1), pour qui il conviendrait de penser « que le droit de créance pour le bénéficiaire ne prend pas naissance pendant le mariage, mais seulement à une époque où il n'y a plus de communauté, c'est-à-dire au décès du stipulant ».

M. Couteau (2) adopte également cette opinion. D'après lui, « le capital assuré appartient au conjoint personnellement comme à tout bénéficiaire désigné, comme s'il lui venait d'un étranger ; il ne tombe pas dans la communauté, il est la propriété personnelle du bénéficiaire, et comme il n'est acquis par lui qu'à la dissolution de la communauté, il n'en a jamais pu faire partie ».

Diverses décisions judiciaires (3) ont fait l'application de cette manière de voir.

1. *Le contrat de mariage*, t. I, p. 287.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 562.

3. Caen, 14 mars 1876. D. 77. 2. 131. — Civ. Meaux, 8 mars 1877. *J. des ass.* 1877, p. 356. — Paris, 4 juin 1878. D. 79. 2. 25. — Civ. Fontainebleau, 2 février 1893. *J. des ass.* 1893, p. 472. — Civ. Seine, 3 avril 1897. D. 98. 2. 371. — Paris, 5 mai 1899. D. 1901. 2. 240.

Elle est cependant en opposition certaine avec les principes. Sans doute, la somme assurée ne sera effectivement payable qu'au décès du mari, et par conséquent à la dissolution de la communauté. Mais il n'en demeure pas moins que la créance existe dès le jour du contrat : « Cette raison », dit excellemment M. Labbé (1), « que la créance du capital assuré naît trait seulement au décès de l'époux prémourant, c'est-à-dire à la dissolution de la communauté, ne serait nullement décisive à nos yeux. Nous reconnaissons que la créance résultant du contrat d'assurance a une existence immédiatement antérieure au décès de l'assuré et que, alors même qu'elle est conditionnelle, comme dans notre hypothèse, étant subordonnée à la condition de survie, elle ne peut pas, à cause de la rétroactivité de la condition accomplie, être considérée comme prenant naissance au moment où elle se réalise ». A plus forte raison devrait-on admettre que la créance a existé *ab initio*, si l'on adoptait l'opinion d'après laquelle le risque, dans l'assurance sur la vie, ne présentant pas le caractère conditionnel *stricto sensu*, l'obligation de l'assureur est soumise à un terme, puisque cette dernière modalité a pour effet de suspendre non pas la naissance, mais seulement l'exigibilité du droit qu'elle affecte. Et la meilleure preuve que, dans

1. Note précitée, au S. 77. 1. 393.

l'espèce, la créance a bien réellement vu le jour dès l'origine du contrat, c'est que la bénéficiaire pourra en disposer dès ce moment au profit d'une autre personne, avec le consentement de son mari (1).

Or, il est de principe que les créances tombent en communauté quel que soit leur caractère, l'existence d'un terme ou d'une condition n'empêchant en aucune façon leur entrée dans le patrimoine commun. Comment, dès lors, la doctrine qui nous occupe peut-elle se défendre ?

Certains de ses partisans ont cherché à tourner la difficulté par le raisonnement suivant. La mort de l'assuré, disent-ils, est bien plus qu'un terme, bien plus même qu'une condition : c'est un élément essentiel de la naissance de l'obligation de l'assureur, et il y a là une conséquence du caractère indemnitaire du contrat d'assurance (2). Pour que l'on puisse prétendre avoir droit à l'indemnité d'un dommage, il faut que celui-ci existe effectivement : jusque-là, ce droit ne peut naître. Or, le dommage, c'est ici le décès de l'assuré, et cet événement met précisément fin à la communauté : la bénéficiaire est donc appelée à recevoir le montant de l'assurance en tant que veuve et non en qualité de femme mariée ; elle n'y a eu aucun droit au cours de son

1. Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 164. — Dupuich, *op. cit.*, n° 206.

2. *Journal des assurances*, année 1886, p. 50.

mariage : par suite, la somme assurée n'a pu entrer dans le patrimoine commun.

Ces déductions ne sont solides qu'en apparence. Dire que le décès de l'assuré est « un élément essentiel » à la naissance de l'obligation du promettant, c'est ajouter à la loi. Le consentement, la capacité, l'objet, la cause : telles sont, suivant l'article 1108 du Code civil, les seules conditions essentielles à la validité des conventions. Or, il est inutile d'insister sur le fait que ces quatre conditions se trouvent certainement réunies dans notre hypothèse. Et l'on ne saurait en exiger une cinquième que ne prévoient pas les textes.

Quant à l'argument d'après lequel la créance de la somme assurée ne peut avoir aucune existence tant que le risque prévu n'est pas devenu réalité, parce qu'il est impossible de prétendre avoir un droit sur l'indemnité d'un dommage qui ne s'est pas encore produit, il n'apparaît pas beaucoup plus irréfutable. Il a sa source dans une confusion entre la réparation d'un dommage provoqué par une faute dont l'auteur est tenu, selon les termes de l'article 1382, à indemnité vis-à-vis de la victime, et l'indemnisation d'un risque prévu par la convention. Au premier cas, il est bien vrai que l'on ne saurait avoir aucun droit, même en puissance, sur une indemnité dont la cause n'existe pas encore ; mais la situation est toute différente dans la seconde hypothèse où un contrat

est à la base de l'obligation du débiteur de l'indemnité.

En admettant même, au surplus, qu'il fut possible de procéder à cette assimilation, les résultats pratiques en seraient contraires aux règles habituelles de l'assurance sur la vie : la compagnie, du vivant de l'assuré, ne serait aucunement liée vis-à-vis de celui-ci ; elle pourrait donc renoncer de son propre gré à exécuter le contrat, moyennant le remboursement des primes, comme le souscripteur a la faculté de l'abandonner en cessant de les payer.

Il est donc certain que ce système, s'il présente l'avantage d'exclure à tout moment de la communauté le bénéfice de l'assurance, est par ailleurs contraire aux principes : cela seul doit le faire repousser.

III. — Nous avons déjà eu l'occasion de parler antérieurement de la doctrine de M. Thaller sur le mécanisme de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers. Remarquons ici que, dans l'hypothèse actuellement envisagée, son application aurait pour résultat d'exclure automatiquement du patrimoine commun le bénéfice de l'opération. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler que M. Thaller explique le fonctionnement de celle-ci par une offre émanant du promettant et présentée par lui à l'attributaire, lors du décès de l'assuré. La créance conférée à la femme bénéficiaire,

naissant seulement au moment où l'offre lui est faite, ne pourrait donc entrer dans la communauté qui se trouve dissoute à la même époque par la mort du mari assuré. Le montant de cette créance constituerait donc un bien propre pour la femme.

Mais l'on a vu que cette théorie a l'inconvénient d'effacer presque complètement le rôle cependant décisif du stipulant et surtout de ne pas expliquer comment le promettant pourrait être contraint pratiquement de présenter son offre, au cas où il négligerait de le faire.

IV. — La jurisprudence (1) a parfois affirmé — et c'est une opinion qui n'a pas été complètement ignorée de la doctrine (2) — que le capital promis par la compagnie doit rester propre à la femme parce que celle-ci possède, dès l'origine du contrat, un droit propre au capital en question. Cette manière de raisonner est évidemment tout à fait inexacte et repose sur une erreur matérielle : elle confond le caractère de propre attribué à un bien avec le droit propre résultant, pour une personne, d'une assurance en cas de décès passée à son profit, par application de la théorie

1. Paris, 26 novembre 1878. D. 79. 2. 152. — Civ. Charleville, 29 août 1879. *J. des ass.*, 1880, p. 462. — Civ. Epervay, 17 août 1882. D. 83. 3. 71. — Comm. Caen, 21 mai 1887. *J. des ass.*, 1888, p. 523. — Civ. Reims, 21 février 1894. *J. des ass.*, 1894, p. 446.

2. Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 354.

de la stipulation pour autrui telle que cette opération est aujourd'hui analysée. Elle oublie au surplus que si la créance de la somme assurée n'a pas pu entrer dans le patrimoine commun du chef de l'assuré, parce que celui-ci n'a jamais eu aucun droit sur elle, ce fait a été impuissant à l'empêcher d'y tomber du chef de la bénéficiaire, dont toutes les acquisitions mobilières sont en principe soumises à ce même sort. Le droit propre de la femme et le caractère propre du bénéfice de l'assurance sont, par conséquent, deux notions essentiellement indépendantes l'une de l'autre, et l'on ne saurait s'appuyer sur la première pour rendre la seconde pratiquement efficace.

V. — C'est donc par d'autres voies qu'il faut chercher à faire parvenir à la femme l'émolument intégral de l'assurance souscrite à son profit par son mari.

A ce but se sont attachées certaines doctrines qui, bien que très différentes en fait, reposent toutes sur l'idée que l'on peut fonder l'acquisition, en propre par la femme, de la somme assurée, sur l'une des exceptions à la règle de l'entrée générale du mobilier en communauté.

D'après M. Planiol (1), les meubles qui par exception demeurent propres sont les suivants : 1^o les objets sous valeur vénale, comme les souvenirs de

1. *Op. cit.*, t. III, n^o 918 à 923 bis.

famille ; — 2° les objets donnés avec exclusion (expresse ou tacite) de communauté (art. 1401-1°) ; — 3° les pensions viagères incessibles, telles que les pensions de réforme et les pensions alimentaires ; — 4° les meubles subrogés à des biens propres, auxquels ils empruntent leur caractère ; — 5° ceux des produits qui, provenant des propres des époux et étant non périodiques n'ont pas le caractère de fruits, comme les matériaux d'une maison démolie.

Si l'on parvient à rattacher à l'une des catégories précédentes la créance née du contrat passé au profit de la femme, on atteint par là même le but cherché.

Les auteurs qui ont poursuivi cette entreprise se sont inspirés, pour ce faire, de notions assez diverses, lesquelles ne peuvent d'ailleurs se ramener qu'à deux seulement des cinq groupes compris dans l'énumération antérieure, les autres éléments de celle-ci étant évidemment hors de cause dans l'espèce.

Ces deux groupes sont : d'une part, celui des meubles subrogés aux biens propres ; d'autre part, celui des objets donnés avec exclusion de communauté.

Nous devons tout d'abord signaler, pour les écarter, deux systèmes qui se ressemblent tant par leur construction que par leur caractère plus ingénieux que sérieusement défendable. Ils reposent l'un et l'autre sur l'idée de la subrogation de la somme assurée à un bien propre, dont elle représente la valeur.

(a). Le premier, dont l'auteur est M. Mornard (1), consiste à assimiler l'époux qui s'assure au profit de son conjoint à un immeuble assuré contre l'incendie. Il est admis en effet que lorsqu'un immeuble propre est incendié, l'indemnité versée par la compagnie n'entre pas en communauté, mais acquiert, en vertu du principe de la subrogation, le caractère qu'avait l'immeuble détruit (2). Pour M. Mornard, il doit en être de même dans l'assurance en cas de décès : le stipulant, représentant vis-à-vis de son conjoint un capital, de la perte éventuelle duquel il veut en s'assurant indemniser celui-ci, offre à ce point de vue le caractère d'un bien matériel, qui sera propre ou commun suivant un acte de son libre arbitre. « L'homme, envisagé comme capital, doit-il être considéré, sous le régime de communauté, comme un propre ou une valeur commune ? Il sera ce que bon lui semblera : après avoir manifesté la volonté d'être considérée comme un élément du patrimoine commun en souscrivant, par exemple, une assurance à son ordre, il peut revenir sur cette décision, changer de volonté et se considérer comme un élément du patrimoine propre de son conjoint. Si le souscripteur peut, à son gré, se considérer comme une valeur commune ou comme un capital réservé pro-

1. *Op. cit.*, p. 258 à 264.

2. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. V, n° 507, p. 288.—Planiol, *op. cit.* t. III, n° 922, et l'arrêt cité.

pre, l'indemnité qui sera payée à raison de sa mort sera, par là même, commune ou propre selon sa volonté. Cette indemnité ne fait en effet que prendre sa place dans le patrimoine où elle est versée ».

Telles sont les grandes lignes de cette opinion vraiment étrange qui, appliquée à notre hypothèse, aboutit à considérer que le mari est assimilable, à l'égard de sa femme, à un objet matériel ayant une valeur vénale appréciable en argent : cela seul suffit à montrer tout ce qu'elle contient de subtil et d'artificiel.

Remarquons au surplus qu'elle heurte de front le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, en admettant que le stipulant peut, au cours du mariage, se considérer à son gré comme un élément de la communauté ou du patrimoine propre de son conjoint !

On ne saurait donc songer sérieusement à appliquer cette théorie, où l'imagination hardie joue un rôle qui paraît quelque peu trop grand.

(b). Pour M. Dubois (1), « toute femme mariée possède un bien qui lui est personnel : c'est le droit d'obliger son mari à la nourrir et à pourvoir à ses besoins ». Cette obligation est sanctionnée par l'article 214 du Code civil, d'après lequel le mari est tenu de recevoir sa femme « et de lui fournir tout ce

1. *Journal des assurances*, année 1883, p. 106.

qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état ». La créance de l'assurance souscrite par le mari représente, vis-à-vis de la femme, la valeur personnelle en question ; elle s'y substitue et acquiert par suite le même caractère, comme l'indemnité d'assurance contre l'incendie lorsqu'elle remplace l'immeuble propre détruit.

La conception de M. Dubois est donc fondée sur un raisonnement plus positif que la précédente. Mais elle ajoute à la loi, car le texte de l'article 214 ne suppose nullement qu'existe pour le mari une obligation juridique d'assurer sa femme contre les conséquences de sa disparition prématurée. Ce prétendu « droit » de la femme ne répond à aucune réalité : il y a là, si l'on veut, un devoir moral pour le mari, mais rien de plus. La disposition en cause ne prévoit d'ailleurs que les obligations de celui-ci au cours du mariage et en tant qu'époux : elle n'a rien à voir avec une prétendue obligation qui ne produira ses effets qu'à la dissolution de l'union conjugale. Or, un « droit » qui n'est pas sanctionné par la loi ne mérite pas ce nom, juridiquement parlant. A plus forte raison ne saurait-il servir de base à une opération de subrogation (1).

1. Un jugement du Tribunal civil de Bar-le-Duc (3 mars 1886. (*Journal des Ass.*, 1886, p. 227), s'est cependant inspiré d'idées de cet ordre pour faire du bénéfice de l'assurance un propre de la femme.

(c). M. Lacoste (1) a lui aussi cherché à établir sur l'idée d'une subrogation le caractère de propre de la créance du capital assuré, et son argumentation est autrement solide que les deux précédentes. En fait, d'ailleurs, elle s'inspire implicitement du système appliqué par la jurisprudence pour soustraire les deux conjoints à l'obligation de fournir récompense à la communauté, système que nous retrouverons plus loin en traitant de cette importante question.

Voici comment raisonne M. Lacoste. Les primes de l'assurance sont normalement payées avec des deniers de communauté, l'hypothèse de deniers propres au mari étant tout à fait exceptionnelle. La femme est donc donataire jusqu'à concurrence de la moitié du montant des primes; cette moitié est effectivement donnée à la femme par son mari : elle a, dès lors, pour la bénéficiaire, le caractère d'un bien propre. Or, la créance contre l'assureur est acquise au moyen du paiement de ces primes ; elle constitue, par suite, un meuble substitué à un propre ; et les meubles ainsi substitués conservant le caractère du bien qu'ils remplacent, par application de l'article 1433 du Code civil, la créance contre la compagnie demeure propre à la femme, comme les cotisations dont elle tient la place. Sans doute dans l'espèce l'assurance a été souscrite par le

1. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1905. Article précité.

mari ; mais c'est au profit de sa femme qu'il a stipulé, et il paie les primes au moyen de sommes d'argent qu'il donne à cette dernière, à qui par conséquent elles appartiennent en propre. De la sorte, le capital que la femme acquiert remplace des valeurs propres, et la subrogation doit jouer.

L'exposé de ce système amène tout de suite une objection à l'esprit : M. Lacoste y répond d'une façon très heureuse, qui se trouve renforcée encore si l'on y ajoute une considération tirée du mode de formation de la somme assurée.

Sans doute, dira-t-on, jusqu'à concurrence de la somme à laquelle l'ensemble des primes payées s'est élevé, il paraît difficile de repousser cette idée de subrogation. Mais pour la partie de la créance excédant le montant des primes, est-il possible d'appliquer la même notion ? Comment peut-on soutenir que cette partie se substitue à une valeur qui est déjà représentée par son équivalent intégral, c'est-à-dire par l'autre portion de la créance, dont le montant correspond à celui de toutes les primes acquittées ?

Mais cette difficulté n'est pas insurmontable, et voici pourquoi. L'excédent de la créance par rapport aux primes « n'est pas un pur don de fortune auquel on pourrait être tenté d'appliquer la règle faisant tomber les meubles dans la communauté légale : c'est un bénéfice tiré d'une convention à titre onéreux passé par le mari avec la compagnie d'as-

surances, et qui est un élément de cette convention. Un contrat aléatoire a été passé avec la compagnie, et puisqu'en retour de la créance que la femme obtient un de ses propres a été fourni, la créance fait partie de ses biens personnels. Peu importe par quelles combinaisons la compagnie parviendra à procurer à la femme le capital promis ».

Cette dernière observation, que M. Lacoste ne présente qu'incidemment, peut fournir un argument supplémentaire qui contribue à réfuter l'objection. Nous avons déjà vu en effet — et il faut y insister ici — que la somme assurée se constitue non par la capitalisation des primes payées par le stipulant, mais par un prélèvement effectué sur l'ensemble de celles versées, dans l'année de la réalisation du risque, par tous les contractants qui ont souscrit une police de la même espèce. Peu importe, par suite, que cette somme ne soit pas numériquement égale au montant des primes acquittées par le mari, peu importe qu'elle lui soit supérieure ; du moment où elle est fournie par l'assureur en leur remplacement — et c'est bien là le cas — elle se substitue à elles, et acquiert par subrogation le caractère qu'elles présentaient.

Ce système ingénieux semble en définitive tout à fait plausible : il est basé sur un raisonnement qui permet d'expliquer de façon vraiment juridique comment la femme conserve en propre le bénéfice de

l'assurance. Peut-être, cependant, pourrait-on lui faire le reproche d'appliquer d'une manière trop extensive la théorie de la subrogation. Mais est-il réellement interdit de procéder à cette extension ?

(d). On cherche plus généralement à exclure le capital assuré de la communauté au moyen d'une argumentation très répandue et qui consiste à fonder le caractère propre de la créance sur la volonté présumée du mari, rentrant dans les termes de l'exception prévue par l'article 1401-1^o à la règle générale que tous les meubles des époux sont communs. C'est l'opinion à laquelle s'arrête aujourd'hui la plus grande partie de la doctrine

Les partisans de cette théorie ne disconviennent pas de l'exactitude de la remarque souvent faite que le bénéficiaire d'une assurance en cas de décès reçoit donation des primes, mais non de la somme assurée, laquelle n'est pas sortie du patrimoine du stipulant. Mais cela ne saurait constituer un obstacle, car il n'en demeure pas moins vrai que c'est par la volonté du souscripteur que l'attributaire acquiert le capital promis par la compagnie. Or, comme l'observent MM. Balleydier et Capitant (1), « quand une personne, au moyen de sacrifices par elle consentis (les primes, dans l'espèce), fait acquérir gratuitement à l'un des époux un bien mobilier, elle peut valablement

1. Livre du Centenaire, t. I. Étude intitulée : *L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et la jurisprudence.*

manifeste la volonté que ce bien lui reste propre, au lieu de tomber dans la communauté ». Par suite, la volonté du mari est suffisante : il dépend de lui de réserver à sa femme le bénéfice exclusif de l'assurance qu'il a souscrite à son profit.

Mais, dans quels termes devra se traduire cette volonté ? D'accord sur le principe, les auteurs qui adoptent cette manière de voir se partagent en deux groupes dans son application.

Les uns supposent — tel M. Planiol — que le stipulant témoigne de son intention dans une clause spéciale, ou tout au moins — comme MM. Balleydier et Capitant — que sa volonté découle implicitement des dispositions de la police. « L'époux qui s'est assuré sur la vie », dit en effet M. Planiol (1), « est créancier d'un capital promis par la compagnie d'assurances. Cette créance, qui est mobilière, figure dans la communauté ; mais l'assuré peut stipuler que le capital promis sera payé à son conjoint survivant et lui appartiendra en totalité. Cette clause est valable comme contenant une stipulation pour autrui faite à titre de donation conformément à l'article 1121, et elle est dispensée des formes des donations, par application du principe formulé dans l'article 1973 ».

De leur côté, MM. Balleydier et Capitant

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 1324.

s'expriment ainsi : « Cette interprétation extensive de l'article 1401-1^o admise, on conclura que le mari, en stipulant une assurance sur la vie au profit de sa femme, a pu lui en réserver le bénéfice comme propre, et cette intention pourra être établie par des présomptions de fait tirées des circonstances ».

Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 28 mars 1877 (1), semble bien être la confirmation de cette opinion et n'admettre le caractère propre du bénéfice de l'assurance que si la volonté du mari résulte des termes du contrat.

D'autres auteurs font observer non sans raison que l'intention du stipulant ne saurait ici faire doute : il est bien certain, en effet, que par cette seule circonstance que le mari a contracté une assurance au profit de sa femme, il a entendu lui en faire acquérir l'émolument intégral et non pas seulement la moitié de celui-ci. Sinon, il aurait souscrit la police à son ordre ou au profit de sa succession. « Cette intention est rendue évidente par la désignation même du conjoint comme bénéficiaire déterminé », affirme fort exactement M. Lyon-Caen (1). Or, comme il est

1. D. 77. 1. 541.

1. Rapport sur le projet de loi. *Journ. off., loc. cit.* — Cf. Wahl, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1902. Article intitulé : *L'assurance en cas de décès au point de vue du rapport successoral, de la quotité disponible et des récompenses.* — Claro, *op. cit.*, pp. 135 sq.

admis qu'une volonté simplement tacite du donateur permet d'éviter la chute de l'objet donné dans la communauté, il faudra dire que le bénéfice de l'assurance contractée par le mari au profit de sa femme constitue de plein droit un propre pour cette dernière.

La solution devrait être certainement semblable au cas où la bénéficiaire n'aurait pas été désignée dès l'origine du contrat et dans la police même, mais le serait ultérieurement, par exemple dans un avenant ou encore par voie d'endossement à son nom, l'intention du mari étant évidemment la même en toute hypothèse.

Parmi les nombreuses constructions édifiées pour éviter la chute dans le patrimoine commun du bénéfice d'une assurance souscrite au profit de la femme par son mari, il est donc permis, en définitive, d'en retenir deux : l'une fondée sur l'idée de la subrogation de la créance aux primes, acquises en propre par la bénéficiaire au moyen d'une libéralité du stipulant ; l'autre basée sur l'intention certaine de celui-ci, laquelle fait de la somme assurée un bien donné avec exclusion de communauté.

Remarquons d'ailleurs que les deux systèmes ne sauraient jouer dans l'hypothèse — pratiquement exceptionnelle, il est vrai — où le contrat présente pour la femme le caractère d'un acte à titre onéreux.

On ne voit pas quel processus pourrait permettre, dans ce cas, d'expliquer juridiquement comment la somme assurée demeure propre à la bénéficiaire, puisque tous les biens acquis par les époux à titre onéreux au cours de leur mariage font partie de la communauté, sans exception, et qu'aucun texte actuellement en vigueur ne prévoit de dérogation à la règle pour le capital d'une assurance sur la vie.

Ajoutons enfin que le stipulant pourrait efficacement témoigner, le cas échéant, de son intention que la créance de la somme assurée entrât en communauté : la volonté du mari, sur laquelle on se fonde pour attribuer en propre cette créance à la femme, devrait être naturellement suivie au même titre le jour où il apparaîtrait clairement que, par extraordinaire, elle a été contraire.

Le projet de loi, comme la jurisprudence, consacrent le principe du caractère propre du capital assuré.

L'article 63, alinéa 1^{er}, admet cette solution aussi bien lorsque la police a été passée par le mari au profit de sa femme que dans l'hypothèse réciproque. Il dispose, en effet, que « le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint constitue un propre pour celui-ci ».

Les tribunaux, de leur côté, constatent que la somme assurée demeure propre à la bénéficiaire, ou

encore rendent des décisions qui supposent implicitement cette solution admise.

Parmi les espèces les plus neuves, un arrêt de la Cour d'appel de Bourges, du 29 juillet 1914 (1), a affirmé que la stipulation faite par le mari au profit de sa femme constitue pour celle-ci un bien propre, dont il l'a fait donataire; un jugement du Tribunal civil de Tunis, du 19 mars 1914 (2), a décidé que malgré sa renonciation à la succession du mari et à la communauté, la femme peut cependant être retenue en son nom personnel, en qualité de bénéficiaire de polices d'assurance souscrites par son mari à son profit, et condamnée à ce titre: ce qui sous-entend forcément que l'émolument de l'opération n'est pas tombé dans le patrimoine commun.

Ces deux décisions récentes ne sont que la suite d'une jurisprudence absolument constante (3).

Un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 25 juin 1875 (4), constitue au milieu de cette jurisprudence une exception qui paraît tout à fait isolée. En constatant que l'assuré, qui avait souscrit une police au profit de sa femme, étant marié sous le

1. *Journ. des ass.*, 1915, p. 223.

2. *J. des ass.*, 1915, p. 97.

3. Paris, 19 mai 1890. D. 93.2.195. — Civ. Morlaix, 16 décembre 1891. *J. des ass.*, 1892, p. 86. — Nancy, 1^{er} mars 1901. D. 1902.2.170. — Auxerre, 25 mars 1908. *Répertoire Défrénois*, 1908, p. 699. — Nancy, 1^{er} juillet 1911. D. 1912.2.335.

4. Rapporté dans Couteau, *op. cit.*, t. II, p. 534, note 1.

régime de communauté, les droits de ses père et mère se réduisent au quart du montant de l'assurance, ce jugement a admis implicitement que le bénéfice de l'opération était un bien commun.

Il nous reste à dire quelques mots d'un point qui pourrait faire doute quant à la capacité de la femme, et d'une question de forme.

Le premier problème consiste à se demander si la bénéficiaire a besoin de l'autorisation spéciale de son mari pour accepter l'assurance qu'il lui a attribuée.

Un cas du même genre s'est déjà présenté à nous dans l'hypothèse où le mari serait intervenu dans le contrat passé par un tiers au profit de la femme. Nous avons vu alors que les avis sont partagés quant aux faits qui valent consentement tacite, la jurisprudence s'en tenant à la stricte lettre de l'article 217, lequel suppose le concours effectif et simultané des deux époux dans le même acte (1), tandis qu'une certaine doctrine se montre très nettement favorable à une interprétation extensive de ce texte (2).

Si l'on adopte cette dernière opinion, comme cela semble souhaitable, on dira que dans notre espèce une autorisation spéciale n'est pas nécessaire à la femme, le mari, par cela seul qu'il a désigné celle-ci

1. Arrêts cités, *supra*, p. 159, note 1.

2. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. IV, p. 472.

comme bénéficiaire, ayant évidemment consenti *ipso facto* à ce qu'elle acceptât. Si, par la suite, ses intentions deviennent autres, il conserve la faculté de révoquer l'attribution faite par lui ; du moment où il l'a maintenue, ses desseins sont demeurés invariables. C'est donc éviter une formalité inutile que de permettre ici à la femme d'accepter librement.

La question de forme peut se poser lorsque la police désigne à la fois plusieurs bénéficiaires, le souscripteur ayant par exemple stipulé « au profit de sa femme ou de ses enfants ». A qui devra être attribué, en pareil cas, l'émolument de l'assurance ? A la femme seule ? Aux seuls enfants ?

On reconnaît en général que de telles désignations peuvent à volonté se cumuler ou s'exclure l'une l'autre, et qu'il y a là une question d'interprétation de la volonté du stipulant. Dans le cas particulier qui vient d'être cité, il a été jugé (1) que la femme doit venir d'abord, la disjonctive « ou » ayant pour effet de reléguer les enfants au deuxième rang, sans que l'on puisse prétendre que ceux-ci étaient, dans l'intention du stipulant, placés sur la même ligne que la femme.

1. Dijon, 4 août 1875. D. 80. I. 170.

§ 5. — *Assurance souscrite par le mari à son profit personnel sur la tête de sa femme.*

Nous avons envisagé jusqu'ici diverses hypothèses dans lesquelles la police est contractée par le mari sur sa propre tête. Voyons maintenant ce qu'il adviendra au cas spécial où elle l'aura été par lui à son profit personnel sur la tête de sa femme.

Cette situation ne soulève à vrai dire aucune difficulté particulière ; elle est exactement la même, au point de vue de l'attribution du capital assuré, que lorsque l'assurance, souscrite par le stipulant au profit de sa succession, repose sur sa propre tête. Dans les deux hypothèses, en effet, l'émolument de l'opération est acquis à titre onéreux par le bénéficiaire : à ce titre donc, il constitue un bien commun sans que rien puisse éviter ce résultat.

Notons que, par application de l'une des règles générales admises en matière d'assurances sur la vie, le mari devra être pourvu ici du consentement de sa femme, sur la tête de qui il s'assure. Faute de quoi, le contrat passé par lui serait entaché d'une nullité présentant, d'après les tendances de la jurisprudence, le caractère absolu.

SECTION III

Assurance souscrite par la femme

Un élément nouveau s'introduit dans la discussion lorsque le contrat est passé par la femme. C'est celui qui résulte de l'incapacité générale, pour la femme mariée, de faire des aliénations valables comme d'acquérir à titre gratuit ou onéreux sans le consentement de son mari (art. 217 C. civ.) et, spécialement pour la femme commune en biens, de l'interdiction à elle faite de disposer des biens communs sans ce même consentement (art. 1426). Nous devons donc, au cours de cette section, distinguer deux situations suivant que la stipulante aura été ou non régulièrement habilitée.

Enfin, il faudra aussi envisager séparément une troisième hypothèse, parce que, depuis la loi du 13 juillet 1907, il est telles circonstances dans lesquelles la femme qui exerce une profession peut contracter une police sans aucune autorisation.

A. — Assurance souscrite par la femme régulièrement autorisée

Et d'abord, quelle sorte d'autorisation est nécessaire à la femme commune en biens pour souscrire une assurance en cas de décès ? L'autorisation du

mari est-elle indispensable? L'autorisation supplétive de justice suffit-elle?

A première vue, la réponse à cette question semble facile. Il s'agit là, dira-t-on, d'une simple application des règles du droit commun : par conséquent, au cas de refus ou d'empêchement de son mari, la stipulante pourrait être valablement habilitée par le tribunal, conformément à l'article 219 du Code civil.

En réalité, la situation est différente de ce qu'elle apparaît. Sans doute, l'autorisation de justice reste ici théoriquement possible, comme dans tout autre cas ; mais, par une conséquence indirecte des règles du régime de communauté, elle sera pratiquement inefficace. Avec quel argent, en effet, sont payées les primes de l'assurance? Normalement avec des deniers communs. Quelquefois peut-être, mais d'ailleurs très rarement, avec des deniers demeurés par exception propres au souscripteur.

Dans la première hypothèse, les articles 1426 et 1427 s'opposent à ce que l'autorisation du tribunal soit d'aucune utilité à la femme. L'article 1426 dispose que les actes faits par elle dans cette condition « n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce » (1).

1. Nous laissons de côté cette dernière exception, dont la

L'article 1427 ne vient déroger à la règle précédente que dans deux circonstances très limitées : 1^o quand il s'agit de tirer le mari de prison pour dettes ; 2^o pour établir un enfant en l'absence du mari. Et l'on ne saurait étendre ce texte à d'autres cas (1).

Même empêchement dans la seconde situation : la jouissance de tous les biens propres des époux entrant dans l'actif commun (art. 1401-2^o), l'autorisation de justice doit respecter cette jouissance, qui appartient au mari, administrateur de la communauté ; par suite, l'acte de disposition ne peut porter que sur la nue propriété des biens de la femme (2) exigence inconciliable avec un paiement qui ne saurait, par définition, être effectué qu'en pleine propriété.

Le mari aurait donc le droit, le cas échéant, de critiquer l'aliénation des primes de l'assurance contractée par la femme avec autorisation de justice. Par suite, il est bien effectivement seul en mesure d'habiliter efficacement la stipulante à souscrire la police. Nous allons désormais supposer cette condition remplie.

portée a été grandement modifiée par la loi générale sur le libre salaire de la femme mariée, que l'on rencontrera plus loin.

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n^o 1103.

2. Planiol, *op. cit.*, t. III, n^o 1050 bis.

§ 1. — *Assurance souscrite par la femme
soit sans désignation de bénéficiaire
soit au profit de sa succession
soit au profit de tiers indéterminés*

La situation est la même dans ces trois cas, où il ne saurait y avoir place pour la controverse.

Comme dans l'hypothèse où le contrat est passé par le mari, la créance de la somme assurée entrera certainement dans le patrimoine commun, en tant qu'acquêt de communauté, sans qu'aucune clause contraire puisse éviter ce résultat. La doctrine (1) et la jurisprudence (2) sont unanimes en ce sens.

La remarque relative à la stipulation faite par le mari « au profit de ses enfants nés et à naître » conserve évidemment toute sa valeur quand l'attribution émane de la femme. Rappelons que la jurisprudence actuelle en fait tomber le bénéfice dans la succession de l'assuré et, par suite, dans la communauté (3), mais que l'article 55 du projet de loi adopte le contre-pied de cette solution tout à fait regrettable.

1. Couteau, *op. cit.*, t. III, n° 563. — Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 917. — Dupuich, *op. cit.*, n° 247. — Claro, *op. cit.*, p. 110.

2. Civ. Lille, 15 novembre 1886. *Rec. périod. des Ass.*, 1888, p. 200. — Civ. Pontarlier, 3 juin 1860, *J. des Ass.*, 91, p. 94.

3. Cf. le texte du jugement précité du Tribunal civil de Lille, du 15 novembre 1886. *Rec. périod. des Ass.*, 1888, p. 200.

§ 2. — *Assurance souscrite par la femme au profit d'un tiers déterminé autre que son mari*

L'attribution du bénéfice de l'assurance ainsi contractée se règle sans aucune difficulté, par application du principe du droit direct : la créance de la somme assurée n'ayant jamais pu entrer en communauté du chef de la stipulante, le tiers désigné en recueillera en toute circonstance le montant intégral. C'est un résultat qu'il serait impossible de contester, depuis que le système de l'offre a été abandonné : personne, d'ailleurs, ne songe à le faire (1).

Une question, touchant la capacité de la femme, peut se poser ici d'une façon particulière dans un cas spécial.

On se demande parfois, en effet, si la stipulante qui a été habilitée par son mari à souscrire une police au profit de sa succession peut en attribuer le bénéfice à un tiers quelconque sans une nouvelle autorisation.

Il a été soutenu que celle-ci n'est pas nécessaire.

1. Conteau, *op. cit.*, t. III, n° 563. — Dupuich, *op. cit.*, n° 248. — Claro, *op. cit.*, p. 111.

« Il n'y a pas là en effet », dit M. Couteau (1), « une donation du capital assuré, mais simplement des primes versées successivement.

« Cette disposition n'est pas irrévocable, même si elle était acceptée, puisque, chaque année, la femme peut abandonner à sa volonté l'assurance, le paiement des primes étant facultatif. Ce n'est qu'à sa mort, si toutes les assurances temporaires annuelles ont été régulièrement acquittées (2), si elle n'a pas autrement disposé du bénéfice du contrat que la libéralité sera acquise à ceux qu'elle a voulu gratifier.

« On se trouve ainsi dans une situation qui paraît, au point de vue des rapports entre époux, identique à celle résultant d'une disposition testamentaire. Il y a donc lieu d'appliquer par analogie l'article 226 du Code civil, qui dit : « La femme peut tester sans l'autorisation de son mari. »

Cette manière de voir est trop hardie. Sans doute la stipulante ne fait-elle pas une libéralité dont

1. *Op. cit.*, t. II., n° 309.

2. Nous avons vu que l'opinion d'après laquelle l'assurance en cas de décès souscrite sans limitation de durée se compose d'une série d'assurances temporaires paraît assez contestable. Mais cette observation est indifférente, en l'espèce actuelle. Du moment où l'on prend parti pour l'unité de l'opération, il suffit, dans l'argumentation de M. Couteau, de remplacer la phrase « si toutes les assurances annuelles ont été acquittées », par la suivante : « si toutes les primes ont été payées », sans que cela touche en rien au fond du raisonnement.

l'objet serait la somme assurée, qui n'est pas sortie de son patrimoine. Il n'en demeure pas moins qu'elle se dépouille des primes, en échange desquelles l'assureur s'engage à verser cette somme. En attribuant celle-ci à un tiers quelconque, sans contre-partie, c'est exactement comme si elle lui avait donné les primes afin qu'il souscrivit lui-même une police à son profit sur la tête de la donatrice. Elle fait donc un acte qui tombe sous le coup de l'application des articles 217 et 905 du Code civil, et pour lequel l'autorisation spéciale du mari doit être fournie. L'intérêt moral que ce dernier peut avoir à exercer son contrôle existe d'ailleurs ici aussi bien que dans n'importe quelle autre hypothèse.

M. Couteau dit, il est vrai, que la femme accomplit là une véritable disposition à cause de mort, pour laquelle la loi n'exige aucune habilitation spéciale de la disposante. Mais l'argument n'est pas irréfutable, et l'on y a fort bien répondu (1) que, contrairement à cette conception, le tiers pourrait à certaines conditions retirer un profit de l'assurance, du vivant même de la stipulante : s'il a accepté avant la mort de celle-ci, en effet, il est en droit d'exiger de la compagnie paiement de la valeur de rachat de la police.

A cette considération s'en ajoute une autre, lorsque

1. Claro, *op. cit.*, p. 109.

les époux sont communs en biens. Si l'on admettait qu'une nouvelle autorisation du mari ne fut pas nécessaire, on arriverait à ce résultat que l'intention de celui-ci ne serait, très souvent, aucunement respectée. Ayant consenti à ce que sa femme contractât une assurance au profit de la succession, il a sans doute implicitement renoncé à son droit de jouissance actuel sur les sommes d'argent versées à titre de primes, lesquelles sont perdues pour la communauté ; mais il savait que cette perte aurait sa compensation dans le capital assuré, qui constitue en pareil cas un bien commun. Rien de tel ne se produit si la femme dispose de la police au profit d'un tiers : celui-ci, en vertu de son droit direct, sera réputé avoir eu seul droit *ab initio* au bénéfice de l'opération ; il en touchera seul le profit intégral. Qui prouve que le mari eût accepté de se trouver ainsi dépossédé de tout droit à la somme assurée ? Il est impossible d'admettre qu'un tel résultat puisse se produire sans son assentiment et peut-être même, par conséquent, contre son gré.

Une nouvelle autorisation est donc nécessaire à la femme.

§ 3. — *Assurance souscrite par la femme
au profit de son mari*

A part une simple différence dans la capacité du

souscripteur — la femme mariée étant tout aussi incapable de contracter, sans le consentement de son mari, en faveur de celui-ci que d'aucune autre personne — et l'interversion du rôle des deux époux, cette hypothèse est de même caractère que celle d'une police passée par le mari au profit de sa femme. Le but poursuivi par le stipulant est en effet identique dans les deux cas, tandis que l'opération elle-même se présente dans des conditions analogues.

Seulement, est-il possible que le résultat en soit également semblable ? Les règles du régime de communauté ne s'y opposent-elles pas indirectement ?

La grande majorité de la doctrine estime avec raison qu'il n'y a pas de différence à établir entre les deux situations, et que toute l'argumentation appliquée à l'une peut être répétée à propos de l'autre avec la même efficacité. Certains auteurs le disent expressément ; d'autres l'admettent implicitement en ne faisant pas de distinction suivant que l'assurance est souscrite par l'un ou l'autre des époux au profit de son conjoint (1).

Cette opinion est généralement consacrée par la jurisprudence. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal civil de la Seine, confirmé par arrêt de la Cour

1. Lacoste, article précité. — Planiol, *op. cit.*, t. III n° 1324. passage précité. — Couteau, *op. cit.*, t. II, n° 569. — Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 369, note 4. — Claro, *op. cit.*, p. 166.

de Paris, du 5 mai 1899 (1), affirme, parmi beaucoup d'autres décisions semblables (2), que «... le capital assuré ne saurait être revendiqué par la communauté ; qu'il constitue un bien propre au mari, réalisé par lui après la dissolution du mariage ».

On a cependant très énergiquement soutenu que les principes du régime de communauté interdisent, en l'absence d'un texte, de légitimer un semblable résultat, et que le bénéficiaire de l'opération constitue par suite un bien commun sans aucune rémission.

Telle est la manière de voir de M. Dupuich (3), qui la fonde sur une double considération --- théorique et pratique.

Tout d'abord, l'article 1422 accorde au seul mari le droit de disposer des biens de la communauté ; la femme n'ayant pas personnellement cette même faculté, ne pourra donc attribuer en propre au bénéficiaire un meuble acquis au moyen de deniers communs. Que si l'on affirme, par ailleurs, que la stipulante ayant été autorisée à contracter par son mari, ce fait a eu pour résultat de l'habiliter à puiser

1. Civ. Seine, 3 avril 1897. D. 98.2.371 ; et, sur appel, Paris, 5 mai 1899. D. 1901.2.240.

2. Montpellier, 15 décembre 1873. S. 74.2.81. — Cass., 10 novembre 1874. S. 75.1.107. — Rouen, 6 février 1878. S. 78.2.272. — Paris, 26 novembre 1878. D. 79.2.152. — Paris, 8 décembre 1891. *J. des Ass.* 1892, p. 85.

3. *Op. cit.*, n° 249.

dans le patrimoine commun avec une faculté d'attribution des sommes ainsi prélevées égale à celle du mari lui-même, on se heurte à un autre obstacle : le mari se sera créé un propre à lui-même, contrairement au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, puisque c'est par un acte de sa volonté que l'assurance a pu valablement être souscrite.

A cette observation on en ajoute une autre, d'ordre expérimental. L'intention de la stipulante, dit-on, n'apparaît pas aussi certaine que l'on veut bien l'affirmer. En contractant au profit de son mari, la femme attribue à celui-ci un bien qui lui est déjà acquis par avance comme liquidateur de la communauté : il est possible qu'elle ait simplement entendu, par là, le désigner en tant que chef de cette communauté, sans avoir voulu par conséquent exclure du patrimoine commun le capital assuré.

Ces objections ne semblent en réalité pas bien convaincantes.

Pour ce qui est de l'argument de principe, il s'agit simplement de savoir si la femme commune en biens, autorisée par son mari, n'est pas capable de contracter dans les mêmes conditions où il peut le faire lui-même. Or, il est certain que l'autorisation matrimoniale a pour résultat d'effacer complètement l'incapacité de la femme mariée. Celle-ci peut donc disposer d'un bien de communauté en faveur de son mari au

même titre que ce dernier peut le faire au profit de sa femme. « Elle aurait pu faire parvenir au mari, à titre de propre, par donation un de ses biens propres à elle ; elle peut, par une libéralité indirecte, résultant de son contrat avec la compagnie, lui faire parvenir à ce titre un capital donné », dit fort exactement M. Claro (1).

La considération pratique opposée par M. Dupuich n'est pas beaucoup plus décisive. Si la femme a stipulé au profit de son mari, il y a tout lieu de penser qu'elle a entendu lui attribuer l'émolument intégral de l'assurance. Sans quoi, elle n'eût pas pris la peine de le désigner nommément, et aurait plus simplement souscrit la police à son ordre.

Il paraît donc certain que cette théorie doit être repoussée. Elle semble au surplus isolée dans la doctrine, et ne se fonder en jurisprudence que sur une décision unique, dans l'espèce de laquelle, d'ailleurs, la femme avait agi sans autorisation, ce qui enlève à peu près toute valeur à l'appui que l'on y prétend trouver (2).

Tout ce qui a été dit au sujet de l'hypothèse où il s'agissait d'une assurance contractée par le mari au

1. *Op. cit.*, p. 166.

2. Poitiers, 17 août 1875. D. 76. 2. 181. Le régime adopté par les conjoints était, en l'espèce, celui de la communauté réduite aux acquêts. Mais c'est là une constatation indifférente, dans le cas spécial qui nous occupe.

profit de sa femme pourrait, par suite, trouver place ici. Nous nous bornerons naturellement à reproduire la conclusion de cette discussion antérieure : le bénéfice du contrat constitue un propre pour l'attributaire, c'est-à-dire, dans le cas actuel, pour le mari. L'on sait également que l'article 63 (premier alinéa) du projet de loi, consacre la réciprocité effective de cette solution.

§ 4. — *Assurance souscrite par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari.*

Les avis sont partagés sur le résultat d'une telle opération.

Pour certains auteurs (1), le bénéfice de l'assurance constitue certainement un acquêt mobilier, qui entre dans la communauté même au cas où les époux auraient témoigné d'une intention contraire. En effet, dit-on, il est de principe que toute manifestation de volonté est impuissante à exclure du patrimoine commun un bien acquis à titre onéreux : or, dans l'espèce, la créance du capital assuré présente effectivement ce caractère ; si donc elle constituait un propre, il y aurait atteinte à la règle de l'immuabilité des conventions matrimoniales.

1. Couteau, *op. cit.*, t. II, n° 563. — Claro, *op. cit.*, p. 100.

Un arrêt de la Cour d'appel de Caen s'est inspiré de ces considérations (1).

Elles n'ont cependant pas emporté conviction unanime, et l'opinion contraire a été fréquemment défendue. Se plaçant spécialement au point de vue pratique, M. Labbé (2) s'exprime ainsi : « Est-il défendu à une femme qui peut, en répudiant la communauté, se décharger du passif de cette communauté, de s'assurer, de se prémunir elle-même personnellement par une assurance contre le tort que lui cause le décès prématuré de son mari, lequel, quoique privé, en mourant, de sa fortune par des revers, peut encore la faire subsister par son travail ? Non, sans doute. Les règles sur la composition de la communauté n'ont jamais pour but d'empêcher un contrat licite, de s'opposer à une combinaison honnête... »

La Cour d'appel de Riom, par arrêt du 8 juillet 1890 (3), s'est rangée à la même manière de voir en décidant que le bénéfice du contrat demeure propre à la femme ; mais elle s'est fondée pour cela sur cette observation, dont nous connaissons l'inexactitude, que « la dette de la compagnie et la créance de

1. Caen, 6 décembre 1881, S. 83. 2. 33.

2. Note au S. 77. 1. 397. — Cf. Dupuich, *op. cit.*, n° 246. — Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 383.

3. S. 91. 2. 185.

l'intimée n'ont réellement pris naissance qu'au moment où la communauté était déjà dissoute ».

Il n'est pas impossible de justifier cette opinion par un raisonnement différent. Il suffit de constater, pour cela, que les primes de l'assurance sont normalement payées au moyen de deniers de communauté. Or, le mari est libre de disposer à titre gratuit des meubles communs au profit de toute personne pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit ; la femme, de son côté, n'a aucun droit sur la communauté sans autorisation du mari. Dès lors, la situation est en fait exactement la même que si celui-ci avait souscrit la police personnellement sur sa tête au profit de sa femme. Sans doute ici, l'initiative émane de cette dernière : mais dans les deux cas, le mari donne effectivement la moitié des primes à sa femme et c'est sa volonté qui permet à la bénéficiaire d'acquiescer la créance du capital assuré ; dans les deux cas, cette volonté doit donc pouvoir l'exclure de la communauté ; dans les deux cas, par conséquent, c'est une conception non irréfutable que d'opposer à la validité de cette exclusion le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Remarquons au surplus que les deux hypothèses se ressemblent encore à d'autres points de vue. Elles sont semblables par l'événement qui rend exigible le bénéfice du contrat : le décès du mari ; elles sont semblables également par le but de l'opé-

ration : garantir la femme contre les conséquences pécuniaires de cette éventualité. C'est un motif de plus pour que le résultat soit lui aussi identique.

B. — *Assurance souscrite et entretenue par la femme sur les produits de son travail*
(Loi du 13 juillet 1907)

La loi du 13 juillet 1907, désignée parfois sous le nom de « loi sur le libre salaire de la femme mariée », peut avoir sur la matière des assurances sur la vie, comme dans tant d'autres branches du droit, une répercussion qui n'est pas négligeable.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans des détails approfondis sur l'économie de cette loi, mais il est cependant nécessaire d'en relever tout d'abord quelques-uns des points essentiels.

On connaît le but de cette législation : retirer au mari tout pouvoir tant sur les produits du travail de la femme que sur les biens et valeurs qui leur servent de placement. C'est ce que fait l'article 1^{er}. Le 1^{er} alinéa de ce texte dispose, en effet, que sous tous les régimes «... la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens ». Ces sommes, la femme peut librement en faire emploi

en acquisition de valeurs mobilières ou immobilières (art. 1^{er}, 2^e al.). Elle a la faculté de disposer à titre onéreux, sans l'autorisation de son mari, des biens acquis de cette façon (art. 1^{er}, 3^e al.), que la loi désigne sous le nom de « biens réservés ». Enfin, la validité des actes d'aliénation ainsi accomplis est subordonnée à la justification par la femme qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari (art. 1^{er}, 4^e al.). Par suite, la loi ne saurait s'appliquer aux gains résultant du travail commun des deux époux (art. 1^{er}, 5^e al.).

Ainsi donc, sous tous les régimes matrimoniaux, la femme conserve un droit exclusif sur tous les profits provenant d'une profession exercée par elle. Il en est ainsi quelle que soit cette profession (commerciale ou civile) — ceci découle implicitement des termes de l'article 1^{er}, qui parle des « produits du travail personnel de la femme », sans établir aucune distinction — et à la seule condition qu'elle soit vraiment « personnelle », c'est-à-dire indépendante de celle du mari.

Quel est, sous le régime de communauté, le sort des biens réservés ? On serait naturellement tenté de dire : ils demeurent propres à la femme, car il y aurait contradiction à les faire entrer dans la communauté, sur laquelle le mari possède des pouvoirs de disposition si étendus. Cependant, il n'en est rien

et, du fait de l'imprécision de la loi, ces biens se trouvent placés dans une situation tout à fait ambiguë. Ils entrent dans le partage du fond commun (art. 5, 1^{er} al.). Donc, ils ne constituent pas des propres pour la femme (1). Mais il serait également inexact de dire qu'ils sont des biens communs *stricto sensu*, puisque le mari n'a sur eux aucun droit d'administration ni de disposition, ce pouvoir appartenant à la femme seule, et puisque celle-ci, même renonçante, les reprend francs et quittes de toutes charges autres que les dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage (art. 5, 1^{er} al., et art. 3 combinés) (2). On reproche donc avec raison à la loi de manquer de netteté à ce sujet (3).

Ces principes relevés, il nous faut voir maintenant quelles en sont les conséquences au point de vue qui nous occupe. Elles découlent spécialement de cette considération que la femme peut, sans aucune autorisation, utiliser les produits de son travail à acquérir des valeurs mobilières ou immobilières, et que les biens ainsi acquis présentent une nature particulière, les différenciant des biens communs ordinaires, mal-

1. Cf. Civ. Lannion, 8 février 1910. D. 1910. 2. 281. De ce jugement résulte expressément que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas attribué aux biens réservés le caractère de propres.

2. La faculté ainsi accordée à la femme passe à ses héritiers en ligne directe, mais à eux seuls.

3. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 1381. — Colin et Capitant, *op. cit.*, t. III.

gré qu'ils figurent au partage de l'actif de la communauté. La répercussion de la loi du 13 juillet 1907 en notre matière doit donc être examinée à la fois au point de vue de la capacité de la femme à contracter une assurance en cas de décès (1) et relativement au caractère du capital assuré. La situation du droit commun nese trouve d'ailleurs modifiée — et cela va de soi — que si la stipulante acquitte les primes au moyen des seuls produits de son travail.

§ 1. — *Assurance souscrite par la femme soit sans designation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit au profit de tiers indéterminés*

Toute personne qui contracte une police soit à son ordre sans désigner de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit au profit de tiers indéterminés, accomplit un acte de disposition qui est toujours à titre onéreux, puisqu'elle acquiert, grâce au verse-

1. Avant la loi du 13 juillet 1907, une question du même genre se posait toutes les fois que la femme était commerçante. On se demandait si l'autorisation générale qui lui est donnée pour faire son commerce entraînait avec elle le droit de souscrire librement une assurance sur la vie. On répondait à cette question par une distinction : oui, si la femme s'assure au profit d'un créancier commercial afin de se libérer envers lui d'une dette ayant ce même caractère ; non, dans tout autre cas, où le contrat d'assurance constitue un acte civil et personnel (Claro, *op. cit.*, p. 99). Aujourd'hui, cette hypothèse spéciale se confond avec celle, plus étendue, dans laquelle la femme exerce une profession personnelle, que celle-ci soit ou non de nature commerciale.

ment de sommes d'argent, une créance qui, d'après les règles que nous connaissons, est un élément de son hérité. La femme peut donc indiscutablement contracter une assurance de cette espèce au moyen de ses gains personnels, sans l'autorisation de son mari : ce faisant, elle agit dans la limite des droits de disposition que lui confère la loi, puisqu'elle utilise ces gains à l'acquisition d'une valeur mobilière.

Quant à l'attribution de la créance de la somme assurée, elle demeurera ce qu'elle est dans l'hypothèse normale : en pareil cas, le bénéfice de l'opération est pour la communauté ; il en sera donc de même dans l'espèce actuelle. Seulement, ici, la créance du capital assuré constituera un « bien réservé », et il importe de noter les conséquences de cet état de choses.

Deux situations doivent être distinguées à ce point de vue, selon que la femme (ou ses héritiers en ligne directe) acceptent la communauté ou y renoncent.

Dans la première éventualité, rien n'est changé : l'émolument de l'assurance se partage par moitié entre le patrimoine du mari et celui de la femme. En effet, les biens réservés doivent, comme nous l'avons vu, figurer au partage de l'actif commun.

Au second cas par contre, le résultat de l'opération pourra être bien différent de ce qu'il eût été dans les conditions ordinaires. La succession de la femme

au lieu de ne recueillir aucune fraction du capital assuré, en conservera finalement une portion variable suivant les circonstances, par application de ce principe que les biens réservés sont repris nonobstant renonciation à la communauté, francs et quittes de toutes charges autres que les dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage. L'émolument effectif qu'elle retirera de l'opération dépendra donc de l'importance de ces dettes.

*§ 2. — Assurance souscrite par la femme
au profit d'un tiers déterminé autre que son mari*

Il ne semble pas que l'incapacité de la femme à contracter sans autorisation se trouve levée, en pareille hypothèse, par ce fait que la stipulante souscrit l'assurance au moyen des produits de sa profession. Ceci pour une double considération d'ordre théorique et pratique à la fois.

Tout d'abord, si la loi du 13 juillet 1907 autorise effectivement la femme à employer librement pour l'acquisition de valeurs les gains provenant de son travail (art. 1^{er}, 2^e al.), elle ne dit rien des aliénations à titre gratuit et affirme par ailleurs (art. 1^{er}, 1^{er} al.), comme on l'a déjà vu, que la femme possède sur ces gains « les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de

biens ». Or, en vertu des articles 217 et 905 combinés, il est admis que celle-ci reste incapable de faire des donations, quoique mobilières, quand bien même ces donations porteraient sur des sommes provenant d'économies faites par elle sur ses revenus et capitalisées par elle (1).

Nombre d'auteurs soutiennent cependant que la femme séparée peut contracter librement une assurance sur la vie, et il faut s'arrêter un peu sur cette discussion, puisqu'elle intéresse également la femme commune, soumise à la loi du 13 juillet 1907.

La question ne saurait évidemment faire doute quand la stipulante souscrit la police à son profit personnel : il s'agit là d'un acte d'administration à titre onéreux qui rentre dans les pouvoirs de la femme séparée, conformément à l'article 1449 du Code civil, comme dans ceux de la femme commune qui contracte avec les produits de sa profession, ainsi que cela a été établi au paragraphe précédent.

Jusqu'ici donc, la doctrine d'après laquelle la femme n'a pas besoin d'autorisation est tout à fait exacte (2).

Mais elle va trop loin quand elle n'établit aucune

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 1454, et l'arrêt cité.

2. Vibert, *Des assurances sur la vie*. Thèse, p. 69. — De Montluc, *Des assurances sur la vie dans leur rapport avec les principes du Droit civil, du Droit commercial et les lois de l'Enregistrement*, p. 163. — Couteau, *op. cit.*, t. II, n° 308. — Lefort, *op. cit.*, t. I, pp. 273-274 — Dupuich, *op. cit.*, n° 67.

distinction pour le cas où l'assurance est souscrite, au profit d'un tiers, ou lorsqu'elle affirme expressément qu'il n'y a pas lieu de faire cette distinction (1)

Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 9 mars 1896 (2), se fonde pour motiver cette opinion sur ce que l'attribution à un tiers du bénéfice de l'assurance, lequel n'a jamais été dû au contractant, ne constitue pas l'aliénation d'un capital mobilier. Il est certain, en effet, qu'il n'y a pas là un obstacle, puisque la somme assurée n'est pas sortie du patrimoine du stipulant. Mais cet obstacle existe en ce qui concerne les primes : celles-ci se trouvent bien effectivement données par la femme au tiers au profit duquel elle contracte une assurance. Or, répétons-le, la femme séparée de biens est incapable de disposer à titre gratuit, sans le consentement de son mari, même des sommes provenant d'économies qu'elle a faites sur ses revenus : elle ne peut donc pas disposer, sans remplir cette formalité, du montant des primes de l'assurance.

C'est d'ailleurs ce qui résulte des termes d'un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 10 décembre 1884 (3), d'après lequel la femme séparée n'est pas en situation de contracter sans autorisation une

1. Dupuich, *op. cit.*, n° 67.

2. D. 96. 1. 391.

3. S. 86.2.47.

assurance sur la vie au profit d'un tiers, le contrat constituant une véritable libéralité en faveur de celui-ci et une aliénation des biens de la stipulante sans aucune compensation pour elle.

A cet argument de texte, il est permis d'ajouter dans notre matière une considération pratique : si la loi du 13 juillet 1907 a porté atteinte à l'incapacité de la femme mariée, elle n'a pas eu pour but et ne doit pas avoir pour résultat d'amoindrir le droit de contrôle du mari sur la conduite de sa femme ; or, l'intérêt moral de ce dernier est le même ici que dans toute autre hypothèse.

L'autorisation préalable demeure donc nécessaire à la stipulante, mais cette autorisation ne présente pas le même caractère que lorsque la femme contracte au moyen de deniers de communauté ordinaires. Dans ce dernier cas, en effet, le mari consent à la souscription de la police à un double titre : premièrement, en raison de ce principe général que la femme ne peut faire aucun acte juridique valable sans l'assentiment de son mari (art. 217 du C. civ.) ; secondement, par application de la règle d'après laquelle celui-ci seul a le droit de disposer des biens communs. La considération est désormais différente, puisque précisément tout pouvoir est enlevé au mari sur les gains personnels de sa femme. Si son autorisation demeure requise, c'est donc seulement parce que la loi ne permet pas à la femme de disposer

à titre gratuit de ces gains, sans y être habilitée. Il résulte de là une conséquence intéressante : l'autorisation de justice pourrait efficacement suppléer, en pareille hypothèse, au consentement marital.

Il va d'ailleurs de soi que la stipulante aurait la faculté d'agir librement si le contrat constituait, dans les rapports entre elle et le bénéficiaire, un acte onéreux, car elle le passerait alors conformément aux droits de disposition que lui confère l'article 1^{er} (2^e et 3^e alinéas) de la loi du 13 juillet 1907.

En dehors de la question « capacité », le cas qui nous occupe ne soulève aucune difficulté spéciale.

L'attribution du capital assuré se règlera en effet de la façon la plus simple, puisque ce capital reviendra dans son intégralité au bénéficiaire désigné, par application du principe du droit direct.

§ 3. — *Assurance souscrite par la femme au profit de son mari*

Il serait possible de répéter textuellement, au sujet d'un contrat de cette espèce, tout ce qui a été dit au paragraphe précédent.

En ce qui concerne tout d'abord la capacité de la femme, rien n'est changé, puisque celle-ci est incapable, d'une façon générale de disposer à titre gra-

tuit, sans autorisation, des produits de sa profession donc en faveur de son mari aussi bien que de n'importe quelle autre personne. La stipulante devrait par suite être habilitée aux mêmes conditions que dans le cas antérieurement examiné.

Quant à l'attribution de la créance de la somme assurée, elle est naturellement identique : cette dernière sera, par conséquent, exclue de la communauté.

Remarquons au surplus qu'il y aurait grande difficulté pour les auteurs qui estiment que ce résultat ne peut pas être atteint, en règle générale, à maintenir leur interprétation lorsque les primes sont prélevées sur le libre salaire de la femme. Sur quel argument prétend-on se fonder, en effet, pour décider que l'émolument d'une assurance souscrite par la femme commune au profit de son mari ne saurait constituer un propre pour celui-ci ? Sur une conséquence des principes du régime de communauté, lesquels refusent à la femme tout pouvoir personnel sur les biens communs dont le mari seul a l'administration et la jouissance. Or, cet obstacle qui, dans l'hypothèse ordinaire, peut déjà comme on l'a vu être facilement écarté, n'existe à aucun degré ici puisque tout droit de disposition est précisément enlevé au mari sur les gains personnels de sa femme. Sans doute, dans le cas actuel, celle-ci ne peut-elle

pas les aliéner à titre gratuit sans autorisation : mais cette considération ne concerne plus en rien les règles spéciales au régime de communauté ; c'est un fait résultant simplement des principes généraux de l'incapacité de la femme mariée, auxquels la loi du 12 juillet 1907 ne déroge pas dans l'hypothèse en cause, et qui concerne par conséquent au même titre les différents régimes matrimoniaux. On n'aperçoit donc pas quel raisonnement pourrait être invoqué en faveur de leur doctrine, lorsque la stipulante prélève les primes sur les produits de son travail, par ceux qui décident que la créance de la somme assurée par la femme au profit de son mari constitue un bien commun.

§ 4. — *Assurance souscrite par la femme
à son profit personnel sur la tête de son mari*

Nous avons noté, en étudiant l'hypothèse d'une assurance de cette espèce dont les primes sont acquittées au moyen de biens communs ordinaires par la femme agissant avec l'autorisation de son mari, la raison pour laquelle il semble possible d'affirmer que le bénéfice de l'opération doit revenir en propre à la stipulante. Cette raison consiste — rappelons-le — à se fonder sur l'assentiment du mari à l'acte en question, assentiment qui implique

ipso facto une donation des primes à la femme puisque le seul mari possède le pouvoir de disposer des biens communs : elle permet, à côté d'autres circonstances touchant aux caractères extrinsèques du contrat, de rapprocher la police ainsi souscrite de celle passée directement par le mari sur sa propre tête au profit de sa femme.

La situation apparaît bien différente lorsque les charges de l'opération sont prélevées par la stipulante sur les gains provenant de sa profession. En effet, si le consentement du mari demeure ici nécessaire à raison d'une règle générale de l'assurance en cas de décès sur la tête d'un tiers, applicable quelle que soit la qualité de l'assuré, il n'est plus requis conformément à l'article 217, soit en d'autres termes comme autorisation maritale, la femme accomplissant un acte onéreux qui rentre à ce titre dans la limite des droits d'administration et de disposition que lui confère la loi du 13 juillet 1907. Il faut même dire davantage : non seulement l'autorisation maritale n'est plus exigée en semblable hypothèse, mais elle serait, par ailleurs, absolument inefficace quant à l'attribution d'une créance acquise au moyen de sommes d'argent sur lesquelles le mari n'a aucun pouvoir personnel.

Il semble par conséquent impossible de soustraire ici le bénéfice de l'opération au patrimoine commun. Tout se passera, en définitive, comme lors-

que l'assurance est souscrite par la femme au moyen des gains provenant de son travail, sur sa propre tête et au profit de sa succession, puisque dans les deux cas la stipulante dispose à titre onéreux de ces gains pour acquérir une valeur mobilière. La créance du capital assuré aura donc le caractère d'un « bien réservé », et il en résultera les diverses conséquences déjà relevées.

Il peut paraître singulier que l'application de la loi du 13 juillet 1907 constitue, dans un cas particulier, un titre de défaveur pour la femme. Si l'on admet en effet que dans l'hypothèse ordinaire, l'émolument du contrat demeure propre, on aboutit à ce résultat assez paradoxal que la stipulante se trouvera désavantagée uniquement parce qu'elle aura usé des pouvoirs de disposition à elle conférés par une loi spéciale, destinée à la favoriser en restreignant son incapacité !

Cela semble cependant inévitable, car adopter la solution opposée serait autoriser la femme à se constituer un propre à elle-même, en passant un acte onéreux au moyen de valeurs qui font partie du patrimoine commun malgré qu'elles soient véritablement immobilisées au regard du mari. C'est-à-dire que la femme aurait une faculté diamétralement contraire aux principes du régime matrimonial auquel elle est soumise, et que le Code refuse au mari, chef et administrateur de la communauté ! Cette considé-

ration, dont il paraît difficile de ne pas tenir compte, doit contribuer à lever toute hésitation.

Telles sont les réflexions suggérées par un examen des répercussions de la loi du 13 juillet 1907 sur la pratique des assurances en cas de décès. Souhaitons que l'œuvre de la jurisprudence vienne, dès que possible, asseoir solidement ces questions encore bien neuves.

C. — *Assurance souscrite par la femme sans les conditions de capacité requises*

Supposons qu'une femme mariée ait contracté une police d'assurance en l'absence des conditions de capacité exigées d'elle, parce qu'elle a agi sans autorisation dans un cas où cette formalité lui était nécessaire. Quel sera l'effet d'une telle opération ?

Cette question est d'ailleurs plus théorique que pratique, car les compagnies d'assurances ne doivent pas manquer de prendre leurs précautions — soulève peu de difficultés : il suffit d'appliquer les règles du droit commun. L'acte fait par la femme sera donc frappé de nullité ; cette nullité aura le caractère relatif⁽¹⁾, comme toutes celles qui sont fondées sur le

1. Exceptionnellement cependant, la nullité serait absolue s'il s'agissait d'une assurance souscrite par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari. Mais il y aurait là une conséquence des règles de l'assurance en cas de décès sur la tête d'un tiers, et non pas un résultat de l'absence du consentement marital.

défaut d'autorisation maritale. Par suite, elle ne pourra « être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers » (art. 225, C. civ.) ; en aucun cas, l'assureur n'aura le droit d'agir en nullité.

Si l'action en nullité était intentée, la compagnie devrait restituer les primes, qui retomberaient dans la communauté.

Au contraire, dans l'hypothèse où la nullité ne serait pas invoquée, comme dans celle où le vice aurait été couvert par une ratification du mari, le contrat produirait les mêmes effets que si la femme avait été régulièrement habilitée pour le passer.

SECTION IV

Assurance souscrite conjointement par les deux époux

Nous avons déjà eu l'occasion d'observer que deux personnes qui désirent contracter une assurance réciproque au profit de la survivante d'entre elles peuvent user de diverses méthodes, et par exemple souscrire en même temps deux polices ordinaires d'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, le stipulant de l'une de ces polices étant le bénéficiaire désigné dans l'autre.

Cette manière de procéder se résout par l'appli-

cation des règles du droit commun. Par contre, la pratique de l'assurance sur deux têtes entre époux a provoqué de très importantes controverses, car elle soulève effectivement des questions spéciales assez délicates.

Rappelons ici que l'on désigne sous ce nom l'opération par laquelle chacun des deux souscripteurs stipule, dans une même police, de l'assureur, que celui-ci versera une somme déterminée au survivant d'entre eux.

Quelle a été l'intention des conjoints lorsqu'ils ont souscrit un contrat de ce genre ? Telle est la première question que nous avons à nous poser. Nous devons nous demander ensuite comment cette intention peut être pratiquement réalisée, et si certains principes ne font pas obstacle à ce qu'elle le soit.

La réponse à la première interrogation est facile et brève : le désir commun des époux a été d'attribuer au survivant d'entre eux un droit exclusif au bénéfice de l'opération, de prévenir par conséquent la chute de la créance qui en résulte dans la communauté.

Il faut beaucoup plus de réflexion avant de répondre à la seconde question ; et, pour la résoudre, se sont élevées de grandes discussions.

Deux théories opposées ont été établies, entre lesquelles la jurisprudence et la doctrine sont également partagées : l'une affirme que ce contrat présente, dans les rapports entre les époux, le caractère d'un acte à titre onéreux aléatoire ; l'autre y voit une libéralité réciproque.

I. — Ceux qui adoptent la première opinion se fondent sur cette idée générale que chacun des deux époux a une même chance éventuelle de recueillir le bénéfice du contrat qui est soumis, à son égard, à la condition de survie de son conjoint. « Les chances de gain ou de perte sont en effet égales de chaque côté. Il paraît donc plus naturel de voir dans l'opération un contrat commutatif qu'un contrat de bienfaisance, d'autant plus qu'envisagée à ce point de vue, la convention pourrait être arguée de nullité, comme renfermant une libéralité réciproque faite entre époux par le même acte ». Ces quelques lignes, extraites de *la Revue du Notariat* (1), résument bien la double considération — théorique et pratique — dont s'inspirent les partisans de la doctrine de l'acte à titre onéreux. Considération théorique, tirée de l'aspect extérieur de l'opération. Considération pratique, provenant de la crainte de voir le contrat tomber sous le coup de la prohibition de l'article 1097 du Code civil, qui interdit entre époux toute « dona-

1. Année 1880, p. 354.

tion mutuelle et réciproque par un seul et même acte ».

Nous verrons plus loin pourquoi cette crainte ne saurait être considérée comme fondée en pareil cas : il faut nous attacher ici au seul argument de fond.

Une telle combinaison constitue, dit-on, un acte à titre onéreux entre le mari et la femme, parce que chacun d'eux consent à perdre sa part en cas de prédécès, pour gagner en cas de survie le montant intégral de l'assurance. C'est là, aux yeux de certains auteurs, une considération décisive. « En se plaçant à l'époque du contrat », dit M. Lefort (1), « et sans attendre l'événement d'un décès, on doit reconnaître que chaque époux songeait à son intérêt, avait la perspective d'un avantage propre à retirer du contrat. Il est bien certain que l'on ne peut faire abstraction des sentiments généreux qui existaient chez les époux, de la volonté de chacun de procurer à son conjoint survivant une existence convenable ; mais les éléments d'une double donation n'apparaissent pas ». Et l'on fait observer qu'à l'opposé se rencontrent toutes les caractéristiques d'un acte onéreux accessoire régissant les rapports des époux entre eux, et qui se superpose à l'acte onéreux principal passé avec l'assureur : « Si l'on considère le contrat passé entre la compagnie et les deux con-

1. *Op. cit.*, t. II, p. 373 et s. — Cf. Labbé, note au S. 89. 2. 121.

joint, on remarque que chacun d'eux est à la fois créancier de la moitié de l'indemnité promise par l'assureur, et débiteur de la moitié des primes dues à ce dernier ; par une disposition accessoire, il est convenu que chacun des deux époux obtiendra, en cas de survivance, la part de l'autre dans le capital assuré, mais à la condition qu'il perdra, en cas de prédécès, la part qu'il a dans ce même capital. Les deux contractants sont intéressés : si l'un est bien exposé à perdre sa part dans le droit à l'indemnité par suite de sa mort survenue la première, il risque de gagner la part de son conjoint à raison de sa survivance. En réalité, il achète un droit éventuel, dont la réalisation est fort possible, au moyen d'un sacrifice aléatoire » (1). En fait, ajoute-t-on, chacun des époux renonce, par cette opération, au droit certain qu'il possède sur la moitié d'une somme pour acquérir un droit éventuel à la totalité de celle-ci, sous la condition du prédécès de son conjoint.

Telle est cette doctrine. Il n'est pas besoin de l'examiner bien longuement pour s'apercevoir qu'au point de vue pratique, elle n'est en aucune façon de nature à donner satisfaction à l'intention des deux époux coassurés. Nous savons quelle a été la volonté certaine de ceux-ci lorsqu'ils ont souscrit la police. Cette volonté est très claire : chacun d'eux désire

1. *Revue du Notariat*, 1880, p. 354 et s.

garantir à l'autre un bien propre, pour le cas de son prédécès. Or, à quel résultat aboutit ce système ? Au suivant : le bénéfice du contrat sera commun, en tant que constituant une acquisition faite à titre onéreux au cours du mariage (art. 1401-1^o). Et ce résultat sera inévitable, à moins de ne pas tenir compte du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, puisque l'exclusion de communauté d'un meuble acquis au cours du mariage n'est possible que pour les acquisitions à titre gratuit, et par la volonté du donateur. Le but que visaient les conjoints n'est donc aucunement atteint.

Et d'ailleurs, leur intention a-t-elle été d'établir entre eux un marché ? Il est permis d'en douter ; ils ont bien plutôt voulu se faire une libéralité éventuelle. Les circonstances seules les ont obligés à passer un acte qui peut présenter les apparences d'un contrat onéreux, mais qui n'en renferme pas l'esprit. Les parties « ont entendu voir le premier mourant faire don au survivant de sa part dans la créance commune. Si elles avaient pu soulever le voile qui leur dérobait l'avenir et connaître celui que la mort atteindrait le premier, celui-là seul aurait fait à l'autre la libéralité, seul il aurait parlé au contrat » (1).

Il ne suffit pas, cependant, de constater les incon-

1. Claro, *op. cit.*, p. 179.

vénients pratiques d'une théorie ; il faut encore se demander si les principes permettent de la remplacer par une autre plus concordante avec la volonté des contractants. C'est la question qui se pose maintenant à nous.

Elle peut être résolue dans le sens de l'affirmative.

II. — Les auteurs, en effet, n'hésitent plus aujourd'hui à reconnaître à l'assurance sur deux têtes entre époux le caractère que ceux-ci ont certainement entendu donner à cette opération, c'est-à-dire celui d'une double libéralité conditionnelle ; ils ne se laissent plus hypnotiser par l'obstacle que constituerait, contre cette manière de voir, l'article 1097 — obstacle qui est effectivement plus apparent que réel.

Si l'on s'en rapporte à ce qui a été dit sur la texture de l'assurance sur deux têtes en général, la conception de la double libéralité doit apparaître sous un jour très clair. On considère, rappelons-le, cet acte juridique, non pas comme une opération spéciale *sui generis*, mais comme la juxtaposition de deux contrats ordinaires d'assurances en cas de décès, constatés dans la même police et soumis à une alternative : un seul d'entre eux étant destiné à produire effet, l'autre sera réputé n'avoir jamais existé. Chacune des deux stipulations constitue donc une libéralité pour le bénéficiaire, — ceci en toute circonstance, à raison de leur caractère réciproque

— et le fait qu'elles sont enregistrées dans le même instrument n'en saurait changer le caractère.

Cette interprétation correspond incontestablement à l'intention des coassurés : « L'avenir étant impénétrable, les époux ont pris l'unique moyen qui pût s'offrir à eux d'arriver à leur fin. Pour être bien certains que le prémourant s'engagerait à faire la libéralité, tous deux ont pris cet engagement vis-à-vis l'un de l'autre. Voilà pourquoi il y a au jour du contrat une libéralité double et conditionnelle... » (1).

A cette opinion s'arrête la plus grande partie de la doctrine (2). Mais, même parmi les auteurs qui sont d'accord sur le principe, les avis se partagent quant à l'effet pratique d'une telle conception.

Pour M. Planiol (3), le bénéfice de l'opération entre d'abord dans la communauté, puis en sort pour devenir propre au survivant au moyen d'une donation à lui faite par le prémourant : « Il est certain que ce capital est un conquêt, puisqu'il est acquis à titre onéreux pendant le mariage... ; il entre donc en principe dans la masse commune. Mais d'autre part, il n'est pas interdit au mari de donner à sa femme par acte entre vifs un bien de commu-

1. Claro, *op. cit.*, p. 179.

2. Couteau, *op. cit.*, t. II, p. 571. — Herbault, *op. cit.*, n° 275.
— Lyon-Caen, note au S. 77. 2. 33. — Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 2201.

3. *Op. cit.*, t. II, n° 2202.

nauté, et la femme, de son côté, peut faire donation de sa part d'un bien commun, avec l'autorisation du mari... Il en résulte que le bénéfice de l'assurance se trouve appartenir en totalité à l'époux survivant, pour une moitié à raison de la part qu'il prend dans la communauté, et pour l'autre moitié à raison de la donation dont il a été gratifié par son conjoint ». Et, dans une note jointe à ce texte, M. Planiol insiste sur l'idée qu'il est impossible de considérer l'époux survivant comme donataire pour la totalité, puisqu'il est déjà propriétaire de la moitié du capital assuré, en qualité de commun en biens.

Cette manière de voir a l'inconvénient de faire figurer le capital assuré dans l'actif commun, ne fut-ce qu'un instant de raison. Par suite, le bénéficiaire définitif du contrat, qu'il soit l'un ou l'autre des deux époux, serait exposé aux prétentions éventuelles des créanciers de la communauté. En outre, si, lorsque c'est la femme qui survit et qui par là profite de l'opération, la moitié de ce capital — celle qui correspond à la part du mari — ne fait que traverser la communauté, puisque ce dernier est censé en faire donation à sa femme ; l'autre moitié — celle que la bénéficiaire recueille à titre de copropriétaire — reste comprise dans le patrimoine commun. Dès lors, la femme renonçante recueillera seulement la portion de la somme assurée qui lui vient par donation de son mari ; elle perdra tout droit sur

celle qu'elle reçoit en qualité de copropriétaire. M. Planiol (1), il est vrai, a nié que cette conséquence fâcheuse dût se produire, en s'appuyant précisément sur la considération pratique que « le but de l'assurance serait manqué et l'intention du souscripteur de la police déçue, si la femme devait en perdre le bénéfice quand elle renonce à une communauté obérée ». Mais l'on n'aperçoit pas très bien le motif d'ordre juridique qui permettrait de légitimer une semblable dérogation aux principes.

Cet inconvénient peut être facilement écarté si l'on se réfère à l'idée — sur laquelle il convient d'insister à nouveau — que l'assurance sur deux têtes renferme deux contrats d'assurance en cas de décès soumis à une condition alternative et dont un seul sortira effet, l'autre étant réputé n'avoir jamais existé en vertu de la rétroactivité de la condition. Dès lors, la situation apparaît exactement la même que si une seule assurance avait été souscrite, c'est-à-dire en l'espèce celle passée par le prémourant au profit du survivant, et l'attribution du capital assuré se réglera d'après les principes du droit commun. Sans doute, au cours du mariage, les deux conjoints ont un droit égal sur la créance de ce capital, puisque l'on ne peut pas savoir auquel d'entre eux elle sera attribuée en définitive. Mais, du jour du décès du

1. *Op cit.*, t. III, n° 1381.

prémourant, cette créance sera réputée, en vertu de la rétroactivité de la condition alternative, avoir toujours appartenu au seul survivant. Elle lui sera donc propre, que ce dernier soit le mari ou la femme (1).

Si toutefois l'on admettait la doctrine d'après laquelle le bénéfice d'une assurance souscrite par la femme au profit de son mari est un bien commun, il faudrait logiquement distinguer, quant à l'attribution de la somme assurée, suivant que le survivant serait l'un ou l'autre des deux conjoints ; et c'est ce que fait M. Dupuich (2) dont l'opinion, comme on le sait, apparaît d'ailleurs pratiquement isolée.

La seule objection vraiment sérieuse qui ait été faite à cette conception de la libéralité alternative réciproque est tirée de l'article 1097 du Code civil. Si l'on adopte cette manière de voir, dit-on, il est par là-même impossible de valider l'opération quand elle intervient entre époux, puisque ce texte dispose que les conjoints ne peuvent se faire aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte : or, l'assurance sur deux têtes, interprétée de cette façon, tombe directement sous le coup de la prohibition en question. L'argument présente évidemment une certaine force : mais l'on y a victo-

1. Lacoste, article précité dans *la Revue trimestrielle de Droit civil*. — Claro, *op cit.*, p. 187, sq.

2. Dupuich, *op cit.*, n° 251.

rieusement répondu à la fois d'un point de vue théorique et par une considération pratique.

Le point de vue théorique, c'est que l'article 1097 n'est pas applicable à notre hypothèse, malgré les apparences contraires. Différentes explications ont été données à l'appui de cette affirmation.

Pour certains auteurs (1), cette disposition ne saurait jouer ici, parce que la règle qu'elle édicte est une règle de forme qui ne concerne que les donations solennelles proprement dites, et non pas les libéralités accessoires à un acte onéreux, comme c'est le cas pour l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers. Cela se déduit, en particulier pour la rente viagère, de l'article 1973, d'après lequel ce contrat n'est point assujetti aux formes requises pour les donations ; et il n'y a aucune bonne raison pour que ce texte ne s'applique pas par extension à l'assurance sur la vie, qui est une opération souvent très proche parente de la rente viagère.

On dit aussi que l'article 1097 est hors de cause dans l'espèce, parce que « s'il exige qu'une donation mutuelle, c'est-à-dire deux libéralités distinctes, soit faite dans deux actes séparés, il ne saurait, sous peine d'absurdité, avoir la même exigence relati-

1. Labbé, notes au S. 77.1.397, 2^e col. ; et 81.1.145. — Lyon-Caen, Rapport précité sur le projet de loi. — Lefort, *op cit.*, t. II, p. 371. — M. Planiol (*op. cit.*, t. III, n^o 3.215) admet implicitement la même opinion.

vement à une libéralité alternative qui, étant unique, ne peut être faite que dans un contrat unique » (1).

La considération pratique a été présentée par M. Couteau (2), qui observe que si l'article 1097 devait s'appliquer ici, il serait toujours facile de l'é luder : il suffirait pour cela de faire la double libéralité le même jour, à la même heure, par deux actes séparés.

L'article 64 du projet de loi lève d'ailleurs tout doute à ce point de vue, en disant que « les époux peuvent contracter deux assurances réciproques sur la tête de chacun d'eux, par un seul et même acte ».

III. — La jurisprudence a témoigné de flottements très remarquables sur la nature de l'opération dans les rapports entre époux. Mais elle y voit généralement aujourd'hui une libéralité réciproque, et s'appuie sur le premier des arguments précédents pour écarter l'obstacle que constituerait l'article 1097 au regard de cette interprétation (3).

La question s'est posée pour la première fois devant les tribunaux dans l'affaire Théodat, en 1876 (4). La Cour de Douai, dans cette cause, s'est

1. Claro, *op. cit.*, p. 191.

2. *Op. cit.*, t. II, n° 572.

3. Civ. Clermont (Oise), 16 juin 1879. *J. des Ass.* 1879, p. 403. — Civ. Seine, 16 février 1882. *J. des Ass.* 1882, p. 458. — Lyon, 27 décembre 1887. S. 88. 2. 211.

4. Douai, 28 janvier 1876. S. 77. 2. 33. Dans cette espèce, les époux étaient mariés sous le régime de communauté réduite aux

inspirée d'idées qui ne sont contradictoires qu'en apparence. D'une part, elle affirme qu'entre les co-assurés, la convention est à titre onéreux, « puisque chacun des époux consent à perdre sa part en cas de prédécès pour gagner, en cas de survie, le montant intégral de l'assurance ». D'autre part, elle dit que le mari « a nécessairement voulu que sa femme survivante recueillit ce capital à titre de libéralité dans le cas où elle répudierait la communauté. » Au premier abord, il peut paraître assez difficile de comprendre comment l'attributaire d'un contrat onéreux peut, dans une hypothèse particulière, être considéré comme donataire du profit retiré par lui de ce contrat !

Cependant la chose est explicable dans l'espèce, et voici pourquoi. Il y a dans l'arrêt en cause deux observations indépendantes l'une de l'autre. La Cour constate, en premier lieu, que l'acte présente un caractère onéreux pour le conjoint qui en profite en dernier ressort, c'est-à-dire par conséquent que l'émolument en résultant doit tomber dans la communauté. Ceci posé, elle ajoute à cette considération un correctif, applicable seulement dans le cas particulier où le bénéficiaire effectif de l'opération étant la femme, celle-ci renoncerait à la communauté. Dans

acquêts. Mais c'est une circonstance indifférente au point de vue du caractère de l'assurance sur deux têtes, qui demeure évidemment le même quel que soit le régime de communauté adopté.

cette hypothèse, au lieu de ne recueillir aucune portion du capital assuré, comme le voudraient les principes si l'on ne faisait intervenir aucune notion spéciale, la femme survivante touchera ce capital en tant que donataire du mari prédécédé, au lot duquel il se trouve attribué tout entier en raison de la renonciation faite par elle.

La double affirmation contenue dans cet arrêt est donc parfaitement conciliable : la seconde ne vise pas le caractère initial de l'acte, lequel est, dans la première, considéré comme à titre onéreux entre les conjoints.

Dans une autre espèce présentée devant elle, le 16 janvier 1897, la Cour de Douai (1) a décidé que l'assurance contractée par les deux époux au profit du survivant constitue un contrat onéreux ou une libéralité, suivant l'intention des parties.

L'arrêt Théodat étant venu en cassation, le 28 mars 1877, la Cour suprême a pris nettement position, en interprétant l'assurance sur deux têtes comme une double libéralité {conditionnelle, dont une seule est finalement réputée avoir existé. « Attendu », dit la Cour, « que les droits de la veuve Théodat doivent être réglés comme si l'assurance avait été contractée par Théodat seul sur sa propre vie et au profit de sa femme survivante... » (2).

1. S. 1901. 2. 9.

2. Cass., 28 mars 1877. D. 77. I. 241.

Postérieurement à cet arrêt de cassation, certains tribunaux se sont cependant prononcés dans le sens du caractère onéreux de l'acte (1).

Il a été également jugé que cette opération renfermait non pas une assurance réciproque souscrite par chacun des conjoints au profit du survivant d'entre eux, mais une double stipulation personnelle. C'est ce qu'a affirmé, le 8 mars 1877, le tribunal civil de Meaux, d'après lequel le survivant doit être censé avoir voulu sauvegarder son propre avenir, s'il survivait à son conjoint, et par suite avoir stipulé pour lui-même; il a donc droit au capital assuré en vertu de sa propre stipulation et non à raison d'une libéralité ou d'un avantage indirect que son conjoint lui aurait fait (2). Mais cette décision

1. Civ. Charleville, 29 août 1879. *J. des ass.*, 1880, p. 462. — Rennes, 9 février 1888. S. 89.2.121.

2. Meaux, 8 mars 1877. *J. des ass.*, 1877, p. 356. Dans l'espèce, les époux étaient mariés sous le régime de communauté réduite aux acquêts: répétons que cette considération est indifférente au caractère de l'assurance sur deux têtes, lequel demeure forcément invariable quel que soit le régime de communauté envisagé. Si l'interprétation donnée par ce jugement s'était répandue, cela aurait eu les plus graves inconvénients au point de vue de l'attribution du bénéfice de l'opération. A quoi, en effet, se ramène cette interprétation? A dire que chacun des époux contracte à son profit personnel une assurance reposant sur la tête de son conjoint. En conséquence, et par application de notions déjà connues, le caractère du capital assuré variera suivant que le survivant sera l'un ou l'autre des époux. Si c'est le mari, ce capital sera commun; si c'est la femme, il demeurera propre. Dans cette seconde hypothèse seulement, l'intention des coassurés aura donc été réalisée.

semble bien être demeurée à l'état tout à fait isolé.

On pourrait aussi rapprocher l'hypothèse qui nous occupe de celle où un époux souscrit une police sur sa tête et à son ordre, puis lègue ultérieurement à son conjoint la créance du capital assuré. Théoriquement, en effet, la situation apparaît toute semblable dans ses éléments extérieurs, et dans les deux cas, l'acte constitue une libéralité.

Mais les résultats pratiques de ce rapprochement ne seraient aucunement de nature à réaliser l'intention des conjoints, et il est facile de s'en rendre compte. Tout d'abord, l'on doit se souvenir que la jurisprudence accorde un droit direct au tiers bénéficiaire d'une assurance en cas de décès dans toute circonstance, sauf précisément lorsqu'il a été désigné par testament : un arrêt précité de la Chambre civile de la Cour de cassation s'est prononcé très nettement dans ce sens (1) ; dès lors, l'époux survivant ne recueillerait le capital assuré qu'à la condition d'accepter la succession du prédécédé. Puis, en outre, si l'on considère que celui-ci a primitivement stipulé pour lui-même, le bénéfice de l'opération, acquis par lui à titre onéreux au cours du mariage, entrera en communauté de son chef avant de parvenir à son conjoint : or, c'est justement le résultat que l'on tient à éviter. Double motif par conséquent

2. Cass. civ., 24 février 1902. D. 1903.1.433.

pour conserver à ce parallèle son caractère de pure conception intellectuelle, sans le poursuivre plus loin.

La tendance la plus générale aujourd'hui est donc de considérer que le contrat en cause renferme une libéralité entre vifs réciproque et conditionnelle. Il faut se féliciter de cette interprétation, dont nous venons de noter les heureux effets.

CHAPITRE III

DROITS ET CHARGES DE LA COMMUNAUTÉ

Nous avons jusqu'ici examiné les principes suivant lesquels doit être réglée, entre époux mariés sous le régime de communauté légale, l'attribution du bénéfice d'une assurance en cas de décès.

L'étude qui vient d'être faite, comporte nécessairement une contre-partie. Après avoir traité du profit de l'opération, il faut nous occuper des charges qu'elle engendre et de leur répartition.

Ces charges sont les primes périodiques (1) versées à la compagnie par le souscripteur. Comme elles sont par définition constituées par des sommes d'argent, et que tout le numéraire possédé par les époux lors de leur mariage ou qui leur advient par

1. On sait que la prime peut également être unique. Mais, celle-ci est en usage dans des cas tellement exceptionnels qu'il est permis sans inconvénient de négliger cette situation. Nous nous placerons donc toujours, au cours de cette étude, dans l'hypothèse où les primes sont périodiques. Le principe du droit à récompense demeure d'ailleurs identique quel que soit le caractère de la cotisation.

la suite tombe dans la communauté, sauf quelques rares exceptions, c'est en définitive au moyen de deniers communs qu'elles sont normalement acquittées ; et l'on a vu par ailleurs que le capital assuré est, en maintes circonstances, exclu du patrimoine commun pour demeurer propre au conjoint bénéficiaire.

Or, il est dans le régime de communauté un principe fondamental que nous avons déjà eu l'occasion d'invoquer à plus d'une reprise, et d'après lequel aucun des trois patrimoines entre lesquels sont répartis les biens appartenant aux époux, ne doit s'enrichir indirectement aux dépens de l'un des deux autres.

C'est sur cette idée que repose toute entière la théorie des récompenses. La récompense consiste donc essentiellement en une indemnité versée par le patrimoine dont l'actif s'est trouvé accru à celui au détriment duquel cet accroissement s'est réalisé.

M. Planiol (1) résume ainsi le but de l'institution :

« 1°. Il faut éviter tout enrichissement de l'un des époux aux dépens de l'autre, qui se fait par voie oblique et qui est souvent involontaire...

« 2°. Il faut faire respecter l'immutabilité des conventions matrimoniales, car la composition des patrimoines propres et du patrimoine commun a été arrêtée par le contrat de mariage et ne peut plus être

1. *Op. cit.*, t. III, n° 1258.

modifiée. Toutes les fois qu'une valeur sort de l'un de ces trois patrimoines, pour entrer dans l'un des deux autres, elle doit y être remplacée par équivalent... »

Il résulte de ces notions que la théorie des récompenses peut, dans le droit commun, être envisagée à un double point de vue, selon que la communauté s'est enrichie aux dépens de l'un des deux patrimoines propres, ou qu'au contraire c'est l'un de ceux-ci qui s'est accru au détriment du patrimoine commun.

Dans la matière qui nous occupe, la question ne se pose que sous cette seconde face, puisque les primes de l'assurance sont normalement acquittées au moyen de biens communs. Ce n'est donc que dans le cas, plus théorique que pratique, où elles l'auraient été avec des deniers demeurés exceptionnellement propres au stipulant et où le bénéfice de la police ainsi souscrite serait tombé en communauté que celle-ci en devrait récompense. Mais cette hypothèse paraît si difficilement réalisable que l'on peut n'en pas tenir compte.

Dès lors, la question de savoir à quelles conditions il y aura lieu à récompense semble au premier abord facile à résoudre. On est tenté de dire, en effet : la communauté aura droit à indemnité toutes les fois que l'un des époux reçoit en propre le bénéfice d'une assurance sur la vie entretenue au moyen de biens communs : elle n'y aura jamais droit quand

la police a été souscrite par l'un des futurs époux ou l'un des époux au profit d'un tiers déterminé autre que son futur conjoint ou que son conjoint, puisqu'il est impossible, en pareille circonstance, d'accuser le stipulant d'accroître son patrimoine propre aux dépens du patrimoine commun.

Ce point de vue serait cependant inexact, en présence des termes de l'article 1437 du Code civil, d'après lequel « toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux... et *généralement toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté*, il en doit la récompense ». Le texte est donc très large et ne limite pas le droit de la communauté à être dédommée au seul cas où le patrimoine propre de l'un des époux se trouve matériellement augmenté par l'encaissement d'une valeur créée au moyen du versement de biens communs. « Toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense », dit l'article 1437, et il y aura lieu de relever plus d'une fois d'intéressantes conséquences de cette notion du profit personnel procuré à un conjoint par l'utilisation d'un bien commun.

Une double tâche va s'imposer à nous au cours de cette étude. Nous devons, en effet :

1°. Déterminer les cas dans lesquels la communauté aura droit à récompense.

2°. Ce point établi, nous demander quel sera le montant de la récompense.

SECTION PREMIÈRE

Cas dans lesquels la communauté peut avoir droit à récompense

Remarquons, tout d'abord, que le problème des récompenses se pose aussi bien en ce qui concerne l'assurance souscrite avant le mariage que pour celle qui l'a été seulement au cours de l'union conjugale.

Nous savons en effet qu'en raison de la règle du paiement facultatif des primes, qui prive l'assureur de tout droit de poursuite contre le stipulant, ce paiement ne saurait être considéré comme l'acquittement d'une dette *stricto sensu*.

Par conséquent, quand la police a été passée antérieurement au mariage, on ne peut l'assimiler à une dette mobilière antérieure à celui-ci, et qui serait, à ce titre, de plein droit à la charge de la communauté, par application de l'article 1409-1° du Code civil : dès lors il faut se demander si récompense sera due à raison des primes versées depuis la célébration du mariage.

La question de principe est donc la même dans les deux cas : seule, comme nous le verrons, variera l'étendue de la récompense.

Il est permis d'éliminer dès maintenant deux catégories d'hypothèses.

L'une comprend les circonstances dans lesquelles, sans aucune contestation possible, il n'est jamais dû récompense à la communauté soit parce que celle-ci n'a rien déboursé, soit parce que c'est à elle qu'a été attribuée la créance du capital assuré.

La première situation se présentera chaque fois que la police aura été souscrite non par les futurs époux ou les époux eux-mêmes, mais par un tiers quelconque à leur profit. Elle se produira également dans le cas — très hypothétique — où le souscripteur a payé toutes les primes avec des deniers qui lui étaient demeurés exceptionnellement propres.

La communauté ne saurait en deuxième lieu élever aucune prétention dans les diverses éventualités où, le contrat ayant été passé par l'un des futurs époux ou l'un des époux, c'est elle qui se voit attribuer le bénéfice de l'assurance, étant sous-entendu toutefois que si la stipulation a été faite par la femme mariée, celle-ci a été régulièrement autorisée lorsqu'elle devait l'être : sans quoi, comme on le verra plus loin, la solution serait inverse.

Nous connaissons ces différents cas où la créance

de la somme assurée entre en communauté. Rappelons ici qu'ils sont ceux dans lesquels l'assurance est souscrite :

1°. Par l'un des futurs conjoints ou l'un des conjoints soit sans désignation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit au profit de tiers indéterminés.

2°. Par l'un des futurs conjoints au profit d'une personne qu'il épouse par la suite, quand il n'a pas manifesté la volonté d'attribuer en propre au bénéficiaire le produit de l'opération.

3°. Conjointement par les deux futurs époux lorsque le prémourant n'a pas témoigné de cette même volonté.

4°. Par le mari à son profit personnel sur la tête de sa femme.

5°. Par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari, lorsque les primes ont été prélevées par la stipulante sur les produits de son travail.

Une seconde catégorie d'hypothèses que l'on peut tout de suite laisser de côté comprend, à l'inverse de la précédente, les cas dans lesquels il est toujours dû, d'une façon certaine, récompense à la communauté. Il en est ainsi toutes les fois que l'assurance a été souscrite au cours du mariage par la femme, et, que cette dernière a agi sans autorisation quand cette formalité lui était nécessaire pour contracter valablement, en supposant d'ailleurs que la nullité du

contrat n'ait pas été invoquée. Nous savons en effet que dans cette circonstance, l'acte juridique produit les mêmes résultats que si la femme avait été régulièrement habilitée. Mais la stipulante devra alors indemniser la communauté, sans aucune rémission, lorsque le profit de l'opération ne sera pas entré dans le patrimoine commun : ayant agi sans droit vis-à-vis de lui, la femme se trouve, comme on l'a fort exactement remarqué, dans la même situation qu'un emprunteur à l'égard de son prêteur (1).

Par conséquent, quand la police a été passée au cours du mariage par la femme, la question de savoir si la communauté a droit à récompense ne peut être débattue qu'autant que la stipulante a agi avec les conditions de capacité requises, puisque dans le cas contraire elle se règle toujours uniformément par l'affirmative.

On peut même étendre cette observation à l'hypothèse d'une assurance souscrite par une femme antérieurement à son mariage. En effet, si la stipulante jouit effectivement, en pareil cas, de sa pleine capacité civile — ce qui lui permet de passer librement la police — il n'en demeure pas moins qu'à partir de la célébration de l'union conjugale, l'assentiment de son mari lui est nécessaire pour entretenir le contrat au moyen du paiement régulier des primes, acquit-

1. Claro, *op. cit.*, p. 231.

tées avec des deniers communs : - sauf bien entendu le cas où celles-ci sont prises sur les gains personnels de la femme. Du moment où cette dernière agit sans cet assentiment, elle se place dans une situation identique à celle où elle se trouverait si, étant mariée, elle contractait sans autorisation maritale : par suite, elle sera inévitablement tenue à récompense, pour la raison déjà indiquée antérieurement.

Le problème de l'indemnisation de la communauté ne présente à aucun degré le même caractère de certitude positive ou négative dans toutes les autres hypothèses précédemment examinées, et qui sont celles dans lesquelles l'assurance a été souscrite (1) :

1°. Par l'un des futurs époux ou l'un des époux au profit d'un tiers déterminé.

2°. Par le mari au profit de sa femme.

3°. Par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari, lorsque les primes ont été payées au moyen de deniers communs ordinaires.

4°. Par la femme au profit de son mari.

5°. Conjointement par les deux époux.

6°. Par l'un des futurs époux au profit de l'autre,

1. Ces diverses hypothèses sont énumérées dans l'ordre où nous les étudierons et qui n'est pas celui que commanderait une logique rigoureuse. Mais nous avons rapproché de préférence les cas présentant le plus d'analogie au point de vue spécial de la récompense, et en commençant par les plus importants.

quand le stipulant a manifesté la volonté que le bénéfice du contrat fut exclu de la communauté ;

5° Conjointement par les deux futurs époux, lorsque le prémourant a témoigné de cette même volonté.

Il résulte de l'énumération précédente que la loi du 13 juillet 1907 n'a aucune répercussion spéciale sur la théorie des récompenses. Dans les différents cas, en effet, où le contrat est passé par la femme, il est absolument indifférent à ce point de vue que les primes aient été prélevées par elle sur les produits de son travail. Cela tient à ce que — rappelons-le — les gains personnels de la femme font partie de la communauté, malgré que le mari n'ait sur eux aucun droit au cours du mariage : pour cette raison, la question de récompense se pose exactement comme si tous les frais de l'opération avaient été faits avec des biens communs ordinaires.

Ces considérations générales terminées, il est désormais possible de passer à l'examen des diverses hypothèses, étant d'ailleurs sous-entendu que lorsque l'assurance a été souscrite par la femme, on supposera que celle-ci a agi en toute circonstance avec les conditions de capacité requises, puisqu'au cas contraire le droit de la communauté à être indemnisée serait à l'abri de toute contestation.

§ 1. — *Assurance souscrite au profit
d'un tiers déterminé*

Il peut paraître assez singulier, au premier abord, de parler de récompense quand l'assurance a été souscrite par l'un des futurs époux ou l'un des époux au profit d'un tiers déterminé.

De fait, l'on voit mal, à un examen superficiel, pourquoi et de qui la communauté pourrait en pareil cas prétendre recevoir une récompense. Serait-ce du bénéficiaire ? Mais à quel titre ? L'institution des récompenses est d'application toute personnelle aux époux ; elle ne concerne pas les tiers. Serait-ce du stipulant (1) ? Mais pour quel motif ? Est-ce que, par l'acte qu'il a fait, il a enrichi son patrimoine propre aux dépens du patrimoine commun, alors qu'il ne touchera pas un centime du capital assuré, tout entier dévolu à un tiers ?

C'est cependant parce que malgré des apparences

1. Ou plus exactement des héritiers du stipulant, puisque, dans notre hypothèse, c'est la mort de celui-ci qui provoquera la dissolution de la communauté. Pour plus de commodité, nous raisonnerons en parlant toujours du « stipulant » ou du « bénéficiaire » ; mais il y aurait évidemment lieu de remplacer ces mots, le cas échéant, par les expressions « les héritiers du stipulant », ou « les héritiers du bénéficiaire » — si toutefois l'on admet, à propos de ce dernier cas, que dans l'hypothèse du prédécès du bénéficiaire, le capital assuré revient à la succession de celui-ci et non pas à celle du souscripteur.

trompeuses, le stipulant retire parfois d'un tel contrat un avantage personnel que cette manière de raisonner serait vicieuse, ou à tout le moins trop absolue. Supposons en effet qu'après entente avec un de ses créanciers, il ait passé la police au profit de celui-ci dans le but d'acquitter ainsi son obligation : si cette dernière constituait pour lui une dette demeurée personnelle ou encore une dette relative à un de ses immeubles propres (art. 1409-1^o du C. civ.), il est bien évident que la communauté, qui a décaissé les primes de l'assurance destinée à l'éteindre, a payé ce qu'elle ne devait pas. Par là le patrimoine commun a effectivement été mis à contribution pour acquitter une dette dont l'un des époux était tenu personnellement, ce qui rentre expressément dans les termes de l'article 1437. Et d'ailleurs, d'une manière plus générale, le patrimoine propre du stipulant n'a-t-il pas, grâce à cette opération, tiré un profit des biens de la communauté ? S'il ne s'est pas accru matériellement, il n'en a pas moins évité de s'appauvrir par le paiement d'une dette qui était à sa charge : il est donc juste que récompense soit due.

C'est ainsi qu'apparaît inexacte l'opinion soutenue par M. Couteau (1) qui estime qu'en pareille hypothèse la communauté ne peut jamais prétendre à être dédommée.

1. *Op. cit.*, t. II, n^o 579.

Il faut ajouter cependant que le droit à récompense n'existe ici que dans certaines circonstances et non pas toujours. Dans la grande majorité des cas, en effet, le stipulant n'est lié d'aucune obligation vis à-vis du bénéficiaire, et le contrat présente par conséquent, pour ce dernier, le caractère d'une pure libéralité. La communauté ne saurait alors en règle générale exiger une récompense, parce qu'il est impossible de soutenir que l'assuré a tiré un profit personnel d'un bien commun, en faisant un acte de disposition rentrant dans la limite de ses pouvoirs et qui n'offre pas de contre-partie pour lui.

A ce principe existe toutefois une exception certaine, tirée de l'article 1469 du Code civil, d'après lequel chaque époux ou ses héritiers doivent rapporter à la communauté les sommes qui ont été prélevées sur elle ou la valeur des biens qui y ont été pris pour doter un enfant d'un autre lit ou personnellement l'enfant commun. Dans l'hypothèse, par conséquent, où l'un des conjoints aurait souscrit une assurance au profit d'un enfant pour l'établir dans les conditions prévues par ce texte, il en devrait récompense. Ce cas concerne d'ailleurs bien plutôt l'assurance dotale proprement dite que l'assurance en cas de décès, car il paraît assez peu pratique, — à moins que le stipulant ne soit fortement âgé et le bénéficiaire très jeune — de passer un contrat de ce dernier genre pour doter un enfant, étant donné

la durée inconnue de la vie humaine.

On doit cependant noter que les tendances de la doctrine sont de ne pas limiter à ces deux seules espèces le droit à récompense, que de plus en plus l'on étend par analogie à des situations du même genre.

C'est ainsi que M. Beudant (1), envisageant le cas d'une donation de biens communs faite dans le but d'exécuter une obligation morale : la dotation d'un proche parent, tel qu'un frère ou une sœur, estime que la communauté peut prétendre à récompense. Cette interprétation extensive de l'article 1469 est aujourd'hui très en faveur chez les auteurs ; de telle sorte que le droit de la communauté à être indemnisée, assez limité en principe dans notre hypothèse, est en fait entendu d'une manière souvent très large.

On a même été jusqu'à dire que récompense était due à l'assuré quand il désigne un de ses héritiers comme bénéficiaire. En pareil cas, a-t-on affirmé, le stipulant peut être considéré comme ayant réalisé un « profit personnel », parce que l'héritier attributaire du capital assuré devra le rapporter à sa succession par application de l'article 843. Avec raison, la doctrine et la jurisprudence repoussent généralement cette opinion, car l'on ne peut sérieusement songer à soutenir que le stipulant décédé retire lui-

1. Note au D. 70. 1. 7.

même un avantage d'un rapport effectué à son hérédité ! Admettre une semblable prétention eût été violer le texte et l'esprit de l'article 1437. Aussi la Cour de cassation l'a-t-elle rejetée de façon très nette, en décidant que l'éventualité du rapport auquel est soumis le donataire ne constitue pas pour le donateur un avantage personnel dans le sens de l'article 1437 (1).

Il a été également soutenu que lorsqu'une police a été souscrite au profit d'un tiers par la femme, celle-ci est toujours tenue d'indemniser la communauté, parce qu'elle ne possède personnellement aucun droit de disposition sur les biens communs (2). Nous savons déjà que ce point de vue est exact si l'on suppose que la stipulante a agi sans remplir les conditions d'habilitation requises ; mais il est tout à fait faux dans le cas contraire, l'autorisation maritale ayant pour résultat de couvrir l'incapacité de la femme et de lui permettre d'aliéner les deniers de communauté avec des pouvoirs égaux à ceux du mari.

Dans l'hypothèse où l'assurance est souscrite au profit d'un tiers déterminé par l'un des futurs conjoints ou l'un des conjoints, il faut donc en résumé distinguer deux éventualités.

Si le contrat présente dans les rapports entre le

1. *Cass. civ.*, 7 décembre 1898. *D.* 99. 1. 97.

2. *Couteau, op. cit.*, t. II, n° 563.

stipulant et le bénéficiaire, le caractère d'un acte à titre onéreux, récompense sera toujours due.

Si au contraire il constitue une libéralité au regard des mêmes personnes, pas de récompense en principe, sauf l'exception tirée du texte de l'article 1469 toutes les fois que l'assurance aura été souscrite dans le but de doter un enfant d'un premier lit ou personnellement un enfant commun. L'on a vu d'ailleurs que par extension de l'exception précédente, la doctrine admet volontiers la même solution pour les différents cas où l'opération offre le caractère de l'exécution, par l'assuré, d'une obligation morale. Cette dernière interprétation paraît en définitive regrettable, parce qu'elle ajoute à la loi d'une manière peut-être un peu large, et surtout parce qu'elle laisse une place bien grande à l'incertitude et à la décision arbitraire du juge. Comment en effet déterminer avec exactitude où commence et où s'arrête l'obligation morale, cette notion si essentiellement subjective et subordonnée aux circonstances?

§ 2. — *Assurance souscrite par le mari
au profit de sa femme.*

La rigoureuse application des principes qui régissent le régime de communauté conduirait à dire que la femme, bénéficiaire d'une assurance sur la vie contractée à son profit par son mari, devra, en

toute circonstance récompense à la communauté.

Nous savons en effet que la femme recueille à titre de propre l'émolument intégral résultant de l'opération. Or, s'il est vrai que la somme assurée n'a pas été constituée par la capitalisation des primes, il n'en demeure pas moins qu'elle est le produit d'un contrat souscrit et entretenu grâce à des prélèvements périodiques effectués sur le patrimoine commun. Il se trouve donc que la communauté, qui a décaissé les sommes nécessaires au paiement des primes, a été la source de l'augmentation du patrimoine propre de l'un des conjoints. Et cette hypothèse de l'accroissement de l'un des patrimoines propres aux dépens du patrimoine commun est peut-être la plus topique de toutes celles dans lesquelles existe le droit à récompense : elle rentre, par définition, dans les termes de l'article 1437.

On admet parfois — d'une façon d'ailleurs assez regrettable, comme nous l'avons vu au paragraphe précédent — qu'il suffit de l'exécution d'une obligation purement morale faite par un époux avec des deniers de communauté pour que celui-ci soit tenu à récompense envers elle. Comment, dès lors, pourrait-on prétendre soustraire à cette même règle un conjoint qui fait beaucoup plus que retirer de ce décaissement de biens communs un profit plus ou moins matériel, qui réalise par ce moyen une augmentation réelle, tangible de son patrimoine

personnel? Il y a en pareil cas une raison plus forte encore que dans l'autre hypothèse pour l'obliger à verser récompense à la communauté.

Seulement, si l'on ne trouve pas le moyen de faire fléchir ce principe à l'égard de la femme bénéficiaire, on mettra cette dernière dans une très singulière situation. D'une part, en effet, on lui attribue en propre le montant du capital assuré. Mais on l'oblige, d'autre part, à restituer immédiatement à la communauté ce même capital, ou tout au moins les primes qui ont été payées pour le constituer. Sans doute, tout le profit de l'opération ne sera pas perdu pour la femme — à condition d'ailleurs qu'elle accepte la communauté — puisqu'après avoir versé la récompense dans la masse, elle en touchera la moitié en tant que commune en biens. On aboutira cependant par là à un résultat qui ne différera pas sensiblement de celui qui se serait produit si, dès l'origine, la créance de la somme assurée était tombée dans la communauté. C'est-à-dire que tout l'effort fait pour éviter ce résultat se trouvera pratiquement inutile, et que l'intention du stipulant ne sera en aucune façon respectée.

Cependant les principes sont là, et ils font de la récompense une obligation en apparence d'autant plus certaine pour le conjoint dont le patrimoine propre a tiré un profit d'un bien de communauté, que l'article 1437 ne prévoit pas la possibilité d'une

dispense de récompense, comme l'article 843 permet une dispense de rapport.

Il fallait donc trouver un moyen de concilier le texte avec la volonté certaine de l'assuré.

On a dit dans ce but que si la récompense était effectivement toujours due, elle devait être versée non par la femme mais par le mari. Mais c'est une opinion qu'il paraît bien difficile de défendre juridiquement : comme nous le verrons plus loin, en effet, celui-ci ne saurait être tenu de verser à la communauté l'équivalent d'une valeur dont il ne tire aucun profit personnel ; décider le contraire serait aller au rebours du but même de l'institution des récompenses.

Aussi a-t-il fallu chercher une autre solution. On l'a trouvée dans une négation catégorique. On a dit : l'article 1437 ne s'applique pas ici ; malgré que la femme bénéficiaire ait effectivement tiré quelque chose de la communauté, la volonté de son mari est suffisante pour la dispenser de rien y remettre parce qu'il lui fait donation des primes. C'est le système actuel de la doctrine et de la jurisprudence ; il s'accompagne, d'ailleurs, dans l'application, de certaines nuances que nous aurons à noter.

Pour suivre l'évolution à laquelle il vient d'être fait allusion, nous aurons donc à examiner la question sous trois angles différents :

1°. Au point de vue de la femme bénéficiaire

2°. Au point de vue du mari souscripteur.

3°. Au point de vue de la non-exigibilité de la récompense, généralement admise aujourd'hui par les auteurs et les arrêts.

I. — En ce qui concerne la femme, comme nous l'avons vu plus haut, le texte de l'article 1437 paraît très menaçant, et au premier abord impossible à éluder. Il faut cependant parvenir à la soustraire à l'obligation de fournir récompense à la communauté.

La tâche peut sembler fort ardue, et cela d'autant plus que la jurisprudence n'a pas toujours hésité à appliquer rigoureusement les principes, en reconnaissant sans restriction le droit de la communauté à obtenir récompense de la bénéficiaire (1). La doctrine, de son côté, s'est fréquemment appliquée à éviter ce résultat tout à fait fâcheux.

M. de Caqueray (2) a édifié dans ce but le système suivant : il y a lieu de distinguer selon que les primes ont été prélevées sur le capital ou sur les revenus de la communauté : la récompense est due

1. Civ. Cambrai, 26 août 1875. D. 76. 2. 121. Ce jugement a été l'origine de l'affaire Théodat, dont nous avons eu à parler antérieurement. — Civ. Meaux, 8 mars 1877, précité. *J. des ass.*, 1877, p. 356. — Civ. Bar-sur-Aube, 18 mars 1886. *J. des ass.*, 1886, p. 266. — Nancy, 18 février 1888. D. 89. 2. 198. — Civ. Seine. 15 novembre 1892. *J. des ass.*, 1893, p. 55.

2. *Revue pratique de Droit français*, année 1863, t. II, p. 202. — Cf. Herbault, *op. cit.*, n° 257 bis

dans le premier cas ; elle ne l'est pas dans le second. D'une manière générale, d'ailleurs, « les primes sont présumées prises sur les revenus, qui eussent été dépensés ». Par conséquent, la femme ne sera tenue à récompense que si l'on peut établir que le mari a payé les primes au moyen de capitaux communs.

A l'appui de son opinion, l'auteur invoque un argument qu'il tire, par analogie, de la matière du rapport. D'après l'article 852 du Code civil, « les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés ». Or, l'un des motifs de cette disposition, c'est que les dépenses de ce genre ne diminuent pas le patrimoine commun de façon appréciable parce qu'elles sont généralement prélevées sur les revenus du ménage. M. de Caqueray pense que lorsqu'il en est de même pour les primes de l'assurance, la récompense ne doit pas plus être exigible que n'est exigible le rapport des objets énumérés dans l'article 852.

Cette doctrine offre le grand avantage d'aboutir dans presque toutes les circonstances au résultat désiré : dispenser la femme bénéficiaire de verser récompense à la communauté, car il y a toutes raisons de supposer que les revenus de celle-ci permettront normalement d'acquitter les primes.

Malheureusement, elle apparaît très difficilement

conciliable avec les termes formels de l'article 1437, qui n'établit aucune distinction de cette espèce : « Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme... Toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté », dit ce texte. Peu importe dès lors que l'on s'appuie sur une considération pratique, que l'on dise : si les revenus communs n'avaient pas été utilisés pour payer les primes, ils eussent été dépensés autrement et ne se seraient donc pas retrouvés dans la masse commune lors du partage. En admettant que cet argument fut bien décisif — ce qu'il n'est d'ailleurs pas, car qui prouve que ces revenus n'auraient pas été placés ? — il se heurte à un obstacle légal qui en ruine la valeur.

Il semble donc bien hasardeux de s'appuyer sur ce système pour soustraire la femme au paiement de la récompense, surtout si l'on considère qu'un arrêt de la Cour de cassation, du 13 avril 1899 (1), l'a condamné expressément dans la matière du rapport, d'où, comme nous l'avons noté, l'on a précisément voulu l'extraire pour l'appliquer par analogie aux récompenses. Cet arrêt a disposé, en effet, qu'est sujette à rapport toute libéralité, quoique faite sur les revenus, et que c'est la cause et la nature de la

1. D. 1901. I. 233.

dépense, non pas l'origine des fonds, qu'il faut considérer pour savoir si elle est rapportable.

Il faut cependant reconnaître que de nombreuses décisions judiciaires se sont inspirées de cette doctrine, même depuis la décision contraire de la Cour suprême (1)

Le texte du projet de loi consacre une solution du même ordre, mais cependant un peu différente. Il ne distingue pas entre les primes prélevées sur les revenus et celles qui le sont sur les capitaux, mais dispose qu'aucune récompense n'est due à la communauté, sauf si les primes ont été « manifestement exagérées » eu égard aux facultés de l'assuré : c'est ce qui en résulte de la combinaison des articles 63 (2^e alinéa) et 60 (2^e alinéa).

On cherche plus souvent par d'autres voies le moyen de dispenser la femme bénéficiaire du paiement de toute récompense.

M. Claro (2) a défendu, pour ce faire, une opinion très hardie, et qui d'ailleurs semble effectivement l'être trop. « Nous démontrerons », dit l'auteur,

1. Caen, 21 mai 1887. *J. des ass.*, 1888, p. 253. — Nancy, 21 février 1888. D. 89. 2. 198. — Orléans, 17 janvier 1894. S. 94. 2. 76. — Paris, 10 mars 1896. D. 96. 2. 465. — Amiens, 18 mai 1897. S. 1901. 2. 12. — Paris, 10 janvier 1900. D. 1900. 2. 489. — Nancy, 16 mars 1901. D. 1902. 2. 170. — Poitiers, 11 avril 1906. *Rép. Defrénois*, 1906, p. 684. — Civ. Auxerre, 25 mars 1908. *Rép. Defrénois*, 1908, p. 699. — Nancy, 1^{er} juillet 1911. D. 1912. 2. 335.

2. *Op. cit.*, p. 236.

« qu'il est radicalement faux que l'article 1437 accorde, dans notre cas, à la communauté, le droit à récompense... Y a-t-il, dans notre cas, profit personnel tiré par la femme des biens communs ? Toute la question est là. Si oui, l'article 1437 s'applique à notre matière ; si non, il n'en faut tenir aucun compte. Nous prétendons que c'est ce dernier parti qu'il faut prendre, parce que la question ainsi posée ne peut se résoudre que par la négative. Voici pourquoi. Nous ne nions pas le fait certain de l'appauvrissement du patrimoine commun par le paiement des primes. Nous ne nions même pas que ce soit le paiement ainsi effectué qui ait seul permis au contrat d'assurance de subsister et de produire effet. Ce que nous nions, c'est que la femme, tout en bénéficiant de ce contrat, retire un profit personnel des biens communs... »

Il est incontestable que si ce point de vue était exact, l'article 1437 serait ici absolument hors de cause. Mais, poser l'affirmation qu'une femme dont le patrimoine propre recueille l'émolument intégral d'une assurance passée et entretenue au moyen de biens de communauté, ne retire pas un profit personnel des biens communs, c'est nier l'évidence. Sans doute, comme l'observe M. Claro en poursuivant sa démonstration, « le capital qu'elle touche n'est jamais entré dans la communauté, ni par suite sorti d'elle ». Mais qu'est ce que cela prouve ? Tout sim-

plement que la femme ne devra pas récompense pour la valeur de ce capital, dont le patrimoine commun ne s'est pas effectivement appauvri. Doit-il nécessairement résulter de là une dispense de récompense pour les sommes d'argent qui ont fait vivre un contrat d'où est né pour la bénéficiaire son droit personnel et exclusif à ce capital ? En aucune façon. Comment peut-on dès lors affirmer que la femme ne retire pas un profit personnel des biens communs ? Il est impossible de le soutenir, à moins de jouer sur les mots ; et c'est d'ailleurs ce que fait l'auteur, dans la suite de son raisonnement : « Telle est la réponse brève et concluante », dit-il, « que l'on doit faire, suivant nous, à ceux qui voient écrite dans l'article 1437 l'obligation absolue pour l'époux bénéficiaire de l'assurance de payer récompense à la communauté. Rien de ce qu'il a touché n'est sorti de celle-ci, il ne lui doit donc rien... »

Certes, à s'en tenir au sens littéral des termes, rien de ce que la femme a touché n'est sorti du patrimoine commun, puisque la somme assurée n'est pas le produit de la capitalisation des primes. Mais la bénéficiaire a reçu un capital qui n'a existé que parce que des sommes d'argent ont été prélevées sur la communauté et dépensées dans ce but. En quoi les deux hypothèses diffèrent-elles pratiquement ? Dans leurs apparences extérieures. Cependant leur résultat effectif est absolument le même : seule varie

l'importance du sacrifice fait par la communauté ; si elle avait décaissé le capital lui-même, ce sacrifice eût été normalement plus grand ou peut-être aussi, quoique dans des circonstances exceptionnelles, moins élevé qu'il ne l'est par le paiement des primes. Mais il existe toujours, et se produit bien au profit du patrimoine propre de la femme. Que faut-il donc de plus pour que la communauté soit en droit d'obtenir d'elle une récompense ? (1)

Tout ce que l'on peut déduire de ce système, c'est que la récompense portera non sur la valeur du capital assuré, mais sur celle des primes, seules payées par le patrimoine commun — opinion qui n'est plus contestée sérieusement aujourd'hui. Mais il est interdit d'en conclure que la femme bénéficiaire n'est pas soumise à l'application de l'article 1437. C'est donc vers d'autres idées qu'il faut chercher le chemin qui nous conduira au but.

II. — La théorie qui voudrait que la récompense soit due et payée par le mari assuré aurait l'avantage d'aboutir au résultat désiré, tout en garantissant la communauté, puisque celle-ci rentrerait dans ses fonds et que la femme conserverait l'émolument intégral de l'assurance souscrite à son profit.

Malheureusement, à part l'hypothèse toute exceptionnelle où le contrat serait à titre onéreux dans

1. Cf. Balleydier et Capitant, *op. cit.*

les rapports entre le stipulant et la bénéficiaire, elle paraît bien difficilement défendable juridiquement.

Si en effet et comme c'est le cas normal, la femme attributaire revêt la qualité de donataire du mari, il n'est pas possible de soutenir que celui-ci a tiré des biens communs un profit personnel dont il est comptable à la communauté, en prélevant sur elle les primes nécessaires à l'entretien du contrat.

L'obliger à verser récompense, en pareil cas, ce serait aller à l'encontre de l'article 1422 du Code civil, qui décide que le mari peut disposer librement à titre gratuit des meubles communs, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit, et cela au profit de toutes personnes. S'il était tenu, à la dissolution de la communauté, de reverser dans celle-ci, en tant qu'indemnisation, des valeurs égales à celles qu'il y a prélevées, son droit de disposition serait pratiquement annihilé. Et la meilleure preuve que l'esprit de la loi comme la généralité des termes de l'article 1422 s'opposeraient certainement à une semblable solution, c'est que, dans l'article 1469, le Code a pris soin de prévoir spécialement une hypothèse où récompense est exceptionnellement due par l'époux donateur, à raison d'une libéralité accomplie par lui au moyen de biens communs, ce qui suppose implicitement que la règle générale est contraire.

Mais ce n'est pas tout : si le mari stipulant était tenu à dédommager la communauté, l'idée d'équi-

libre entre les trois patrimoines qui est le fondement même de l'institution des récompenses serait complètement faussée, puisque, ne retirant aucun « profit personnel » de l'acte dont il gratifie sa femme, il appauvrirait en définitive son patrimoine propre par le paiement de la récompense !

C'est donc bien dans le seul cas — de réalisation pratique peu fréquente — où l'assurance constituerait un acte onéreux dans les rapports entre les deux conjoints, que l'on sera en droit de mettre ce paiement à la charge du mari.

III. — Le résultat auquel nous sommes jusqu'ici parvenus est donc celui-ci : la communauté a droit à une récompense, mais le stipulant n'en est pas débiteur ; la bénéficiaire seule peut être légitimement obligée à la fournir. Notre but n'est ainsi aucunement atteint, et la seule manière d'y parvenir consiste par suite à refuser tout dédommagement au patrimoine commun.

Cette dernière solution est celle aujourd'hui adoptée par une grande partie de la doctrine et de la jurisprudence ; elle se fonde sur l'intention libérale du stipulant (1). Le mari peut, aux termes de l'ar-

1. Couteau, *op. cit.*, t. II, p. 597. — Herbault, *op. cit.*, p. 243. — Guillouard, *Contrat de mariage*, t. II, n° 1015. — Dupuich, *op. cit.*, n° 258.

ticle 1423 du Code civil, faire donation à toute personne des meubles de la communauté, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit ; à toute personne, donc à sa femme aussi bien qu'à un tiers quelconque : c'est un point qui a déjà été établi, contrairement à la dénégation que l'on a prétendu lui opposer. Ce principe admis, il est très facile de l'appliquer à notre hypothèse : le mari prélève sur les biens communs les sommes nécessaires au paiement des primes ; par la circonstance qu'il désigne sa femme comme bénéficiaire, il entend implicitement lui faire donation de ces sommes, dont le paiement régulier peut seul donner vie à la libéralité qu'il désire effectuer. Dès lors, l'attributaire ne doit pas plus récompense qu'un tiers gratifié quelconque : elle bénéficie d'un acte qui est accompli par le mari dans la limite de ses pouvoirs d'administrateur de la communauté ; ce dernier également, et pour la même raison, ne saurait être tenu d'aucune restitution au patrimoine commun.

Telle est l'idée générale du système ; mais il se présente, dans le détail, avec différentes nuances.

Pour les uns, la femme ne sera dispensée de payer récompense que si le mari a manifesté sa volonté dans ce sens : on ne peut pas présumer son intention libérale, malgré qu'elle soit certaine en fait. « Il est permis au mari », dit M. Méline (1) « de dispenser

1. *Revue du Notariat*, novembre 1873, p. 803.

la femme de la récompense et c'est dans cette pensée que sera toujours contractée une telle assurance. L'intention du mari pourra résulter d'une clause expresse de la police elle-même ou d'un acte postérieur... » Cette opinion absolue, qui tendrait à obliger la femme à récompense envers la communauté toutes les fois que le mari ne l'en aurait pas expressément dispensée, n'a pas été partagée par la jurisprudence.

Celle-ci décide, en général, que la dispense peut être aussi bien implicite qu'explicite et résulter des circonstances, laissées à l'appréciation du juge. C'est ce qui résulte d'un très grand nombre d'arrêts (1). Rappelons toutefois que certaines décisions qui sont, plus spécialement que les précédentes, des décisions récentes, indiquent une tendance évidente des tribunaux à distinguer selon que les primes ont été prélevées sur les revenus ou sur les capitaux de la communauté (2). Dans le premier cas, il y aurait de plein droit dispense de payer la récompense, qui serait due seulement dans la seconde hypothèse.

1. Civ. Clermont (Oise), 16 mai 1879, *J. des ass.*, 1879, p. 403. — Nancy, 21 janvier 1882. D. 82.2.174. — Civ. Seine, 16 fév. 1882. *J. des ass.*, 1882, p. 458. — Civ. Bar-le-duc, 3 mars 1886. *J. des ass.*, 1886, p. 227. — Paris, 5 mars 1886. S. 88.2.227. — Bourges 7 mai 1888. S. 89.2.16. — Civ. Seine, 15 novembre 1892, *J. des ass.*, 1893, p. 55. — Civ. Fontainebleau, 2 février 1893. *J. des ass.*, 1893, p. 472. — Orléans, 17 janvier 1894. S. 94.2.76. — Douai, 16 janvier 1897. S. 1901.2.9. — Paris, 8 mars 1911. D.1912.2.321.

2. Jugements et arrêts précités, *supra*, p. 272, note 1.

Cette dernière interprétation, dont nous connaissons le côté un peu critiquable, a cependant le mérite de contenir en germe l'idée heureuse d'une dispense existant indépendamment de toute manifestation de volonté de la part du stipulant, idée qui a été défendue par M. Lefort (1), lequel voudrait que la femme fut toujours exonérée de cette charge à moins que le mari n'ait témoigné de l'intention contraire. M. Wahl (2) se montre également favorable à la théorie de la dispense de plein droit, quelle que soit la catégorie de biens — revenus ou capitaux — sur lesquels les primes ont été prélevées. On l'a critiquée, en disant que les libéralités ne se présument pas (3), et dans son jugement précité du 16 mai 1879 (4), le Tribunal civil de Clermont l'a expressément repoussée en s'appuyant sur le même motif.

Cependant, elle n'est pas demeurée tout à fait étrangère à la jurisprudence. Elle a été adoptée par un jugement du Tribunal civil de Rennes, du 11 avril 1884, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 5 mars 1886 (5), d'après lequel l'idée d'une donation faite par le mari à sa femme étant exclusive de

1. *Op. cit.*, t. II, p. 365.

2. *Op. cit.*

3. Dupuich, *op. cit.*, p. 492.

4. *J. des ass.*, 1879, p. 403.

5. S. 88. 2. 227.

celle d'une récompense à effectuer par la donataire, la femme au profit de laquelle une assurance a été nommément contractée par son mari ne doit de ce chef aucune récompense à la communauté. On peut d'ailleurs observer que les décisions judiciaires qui établissent une distinction entre le cas où les primes sont prises sur les revenus de la communauté et celui où elles le sont sur les capitaux, aboutissent pratiquement à un résultat à peu près semblable, en décidant, comme l'a fait la Cour de Nancy dans son arrêt précité du 1^{er} juillet 1911 (1), que la femme ne doit point récompense si les primes sont payées sur les revenus de la communauté, et que la preuve du prélèvement des primes sur le capital incombe au demandeur en récompense. Il sera sans doute exceptionnel, en effet, que cette dernière hypothèse se réalise, les revenus communs suffisant normalement à acquitter les charges de l'assurance.

La dispense de plein droit et quelle que soit l'origine des primes, sauf manifestation de volonté contraire de la part du mari, est une solution qu'il serait très souhaitable de voir se généraliser. Elle apparaît comme la conséquence nécessaire et le complément logique de celle qui fait également de plein droit du capital assuré un propre pour la femme, ces deux décisions étant au même titre conformes

1. D. 1912. 2. 335.

à la volonté du mari. On dit bien, il est vrai, que les libéralités ne sauraient se présumer, mais une intention que l'on ne refuse pas de présumer quand il s'agit de régler l'attribution du bénéfice de l'assurance doit l'être de la même façon lorsqu'il y a lieu de déterminer la répartition des charges de l'opération.

Rappelons que le projet de loi (art. 63, 1^{re} et 2^e al., et 60, 2^e al., combinés) consacre ces deux solutions, que le texte lie l'une à l'autre, avec toutefois cette restriction, en ce qui concerne la dernière, que la récompense est due si les primes ont été « manifestement exagérées » eu égard aux facultés de l'assuré.

§ 3. *Assurance souscrite par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari*

Pour que l'on ait à se demander si récompense est due en pareille hypothèse, il faut — rappelons-le — que les frais du contrat aient été prélevés sur des deniers communs ordinaires et non sur les produits du travail de la femme, puisqu'il semble tout à fait impossible d'admettre, dans cette dernière éventualité, que le bénéfice de l'opération ne figure pas dans la masse commune.

Ceci étant sous-entendu, on doit noter qu'aucune difficulté particulière ne se présente ici. Nous avons

vu antérieurement — à propos de l'attribution du profit de l'assurance — pour quelles raisons une police de cette espèce, comparable par ses caractères et les conditions où elle est contractée à celle souscrite par le mari sur sa propre tête en faveur de sa femme, peut lui être assimilée au point de vue de ses résultats, en ce sens qu'il semble permis de dire que le capital assuré sera exclu de la communauté.

Si l'on admet cette dernière opinion, la question de récompense se présente donc ici. Et elle se pose exactement dans les mêmes termes que lorsque le contrat est passé au profit de sa femme par le mari, la volonté de celui-ci ayant certainement été identique. Dans les deux cas en effet, il fait à la bénéficiaire donation des primes prises sur le patrimoine commun et dont il a seul droit de disposer en tant que chef de la communauté. Dans les deux cas également, cette donation implique certainement de sa part une dispense de récompense à raison du prélèvement effectué par lui.

L'hypothèse qui nous occupe actuellement peut donc se ramener en définitive, en ce qui concerne les récompenses aussi bien qu'au point de vue de l'attribution de la somme assurée, à l'application des principes qui régissent l'assurance contractée par le mari en faveur de sa femme.

§ 4. — *Assurance souscrite par la femme
au profit de son mari*

Si l'on décide — comme on le fait le plus souvent et avec raison — que le bénéfice d'une police souscrite par la femme au profit de son mari doit constituer un bien propre pour celui-ci, il y a lieu de se demander si récompense est due.

Le problème se pose exactement de la même façon que dans l'hypothèse où l'assurance a été contractée par le mari au profit de sa femme. Seuls, les termes en sont intervertis puisque le rôle des deux époux est renversé. Mais l'attribution du capital assuré étant semblable dans les deux cas, l'intention du souscripteur, comme aussi ses pouvoirs étant également identiques du moment où la femme autorisée de son mari possède une capacité égale à celle de ce dernier, les charges de l'assurance doivent logiquement être réparties de même.

Tout ce qui a été dit au sujet de la police souscrite par le mari au profit de sa femme pourrait donc être répété ici. Il n'y a pas lieu, dès lors, d'insister d'avantage ; rappelons seulement que la question de récompense se pose aussi bien quand les primes ont été acquittées sur les gains personnels de la stipulante que lorsque des deniers communs ordinaires en ont fait les frais, puisque les produits du travail de

la femme figurent dans la communauté malgré le caractère spécial qui leur est attribué par la loi du 13 juillet 1907.

§ 5. — *Assurance souscrite
conjointement par les deux époux*

Ce qui a été dit plus haut de la nature et des effets de l'assurance sur deux têtes entre époux permet de ne pas s'appesantir sur la question des récompenses, laquelle devra se régler comme si une seule assurance — celle contractée par le prémourant des deux époux au profit du suivant — avait été souscrite. Or, étant donné qu'il n'y a pas lieu de distinguer à ce point de vue entre le cas où elle l'a été par le mari au profit de sa femme et celui où elle l'a été par la femme au profit de son mari, l'argumentation et la solution demeurent ici encore ce qu'elles sont dans la première des deux hypothèses

Remarquons d'ailleurs que si au lieu de considérer l'assurance sur deux têtes comme renfermant une double libéralité soumise à une condition alternative, on adoptait l'opinion de plus en plus abandonnée qui y voit un contrat onéreux dans toutes ses parties, le problème de la récompense ne se poserait même pas, la créance du capital assuré étant alors entrée en communauté en tant que meuble acquis à titre onéreux au cours du mariage.

§ 6. — *Assurance souscrite par l'un des futurs époux
au profit de l'autre*

La question de savoir si la communauté pourra prétendre être indemnisée pour celles des primes qui ont été acquittées par elle ne se présente, en pareille hypothèse, qu'à condition que le stipulant ait manifesté sa volonté de voir le bénéfice de l'opération demeurer propre à l'attributaire. Dans le cas contraire, en effet et comme nous l'avons vu, le capital assuré devrait tomber dans le patrimoine commun, qui ne saurait dès lors rien réclamer.

Quant à la solution du problème, elle est absolument la même, en ce qui concerne le principe du droit à récompense, que pour une assurance souscrite par l'un des conjoints pendant le mariage. Seul varie le chiffre de l'indemnité, puisqu'un nombre plus ou moins considérable de primes auront été acquittées antérieurement au mariage, c'est-à-dire avant que la communauté n'existât. Nous aurons d'ailleurs à dire quelques mots sur ce point de vue de la question, en traitant du montant de la récompense.

§ 7. — *Assurance souscrite conjointement
par les deux futurs époux*

La même observation peut être faite ici que dans l'espèce antérieure : il y a lieu de se demander si récompense est due, en présence seulement d'une manifestation de volonté du stipulant que la créance du capital assuré soit acquise à titre de propre par le bénéficiaire. Il faut donc que celui des coassurés dont la stipulation est efficace, c'est-à-dire le prémourant, ait témoigné de son intention à cet égard.

Aucune particularité spéciale n'est à signaler dans la manière de résoudre le problème. Puisqu'un seul des deux contrats que renferme l'assurance sur deux têtes produit effet, c'est exactement comme s'il avait été seul passé : nous retombons donc dans le cas précédemment examiné.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude des différents cas dans lesquels la communauté se trouve en droit de réclamer une récompense. La question de principe étant connue, il faut en venir maintenant à son application en se demandant quel sera le montant de l'indemnité due au patrimoine commun.

Remarquons d'ailleurs que lorsque le débiteur de la récompense est le mari, son obligation disparaît quand la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté. En effet, celle-ci ne formant plus alors qu'une seule masse avec le patrimoine propre du mari, la dette de ce dernier se trouve éteinte par confusion.

SECTION II

Montant de la récompense

Lorsque la communauté a droit à récompense, quelle valeur recevra-t-elle à ce titre ? Celle de toutes les primes décaissées par elle ? Celle d'une partie seulement de ces primes ? Ou enfin, celle de la somme assurée tout entière qui, si elle n'est pas le produit de la capitalisation des primes, constitue du moins leur remplaçante ?

On peut laisser de côté cette dernière opinion, qui n'est plus défendue aujourd'hui. Elle aboutirait d'ailleurs à des conséquences tout à fait illogiques et essentiellement contradictoires avec le principe qui sert de base à la théorie des récompenses. Quel est en effet le but de l'institution, tel qu'il ressort des termes de l'article 1437 ? Éviter l'enrichissement du patrimoine propre de chacun des époux aux dépens du patrimoine commun, et réciproquement.

De quoi s'est appauvrie la communauté, en payant les primes de l'assurance ? Évidemment du seul montant de ces primes. Admettre que récompense est due pour le capital serait, par suite, enrichir ou appauvrir le patrimoine commun au détriment ou en faveur du patrimoine propre de l'époux tenu de la fournir suivant que ce capital représenterait une valeur supérieure ou inférieure à celle des primes. La balance ne serait égale que dans l'hypothèse où ces deux valeurs se trouveraient être par hasard tout à fait identiques.

En faisant abstraction de cette considération théorique, il apparaît que la récompense du capital serait une solution bien singulière par ses résultats pratiques. Dans les diverses hypothèses où le débiteur de l'indemnité est le conjoint bénéficiaire, elle aboutirait à faire immédiatement restituer par celui-ci au patrimoine commun des sommes que l'on déclare vouloir lui attribuer en propre. Si la récompense est due par le stipulant, obliger ce dernier à verser à la communauté un capital peut-être très élevé parce qu'il a prélevé sur elle de quoi payer les primes, qui atteignent un chiffre souvent bien inférieur, serait un résultat non moins choquant.

Il est certain qu'avec la conception qui voit l'origine de la somme assurée dans la capitalisation des primes, cette solution s'explique fort bien, car l'on est alors légitimement en droit d'affirmer que le bénéfice de l'assurance est sorti du patrimoine commun,

et que c'est de cette valeur que la communauté doit être indemnisée. Mais du moment où il est prouvé qu'une telle manière de voir ne répond pas à la réalité des faits, aucune conclusion de cette espèce ne s'impose. Et cela d'autant moins qu'en vertu du principe du droit direct du bénéficiaire, le capital assuré n'a jamais figuré dans la communauté, pas même un instant de raison (1).

Il apparaît donc que la récompense ne doit porter que sur les primes, seules effectivement décaissées par la communauté. Mais la question, bien établie dans son principe, peut cependant faire doute dans l'application.

On est en effet en droit de se demander si récompense sera due soit en toute circonstance pour la totalité des primes acquittées par la communauté ; soit, suivant certaines éventualités, pour toutes les primes ou une partie d'entre elles seulement ; soit enfin pour l'unique dernière prime payée.

Les trois opinions ont été soutenues.

I. — La première se fonde sur la doctrine défendue

1. Au contraire, avec le système de l'offre, la question devrait fatalement se résoudre en sens contraire, puisque l'application de cette théorie fait d'abord naître sur la tête du stipulant, et entrer par conséquent de son chef dans la communauté, la créance de la somme assurée, qui ne sort du patrimoine commun que par l'acceptation du bénéficiaire. Par là se manifeste une nouvelle supériorité de la notion du droit direct.

par Marcadé (1), qui s'exprime ainsi : « La récompense due par l'époux à la communauté doit être, ni plus ni moins, de la somme déboursée pour lui. Et en effet, quand un époux se sert des deniers de la communauté, il joue le rôle d'un emprunteur. Or, n'est-il pas clair que l'obligation d'un emprunteur est, ni plus ni moins, de rendre la somme qu'on lui a prêtée, sans qu'il y ait à rechercher si l'emploi qu'il en a fait a été supérieur ou inférieur à la somme fournie ? »

Cette manière de voir à les faveurs d'une partie de la doctrine (2).

La jurisprudence, de son côté, en a fait l'application fréquente, en ne prévoyant pas de limitation dans le montant de la récompense due à raison des primes (3).

Elle ne semble cependant pas très satisfaisante. Au point de vue pratique spécialement, ses résultats peuvent être des plus fâcheux dans tous les cas où la récompense est due par le bénéficiaire. Au point

1. Marcadé et Paul Pont, *op. cit.*, t. V, p. 562.

2. Labbé, note au S. 91. 2. 185. — Dupuich, *op. cit.*, n^{os} 256 et 257. — Claro, *op. cit.*, p. 261. — Mornard, *op. cit.*, p. 238.

3. Charleroi, 9 mai 1874. *Pasicrisie*. 74. 3. 219. — Mons, 14 août 1874. *Pasicrisie* 75. 3. 290. — Civ. Cambrai, 26 août 1875. D. 76.2.121. — Civ. Meaux, 8 mars 1877. *J. des ass.*, 1877, p. 356. — Civ. Clermont, 1879. *J. des ass.*, 1879, p. 403. — Nancy, 18 février 1888. D. 89. 2. 198. — Riom, 8 juillet 1890. S. 91. 2. 185. — Amiens, 18 mai 1897. S. 1901. 2. 12. — Nancy, 16 mars 1901. S. 1902. 2. 7 ; et 1^{er} juillet 1911. D. 1912.2.335.

de vue théorique, il n'est nullement certain que les textes ne doivent être interprétés de façon toute différente.

Voyons d'abord le côté pratique. L'on est en droit d'affirmer qu'exiger toujours le remboursement à la communauté de la totalité des primes décaissés par elle, c'est créer une situation qui, pour la personne tenue de verser la récompense, peut être exactement semblable à celle où elle se trouverait si elle était dans l'obligation de restituer le capital assuré, ou même plus désavantageuse encore. Il suffit de supposer, pour cela, que l'assuré ayant vécu particulièrement âgé, la valeur des primes payées est arrivée à égaler ou à surpasser le chiffre de la somme promise par la compagnie : c'est là une éventualité qui se produira sans doute assez rarement, mais qui est cependant parfaitement réalisable.

Si toutefois, en pareil cas, la récompense est due par le stipulant parce qu'il a souscrit la police par exemple en faveur d'un créancier à lui personnel, le résultat de ce système n'a encore rien de trop choquant. On oblige, il est vrai, la succession du souscripteur à rembourser à la masse commune exactement ce qu'il lui a emprunté, même quand le bénéfice retiré de l'opération est inférieur au montant total des primes déboursées pour se le procurer ; mais c'est là, peut-on dire, un effet du caractère aléatoire du contrat d'assurance : le stipulant savait à quoi il

s'exposait en passant celui-ci. Et d'ailleurs, l'acte qu'il a fait lui a en définitive profité en lui permettant d'éteindre une de ses dettes.

Combien différente apparaît par contre la situation; si l'on se place dans l'hypothèse où c'est l'époux bénéficiaire qui est tenu à récompense ! Il va être obligé, sur le point de jouir du capital assuré par son conjoint, de restituer à la masse commune une somme que telles circonstances pourront faire supérieure à celle qu'il aura reçue. C'est-à-dire que, dans ce dernier cas, le « profit » retiré par lui du contrat souscrit en sa faveur consistera en un appauvrissement.

Les partisans de la doctrine qui exige en toute éventualité le remboursement intégral des primes prétendent cependant qu'au point de vue des principes, elle est la seule défendable. « La communauté », affirme-t-on, « a toujours le droit de toucher, à titre de récompense, une somme exactement égale à celle déboursée par elle », et l'on ajoute que « dire qu'on doit récompense à la communauté, c'est... dire qu'on doit rembourser à celle-ci toutes les sommes qu'on a puisées dans elle et uniquement ces sommes » (1).

Une opinion aussi absolue ne dépassera-t-elle pas plus d'une fois, dans son application, le but cherché ? Est-elle d'accord en toute circonstance avec

1. Claro, *op. cit.*, p. 261 et suiv.

l'esprit même de l'institution des récompenses ? Cette dernière doit-elle avoir pour résultat qu'un époux, donataire d'une valeur créée par l'utilisation de biens communs, sera obligé de restituer à la communauté une somme plus élevée que le profit effectif à lui procuré par l'emploi de ces biens ? Faudra-t-il, en d'autres termes, que l'opération se solde parfois par un appauvrissement du patrimoine propre du bénéficiaire — car c'est bien là ce qui se produira, il importe d'y insister, si l'on exige de lui qu'il rembourse une valeur supérieure à celle qu'il a reçue ? Il est d'autant plus permis de douter que cette conséquence rigoureuse soit inévitable qu'elle irait précisément à l'encontre de la pensée d'équilibre entre les trois patrimoines, qui est à la base de l'article 1437.

On peut d'ailleurs ajouter que ce système est en désaccord avec la conception de l'Ancien Droit relativement au principe général régissant la fixation du montant de l'indemnité à verser à la communauté, comme avec le sens des expressions employées par le texte en cause. « Il existe ici une vieille règle », constate M. Planiol (1), « qui veut que la récompense n'excède jamais le profit réalisé par l'époux. C'était ce que disait Pothier dans son *second principe* des récompenses (*Communauté*, n° 613) et c'est encore

1. *Op. cit.*, t. III, n° 1295.

ce que dit le Code civil, car l'article 1437 ne donne la récompense que pour le *profit personnel* que l'époux a tiré des biens de la communauté. La récompense pourra donc être de beaucoup inférieure à la valeur fournie par la communauté ».

Qu'est-ce en effet qu'un « profit » ? C'est un gain, un bénéfice que l'on retire d'une chose. De ce seul bénéfice effectif, par conséquent, l'époux doit être tenu à dédommager la masse commune, et non pas de tout ce qui a été prélevé sur elle pour se le procurer : le mot lui-même l'indique.

II. — La théorie qui voudrait faire porter la récompense sur l'unique dernière prime payée, et qui a été défendue notamment par M. Couteau (1), est tout à fait critiquable au point de vue des principes. Elle se fonde sur la conception théorique que l'assurance en cas de décès, quelle qu'en soit la durée, se compose d'une série d'assurances temporaires d'un an. Par conséquent, la prime payée annuellement garantit à elle seule au stipulant, pendant l'année où elle a été acquittée, que la compagnie versera le capital promis si la mort de l'assuré vient à se produire dans cette période de temps. C'est donc uniquement de la prime payée dans l'année du décès de l'assuré qu'un profit a été tiré, puisque l'on peut considérer que les autres ont été inefficaces. Dès lors, c'est

1. *Op. cit.*, t. II, p. 402.

aussi à raison de cette dernière seule que le patrimoine commun devra recevoir une indemnité.

Si ce système était admissible, il aurait le grand avantage pratique de réduire à presque rien la charge de la récompense. Mais même si l'on adopte l'opinion qui fractionne l'assurance en cas de décès en une succession d'assurances temporaires, il n'en est pas moins contraire à la réalité des faits : les primes antérieures à la dernière ont été, en effet, si peu inefficaces qu'elles ont seules permis au contrat de naître et de vivre. Il est donc incontestable qu'un profit en a été tiré et que, par suite, récompense en est due.

III. — MM. Le Courtois et Surville (1) ont envisagé la question sous son vrai jour et l'ont solutionnée de la façon qui, tout bien considéré, paraît la plus conforme aux principes, lorsqu'ils ont écrit les lignes suivantes : « Nous dirons que cette récompense ne doit pas dépasser les sommes déboursées par la communauté quel que soit le profit retiré par l'époux survivant. Si la communauté n'a payé que trois mille francs de primes pour un capital de cent mille francs exigible de suite, l'époux ne devra donc indemniser la communauté que jusqu'à concurrence de trois mille francs. Mais d'autre part si par extraordinaire, le total des primes se trouvait supérieur à l'émo-

1. *Du contrat de mariage*, t. I, n° 853.

lument procuré par l'assurance au survivant, celui-ci ne devrait récompense que jusqu'à concurrence du profit retiré (art. 1437) ». Cette solution est parfaitement conforme aux principes généraux de notre droit et aux règles particulières de la matière énoncées par Pothier (1) : la récompense n'excède pas ce qu'il en a coûté à la communauté, quelque grand qu'ait été le profit que le conjoint a retiré de l'opération ; elle n'est pas toujours de ce qu'il en a coûté à la communauté pour l'affaire de l'un des époux ; elle n'excède pas le bénéfice du contractant.

C'est donc un remboursement limitable des primes, ou plus exactement un remboursement limité dans certaines circonstances déterminées seulement et par le fait de ces seules circonstances, qui devra constituer le montant de la récompense.

Cette solution, de nature à donner satisfaction aux nécessités pratiques dans la mesure où le permettent les textes, a été admise par un arrêt de la Cour de cassation, du 4 août 1908 (2) dans la matière du rapport.

Son application aux récompenses aboutit en résumé aux résultats suivants, dans les diverses éventualités qui se peuvent présenter, et en supposant bien entendu que la totalité des primes ont été prélevées sur le patrimoine commun :

1. *Traité de la communauté*, n° 613.

2. D. 1909. I. 185.

1°. Le capital assuré a une valeur supérieure à celle des primes. Remboursement est dû de toutes les primes, mais seulement de celles-ci.

2°. La valeur du capital assuré se trouve être, par hasard, exactement égale à celle des primes. Remboursement est encore dû de l'intégralité des primes.

3°. Le capital assuré a une valeur inférieure à celle des primes. Remboursement est dû des primes jusqu'à concurrence seulement du montant de ce capital.

A cela, il faut cependant ajouter un correctif nécessaire.

Les sommes versées, en cours de contrat, par la compagnie au stipulant en tant que « participation aux bénéfices » entrent évidemment dans la communauté. On peut se demander dès lors si elles ne doivent pas venir en déduction de celles dues à titre de récompense, qui se trouveraient, de la sorte, réduites d'autant.

Si la prétendue « participation aux bénéfices » présentait réellement le caractère que laisse supposer sa qualification, on ne pourrait répondre à cette question que par la négative : il n'y aurait là en effet qu'un avantage résultant d'un contrat à titre onéreux, avantage qui, comme tel, tomberait dans le patrimoine commun, suivant les règles normales régissant la composition de ce patrimoine.

Mais du moment où ce que l'on désigne sous ce

nom n'est en réalité que la restitution, par l'assureur, d'un trop perçu sur les primes, on est en droit de dire que la communauté se trouve ainsi appelée à rentrer dans une partie des fonds déboursés par elle. Et l'on en doit conclure qu'il faudra défalquer du montant de la récompense une valeur égale à celles qui sont entrées à ce titre dans le patrimoine commun : si cette défalcation n'était pas effectuée, la communauté recevrait en définitive plus que ce à quoi elle a droit.

Notons d'ailleurs que si le projet de loi ne statue pas explicitement sur le *quantum* de la récompense, il résulte cependant de l'article 63, 2^e alinéa, que celle-ci portera sur les primes et non sur le capital — ce que l'on ne songe guère à contester aujourd'hui. Mais la question de la limitation de l'indemnité à verser à la masse commune n'est pas tranchée par ce texte, qui s'exprime ainsi : « Aucune récompense n'est due à la communauté à raison des primes payées par elle, sauf dans les cas spécifiés par l'article 60, 2^e alinéa ».

Le lecteur a pu observer que nous n'avons pas établi de distinction, au cours de cette étude du montant de la récompense, selon que l'assurance est souscrite avant le mariage ou pendant celui-ci. C'eût été là une mesure inutile. Le principe en effet demeure absolument le même dans les deux hypo-

thèses, quant à la valeur servant de base à la fixation du *quantum* de l'indemnité que recevra le patrimoine commun ; la seule différence réside dans une question de quantité. La récompense étant due, par définition, pour les seuls biens prélevés sur la communauté, ne portera toujours que sur une partie des primes — celles qui ont été payées depuis la célébration — lorsque la police est d'origine antérieure au mariage. D'où cette conséquence que si le contrat remonte à une époque assez ancienne, il n'existe aucun risque de voir le chiffre de la récompense égaler jamais celui du capital assuré.

TROISIÈME PARTIE

L'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS ENTRE ÉPOUX MARIÉS SOUS UN RÉGIME DE COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE

Considérations préliminaires

Nous nous sommes placé jusqu'ici, au cours de ce travail, dans l'hypothèse où les époux s'étant mariés sans contrat, se trouvent soumis à la communauté légale. La simple logique nous commandait de procéder ainsi, puisque ce régime constitue la formule-type à laquelle se rattachent plus ou moins complètement tous les régimes de communauté conventionnelle : il était donc indispensable de ne pas ignorer ce qui constitue la règle générale avant d'étudier les dérogations.

Il serait puéril de prétendre passer en revue toutes les clauses qui peuvent modifier les effets du régime légal : ce serait en effet poursuivre une œuvre

impossible, étant donné qu'à côté des huit modalités énumérées dans l'article 1497, et que les auteurs du Code civil ont eu soin de nous indiquer comme constituant seulement les « principales modifications » possibles de la communauté légale, la libre volonté des parties peut en créer un très grand nombre d'autres. La première phrase de ce texte le dit elle-même, et l'article 1527, 2^e alinéa, le permet expressément, qui affirme que « les époux peuvent faire toutes autres conventions », et qui renvoie à l'article 1387, lequel consacre le principe de la liberté des conventions matrimoniales, sauf le respect de certaines règles fondamentales et d'ordre public.

Donc, œuvre impossible et qui serait d'ailleurs inutile si elle était réalisable, puisqu'en définitive la plupart de ces combinaisons diverses ne sont généralement que le composé de plusieurs des modalités individualisées par la loi : du moment où l'on connaît chacune de ces dernières, il est aisé de déterminer quels effets produit leur amalgame.

Même parmi elles, il faut, au surplus, procéder à une distinction relativement à la question qui nous occupe. Trois de ces clauses demeurent en effet sans aucune action sur l'attribution du bénéfice de l'assurance, telle que nous la connaissons déjà : et ce sont des modalités extensives de la communauté. Les autres influent au contraire plus ou moins fortement sur le sort du capital assuré ; elles exercent

parfois leur contre-coup sur la théorie des récompenses : et ce sont plus spécialement des modalités restrictives de la communauté.

Une observation générale doit d'ailleurs être faite. Les diverses clauses qui ont leur répercussion en notre matière n'agissent qu'autant qu'il s'agit d'une assurance dont la créance tombe, sous le régime légal, dans le patrimoine propre de l'un des conjoints ou dans le patrimoine commun. Elles demeurent absolument indifférentes au regard des polices qui ont été souscrites par un époux au profit d'un tiers déterminé autre que son conjoint. Et cela se conçoit aisément : le droit direct du bénéficiaire est toujours hors de cause ; il n'a rien à voir avec le régime matrimonial auquel le stipulant se trouve soumis.

CHAPITRE PREMIER

CLAUSES SANS EFFET SUR L'ATTRIBUTION DU BÉNÉFICE DE L'ASSURANCE

Les clauses qui n'ont aucun effet sur l'attribution du bénéfice de l'assurance sont :

- 1°. L'ameublement (art. 1497-3°).
- 2°. La séparation de dettes (art. 1497-4°).
- 3°. La communauté universelle (art. 1497-8°).

Nous devons dire un mot, sans d'ailleurs nous y attarder, des raisons pour lesquelles ces trois modalités ne changent rien aux règles précédemment étudiées.

§ 1. — *Ameublement*

La désignation même de *clause d'ameublement* donnée à cette convention montre clairement pourquoi elle est sans intérêt dans le cas qui nous occupe. « Lorsque les époux ou l'un d'eux », dit l'article 1505, « font entrer en communauté tout ou

partie de leurs immeubles présents ou futurs, cette clause s'appelle ameublement ».

L'ameublement, ainsi que son nom l'indique et comme le constate ce texte, concerne donc uniquement les immeubles. Par suite, cette modalité ne peut toucher en rien la créance résultant d'une police d'assurance sur la vie, créance qui, en tant qu'elle constitue une *obligation ayant pour objet des sommes exigibles*, présente un caractère essentiellement mobilier conformément à l'article 529 du Code civil.

On a bien prétendu (1) il est vrai que l'ameublement pourrait porter également sur des meubles qui, de par l'article 1403, ne tombent en communauté que sauf récompense, c'est-à-dire les produits des propres quand ils n'ont pas le caractère de fruits. Mais c'est là une conception plus théorique que pratique : il paraît d'ailleurs difficile de procéder à l'assimilation de la créance d'un capital assuré à un objet mobilier provenant d'un propre et n'ayant pas le caractère de fruit !

§ 2. — Séparation de dettes

Nous avons déjà eu l'occasion d'insister à différentes reprises, au cours de ce travail, sur le fait

1. Claro, *op. cit.*, p. 205.

que la charge des primes ne saurait être considérée comme une dette *stricto sensu*, puisque, par la règle du paiement facultatif, le souscripteur est libre de s'en exonérer à volonté en toute circonstance, et qu'en conséquence l'assureur ne possède contre lui aucun droit de poursuite. Le simple rappel de cette observation suffit à expliquer pourquoi la clause de séparation de dettes est ici indifférente.

§ 3. — *Communauté universelle*

D'après l'article 1526 du Code civil, « les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté universelle de leurs biens tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, ou de tous leurs biens présents seulement, ou de tous leurs biens à venir seulement ».

Il résulte de ce texte que la communauté universelle ne s'étend pas obligatoirement, en toute circonstance, à la totalité des biens possédés par les époux lors de leur mariage ou acquis ensuite par eux, comme le laisserait supposer son nom, mais qu'elle peut ne comprendre qu'une quote-part de l'universalité de ces biens. Elle est donc susceptible de plus ou de moins dans son extension.

Quelle que soit d'ailleurs cette extension, l'attribution du bénéfice de l'assurance demeurera exacte-

ment ici ce qu'elle est sous le régime légal. On admet sans difficulté en effet, que même lorsque les époux sont soumis à la communauté universelle, la volonté du disposant peut exclure du patrimoine commun les biens donnés par lui à l'un des conjoints. Or nous savons que c'est précisément sur l'intention expresse ou implicite du stipulant que l'on se fonde, en cas de communauté légale, pour faire parvenir en propre au bénéficiaire l'émolument intégral de l'assurance. Du moment, par conséquent, où il est entendu que cette intention peut ici se manifester dans les mêmes termes et avec la même efficacité qu'en présence de ce dernier régime, le sort de la créance du capital assuré doit également se régler en toute hypothèse d'après des principes identiques.

L'attribution du bénéfice de l'assurance ne se trouvant donc pas modifiée, sous le régime de communauté universelle, les règles qui régissent la question des récompenses ne le sont naturellement pas davantage.

CHAPITRE II

CLAUSES AYANT EFFET SUR L'ATTRIBUTION DU BÉNÉFICE DE L'ASSURANCE

Les clauses qui ont pour résultat d'influer sur l'attribution du capital assuré sont assez nombreuses et d'importance inégale, comme aussi d'effets différents. L'une — la communauté réduite aux acquêts — constitue en elle-même un régime spécial très nettement individualisé, au contraire des autres qui ne sont en fait que des modalités accessoires superposées à la communauté légale, dont elles affectent plus ou moins profondément les résultats.

Ces diverses clauses, au surplus, n'agissent pas toutes de la même façon. Certaines d'entre elles modifient *ab initio* le sort de la créance du capital assuré, laquelle se trouve, par exemple, immédiatement exclue du patrimoine commun alors qu'elle y serait entrée sous le régime légal. D'autres ne changent rien à l'attribution de cette créance au cours du mariage : leur effet se fait sentir seulement lors de la dissolution de la commu-

nauté, c'est-à-dire au moment du partage du patrimoine commun.

SECTION PREMIÈRE

Clauses ayant effet « *ab initio* »

Les modalités agissant, au cours du mariage, sur le sort de la créance même qui est née du contrat d'assurance sont les deux suivantes :

- 1°. L'exclusion de communauté (art. 1497-2°).
- 2°. La communauté réduite aux acquêts (art. 1497-1°).

L'exclusion de communauté peut se produire d'une double façon : explicitement, au moyen d'une clause désignée très souvent sous le nom de « clause de réalisation », par opposition à la clause d'ameublissement ; tacitement, par la clause d'apport.

La communauté réduite aux acquêts et la clause de réalisation sont très proches parentes l'une de l'autre : l'on peut dire en effet de la communauté réduite aux acquêts qu'elle ne constitue que l'érection, à l'état de régime matrimonial distinct et individualisé par la loi, d'une clause de réalisation englobant tant le mobilier présent que le mobilier futur des époux et à laquelle le Code adjoint une clause parallèle de séparation de dettes.

Une remarque préjudicielle doit d'ailleurs être faite, qui n'est que l'application d'un principe général. Ces deux modalités sont l'une et l'autre restrictives de la communauté, c'est-à-dire qu'elles ont pour résultat de soustraire au patrimoine commun des biens que le régime légal y fait entrer. En matière d'assurances sur la vie, la volonté du stipulant peut s'exercer efficacement dans les nombreuses hypothèses antérieurement étudiées, pour empêcher sous ce dernier régime la chute de la créance du capital assuré dans la communauté; les clauses restrictives que nous allons étudier produisent parfois automatiquement le même résultat.

Or, il se peut que celui-ci ne corresponde pas en fait aux désirs du souscripteur. Ainsi, un tiers qui stipule en faveur de l'un des conjoints a pu cependant vouloir les avantager tous deux également. Son intention se trouvera réalisée si le profit de l'opération constitue un bien commun; elle ne le sera pas s'il demeure propre au bénéficiaire. Le stipulant aura-t-il le moyen d'éviter ce résultat? Certainement : les conventions matrimoniales lient les personnes qui les ont faites, mais non pas les tiers (1). Dès lors, la volonté du souscripteur, qui pouvait agir pour exclusion de la masse commune, sous le régime légal, le bénéfice de l'assurance contractée

1. Cf. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 818.

par lui au profit de l'un des époux, pourra également agir en sens inverse en présence d'une clause restrictive de la communauté.

Les observations qui suivent comportent donc implicitement la réserve qui vient d'être faite, dans toutes les hypothèses où la police a été souscrite par un tiers au profit de l'un des futurs époux ou de l'un des époux.

§ 1. — *Exclusion de communauté*
(*Clause de réalisation et clause d'apport*)

Aux termes de l'article 1500 : « Les époux peuvent exclure de leur communauté tout leur mobilier présent et futur. — Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus ».

En réalité, il y a deux choses dans ce texte : le premier alinéa prévoit l'exclusion expresse résultant d'une *clause de réalisation* proprement dite ; le deuxième alinéa, l'exclusion tacite qui est la conséquence de la *clause d'apport*.

Cette dernière modalité consiste en une promesse d'apport d'une certaine portion du mobilier à la com-

munauté, promesse qui entraîne la « réalisation » implicite de tout l'excédent.

Elle peut se présenter sous deux formes, et consister soit dans l'apport d'un ou de plusieurs meubles déterminés, soit dans l'apport limité à une certaine somme.

Au premier cas, les seuls meubles dont l'apport a été promis tombent dans le patrimoine commun ; tous les autres en sont exclus, à l'exception toutefois de la jouissance des biens propres des époux, conformément à l'article 1401-2°.

Dans la seconde hypothèse, la clause d'apport n'empêche pas la communauté de devenir propriétaire de ce qu'elle doit posséder d'après les règles ordinaires du régime légal ; mais, en vertu de cette modalité, chaque époux peut exercer lors du partage une action en reprise pour tout ce qui dépasse la somme promise par lui (art. 1503) (1).

Quant à la clause de réalisation proprement dite, elle permet aux conjoints d'exclure de la communauté tout leur mobilier présent et futur. Cependant, ils peuvent aussi bien exclure seulement leur mobilier

1. De cette observation résulte qu'il est, en fait, inexact de classer la clause d'apport limité à une certaine somme parmi les modalités ayant effet *ab initio* sur l'attribution du bénéfice du contrat d'assurance, puisqu'elle n'a d'action que lors de la dissolution de la communauté. Mais il paraît préférable de ne pas envisager cette clause séparément d'avec celles qui appartiennent à la même famille.

présent, ou seulement leur mobilier futur, ou seulement encore une partie de leur mobilier présent et futur.

Le « mobilier présent » des époux, c'est celui qu'ils apportent en se mariant — cela ne souffre aucune difficulté. Mais il ne faudrait pas entendre par l'expression « mobilier futur » tout le mobilier que les époux acquièrent au cours du mariage : il s'agit là seulement des meubles qui leur adviennent à titre gratuit par succession, donation ou legs. D'où cette conséquence que l'exclusion du mobilier ne sera jamais « totale » au strict sens du mot, puisque les meubles acquis à titre onéreux pendant le mariage entreront toujours en communauté.

Il apparaît bien, dès lors, que les deux modalités — clause d'apport, et réalisation proprement dite — sont susceptibles de plus ou de moins, d'une façon considérable.

Ceci étant, on ne saurait s'attacher ici qu'aux idées générales concernant la répercussion que peuvent exercer ces modalités sur l'attribution du bénéfice d'une assurance en cas de décès, et sur la question des récompenses envisagée par rapport au même contrat.

Plaçons-nous tout d'abord dans l'hypothèse où la clause de réalisation a porté seulement sur le mobilier présent.

Rien n'est changé, en pareil cas, quant à l'assurance souscrite au cours du mariage : cela est l'évidence même.

Mais l'époux attributaire d'une police contractée à son profit antérieurement au mariage, soit par lui-même, soit par un tiers quelconque, soit par son futur conjoint, verra la créance du capital assuré lui demeurer propre de plein droit et en toute circonstance. Cette créance constitue en effet un meuble « présent ».

Il découlera de là une conséquence intéressante au point de vue de la récompense, toutes les fois que le contrat aura été passé avant son mariage et à son profit personnel par l'époux bénéficiaire lui-même : celui-ci sera toujours tenu d'indemniser la communauté, à raison des primes qu'il a prélevées sur elle et qui ont servi à entretenir un contrat d'où est né pour lui un bien propre ; l'article 1437 doit indubitablement s'appliquer en pareil cas.

Dans l'hypothèse où l'assurance aurait été souscrite au profit de l'attributaire non plus par lui personnellement, mais par son futur conjoint, récompense serait due dans les mêmes termes et aux mêmes conditions que sous le régime légal.

Supposons maintenant une clause de réalisation visant seulement le mobilier futur : le résultat de

cette modalité est exactement inverse de celui de la précédente.

Il ne se produit aucune particularité spéciale en ce qui concerne l'assurance contractée avant le mariage.

L'effet de cette clause se fait, par contre, sentir sur les polices souscrites au cours de l'union conjugale. Mais là il apparaît d'ailleurs moins étendu que ne l'est la répercussion de la réalisation du mobilier présent sur les contrats antérieurs au mariage. Cela tient à ce que, comme nous l'avons dit, le « mobilier futur » comprend seulement les meubles que les époux reçoivent à titre gratuit, à l'exclusion de ceux qu'ils acquièrent à titre onéreux.

Il n'y aurait par suite rien de changé quant à l'attribution du capital d'une assurance souscrite soit par l'un des conjoints sur sa propre tête, à son ordre ou au profit de sa succession, soit par le mari à son profit personnel sur la tête de sa femme. En pareil cas, le bénéfice de l'opération représente pour l'attributaire le fruit d'un acte onéreux passé par lui : il entrera donc en communauté, comme sous le régime légal.

Mais il en est tout différemment pour l'assurance contractée par un tiers au profit de l'un des époux. A condition, bien entendu, que le bénéficiaire ne soit pas appelé à recueillir la somme assurée en tant que créancier du stipulant, en paiement d'une

dette de ce dernier, le montant de l'assurance lui est acquis à titre de libéralité : il lui demeure donc propre en toute circonstance, malgré l'absence de la moindre manifestation de volonté dans ce sens de la part du souscripteur.

Quant à la créance née d'une police passée par l'un des époux au profit de l'autre ou conjointement par les deux époux, on l'exclut du patrimoine commun, sous le régime légal, en se basant sur le caractère de libéralité que présente le contrat pour le bénéficiaire : à plus forte raison une solution identique doit-elle être appliquée ici.

Le règlement de la question de récompense demeurera dès lors, en présence d'une clause de réalisation du mobilier futur, exactement ce qu'il est quand il n'a pas été fait de contrat de mariage.

Lorsque les époux ont déclaré réaliser à la fois leur mobilier présent et leur mobilier futur, les effets de chacune des deux modalités précédentes se combinent et se superposent sans soulever aucune difficulté spéciale.

Mais la clause de réalisation pourrait également, comme nous l'avons vu, ne comprendre qu'une quote-part du mobilier présent ou futur : il faudrait qu'en pareil cas l'assurance ait été prévue comme figurant dans cette quote-part réalisée pour que la

convention puisse avoir effet sur elle, le cas échéant.

Il n'est d'ailleurs pas obligatoire que la clause soit réciproque : elle peut concerner aussi bien l'un seulement des deux époux. Rien ne serait changé dans cette hypothèse, quant aux résultats d'une police dont l'autre conjoint serait bénéficiaire, puisqu'aucune « réalisation » ne se produit à son égard.

Supposons désormais qu'il s'agisse d'une clause d'apport de biens déterminés.

Si la créance du capital assuré ne figure pas parmi le mobilier qui fait l'objet de cette clause, elle se trouvera *ipso facto* exclue du patrimoine commun, quelles que soient à la fois l'époque — antérieure ou postérieure au mariage — à laquelle l'assurance a été souscrite ; la personnalité du stipulant — futur conjoint ou conjoint du bénéficiaire ou encore tiers quelconque — ; et les modalités du contrat. En pareil cas en effet, les seuls meubles dont l'apport a été promis tombent en communauté (1).

Comme lorsqu'il s'agit d'une clause de réalisation du mobilier présent, l'époux qui a souscrit une police à son ordre ou au profit de sa succession

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 1013

antérieurement au mariage, serait tenu d'indemniser la communauté à raison des primes acquittées par elle et qui ont servi à lui constituer un propre.

Récompense serait également due — et c'est là une éventualité qui ne se présente pas lorsqu'il s'agit d'une clause de réalisation, même quand celle-ci englobe à la fois le mobilier présent et futur — par le mari qui a contracté une assurance à son profit personnel sur la tête de sa femme, pour une raison identique à celle de l'hypothèse précédente : il a utilisé des biens communs pour se créer une valeur propre.

Dans tous les autres cas, il y aurait ou non lieu à récompense aux mêmes conditions que sous le régime légal, puisque rien n'est changé dans ces diverses circonstances à l'attribution du capital assuré.

Si, au contraire, la créance de la somme assurée est comprise parmi les biens dont l'apport a été promis, elle tombera toujours dans la communauté. Cette conséquence découle de la promesse faite par l'époux apporteur, et à laquelle celui-ci ne saurait se soustraire.

En pareille hypothèse par conséquent, la question de récompense ne se posera jamais.

En présence d'une clause d'apport limité à une certaine somme, tout se règle — comme on l'a déjà vu — par l'exercice, lors du partage, d'une action en

reprise de l'époux apporteur agissant seulement à titre de créancier, pour tout ce qui excède la valeur de ce qu'il a déclaré vouloir mettre en communauté (art. 1503 C. civ.). Celle-ci demeure donc propriétaire, au cours du mariage, de tout ce qui doit lui advenir d'après les règles du droit commun.

Par application de ces principes, la créance du capital assuré sera, pendant le mariage, propre ou commune dans des circonstances identiques à celles du régime légal. Mais même au cas où elle demeure commune, le conjoint bénéficiaire pourra en recueillir le montant total, par l'exercice de son action en reprise lors de la dissolution de la communauté, si cette dernière se trouve déjà remplie de la somme dont l'apport lui a été promis. Seulement, il ne faudrait pas croire que la situation de l'attributaire sera aussi favorable que si le profit de l'assurance lui était parvenu en propre *ab initio*. On ne doit pas oublier que l'époux agit ici en tant que créancier et non pas à titre de propriétaire des biens qu'il reprend. Ses droits sont donc moins efficacement garantis.

Il convient de répéter à propos de la clause d'apport ce qui a été dit au sujet de la clause de réalisation : elle peut être réciproque ou unilatérale.

De plus, si elle consiste en une promesse d'apport

de biens déterminés, elle peut en comprendre un seul ou plusieurs.

Autant de circonstances de fait suivant lesquelles elle aura ou non effet sur l'assurance et à l'égard seulement de l'un des époux, ou de tous deux.

§ 2. — *Communauté réduite aux acquêts.*

« Lorsque les époux », dit l'article 1498, « stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

« En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux ».

La simple lecture de ce texte confirme l'observation déjà notée que la communauté réduite aux acquêts ne constitue pas autre chose que l'association, faite par la loi, d'une clause de séparation de dettes présentes et futures à une clause de réalisation ayant la même étendue.

L'actif du patrimoine commun sous ce régime comprend donc un double élément :

1°. Les revenus des biens personnels des époux (art. 1401-2°) : il est de principe en effet que la communauté est toujours usufruitière des biens propres des époux.

2°. Les « acquêts », c'est-à-dire les biens acquis à titre onéreux par les conjoints au cours du mariage.

Au contraire, sont exclus de la masse commune :

1°. Tous les biens que les époux possédaient en se mariant.

2°. Les meubles qui leur adviennent à titre gratuit au cours du mariage, puisqu'il faut entendre par l'expression « mobilier futur » le seul mobilier échu de cette façon.

Les effets exercés par le régime de communauté réduite aux acquêts sur l'assurance en cas de décès sont très faciles à déterminer, du moment où l'on connaît déjà ceux des deux éléments qui le constituent.

D'une part nous savons que la clause de séparation de dettes est inopérante en notre matière, puisque le stipulant n'est pas tenu, à proprement parler, d'une dette *stricto sensu* — laquelle suppose un engagement auquel il est impossible de se soustraire à volonté et qui confère le droit de poursuite au créancier : ce qui par définition n'est pas le cas pour le paiement des primes d'une police d'assurance.

D'autre part les effets de la clause de réalisation ont été déjà relevés tant en ce qui concerne la réalisation du mobilier présent que celle du mobilier futur : il suffira donc de rappeler brièvement ici ce qui a été dit à ce propos.

L'émolument de toute police souscrite avant le mariage sera recueilli en propre par le bénéficiaire. Cette affirmation, qui ne soulève aucun doute, a été confirmée notamment par un arrêt de la Cour d'appel de Rennes, du 1^{er} février 1912 (1), d'où il résulte que le capital d'une assurance pour laquelle il n'y a pas de désignation de bénéficiaire doit être porté à l'actif de la succession du stipulant, pour qui il constitue un bien propre si le contrat a été souscrit antérieurement au mariage et à la naissance de la communauté réduite aux acquêts.

Il découle de là cette conséquence que le souscripteur devra récompense à la communauté lorsqu'il a passé l'assurance au profit de son patrimoine, à raison des primes acquittées pendant le mariage et qui lui ont permis de se constituer un propre (2).

Pour ce qui est de l'assurance contractée au cours du mariage au profit de l'un des époux, aussi bien par lui personnellement que par son conjoint ou

1. D. 1912. 2. 321.

2. Wahl, *op. cit.*, p. 67.

encore par un tiers quelconque, il faut faire une distinction.

L'émolument d'une police qui présente pour le bénéficiaire le caractère d'une libéralité est de plein droit exclu de la communauté, en tant que meuble acquis à titre gratuit pendant le mariage.

Le capital de l'assurance qui constitue un acte onéreux vis-à-vis de cette même personne, tombe toujours en communauté, car il constitue un « acquêt ».

La question de récompense à raison d'une police contractée pendant le mariage, lorsque les conjoints sont soumis à la communauté réduite aux acquêts, se résout par l'application des règles du régime légal : elle ne soulève aucune difficulté spéciale, le principe applicable demeurant identique dans les deux hypothèses.

Un régime très usité en Normandie est celui de la communauté réduite aux acquêts immobiliers. Il consiste, comme son nom l'indique, en l'exclusion complète du mobilier, même de celui qui est acquis à titre onéreux au cours du mariage.

Sous ce régime par conséquent, la créance du capital assuré sera, comme tous les meubles, toujours acquise en propre par le bénéficiaire.

SECTION II

Clauses ayant effet seulement lors du partage

Ces clauses sont les suivantes :

- 1°. Le partage inégal (art. 1497-7°).
- 2°. Le préciput (art. 1497-6°).
- 3°. La reprise d'apports francs et quittes (art. 1497-5°).

Elles sont donc de diverses espèces. Toutes trois présentent ce caractère commun qu'elles n'influent pas au cours du mariage sur la destination de la créance du capital assuré, qui demeure régie par les principes de la communauté légale. Ce sont, en effet, de simples modalités du partage faisant sentir leur action seulement lors de la dissolution de la communauté. Leur effet sur l'attribution du bénéfice de l'assurance se produit, par suite, d'une façon assez indirecte, qui est même souvent tout à fait incidente et n'apparaît qu'en tant que le capital assuré constitue un élément de la masse commune, au milieu de laquelle il se trouve confondu. L'une de ces clauses — la reprise d'apports francs et quittes — est spéciale à la femme, qui peut seule en profiter. Aucune d'entre elles, enfin, ne touche à la théorie des récompenses.

§ 1. — *Partage inégal*

D'après l'article 1520 du Code civil, « les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la communauté, qu'une part moindre que la moitié, soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté, soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant, ou à l'un d'eux seulement ».

La lecture de cette disposition pourrait, à première vue, laisser croire à une certaine inexactitude dans le titre de la section dont il constitue le premier article, puisque ce titre contient les mots « parts inégales », et que l'une des modalités prévues par l'article 1520 — la dernière dans l'ordre de l'énumération — paraît précisément exclusive de toute idée de « parts » et de partage du patrimoine commun, en tant qu'elle consiste dans l'attribution de la communauté entière à l'un des époux.

Il n'y a cependant là aucune contradiction, car cette attribution n'est pas aussi complète et absolue que le laisseraient supposer les termes du texte. La clause, en effet, et s'il n'y a pas eu convention contraire, n'empêche pas le conjoint exclu du partage de la masse commune de reprendre les biens

tombés en communauté de son chef, c'est-à-dire à la fois ceux qu'il a apportés en se mariant et ceux qui lui sont advenus à titre gratuit au cours du mariage. Et il fait cette reprise d'apports à titre de propriétaire, c'est-à-dire qu'il les recouvre en nature (1). De telle sorte que la convention consiste en définitive dans l'attribution à l'un des époux de la totalité des acquêts, et que l'autre conjoint reçoit effectivement une part du patrimoine commun.

Les trois modalités énumérées dans l'article 1520 sont par suite réellement toutes au même titre des clauses de « partage inégal ».

Elles sont donc les suivantes :

- 1°. Le partage inégal proprement dit.
- 2°. L'attribution à l'un des époux de la totalité des acquêts de communauté.
- 3°. L'attribution à l'un des époux d'une somme fixée par avance comme représentant sa part de communauté.

Cette dernière combinaison, connue sous le nom de « forfait de communauté », présente la particularité d'être une convention aléatoire qui enlève à la femme sa faculté de renonciation.

Au contraire, cette faculté subsiste dans les deux autres cas : les observations qui seront faites à leur

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 1316 et l'arrêt cité.

propos comporteront donc cette réserve sous-entendue que la femme est acceptante. Quand elle renonce, la communauté étant alors recueillie tout entière par le mari, les deux modalités en question ne produisent *ipso facto* pas plus de résultat que si elles n'avaient pas été convenues.

Remarquons en outre que les trois clauses n'ont d'effet, au point de vue du bénéfice effectivement retiré d'une assurance en cas de décès, que dans les diverses hypothèses où la créance est tombée dans le patrimoine commun, puisqu'elles concernent uniquement le partage de l'actif commun : il y a là une réserve implicite à ajouter à la précédente. Par ailleurs, le résultat de ces modalités, varie de l'une à l'autre et, pour chacune d'elles, suivant telles circonstances que nous allons maintenant examiner.

En ce qui concerne le partage inégal proprement dit, l'époux bénéficiaire de l'assurance se trouvera conserver plus ou moins de la moitié du profit de l'opération, selon qu'il a été convenu qu'il aurait droit à la part la plus forte ou la plus faible de la communauté.

Dans ce dernier cas, l'autre conjoint, qui recevra de son côté plus que la moitié du patrimoine commun, à laquelle seulement il aurait pu prétendre sous le régime légal, retirera en définitive la majeure

partie du bénéfice d'un contrat qui ne lui a cependant pas été attribué par le stipulant.

Un résultat du même genre pourra se produire avec le forfait de communauté. Par cette clause, comme on l'a vu plus haut, un époux abandonne à l'autre sa part de communauté moyennant une somme fixe. Elle peut donc être plus ou moins avantageuse à l'un ou l'autre des conjoints, selon le chiffre qu'atteindra l'actif commun au moment de la dissolution de la communauté, puisque chacun d'eux se trouvera recevoir suivant les circonstances une valeur supérieure, ou inférieure, ou encore — par un effet du hasard — égale à ce qu'eût été sa part normale de commun en biens. Par suite, le profit retiré par lui de l'assurance variera indirectement à raison des mêmes circonstances.

L'attribution, à l'un des époux, de la totalité des acquêts de communauté agira différemment selon les éventualités qui se produiront.

Si la créance du capital assuré, entrée en communauté, est née antérieurement au mariage, la police ayant été souscrite à ce moment, ou si elle est acquise au cours du mariage à titre de libéralité, elle ne constitue pas un acquêt et l'époux bénéficiaire peut en effectuer la reprise totale à titre d'apport.

Supposons au contraire que cette créance ait été

acquise par le bénéficiaire à titre onéreux pendant son mariage, soit parce qu'elle a été stipulée par lui-même au profit de son patrimoine, soit parce qu'il l'a reçue en paiement d'un de ses débiteurs. Dans ce cas, l'attributaire en touchera le montant intégral si c'est à lui que la clause accorde la totalité des acquêts ; il en sera complètement dépouillé si cette clause profite à son conjoint. Celui-ci recueillerait alors le bénéfice entier d'une assurance à laquelle il n'avait cependant pas été appelé.

Il convient d'ailleurs d'ajouter que les époux peuvent généraliser les effets de cette modalité et ne pas la limiter aux seuls acquêts, en supprimant, par une convention contraire, le droit de reprise des apports (1). Dans de semblables conditions, la clause aurait pour effet d'attribuer à l'un ou à l'autre des conjoints la totalité de la communauté, et par conséquent en toute circonstance l'intégralité du bénéfice de l'assurance.

§ 2. — *Préciput*

L'article 1515, alinéa 1^{er}, du Code civil dispose que « la clause par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever, avant tout partage, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 1315, et l'arrêt cité.

nature, ne donne droit à ce prélèvement, au profit de la femme survivante, que lorsqu'elle accepte la communauté, à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé ce droit, même en renonçant ».

On désigne donc sous le nom de *préciput* une clause permettant à l'un des époux ou à ses héritiers de prendre dans la communauté, avant le partage, certains objets ou une somme déterminée, étant entendu que ce qui est ainsi prélevé ne viendra pas en déduction de la part que le précipitaire est appelé à recueillir en tant que commun en biens.

C'est sous la forme du prélèvement d'une somme déterminée que cette convention peut être intéressante dans notre matière.

Elle permettra au conjoint bénéficiaire d'une assurance sur la vie, lorsque se rencontreront les circonstances qui font du capital assuré un bien commun, d'éviter en partie les conséquences fâcheuses de cette éventualité. Au moyen d'une clause de préciput, l'attributaire pourrait en effet stipuler qu'avant tout partage, il prendra dans le patrimoine commun une somme équivalente à la valeur de la créance née à son profit d'un contrat d'assurance antérieur au mariage, et dont l'émolument doit tomber en communauté.

Cette convention serait certainement très favorable pour le bénéficiaire, dispensé, grâce à elle, de parta-

ger avec son conjoint un bien qui devrait l'être en raison de son caractère commun.

Il ne faut pas croire, cependant, qu'elle le mettrait dans une situation aussi avantageuse que celle où il se trouve lorsqu'il recueille le capital assuré à titre de propre. Ceci tient à la nature même de la clause, qui ne rend pas l'époux précipitaire immédiatement propriétaire des biens sur lesquels elle porte. Elle ne touche en rien aux pouvoirs d'aliénation du mari, ni aux droits des créanciers de la communauté, lesquels ont une action même sur les biens compris dans le préciput (art. 1519 du C. civ.). Cette modalité consiste en définitive en une simple créance de reprise de la valeur fixée, reprise qui s'effectue sur l'actif net du patrimoine commun. Le conjoint bénéficiaire du capital assuré qui a fait l'objet de la clause n'est donc pas certain de recueillir intégralement ce capital, comme il l'est lorsque la créance lui en demeure propre.

Il convient d'ajouter que le préciput peut être réciproque ou unilatéral, et de rappeler que lorsqu'il a été stipulé au profit de la femme, celle-ci n'y saurait prétendre qu'à condition d'accepter la communauté (art. 1515, al. 1^{er}). Cette modalité, suppose en effet le partage, et ne peut s'exercer que sur le patrimoine commun, auquel la femme a perdu tout droit du fait de sa renonciation. Mais il ne lui

est pas interdit de se réserver, au moyen d'une clause spéciale, le bénéfice de son préciput même au cas où elle renoncerait. Alors celui-ci deviendrait une dette du mari, et pourrait s'exercer sur ses biens personnels (art. 1515-2°).

Autant d'événements qui peuvent avoir leur répercussion sur l'émolument effectif que retirera finalement l'époux, du contrat d'assurance dont le montant a fait l'objet du préciput.

§ 3. — *Reprise d'apports francs et quittes*

Cette clause ne peut intéresser que la femme seule, et uniquement dans le cas spécial où elle renonce à la communauté.

Elle lui permet de tempérer les effets absolus de sa renonciation au moyen d'une reprise des apports tombés de son chef dans le patrimoine commun (art. 1514 C. civ.), lesquels lui reviennent quittes de toutes les dettes de communauté. D'où le nom de « reprise d'apports francs et quittes » donné à cette combinaison.

Rappelons ici qu'il faut entendre par l'expression « apports » les biens possédés par l'un des époux au moment de son mariage, et ceux qui lui adviennent par la suite à titre gratuit. Par conséquent, la créance résultant d'une assurance sur la vie dont la

femme est bénéficiaire constitue un apport de cette dernière à la communauté, toutes les fois que le contrat a été passé avant le mariage comme lorsqu'elle a été acquise en tant que libéralité par la femme au cours du mariage.

En toute hypothèse donc quand l'assurance est antérieure au mariage ; dans de très nombreuses circonstances quand elle lui est postérieure, la clause de reprise d'apports aura pour effet de permettre à la femme de recueillir, malgré sa renonciation, le bénéfice de la police souscrite à son profit et tombée dans la communauté.

Il est curieux d'observer que grâce à cette clause la femme renonçante se trouvera, au point de vue de l'assurance sur la vie, dans une situation meilleure que celle où l'aurait placée son acceptation. Dans ce dernier cas en effet, elle aurait dû partager avec son mari la somme assurée, qui constitue un bien de communauté. Au contraire, la clause de reprise lui permet, quand elle renonce, de recevoir la valeur entière de son apport, et par conséquent la totalité de celle du capital assuré.

Elle lui donne d'ailleurs droit à cette valeur seulement, non pas à une reprise en nature de l'apport, et l'on doit insister sur cette idée.

Ainsi que le préciput, la clause de reprise rend la femme simplement créancière, sans privilège spécial contre les autres créanciers à qui cette

convention n'est pas opposable et qui peuvent valablement saisir les biens dont elle a fait l'objet. Mais comme la femme doit recueillir ses apports « francs et quittes », le mari sera comptable vis-à-vis d'elle de toutes les dettes qui sont venues les grever. Par suite, si les créanciers de la communauté, ou encore les créanciers personnels du mari — puisque tout créancier qui a action contre le mari a également action contre le patrimoine commun — avaient saisi la créance du capital assuré apportée par la femme, cette dernière aurait à la dissolution de la communauté, un recours contre son mari, pour s'en faire rembourser la valeur.

Tout comme le préciput également, la clause de reprise est susceptible d'une extension plus ou moins grande. Elle peut comprendre seulement le mobilier possédé par la femme au jour de son mariage, à l'exclusion de celui qui lui advient par la suite, et donc concerner uniquement dans notre matière l'assurance souscrite antérieurement au mariage. Elle pourrait à l'inverse, à condition que les termes de la convention soient assez clairs pour qu'il n'y ait pas d'erreur possible de la part des tiers (1), décider que la femme aura la faculté de reprendre ses apports non plus seulement comme créancière

1. Planiol, *op cit.*, t. III, n° 1390 et les arrêts cités.

soumise à la loi du concours, mais même à l'encontre des créanciers de la communauté, qu'elle primerait. Ce qui, dans notre hypothèse, enlèverait à ces derniers toute possibilité de saisir la créance de la somme assurée, et placerait la femme dans une situation aussi favorable que celle où elle se trouve lorsque cette créance constitue pour elle un bien propre.

CONCLUSION

Nous voici donc au terme de cette étude des questions spéciales les plus intéressantes soulevées par la pratique des assurances sur la vie entre époux communs en biens.

De la route qui vient d'être parcourue demeure une double impression.

C'est d'abord que l'action constante de la doctrine et de la jurisprudence tend à coordonner, le plus possible, les divers éléments d'une matière qui n'est soutenue par aucune législation spéciale.

C'est ensuite que cet effort louable n'a pas toujours abouti de façon satisfaisante. Trop d'hésitations subsistent encore, qui nuisent au développement d'un contrat fort digne d'intérêt.

Ces flottements sont d'ailleurs inévitables, et subsisteront tant qu'un texte de loi suffisamment précis ne viendra pas les faire disparaître : ils sont inévitables parce que, dans des questions où l'interprétation plus ou moins libérale des principes géné-

raux du droit constitue le seul guide pour le praticien ou le magistrat, les conceptions personnelles jouent fatalement un rôle toujours très étendu, et amènent à des conclusions conformes sans doute à l'opinion particulière de chacun, mais souvent aussi en désaccord dans leurs résultats.

Nous avons rencontré bien des exemples de ces incertitudes : le droit de révocation des héritiers du stipulant ; le sort du capital assuré au profit d'un tiers, en cas de prédécès du bénéficiaire ; le caractère de l'assurance sur deux têtes dans les rapports entre les époux conjointement assurés ; les cas dans lesquels récompense est due à la communauté, et le montant de cette récompense — pour ne citer que celles-là.

Une intervention du législateur ferait cesser toutes ces hésitations.

Le vote du projet de loi aurait, d'autre part, l'avantage de mettre fin à certaines décisions judiciaires d'autant plus fâcheuses qu'elles sont plus solidement établies, telle par exemple celle qui assimile la stipulation en faveur des enfants à naître à l'assurance souscrite au profit de tiers indéterminés.

Il légitimerait, au point de vue des textes, d'autres solutions tout à fait désirables mais que l'on est encore parfois tenté d'hésiter à admettre aujourd'hui, comme la dispense de récompense à raison des

charges d'une police contractée par un époux commun en biens au profit de son conjoint.

Enfin, il placerait notre pays au même niveau que d'autres nations, sur lesquelles nous sommes en retard à ce point de vue.

Sans doute, les tragiques événements actuels laisseront derrière eux tant de répercussions que, dans l'œuvre de reconstruction de la France de demain, d'autres tâches incomberont au législateur, beaucoup plus pressantes, beaucoup plus immédiatement utiles qu'une réglementation du contrat d'assurance.

On ne doit donc pas espérer voir le projet déposé dès 1904 sur le bureau de la Chambre des députés sortir de sitôt des cartons où il sommeille depuis douze ans.

Il faut souhaiter cependant qu'il n'y demeure pas enfoui définitivement, et qu'il soit voté lorsque pourront reprendre, dans notre patrie victorieusement libérée de la menace germanique, les travaux pacifiques et les débats d'intérêt privé.

Vu : le Président de la thèse,
CARPENTIER

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris ;
Pour le Vice-Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie,

ISTRIA

BIBLIOGRAPHIE

1°. OUVRAGES

- Aubry et Rau.* — Cours de Droit civil français.
- Baudry-Lacantinerie.* — Traité théorique et pratique de Droit civil.
- Blondel.* — Des assurances sur la vie dans leurs rapports avec le Droit civil, et spécialement des bénéficiaires du contrat. Thèse.
- Carpentier et Frère-Jouan du Saint.* — Répertoire général alphabétique du Droit français.
- Champeau.* — La stipulation pour autrui. Thèse.
- Chauffon.* — Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir.
- Claro.* — Des assurances sur la vie entre époux. Thèse.
- Colin et Capitant.* — Cours élémentaire de Droit civil français.
- Couteau.* — Traité des assurances sur la vie.
- Dalloz.* — Répertoire méthodique et alphabétique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence.
- Demante et Colmet de Santerre.* — Cours analytique de Code civil.
- Demolombe.* — Cours de Code Napoléon.
- Deslandres.* — De l'assurance sur la vie. Étude des droits de l'assuré, des bénéficiaires, des cessionnaires et des créanciers. Thèse.

Dujarier. — De l'assurance en cas de décès justifiée dans sa nature et ses effets par les principes du Code civil. Thèse.

Dapuich. — Traité pratique de l'assurance sur la vie.

Ferrié. — De l'assurance sur la vie considérée spécialement dans le cas où elle est contractée au profit de bénéficiaires indéterminés. Thèse.

Herbault. — Traité des assurances sur la vie.

Laurent. — Principes de Droit civil français.

Lefort. — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie.

Léveillé. — Rapport sur le concours de doctorat en 1869.
Notice sur une combinaison d'assurance sur la vie avec tirages.

Livre du Centenaire.

Loché. — La Législation civile, commerciale et criminelle de la France.

Marcadé et Paul Pont — Explication théorique et pratique du Code Napoléon.

Montluc (de). — Des assurances sur la vie dans leur rapport avec les principes du Droit civil, du Droit commercial et les lois de l'Enregistrement.

Mornard. — De la nature de l'assurance sur la vie, et spécialement de ses effets au décès de l'assuré. Thèse.

Pandectes françaises. — Répertoire.

Planiol. — Traité élémentaire de Droit civil.

Pothier. — Traité des obligations.

— Traité de la communauté.

Reboul. — Des assurances sur la vie.

Saleilles. — De la déclaration de volonté. Contribution à l'étude de l'acte juridique dans le Code civil allemand.

— Essai d'une théorie générale de l'obligation, d'après le projet de Code civil allemand.

Taudière. — Des assurances sur la vie dans le mariage.
Thèse.

Thaller. — Traité élémentaire de droit commercial.

Tissier. — Des assurances sur la vie en droit français.
Thèse.

Troplong. — Le Droit civil expliqué suivant l'ordre des
articles du Code.

Vibert. — Des assurances sur la vie. Thèse.

Worms. — De la volonté unilatérale considérée comme
source d'obligations. Thèse.

2°. RECUEILS PÉRIODIQUES ET REVUES

Dalloz. — Jurisprudence générale. Recueil périodique.

Journal des assurances.

Revue du Notariat et de l'Enregistrement.

Journal officiel.

Moniteur des assurances.

Pasicrisie belge.

Revue critique de Législation et de Jurisprudence.

Revue pratique de Droit français.

Revue trimestrielle de Droit civil.

Sirey. — Recueil général des lois et des arrêts.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	I

PREMIÈRE PARTIE

Principes généraux de l'assurance sur la vie

Considérations préliminaires.....	15
CHAPITRE PREMIER. — Définition, caractères et nature	
juridique du contrat d'assurance sur la vie...	17
<i>Section première.</i> — Définition et caractères du con-	
trat d'assurance sur la vie.....	17
<i>Section II.</i> — Nature juridique du contrat d'assu-	
rance sur la vie.....	20
§ 1. — Étude sommaire des principales théories.	30
§ 2. — Discussion des principales théories....	42
CHAPITRE II. — Principaux types d'assurances sur la	
vie.....	55
§ 1. — Assurance en cas de vie, assurance en cas	
de décès et assurance mixte.....	57
§ 2. — Importance spéciale de l'assurance en cas	
de décès au profit d'un tiers.....	67

CHAPITRE III. — Théorie et principales règles de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers.	
Comment naît le droit du bénéficiaire.....	70
Section première. — Mécanisme théorique de la stipulation pour autrui.....	73
§ 1. — Théorie de la gestion d'affaires.....	74
§ 2. — Théorie de l'offre.....	79
§ 3. — Théorie de l'obligation alternative.....	85
§ 4. — Théorie de l'engagement unilatéral.....	88
§ 5. — Théorie de M. Planiol.....	94
§ 6. — Solutions actuelles de la jurisprudence....	99
Section II. — Principales règles pratiques de l'assurance en cas de décès au profit d'un tiers.....	102

DEUXIÈME PARTIE

L'assurance en cas de décès entre époux mariés sous le régime de communauté légale

Considérations préliminaires.....	109
CHAPITRE PREMIER. — Assurance souscrite antérieurement au mariage.....	113
§ 1. — Assurance souscrite au profit de l'un des futurs époux par un tiers autre que son futur conjoint.....	119
§ 2. — Assurance souscrite par l'un des futurs époux soit sans désignation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit sur la tête d'un tiers à son profit personnel.....	127
§ 3. — Assurance souscrite par l'un des futurs époux au profit de tiers indéterminés.....	129
§ 4. — Assurance souscrite par l'un des futurs époux au profit d'un tiers déterminé autre que son futur conjoint.....	138

§ 5. — Assurance souscrite par l'un des futurs époux au profit de l'autre.....	139
§ 6. — Assurance souscrite conjointement par les deux futurs époux.....	152
CHAPITRE II. — Assurance souscrite au cours du mariage	156
<i>Section première.</i> — Assurance souscrite par un tiers au profit de l'un des époux.....	157
<i>Section II.</i> — Assurance souscrite par le mari.....	159
§ 1. — Assurance souscrite par le mari sans dési- gnation de bénéficiaire ou au profit de sa suc- cession	160
§ 2. — Assurance souscrite par le mari au profit de tiers indéterminés.....	162
§ 3. — Assurance souscrite par le mari au profit d'un tiers déterminé autre que sa femme.....	165
§ 4. — Assurance souscrite par le mari au profit de sa femme.....	166
§ 5. — Assurance souscrite par le mari à son profit personnel sur la tête de sa femme.	201
<i>Section III.</i> — Assurance souscrite par la femme... ..	202
<i>A.</i> — Assurance souscrite par la femme réguliè- rement autorisée.....	202
§ 1. — Assurance souscrite par la femme soit sans désignation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit au profit de tiers indéter- minés	205
§ 2. — Assurance souscrite par la femme au profit d'un tiers déterminé autre que son mari.....	206
§ 3. — Assurance souscrite par la femme au profit de son mari... ..	209
§ 4. — Assurance souscrite par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari.....	214
<i>B.</i> — Assurance souscrite et entretenue par la	

femme sur les produits de son travail (loi du 13 juillet 1907).....	217
§ 1. — Assurance souscrite par la femme soit sans désignation de bénéficiaire, soit au profit de sa succession, soit au profit de tiers indéterminés.	220
§ 2. — Assurance souscrite par la femme au profit d'un tiers déterminé autre que son mari.....	222
§ 3. — Assurance souscrite par la femme au profit de son mari.....	226
§ 4. — Assurance souscrite par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari.....	228
C. — Assurance souscrite par la femme sans les conditions de capacité requises.....	231
<i>Section IV.</i> — Assurance souscrite conjointement par les deux époux.....	232
 CHAPITRE III — Droits et charges de la communauté.	250
<i>Section première.</i> — Cas dans lesquels la communauté peut avoir droit à récompense.....	254
§ 1. — Assurance souscrite au profit d'un tiers déterminé.....	260
§ 2. — Assurance souscrite par le mari au profit de sa femme.....	265
§ 3. — Assurance souscrite par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari.....	282
§ 4. — Assurance souscrite par la femme au profit de son mari.....	284
§ 5. — Assurance souscrite conjointement par les deux époux.....	285
§ 6. — Assurance souscrite par l'un des futurs époux au profit de l'autre.....	286
§ 7. — Assurance souscrite conjointement par les deux futurs époux.....	287
<i>Section II.</i> — Montant de la récompense.....	288

TROISIÈME PARTIE

L'assurance en cas de décès entre époux mariés sous un régime de communauté conventionnelle

Considérations préliminaires.....	301
CHAPITRE PREMIER. — Clauses sans effet sur l'attribu-	
tion du bénéfice de l'assurance.....	304
§ 1. — Ameublissement.....	304
§ 2. — Séparation de dettes.....	305
§ 3. — Communauté universelle.....	306
CHAPITRE II. — Clauses ayant effet sur l'attribution du	
bénéfice de l'assurance.....	308
Section première. — Clauses ayant effet <i>ab initio</i>	309
§ 1. — Exclusion de communauté (clause de réali-	
sation et clause d'apport).....	311
§ 2. — Communauté réduite aux acquêts.....	320
Section II. — Clauses ayant effet seulement lors du	
partage.....	324
§ 1. — Partage inégal.....	325
§ 2. — Préciput.....	329
§ 3. — Reprise d'apports francs et quittes.....	332
CONCLUSION.....	338
BIBLIOGRAPHIE.....	340
1°. Ouvrages.....	340
2°. Recueils périodiques et revues.....	343

